



COLLECTION
PROBLÈMES SOCIAUX
& INTERVENTIONS SOCIALES

MOBILITÉ, RÉSEAUX ET RÉSILIENCE

Le cas des familles
immigrantes et
réfugiées au Québec

MICHÈLE VATZ LAAROUSSI



Presses de l'Université du Québec

HENRI DORVIL, directeur
GUYLAINE RACINE, codirectrice

L'analyse des problèmes sociaux est encore aujourd'hui au cœur de la formation de plusieurs disciplines en sciences humaines, notamment en sociologie et en travail social. Les milieux francophones ont manifesté depuis quelques années un intérêt croissant pour l'analyse des problèmes sociaux, qui présentent maintenant des visages variables compte tenu des mutations des valeurs, des transformations du rôle de l'État, de la précarité de l'emploi et du phénomène de mondialisation. Partant, il devenait impératif de rendre compte, dans une perspective résolument multidisciplinaire, des nouvelles approches théoriques et méthodologiques dans l'analyse des problèmes sociaux ainsi que des diverses modalités d'intervention de l'action sociale, de l'action législative et de l'action institutionnelle à l'égard de ces problèmes.

La collection «Problèmes sociaux et interventions sociales» veut précisément témoigner de ce renouveau en permettant la diffusion de travaux sur divers problèmes sociaux. Pour ce faire, elle vise un large public comprenant tant les étudiants, les formateurs et les intervenants que les responsables administratifs et politiques.

Cette collection était à l'origine codirigée par Robert Mayer, professeur émérite de l'Université de Montréal, qui a signé et cosigné de nombreux ouvrages témoignant de son intérêt pour la recherche et la pratique en intervention sociale.



**MOBILITÉ,
RÉSEAUX ET
RÉSILIENCE**

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450
Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone: 418-657-4399 • Télécopieur: 418-657-2096
Courriel: puq@puq.ca • Internet: www.puq.ca

Diffusion / Distribution :

CANADA et autres pays

PROLOGUE INC.
1650, boulevard Lionel-Bertrand
Boisbriand (Québec) J7H 1N7
Téléphone: 450-434-0306 / 1 800 363-2864

FRANCE

AFPU-DIFFUSION
SODIS

BELGIQUE

PATRIMOINE SPRL
168, rue du Noyer
1030 Bruxelles
Belgique

SUISSE

SERVIDIS SA
Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Suisse



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».



MOBILITÉ, RÉSEAUX ET RÉSILIENCE

Le cas des familles
immigrantes et
réfugiées au Québec

MICHÈLE VATZ LAAROUSSI

2009



Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450
Québec (Québec) Canada G1V 2M2

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada*

Vatz Laaroussi, Michèle

Mobilité, réseaux et résilience : le cas des familles immigrantes et réfugiées au Québec
(Collection Problèmes sociaux & interventions sociales; 41)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7605-2400-2

1. Québec (Province) - Émigration et immigration. 2. Mobilité sociale - Québec (Province).
3. Immigrants - Réseaux sociaux - Québec (Province). 4. Résilience (Trait de personnalité) -
Québec (Province). 5. Immigrants - Québec (Province) - Entretiens. I. Titre. II. Collection :
Collection Problèmes sociaux & interventions sociales; 41.

JV7290.Q8V37 2009 304.809714 C2009-940698-5

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada
par l'entremise du Programme d'aide au développement
de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

La publication de cet ouvrage a été rendue possible
grâce à l'aide financière de la Société de développement
des entreprises culturelles (SODEC).

Intérieur

Mise en pages: INFOSCAN COLLETTE-QUÉBEC

Couverture

Conception: RICHARD HODGSON

Illustration: HERVÉ INGARGIOLA, *Vu du ciel* (2008),
Huile sur papier cartonné.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2009 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

© 2009 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 2^e trimestre 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada
Imprimé au Canada

À mon père

REMERCIEMENTS

Je remercie chaleureusement toutes les personnes, jeunes et adultes migrants, qui ont accepté de témoigner au cours de mes recherches et à qui ce livre veut offrir une tribune. C'est grâce à leur générosité, à leur conscience sociale, à leur ténacité et à leur volonté de transmettre leur expérience que, peut-être, un jour, les politiques, les gestionnaires et les décideurs coloreront leurs programmes de reconnaissance et de résilience.

Toute ma gratitude va à mes collègues de recherche grâce à qui ces travaux et ces rencontres si riches ont été possibles; un merci très particulier à Lilyane Rachédi, Lucille Guilbert, Fasal Kanouté, Beatriz Velez et Chedly Belkhdja.

Cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans mes collaborateurs et collaboratrices de terrain, ceux et celles qui ont rencontré tant et tant de familles et d'acteurs locaux, écouté et retranscrit tant et tant d'entrevues, analysé et compris tant et tant de parcours. Des mercis très chaleureux pour leur engagement et leur sensibilité à Gabriela Bezzi, Justine Pori, Claudia Prévost, Abdoul Echraf, Marina Hanina, Oana Bota, Éric Quimper et Juan Manuel Toro Lara.

Ces recherches ont été effectuées grâce à des subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, du Fonds québécois de recherche Société et culture et de plusieurs ministères. Merci de continuer à croire en la recherche qualitative et de promouvoir des sujets nouveaux, voire marginaux. Merci aussi à l'Université de Sherbrooke et à la Faculté des lettres et sciences humaines, qui ont financé l'édition de cet ouvrage et qui m'ont donné les conditions de le réaliser.

Un merci très spécial à mon époux, Abdelaziz Laaroussi, pour son soutien inconditionnel.

REMERCIEMENTS	IX
INTRODUCTION: DES MOBILITÉS SECONDAIRES DES IMMIGRANTS AUX RÉSEAUX TRANSNATIONAUX	1
 CHAPITRE 1	
MOBILITÉS ET IMMIGRATION	
La transgression des frontières	5
1. DES MOBILITÉS PLURIELLES ET EN AUGMENTATION	5
1.1. Les nouvelles voies de la mobilité	7
1.1.1. Les voies internationales.....	7
1.1.2. L’attrait des métropoles cosmopolites	9
1.1.3. Les cibles régionales de la mobilité internationale	10
1.1.4. Des espaces transfrontaliers aux mobilités pendulaires.....	12
1.1.5. Les parcours transnationaux, les savoirs d’expérience et les compétences interculturelles.....	13
1.1.6. Politiques migratoires et déqualification : le cas des Maghrébins au Québec	17
1.2. Les temps, structures et spécificités des mobilités.....	20
1.2.1. La temporalité des mobilités	20
1.2.2. La structure des mobilités : de l’individu à la diaspora	25

1.2.3. Les déplacements internes avant la migration : le cas des Colombiens et des ressortissants d'ex-Yougoslavie	30
1.2.4. Les mobilités secondaires	32
1.2.5. La mobilité résidentielle	37
1.3. Des mobilités au « champ migratoire »	39
2. IMMIGRATION ET TERRITOIRES :	
LA RENAISSANCE DU LOCAL DANS L'INTERNATIONAL.....	40
2.1. Au Canada, les dimensions politiques du territoire redéfinies par l'immigration	42
2.1.1. Les orientations de régionalisation de l'immigration.....	42
2.1.2. Une étude comparative des politiques municipales relatives à la diversité dans certaines provinces et localités canadiennes	45
2.2. Les interactions qui construisent le territoire	51
2.2.1. Différents types d'ouverture des territoires à l'altérité	53
2.2.2. Les degrés d'interculturalité	58
2.2.3. Quatre figures de l'étranger.....	64
2.2.4. Les rapports au territoire des immigrants.....	69

CHAPITRE 2

LES RÉSEAUX IMMIGRANTS À LA JONCTION DES TERRITOIRES ET DE L'HISTOIRE.....	73
1. DES HISTOIRES DE RÉSEAUX.....	75
1.1. Le parcours d'un réseau de parentèle colombien installé dans les régions du Québec	75
1.2. Le réseau expérientiel, ethnique et familial de Jeanne et Kaluma, réfugiés de République démocratique du Congo	81
2. STRUCTURE ET CARACTÉRISTIQUES DES RÉSEAUX MIGRANTS	85
3. RÉSEAUX TRANSNATIONAUX ET MOBILITÉ SECONDAIRE..	87
4. L'INVESTISSEMENT DES RÉSEAUX.....	93
5. RÉSEAUX TRANSNATIONAUX ET PAYS D'ORIGINE	95
6. L'ENTRAIDE ET LES RAPPORTS INTERGÉNÉRATIONNELS AU SEIN DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX	100
7. LES RÉSEAUX VIRTUELS: VECTEURS DE MOBILITÉ ET INVESTISSEMENT DE L'ESPACE TRANSNATIONAL	104

8. LES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX: VECTEURS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE	108
8.1. L'Histoire en chantier	115
8.2. L'histoire transmission familiale	118
8.3. L'Histoire témoignage	120
8.4. L'histoire taboue	122
9. QUATRE TYPES DE RAPPORTS AUX RÉSEAUX	124

CHAPITRE 3

LA MOBILITÉ DES FAMILLES IMMIGRANTES

EN SOCIÉTÉ D'ACCUEIL	127
1. HISTOIRES DE FAMILLES ET DE MOBILITÉ	128
1.1. Jana et Rino: où installer notre chez nous? (famille roumaine)	128
1.2. Alessandra et Jésus: un couple de passage à Rimouski (famille brésilienne)	133
1.3. Nadia et sa fille: un parcours de promotion sociale (famille marocaine)	136
1.4. Thérèse et Ismaël: la volonté de s'implanter (famille africaine)	139
1.4.1. Sur les relations sociales et les réseaux de la famille..	140
1.4.2. Sur leurs projets et obstacles rencontrés	140
1.4.3. Sur les décisions de mobilité	141
1.4.4. Sur leur intégration	143
1.4.5. Sur les savoirs acquis dans l'immigration	143
1.4.6. Sur leur analyse du parcours migratoire et de la position locale	144
1.5. Ronaldo et Clara: On a beaucoup donné à cette ville, qu'avons-nous reçu en retour? (famille colombienne)	144
2. LES ROUTES DE LA MOBILITÉ FAMILIALE	148
2.1. Mobilité d'une métropole vers une ville moyenne	159
2.2. Mobilité d'une ville moyenne vers une métropole	150
2.3. Des allers-retours entre grande ville et petite ville	152
2.4. Mobilité interlocale puis interprovinciale	153
2.5. Mobilité interprovinciale entre villes moyennes ou vers de petits milieux	155
2.6. Les mobilités de retour au pays d'origine	162
2.7. Les mobilités internationales	166
2.8. La stabilité dans des villes moyennes	169
2.8.1. Des schèmes de mobilité?	171

3. LES DYNAMIQUES FAMILIALES DANS LA MOBILITÉ	174
3.1. Les séparations et les constructions familiales	174
3.2. Les prises de décision	177
3.3. Les rapports à la mobilité.....	184
3.4. Les processus de déplacement familial	187
4. LES STRATÉGIES FAMILIALES DE MOBILITÉ	189
4.1. La stratégie de mobilité de réseau	190
4.2. La stratégie de promotion par la mobilité.....	192
4.3. La stratégie familiale de stabilisation	195
5. LES FIGURES FAMILIALES DE MOBILITÉ.....	200

CHAPITRE 4

DE LA MOBILITÉ À LA RÉSILIENCE

Place à l'intervention.....	205
1. HISTOIRES DE RÉSILIENCE OU « L'ART DE NAVIGUER DANS LES TORRENTS ».....	206
1.1. Pour la petite histoire.....	206
1.2. Un parcours d'expériences.....	212
2. RÉSILIENCE ET IMMIGRATION	216
2.1. L'histoire et l'expérience dans les faisceaux de résilience ...	219
2.2. Le réseau transnational : un réservoir de tuteurs de résilience.....	225
2.3. Le territoire : espace d'actualisation de la résilience	228
3. DES PISTES D'ACTION POUR CROISER RÉSILIENCE ET MOBILITÉ.....	230
3.1. Politiques et pratiques de reconnaissance des forces du réseau	230
3.2. Politiques et pratiques de reconnaissance des valeurs ajoutées par l'immigration et les mobilités.....	233
3.3. Politiques et pratiques de reconnaissance de la trajectoire migratoire et de l'histoire.....	235
3.4. Politiques et pratiques d'ouverture des territoires à l'altérité : de l'historicisation métissée au codéveloppement.....	237
3.5. Politiques et pratiques d'accompagnement de la mobilité ...	239
CONCLUSION :	
DE LA GÉOGRAPHIE SYMBOLIQUE	
À LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE.....	243
BIBLIOGRAPHIE	247

DES MOBILITÉS SECONDAIRES DES IMMIGRANTS AUX RÉSEAUX TRANSNATIONAUX

La mobilité est-elle un problème social ou un droit? Voilà une question contemporaine à laquelle les divers pays, les politiques, les groupes sociaux, les chercheurs et les migrants eux-mêmes donnent des réponses contrastées. Problème de sécurité, de contrôle aux frontières, de sélection, d'intégration et d'identité nationale pour les uns, elle est pour les autres droit à la vie, à la sécurité, à la promotion économique et à la dignité humaine. En abordant cette question sous l'angle des mobilités secondaires, soit celles qui surviennent après une première migration internationale, cet ouvrage propose de comprendre autrement les questions d'intégration et migration. Dès lors, des pistes de réponse alternatives à cette question émergent et ouvrent la voie à de nouvelles politiques et à des programmes d'intervention originaux.

Le projet familial est au cœur des migrations contemporaines et plus encore s'inscrit en trame de fond des stratégies de citoyenneté et d'intégration. Analysées sous l'angle des mobilités secondaires, les dynamiques et stratégies familiales prennent des formes inédites qui articulent ensemble les divers types de mouvements, géographiques et sociaux, tout comme les espaces-temps parcourus. Si le changement et la transmission représentent les deux clés de compréhension des familles dans l'immigration, l'analyse des mobilités permet de considérer le territoire, l'histoire, les réseaux et la résilience comme des concepts qui dessinent une nouvelle géographie à la fois familiale et migratoire.

Le lecteur est invité à suivre les voies alternatives tracées par cette perspective conceptuelle originale qui place les territoires symboliques, relationnels, géographiques et politiques au centre des dynamiques de mobilité et qui s'intéresse aux acteurs de ces mouvements à travers leurs stratégies familiales et collectives. Les réseaux transnationaux sont abordés ici comme des territoires de l'immigration investis et symbolisés par les immigrants; ils sont plastiques, extensibles, transnationaux, relationnels et extratemporels plus que spatiaux et géographiques. Ces territoires-réseaux permettent la continuité et le projet là où les frontières géographiques, administratives et politiques imposent pertes et ruptures. Soutenus par la mémoire familiale et sociale des immigrants, ils dessinent de diverses manières les routes de la mobilité. Comme les chemins de Cantilène des aborigènes, les territoires-réseaux investis par les immigrants sont transmis au sein des familles et de leurs réseaux de proximité, réinventés au quotidien par les membres de ces familles qui les élargissent et les réinvestissent selon leurs besoins et leurs aspirations. Ils sont aussi porteurs de leurs projets d'avenir et dessinent donc une géographie temporelle et relationnelle qui sort des polarités pays d'origine/pays d'accueil, local/transnational, tradition/modernité et singulier/collectif.

C'est aussi à travers ces réseaux et dans le rapport des familles aux territoires perçus, investis, traversés, fuis ou rêvés, qu'émergent des faisceaux de résilience qui permettent aux migrants, hommes et femmes, jeunes et adultes, de survivre à l'adversité mais plus encore de « rebondir » et d'avancer dans un parcours d'insertion semé d'embûches. Ces faisceaux soutiennent et renforcent les stratégies familiales d'insertion et de mobilité; ils éclairent l'avenir. Finalement, l'action sociale à travers ses politiques et programmes doit identifier les réseaux et routes de la mobilité pour les accompagner. En outre, l'intervention sociale, par ses modèles et pratiques innovantes, doit reconnaître et soutenir les faisceaux de résilience qui s'y développent.

Afin de dresser ce cadre conceptuel original, plusieurs recherches menées par l'auteure avec divers collaborateurs viennent en appui¹.

-
1. Plus particulièrement citons ici les études: Femmes et familles immigrantes (Vatz Laaroussi, Montejo, Corriveau *et al.*, 1996, 1999, CQRS); Familles réfugiées et immigrantes des guerres (Vatz Laaroussi et Rachédi, 2002); Les jumelages entre familles immigrantes et natives (Vatz Laaroussi et Charbonneau, 2002); La transmission des valeurs au sein des familles immigrantes (Helly, Vatz Laaroussi et Rachédi, 2002); Les collaborations familles immigrantes-école (Vatz Laaroussi, Kanoute, Rachédi, 2005, FQRSC et MELS); L'immigration en région: études de cas (Observatoire de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants, 2006, 2007, 2008); Les politiques de régionalisation de l'immigration et les politiques locales de la diversité (Vatz Laaroussi, Belkhodja, Garcea et Poirier, 2007, CRSH); La mobilité des femmes et des familles immigrantes (Vatz Laaroussi, Guilbert et Vélez, 2007, 2008, Condition féminine Canada).

Dans toutes ces recherches, des entrevues ont été menées avec différents membres, hommes, femmes, adultes, jeunes, de familles immigrantes et réfugiées au Canada et au Québec. Plus de trois cents familles d'origines diverses ont ainsi raconté leur trajectoire et leurs projets. On y a aussi rencontré en entrevues ou en groupes de discussion des acteurs locaux de la société d'accueil. Toutes ces entrevues sont utilisées ici comme matériel d'analyse mais aussi pour donner la parole aux sans-voix que sont souvent les immigrants du fait même de leur mobilité. Des extraits de ces entrevues, des textes dits ou écrits par les immigrants, des anecdotes qu'ils nous ont racontées, des histoires de mobilité, de réseaux et de résilience émailleront très largement cet ouvrage, offrant ainsi au lecteur la possibilité d'être en contact avec ces populations. De plus, cet ouvrage ouvre la voie à une forme d'autosociologie de la migration par les immigrants eux-mêmes. L'auteure, dans une position de recherche sociale plus classique, y donne aussi au lecteur des pistes d'analyse de ces discours et histoires tout comme elle fournit des typologies qui permettent de saisir la diversité des stratégies mises en œuvre pour faire face à la mobilité et au territoire. Cet ouvrage s'inscrit dès lors dans une nouvelle perspective théorique et méthodologique en sciences sociales qui conjugue ces deux démarches que sont l'auto-sociologie et la sociologie clinique.

Selon ce point de vue, l'ouvrage aborde la mobilité secondaire des familles immigrantes au Québec comme un concept analyseur central des processus liés à la mobilité dans les migrations. Les migrants sont accompagnés dans leurs parcours avant leur départ du pays d'origine, dans les pays traversés et après une première installation au Québec. La mobilité fait ainsi l'objet d'une approche microsociologique, voire clinique qui articule la mobilité internationale, la mobilité nationale après une première migration, les mobilités interprovinciales et locales, la mobilité résidentielle, la mobilité sociale et professionnelle. La perspective est à la fois constructiviste et interactionniste puisqu'on s'intéresse avant tout aux acteurs immigrants et à leurs stratégies dont la mobilité peut être une modalité, une orientation ou encore un contexte socioculturel et économique.

L'ouvrage aborde, dans le premier chapitre, les concepts de mobilité et de territoire tels qu'ils sont traités dans la littérature actuelle sur les migrations. Prenant toujours le Canada et plus particulièrement le Québec

Il est important de mentionner que ces diverses recherches ont été financées par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, le Centre Immigration et Métropoles du Québec, le Fonds québécois de recherche Société et Culture, le ministère de la Famille du Québec, le ministère de l'Éducation du Québec et Condition féminine Canada. Elles n'ont pu être réalisées que grâce au soutien et à la collaboration de nombreux partenaires communautaires et ont bénéficié des compétences d'assistantes et d'assistants de recherche, étudiants et professionnels engagés.

comme cibles d'analyse, on y décrit différents types de mobilités dans leurs rapports au transnationalisme et aux frontières. Ces dernières amènent à définir les territoires de l'immigration, territoires locaux et administratifs, aux frontières politiques et sociales, mais aussi les territoires symboliques et relationnels investis par les membres des familles immigrantes ainsi que par les populations qui y sont déjà installées. Le deuxième chapitre est consacré aux aspects relationnels et symboliques qui parcourent les territoires des immigrants et qui dessinent les routes de leur mobilité : les réseaux et l'histoire. Des parcours de familles et de réseaux migrants viennent illustrer les divers investissements familiaux de l'espace, du temps et des liens dans l'immigration.

Ce paysage conceptuel permet ensuite de construire les stratégies familiales de mobilité qui sont au cœur de l'articulation entre parcours migratoire, promotion sociale et dynamiques familiales. La mobilité familiale amène aussi à cerner comment chaque membre de ces familles entre dans une dynamique à la fois de continuité et de changement. Ces stratégies et les grandes figures familiales de mobilité dans l'immigration font l'objet du troisième chapitre. Dans un quatrième chapitre, ce sont les faisceaux de résilience émergents de ces parcours et de ces stratégies qui sont au centre de la réflexion. Là encore, plusieurs illustrations donnent corps à ce nouveau concept. Cette dernière partie de l'ouvrage est finalement consacrée aux politiques et à l'action sociale, voire au travail social, comme moyens de reconnaître, de renforcer et de catalyser ces faisceaux de résilience afin que les membres des familles immigrantes y trouvent et y construisent leur capacité de rebondir, de transcender les difficultés du parcours migratoire et de définir et investir, à leur gré, l'insertion, l'intégration et la promotion sociale.

1

MOBILITÉS ET IMMIGRATION
La transgression des frontières**1. DES MOBILITÉS PLURIELLES ET EN AUGMENTATION**

La mobilité des personnes, des idées et encore plus des capitaux est aujourd'hui à l'ordre du jour. Autant elle est prônée par les adeptes de l'ultralibéralisme lorsqu'il s'agit des biens, produits de consommation et entreprises mais aussi des cerveaux, autant elle est décriée, voire limitée par les sociétés les plus riches lorsqu'il s'agit de la circulation des personnes et de leurs familles. L'immigration choisie, menant à une forme d'élitisme de la circulation migratoire, est le nouveau modèle privilégié par différents pays européens pour tenter de faire face à cette contradiction. Depuis plusieurs années, le Canada a mis en œuvre des politiques d'immigration avec des critères de choix mais se distingue des sociétés européennes par sa volonté d'augmenter et non de réduire l'immigration autour de ces critères. Le cas canadien est donc particulièrement intéressant pour analyser les questions d'immigration et de mobilité. Mais la mobilité des personnes ne se résume pas à l'immigration d'un pays vers un autre. En ce XXI^e siècle, les mobilités augmentent en plus de se diversifier, ce qui entraîne une redéfinition des frontières, un questionnement sur l'ordre mondial et des lectures politiques et sociales de la géographie humaine.

En 2005, la mobilité des populations dans le monde a atteint environ 3% et s'est caractérisée par une augmentation accélérée dans les dernières années. Ainsi, le nombre de migrants a doublé dans les quarante dernières années passant de 77 millions en 1965 à 175 millions en 2003. Selon le rapport 2003 de l'Organisation internationale des migrations, parmi ces 175 millions de migrants et de personnes déplacées dans le monde, on relève environ un tiers de migration familiale, un tiers de migration de

travail et un tiers de réfugiés, mais aussi près de 15 millions de personnes en situation irrégulière, ce qui est à la fois peu mais en lente progression dans la « spirale de la mondialisation » (Withol de Wenden, 2004). Dans la nouvelle donne sociopolitique internationale, on note une diversification des populations et des flux migratoires dans des sociétés qui étaient autrefois homogènes et d'anciens pays d'émigration deviennent ainsi des sociétés d'accueil pour de nouveaux groupes migrants. La Bulgarie et la Hongrie en sont des illustrations dans les pays de l'Est, mais on retrouve les mêmes phénomènes en Grèce, en Italie et en Espagne, sociétés au premier rang européen de l'immigration alors qu'elles ont longtemps fourni des travailleurs aux pays voisins. De même, certains pays d'Amérique latine, fuis durant les dictatures ou pour des raisons socioéconomiques, vivent maintenant la diversité ethnoculturelle par l'immigration des ressortissants des pays voisins mais aussi de continents beaucoup plus lointains comme l'Asie et l'Afrique. Il en est ainsi du Chili, de l'Équateur ou encore du Brésil, dont la diversité interne (indigènes et populations arrivées au xvi^e siècle) présente une nouvelle hétérogénéité provenant de l'extérieur de leurs frontières nationales.

Ce chiffre relativement modeste de la mobilité internationale des populations, lorsqu'on le met en relation avec la diversification des populations tant dans les pays traditionnels d'immigration que dans les sociétés auparavant homogènes, permet de poser l'hypothèse que les populations migrantes ne se contentent plus de passer d'un pays d'origine à un pays récepteur où elles s'installent : elles passent et s'installent pour un temps dans plusieurs pays, ce qui amène à utiliser le concept de migrations transnationales pour remplacer la perspective des migrations bipolaires du xx^e siècle. Ainsi, on pourrait dire que pour les populations et les sociétés qui l'expérimentent, par nécessité ou par choix, la mobilité entraîne des mobilités à la fois multipliées et diversifiées. C'est en ce sens qu'on parlera de mobilité internationale mais aussi de déplacements internes et de mobilités secondaires.

Enfin, bien qu'il s'agisse, semble-t-il, d'une tendance de fond qui n'est pas près de disparaître dans les années à venir, et ce, malgré les politiques dissuasives et répressives de contrôle des flux migratoires dans les pays riches et industrialisés, notons que cette proportion de populations mobiles dans le monde reste faible et si elle doit susciter l'intérêt des chercheurs et des politiques, elle ne doit aucunement faire surgir les craintes des sociétés d'accueil et des populations stables de la planète. Elle peut au contraire être vue comme une manifestation de la vitalité des communications et des relations mondialisées. C'est à ce titre que les mobilités de migration vécues par les familles seront ici analysées à travers leurs dynamiques, leurs apports sociaux et économiques et leur valeur symbolique.

1.1. LES NOUVELLES VOIES DE LA MOBILITÉ

1.1.1. Les voies internationales

Il est intéressant de noter une forme de mondialisation des courants migratoires: les pays et régions de départ et d'accueil augmentent et se diversifient sans cesse. Si les couples migratoires historiques (société de départ anciennement colonisée, société d'arrivée ancien colonisateur) continuent d'être porteurs d'une partie de cette mobilité, ils sont loin d'en être désormais les seuls vecteurs. Ainsi, 60 % des migrants se déplacent au sein de l'hémisphère Sud et, plus encore, les trois quarts des réfugiés s'installent dans des pays voisins de leur pays d'origine, pays faisant aussi partie du tiers monde. C'est le cas des réfugiés des pays africains, mais aussi des réfugiés d'Asie du Sud-Est, d'Europe de l'Est ou de l'Amérique du Sud. De nouvelles routes de la mobilité internationale voient aussi le jour, favorisées à la fois par des événements conflictuels dans les pays de départ, par des politiques d'immigration dans les pays d'arrivée et par les réseaux transnationaux construits par les migrants eux-mêmes. Ainsi, les Colombiens et les Argentins, soutenus et guidés par leurs réseaux diasporiques, s'installent désormais au Canada mais aussi en Suisse, voire en Australie, diversifiant ainsi leurs premières destinations. De même, les Maghrébins, qui ont longtemps migré de manière quasi unilatérale vers la France et un peu plus tard vers la Belgique, s'installent actuellement nombreux au Canada et plus particulièrement au Québec, province francophone. Autre exemple: les Africains de la région des Grands Lacs, qui, traditionnellement, se dirigeaient vers la Belgique, se tournent aujourd'hui vers l'Amérique du Nord, voire vers l'Australie.

Dans le cadre de ces nouvelles mobilités, on note aussi des voies qui dévient des migrations linguistiques traditionnelles: les Roumains qui, sous le régime de Ceaușescu, privilégiaient les pays francophones, s'orientent désormais vers les sociétés anglophones. Il en est de même de certaines migrations en provenance de Russie et d'ex-Yougoslavie, voire des pays des Balkans. De plus, les hispanophones en provenance d'Amérique latine, qui allaient traditionnellement vers d'autres pays hispanophones ou vers ceux qui reconnaissaient cette langue (Espagne, États du sud des États-Unis), se tournent vers des sociétés francophones ou anglophones (Québec, Canada anglais, Suisse). La mobilité internationale semble donc aller de pair avec une nouvelle mobilité linguistique, créant des liens inattendus entre des ensembles politiques et culturels peu habitués les uns aux autres, historiquement et géographiquement éloignés. La fermeture des frontières européennes et l'ouverture, même contrôlée et sélective d'autres pays comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, ont une influence nette, à la fois quantitative et qualitative, sur ces flux migratoires, leur orientation et les liens internationaux nouveaux qui en émergent.

Ainsi, le Canada accueille chaque année environ 250 000 nouveaux immigrants et réfugiés et souhaite augmenter ce nombre dans les années à venir pour faire face aux déficits démographiques prévus en raison du faible taux de natalité et du vieillissement de la population. Au Canada, comme en Australie et aux États-Unis, mais aussi dans plusieurs pays européens, ces migrants viennent combler des besoins économiques majeurs en main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Comme l'indiquent les études économiques (Cahuc et Fougère, 2002), non seulement la présence locale d'étrangers a peu d'effets significatifs sur la probabilité d'emploi des autochtones et leurs revenus, mais, plus encore, les nouveaux travailleurs arrivant par l'immigration renforcent la capacité de production économique de ces sociétés tout en augmentant leur potentiel de consommation.

Le recensement de 2006 (CIC, 2008)¹ a permis de dénombrer au Canada 6 186 950 personnes nées à l'étranger, soit près du cinquième (19,8 %) de la population totale du pays (31,2 millions d'habitants) et la plus forte proportion enregistrée en 75 ans. Entre 2001 et 2006, la population du Canada née à l'étranger a crû de 13,6 % (1 110 000 immigrants récents, soit 3,2 % de la population canadienne). Il s'agit là d'un taux de croissance quatre fois plus élevé que celui de la population née au pays, ce dernier s'établissant à 3,3 % au cours de la même période. Avec 19,8 % de sa population née à l'étranger, le Canada devance les États-Unis (12,5 %) et se classe derrière l'Australie (22,2 %). Ces immigrants récents proviennent d'Asie, y compris du Moyen-Orient pour 58,3 %, d'Europe (16,1 % en baisse régulière depuis les années 1980), d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Antilles (10,8 %, en hausse par rapport à 8,9 % en 2001) et d'Afrique (10,6 % contre 8,3 % en 2001). Le Canada constitue en outre une excellente illustration de la mobilité linguistique puisque contrairement aux premiers immigrants sur le continent nord-américain, en 2006, la majorité (70,2 %) des personnes nées à l'étranger ont déclaré avoir une langue maternelle autre que le français et l'anglais. Parmi ces personnes, la plus grande proportion a déclaré utiliser la langue chinoise (18,6 %), puis l'italien (6,6 %), le pendjabi (5,9 %), l'espagnol (5,8 %), l'allemand (5,4 %), le tagalog (4,8 %) et l'arabe (4,7 %).

Dans une perspective encore plus microgéographique, le Québec, province francophone du Canada, de huit millions d'habitants, montre bien l'accroissement, la diversité et la multiplication des flux migratoires. On y est passé de 591 210 personnes nées à l'étranger en 1991 à 851 600 en 2006 (hausse de 20,5 % par rapport à 2001) avec 44 600 nouveaux arrivants en 2006 et un objectif de 49 000 nouveaux arrivants en 2010 (plan

1. Citoyenneté et Immigration Canada, <www.cic.gc.ca/ressources/recherche-stats.asp>. Source: Statistique Canada.

d'action MICC pour 2007-2010). Par ordre décroissant et au cours des cinq dernières années, ces immigrants proviennent des pays suivants: Algérie, avec 17 344 nouveaux arrivants, Chine, France, Maroc (16 034 ressortissants), Roumanie, Colombie, Liban, Haïti, Inde, Pakistan suivis de quelques pays d'Afrique noire (Rwanda, Burundi, République démocratique du Congo). Ils s'ajoutent à une immigration plus ancienne composée essentiellement d'Européens de l'Ouest: Portugais, Italiens, Français. Ainsi, la multiplicité des mobilités internationales se reflète dans le portrait québécois contemporain puisqu'on y observe une diversification et une multiplication des pays d'origine et des cultures de référence depuis les quinze dernières années. Le Canada et le Québec vivent ainsi à l'heure de la mobilité mondialisée qui entraîne, selon le groupe Migrinter, une recomposition régionale et planétaire des champs et des espaces migratoires ainsi qu'une complexité accrue des fonctions exercées par les différents pays ou sous-ensembles spatiaux et des rôles joués par les acteurs de la mobilité.

Dans cette complexité, de nouveaux types de mobilité voient le jour et interpellent tout en les reliant différentes disciplines comme les sciences politiques, la géographie humaine, les sciences du développement et de l'écologie, le travail social, et même les perspectives artistiques. Relevons d'abord dans ces diverses mobilités les tendances lourdes qui concernent la spatialisation des flux migratoires.

1.1.2. L'attrait des métropoles cosmopolites

Les métropoles cosmopolites sont celles qui, sur tous les continents, sont les plus visées par les migrants de la mondialisation. Les flux internationaux convergent vers ces grandes métropoles à la fois économiques et culturelles et viennent renforcer leur puissance démographique mais aussi leur pouvoir économique au travers de nouveaux travailleurs, dont certains sont extrêmement qualifiés et finement spécialisés (on pense ici aux spécialistes des nouvelles technologies dans les grandes métropoles américaines par exemple) mais dont une grande masse d'autres sont non qualifiés ou déqualifiés par l'immigration. Dans toutes ces métropoles fières de leur cosmopolitisme, les chauffeurs de taxis, les livreurs de pizzas, les travailleurs domestiques et les propriétaires de petits restaurants et de fast-foods sont les premiers artisans de leur diversité.

Au Canada, ce phénomène de métropolisation de l'immigration est majeur et caractérise les trajectoires de mobilité des immigrants tout comme il transforme les villes qui en sont les principales cibles. Ensemble, Toronto, Montréal et Vancouver, les trois grandes métropoles cosmopolites, ont accueilli 68,9% des immigrants récents en 2006. À titre de comparaison, un peu plus du tiers (34,4%) de la population totale du Canada vivait dans ces trois régions métropolitaines de recensement. Plus particulièrement, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Toronto continue de

s'imposer comme la principale porte d'entrée des immigrants au Canada. Entre 2001 et 2006, la population née à l'étranger a crû de 14,1 %, comparativement à 4,6 % pour la population née au Canada. Les personnes nées à l'étranger représentaient, en 2006, 45,7 % de la population totale de cette métropole.

Vancouver représente pour sa part la porte d'entrée des immigrants dans l'ouest du pays. Dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Vancouver, la population née à l'étranger a augmenté, entre 2001 et 2006, cinq fois plus vite que celle née au Canada.

Les personnes nées à l'étranger représentent 39,6 % de la population totale de région métropolitaine de Vancouver qui compte 2 098 000 habitants (troisième métropole au Canada).

Quant à Montréal, la métropole du Québec, elle est la deuxième porte d'entrée pour les immigrants récents au Canada après Toronto. Des 1,1 million d'immigrants arrivés récemment au Canada, 14,9 % ont choisi de s'établir à Montréal, alors que 40,4 % ont préféré Toronto et 13,7 %, Vancouver. En fait, la part de Montréal dans l'immigration récente au Canada (14,9 %) est supérieure à son poids démographique (11,5 %) au sein du Canada. Selon le recensement de 2006, Montréal comptait 740 400 personnes nées à l'étranger, ce qui représente 12 % de la population totale du Canada née à l'étranger. À Montréal, la population des personnes nées à l'étranger s'accroît plus rapidement que celle des personnes nées au Canada. Entre les recensements de 2001 et de 2006, la population montréalaise née à l'étranger a augmenté de 19 %, ce qui correspond à neuf fois le taux de croissance de la population montréalaise née au Canada (2,1 %).

1.1.3. Les cibles régionales de la mobilité internationale

Mais la métropolisation des flux migratoires n'est qu'une des caractéristiques des mobilités contemporaines. Comme les populations locales, les populations immigrantes sont soumises aux déterminants environnementaux du logement, de l'économie et de l'emploi qui les amènent à viser aussi des villes ou régions traditionnellement plus homogènes ou encore des municipalités en développement économique et qui entourent les métropoles, afin de profiter de leurs services sans assumer le coût de la vie qui y est plus élevé. Cette nouvelle donne vient dès lors briser les routes traditionnelles de la mobilité internationale des régions rurales ou urbaines des pays pauvres vers les grandes métropoles des pays riches. Ainsi, bien qu'il s'agisse d'une tendance plutôt marginale, un nombre croissant de migrants s'installent aussi dans des villes moyennes ou dans des régions semi-urbaines des pays d'immigration. On peut dès lors parler de cibles régionales dans les flux migratoires internationaux. Si cette question est

peu abordée en Europe, elle constitue, depuis la fin des années 1990, une préoccupation tant dans l'ensemble du Canada qu'au Québec où des orientations et politiques de régionalisation de l'immigration ont vu le jour.

Que ces nouvelles tendances soient ou non dues à ces politiques, quelques statistiques indiquent que les immigrants récents choisissent de s'installer au Canada dans des plus petites régions métropolitaines de recensement (Statistique Canada, CIC, 2008). Ainsi, en 2006, 5,2 % des immigrants récents se sont établis à Calgary, 2,9 % ont choisi Edmonton, en Alberta et 2,2 % ont opté pour Winnipeg, au Manitoba, ce qui représente une hausse par rapport à 2001. Enfin, 3,2 % des immigrants récents se sont établis à Ottawa-Gatineau, la capitale fédérale administrative du Canada.

Calgary, par exemple, au cœur de la croissance économique de l'Alberta en lien avec le pétrole qui s'y trouve, a affiché une forte croissance démographique au cours des dernières années, et la population née à l'étranger y a contribué. La population née à l'étranger de la région de Calgary a augmenté de 28 % entre 2001 et 2006, comparativement à 9,1 % pour la population née au Canada. Ce taux représente l'un des plus élevés dans l'ensemble du Canada.

Hamilton, ville moyenne de l'Ontario (environ 650 000 habitants) située à proximité de Toronto, offrant des emplois, des services et un coût de la vie plus modeste que dans la métropole, est un autre exemple du développement économique lié à l'augmentation de l'immigration. Hamilton affiche la troisième plus grande proportion au pays de personnes nées à l'étranger en 2006 (24,4 %) après Toronto et Vancouver. Il s'agit ici d'une municipalité qui a vécu l'ouverture et la diversité sans avoir le statut de métropole cosmopolite et qui s'est vue investie par la mobilité de flux de réfugiés en provenance d'ex-Yougoslavie, d'Irak et du Pakistan dans les quinze dernières années par exemple. Il est d'ailleurs notable que cette municipalité semble à la fois retenir ses nouveaux arrivants et en attirer d'autres grâce aux réseaux ethnoculturels ainsi formés.

Eu égard à ces processus de régionalisation de l'installation des immigrants, on remarque dans toutes les villes cosmopolites un phénomène de banlieusardisation de l'immigration. Les nouveaux arrivants, pour des raisons liées au bassin du logement et au bassin d'emploi ainsi qu'à leur niveau de revenus, s'installent de plus en plus dans les banlieues et municipalités entourant les grandes métropoles. Cette fois, la mobilité internationale prend les banlieues pour cibles d'installation. On relève ainsi la croissance la plus forte dans les municipalités entourant la ville de Toronto. En 2006, la ville de Toronto comptait la population la plus importante de personnes nées à l'étranger. Cependant, la majeure partie de la croissance de la population née à l'étranger s'est produite dans les municipalités

voisines. Ainsi, à Brampton, la population née à l'étranger a augmenté de 59,5 % au cours des cinq dernières années, formant, en 2006, 47,8 % de ses 431 600 habitants, soit une hausse par rapport au taux de 39,9 % observé en 2001. Mississauga, autre municipalité à proximité de Toronto, compte la deuxième plus grande population parmi les municipalités qui forment la RMR de Toronto. En 2006, un peu plus de la moitié (51,6 %) de ses 665 700 habitants étaient nés à l'étranger.

On retrouve le même phénomène d'installation en banlieue ou dans des municipalités voisines pour Montréal. Si la majorité des nouveaux arrivants (76,3 %) vivaient dans la ville de Montréal en 2006, la région métropolitaine de Montréal a également affiché une hausse des nouveaux arrivants dans les municipalités voisines comme Laval, Longueuil, Brossard, Dollard-des-Ormeaux et Côte-Saint-Luc. Ensemble, ces municipalités voisines ont accueilli 15 % des nouveaux arrivants en 2006, comparativement à 11,2 % en 2001. Par exemple, Laval comptait la deuxième plus grande population de toutes les municipalités de la RMR de Montréal. Dans cette municipalité, la population de personnes nées à l'étranger a augmenté de 40,1 %, passant de 52 500 en 2001 à 73 600 en 2006, soit plus rapidement que la population montréalaise née à l'étranger (14,2 %) et encore plus rapidement que la population lavalloise née au Canada (1,5 %). De même à Longueuil, entre 2001 et 2006, la population née à l'étranger a crû de 41,8 %, alors que celle née au Canada a décliné de 3 %. Le nombre d'immigrants récents à Longueuil a également plus que doublé entre 2001 et 2006, passant de 3 100 à 7 800. Le phénomène des banlieues gagne donc les nouveaux flux migratoires tout comme les anciens habitants natifs des métropoles.

1.1.4. Des espaces transfrontaliers aux mobilités pendulaires

D'autres types de mobilité apparaissent dans l'économie mondialisée et renvoient à des espaces transfrontaliers. Il en est ainsi des mobilités qui amènent des travailleurs à circuler d'un pays à l'autre quasi quotidiennement comme c'est le cas sur plusieurs frontières européennes (France-Belgique-Luxembourg ou encore France-Suisse-Italie par exemple). Mais d'autres mobilités tendent à remettre en question l'espace et le temps traditionnels des migrations. Si les immigrants et réfugiés des années 1970 quittaient définitivement leur pays d'origine avec pour objectif (souvent non atteint) d'y retourner au moment de leur retraite ou lorsque les conditions sociopolitiques seraient plus propices, on observe, dans les années 2000, une mobilité dite pendulaire qui amène à se déplacer selon les conjonctures socioéconomiques, les saisons ou les étapes de la vie entre le pays d'origine et la société d'accueil. Les immigrants portugais en France qui construisent leur maison au pays d'origine, y font fructifier de nouvelles entreprises ou encore y vivent durant une période de leur vie (le plus souvent en lien

avec la scolarité des enfants), en sont un bon exemple, tout comme les résidents marocains à l'étranger, immigrants dans divers pays dont la France et la Belgique bien sûr mais aussi le Canada. Ils font leurs études universitaires dans la société d'accueil et tentent d'y trouver un emploi; dès que possible, ils investissent dans la construction mais aussi dans le développement au Maroc, continuent à y passer toutes leurs vacances et temps libres et s'y construisent une retraite possible. Ainsi, selon Withol de Wenden,

[...] plus les frontières sont ouvertes, plus la population circule et moins elle s'installe : c'est la migration pendulaire, d'allers et retours, d'inscription dans la mobilité comme mode de vie. Mais *a contrario* plus les frontières sont fermées, comme on le voit au sud, plus les migrants se sédentarisent et font venir leurs familles, par crainte de ne pouvoir entrer à nouveau, une fois repartis au pays. Plus elles sont ouvertes, plus les gens circulent sans s'installer car ils peuvent repartir et revenir aisément (Withol de Wenden, 2004, p. 79).

La dimension géographique doit être analysée finement ici car on pourrait croire plus aisées ces mobilités pendulaires entre deux pays lorsque ceux-ci sont voisins et lorsque les distances sont courtes. Cependant, l'expérience canadienne montre que, même avec de grandes distances et des frontières non communes, ces mobilités d'aller-retour sont non seulement possibles mais aussi largement investies par des populations qui profitent pour cela des nouvelles technologies de communication et de déplacement qui finalement effacent les distances. C'est le plus souvent à travers les réseaux de la diaspora que ces mobilités pendulaires se développent et s'effectuent, renforçant le poids de la diaspora tout en valorisant les liens entre pays d'origine et pays d'accueil. Le cas des Philippins dans divers pays anglophones dont le Canada et plus particulièrement dans la province de l'Ontario en est une illustration intéressante. S'il s'agit d'une forte diaspora dans le sens où ses membres partagent un pays d'origine et une dispersion internationale par des déplacements forcés et volontaires ainsi qu'une auto-identification comme philippins et une organisation interne à cette diaspora ne reposant uniquement ni sur le pays d'origine ni sur la société d'accueil, ils démontrent aussi leur capacité à utiliser ces réseaux pour la promotion de leur famille dans l'immigration tout comme pour améliorer le sort de leur parenté et de la communauté de leur région d'origine avec qui ils gardent des liens réels et symboliques.

1.1.5. Les parcours transnationaux, les savoirs d'expérience et les compétences interculturelles

Les diasporas ne véhiculent pas que ces mobilités pendulaires puisque plusieurs d'entre elles sont aussi vecteurs de déplacements internationaux sans cesse renouvelés qui font plutôt entrer les migrants dans ce qu'on peut

appeler une « économie du voyage ». On peut alors parler avec Morokvasik *et al.* de culture de la mobilité, les migrants s'installant à long terme dans un voyage sans fin, voire dans un statut de nomade qui ne cherche pas à se fixer géographiquement et pour qui le voyage constitue un mode de vie. Pour rendre compte de ce qui semble être une nouvelle manière de vivre les expériences de migration, on s'est intéressé au concept de « transnationalisme ». Ce terme est employé pour décrire les processus grâce auxquels les migrants créent des champs sociaux qui traversent les frontières géographiques et politiques. Le transnationalisme postule la nécessité pour ce genre d'organisations migratoires de produire automatiquement des identifications multiples aux divers contextes et un style de vie « nomade » (Riccio, 2006).

Cependant les parcours transnationaux des migrants ne sont pas toujours à l'origine d'une culture du « transnationalisme ». On peut penser ici aux flux de réfugiés qui, dans leur exil, voire dans leur fuite d'un pays ou d'une région d'origine, dans le chaos des conflits et des guerres, parcourent plusieurs pays, traversent de nombreuses frontières et s'installent pour des temps plus ou moins longs dans des camps de réfugiés dans ces pays de passage. Ils ne savent pas quelle sera l'issue de ce voyage et ressemblent en cela aux « errants » d'Alain Tarrus, qui à la fois n'ont pas d'attaches avec le lieu d'origine, possèdent une multitude de lieux de référence lors du parcours (tout lieu où l'on s'arrête) ainsi qu'une distance avec la société d'accueil. Ils sont aussi lancés à leur insu sur des routes inconnues et la mobilité n'est pas leur objectif même si elle devient la seule stratégie de survie et la modalité privilégiée de rapport à l'espace. Le passage par des camps de réfugiés dans lesquels on s'installe pour plusieurs mois, voire plusieurs années, s'il ne permet pas de connaître la culture des pays traversés, est comme un tampon qui arrête la fuite du temps et le parcours de l'espace sans permettre pour autant d'investir ce nouvel espace-temps aux frontières géographiques fortement déterminées, souvent par des barbelés infranchissables, mais aux frontières temporelles floues et hasardeuses. On sait quand on y arrive, on ne sait nullement quand on en sortira. Les Palestiniens, qui vivent dans ces camps depuis 60 ans sans espoir réel d'en émerger, en sont une triste illustration. Mais les parcours racontés par des familles réfugiées du Rwanda, du Burundi ou de la République démocratique du Congo, qui sont passées par les camps de Tanzanie, d'Ouganda ou de Namibie, renvoient à ce même paradoxe du temps et de l'espace qui empêche de vivre la mobilité tout en contraignant à la rêver sans cesse. On peut alors parler d'un immobilisme contraint qui met l'individu, ses projets et ses dynamiques entre parenthèses.

La vie dans ces camps produit cependant de nombreux savoirs qui seront ensuite portés par les réfugiés vers leurs nouvelles destinations. On peut ainsi penser aux stratégies de débrouillardise et de solidarité qui seules

permettent la survie dans ces espace-temps hors du monde et aux frontières de la réalité. On peut aussi relever des apprentissages très concrets en termes de langues, nécessaires pour communiquer dans ces collectivités artificielles, des savoirs administratifs, nécessaires pour dresser les dossiers qui permettront peut-être d'en sortir ou encore des savoirs pratiques qui permettent la survie quotidienne – collecter l'alimentation nécessaire à sa famille, la cuisiner avec des moyens plus que réduits, faire des réserves en attendant la prochaine distribution, organiser un espace inhabituel pour la vie familiale comme une tente ou une baraque, aller chercher, économiser et rationaliser l'usage de l'eau qui y est l'un des biens les plus précieux, savoir gérer et organiser le temps familial dans un contexte d'étrangeté, savoir s'occuper des enfants sans les structures sociales qui y aident habituellement, savoir transmettre aux plus jeunes des connaissances scolaires auxquelles ils n'ont pas forcément accès dans le camp comme la lecture, l'écriture ou le calcul... La liste est longue de ces apprentissages effectués sous la contrainte d'une vie qui n'a pas été prévue et encore moins souhaitée. Elle est si longue que les réfugiés rencontrés dans nos recherches ont de la difficulté à les énumérer et à voir comment ils pourraient les réutiliser dans leur nouvelle vie d'immigrants. Plusieurs femmes africaines ayant passé plusieurs années dans ces camps et y ayant développé de nombreux savoirs et des stratégies gagnantes puisqu'elles leur ont permis de franchir les frontières du camp et de s'installer avec leur famille dans un nouveau pays, riche cette fois et plus stable politiquement, nous ont dit se sentir impuissantes et sans contrôle sur leur vie dans cette société. Elles ont la sensation que ce qui leur a permis de survivre au camp n'est pas pertinent pour s'insérer dans cette nouvelle société et se perçoivent de surcroît comme entièrement démunies, dressant une frontière symbolique entre les stratégies et les savoirs mis à profit avant au camp et ceux qui seraient efficaces et à développer ici et maintenant. Ces familles semblent ainsi se priver de forces qui leur sont cependant nécessaires dans leur nouvelle vie et ce découpage symbolique aura un impact sur leur mobilité sociale et géographique après le camp.

Dès maintenant, laissons dans ce texte, la place à des femmes et à des hommes qui, en racontant leur situation et leur trajectoire, permettent d'illustrer la complexité des processus qu'ils vivent mais aussi la richesse des savoirs et compétences qu'ils acquièrent dans le cadre de ces mobilités. Pour ces populations, on peut parler d'une culture de la débrouillardise internationale plus peut-être que de culture transnationale.

Amina est âgée de 42 ans, veuve et mère de cinq enfants âgés de 22, 20, 16, 13, et 10 ans. Elle vient de la République démocratique du Congo où, mère au foyer, elle n'avait pas de formation ni d'expérience professionnelle.

Je suis arrivée à Sherbrooke le 9 février 2003 avec mes cinq enfants, à la suite de la mort de mon époux. J'ai été simplement informée de notre destination qui était le Canada. Notre dossier de réinstallation était établi et suivi par mon mari et suite à son décès j'avais pris la décision de quitter avec mes cinq enfants le camp des réfugiés congolais en Tanzanie, pour venir au Canada. En 1997, la guerre nous oblige de quitter le pays. On fuit d'abord vers la Zambie, ensuite on est orientés vers les camps des réfugiés en Tanzanie puis finalement on atterrit au Canada. Pour moi et mes enfants, le Canada était un pays inconnu et, à cette époque, tout ce qui m'importait, était quitter le camp des réfugiés pour d'autres horizons afin d'offrir plus de chances de réussite à mes enfants².

D'autres migrants économiques passent par plusieurs pays et n'envisagent de se fixer que lorsqu'ils seront satisfaits dans leurs attentes sociales et économiques. Ceux-ci sont peut-être les acteurs du « transnationalisme » puisqu'ils s'installent dans chaque pays traversé, tentent de s'y insérer, y acquièrent des savoirs et référents culturels, géographiques, sociaux et politiques, et en repartent les emportant dans leurs bagages et les intégrant parfois à un ensemble composite de savoirs transnationaux menant à une potentielle identité transnationale. Ce sont ces migrants qui développeraient ce qu'Altay Manço appelle des « compétences interculturelles », celles qui permettent de faire face à de nouvelles cultures et sociétés et de s'y insérer, d'y trouver sa place sans renier son identité mais en l'enrichissant dans ce contact. Certains d'entre eux s'arrêteront à un endroit dans leur parcours et s'installeront alors que d'autres continueront sans fin leur quête d'un endroit idéal pour s'implanter.

Natalia, originaire du Kazakhstan, est mariée à un Pakistanais.

J'ai 30 ans. Au Kazakhstan, j'ai étudié la médecine et j'ai eu mon diplôme de médecin. Je me suis mariée avec mon mari qui est originaire du Pakistan et il était venu étudier la médecine au Kazakhstan aussi... Nous nous sommes rencontrés à l'école médicale ici. Mon mari a changé de religion pour moi. Il était musulman et il est devenu chrétien orthodoxe comme moi. C'est quand nous nous sommes mariés en 1998 et mon mari est venu au Kazakhstan parce qu'il avait des problèmes dans son pays avec les organisations religieuses aussi. Mais il ne pouvait pas obtenir le statut de réfugié. Nous sommes un trop petit pays et nous n'avons pas ce genre de programme au Kazakhstan. Alors nous voulions obtenir pour lui des papiers comme une carte de résident mais nous n'avons pas réussi. Alors nous avons décidé

2. Pour respecter l'anonymat des entrevues, les noms présentés dans l'ouvrage sont fictifs. Dans les parcours de mobilité aussi, des détails ont été modifiés pour préserver la confidentialité. Chaque histoire est singulière et il est important d'en rendre compte, mais les trajectoires et les parcours de mobilité sont aussi partagés par les familles qui les vivent. Les illustrations présentées ici permettent de saisir la spécificité de chaque parcours ainsi que leurs tendances génériques.

de partir ailleurs. Il ne pouvait pas retourner au Pakistan alors nous sommes allés aux États-Unis en 2000 parce qu'il avait quelques connaissances là-bas qui pouvaient nous aider. Mais nous n'avons pas pu y rester. Aux États-Unis, les choses ne marchaient pas pour nous, avec les événements là-bas. Alors on est venus au Canada. Nous avons demandé le statut de réfugiés. Nous avons eu l'audience et l'entrevue alors nous sommes restés ici et notre fille est née ici en septembre 2003. Voilà déjà cinq ans... Alors voilà comment nous sommes arrivés ici à Québec. Ma famille est encore au Kazakhstan. J'ai une sœur aînée, elle a trois ans de plus que moi, mon père et ma mère. Ils sont tous à la maison au Kazakhstan avec le mari et les enfants de ma sœur. La famille de mon mari est au Pakistan alors nous sommes tous les deux ici avec notre fille.

On peut penser ici aussi à des migrants maghrébins qui vont d'abord suivre la route traditionnelle vers la France ou la Belgique mais qui, déçus dans leurs attentes et soumis à la discrimination, vont continuer vers des pays du Nord de l'Europe comme la Suède et le Danemark et plus tard vers le continent Américain et, plus particulièrement, vers le Canada. Plus ces migrants sont formés et qualifiés, plus leurs attentes sont légitimement élevées, plus leurs espoirs sont brisés et plus leur mobilité est transnationale et sans fin. L'ouverture de certains pays à ce type d'immigration qualifiée et scolarisée vient renforcer ces processus et en particulier les attentes de ces migrants alors que les difficultés liées à la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle participent à leur déception et les obligent bien souvent à reprendre la route. Certains migrants maghrébins au Québec vivent cette mobilité contrainte étant donné l'écart entre les attentes et les réalités socioéconomiques expérimentées.

1.1.6. Politiques migratoires et déqualification: le cas des Maghrébins au Québec

Sur le plan des politiques, notons d'abord que le Canada et le Québec se différencient des pays européens par des politiques volontaristes d'immigration gérées à différents niveaux de gouvernement. La politique canadienne visant l'accueil et l'intégration des immigrants et allophones renvoie au multiculturalisme. En fait, il s'agit d'une politique dont les références sont anglo-saxonnes et qui met de l'avant les communautés ethniques et leur structuration comme soutien dans l'accueil et l'adaptation des nouveaux arrivants tout en continuant à tabler sur leur installation à long terme pour composer une vie sociale multiculturelle. Ces orientations sont gérées par deux instances, le ministère Citoyenneté et Immigration Canada qui s'occupe de l'immigration et un autre ministère, Patrimoine Canada qui valide le multiculturalisme et qui en est une courroie d'entretien.

Le Québec a aussi sa politique d'immigration et d'accueil des nouveaux arrivants depuis un partage des compétences en matière d'immigration obtenu par la seule province du Québec à la fin des années 1980. Il s'agit cette fois d'une politique à référence francophone qui vise la défense des intérêts de la minorité francophone au Canada et surtout au Québec. On y insiste sur le patrimoine québécois et sur l'histoire minoritaire francophone comme assises à la démocratie et à la société actuelle. De cette orientation est né le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Il gère la sélection des immigrants et réfugiés au Québec en partageant une partie de ses pouvoirs avec le ministère fédéral. Par ailleurs, le MICC a pour mission de gérer l'accueil et la francisation des nouveaux arrivants ainsi que leur première adaptation (connaissance du marché de l'emploi, accès au logement et aux services de santé et d'éducation, etc.).

Sur le plan de la sélection, on identifie trois grandes composantes : la composante familiale, qui permet l'admission des membres de la proche famille restée à l'étranger ; la composante humanitaire, qui concerne les réfugiés ; la composante économique, qui comprend les gens d'affaires et les travailleurs ainsi que les personnes qui les accompagnent. C'est surtout dans cette dernière catégorie que sont sélectionnés les immigrants maghrébins. Les gens d'affaires sont sélectionnés à partir d'un projet d'entreprise ou d'investissement, de leurs ressources financières et de leur expérience des affaires. Bien que des modifications soient en cours, depuis 1997, les travailleurs sont sélectionnés selon trois programmes : *Employabilité et mobilité professionnelle*, qui correspond à un profil dit prometteur (niveau d'instruction, diplômes professionnels, expérience professionnelle), *profession en demande au Québec* ou encore *emploi assuré* (offre d'emploi précise). Dans tous ces cas, d'autres éléments entrent en ligne de compte dans la sélection : l'âge, la famille, la maîtrise du français. La plupart des familles maghrébines immigrantes arrivées entre 1990 et 2005 se situent dans la catégorie du profil prometteur. C'est ainsi qu'au cours des dix dernières années sont arrivés en provenance principalement du Maroc et d'Algérie de très nombreux informaticiens mais aussi des ingénieurs, des professeurs d'enseignement secondaire, des médecins, des scientifiques de divers domaines, souvent en jeunes familles biparentales.

Au Québec, on a noté, au cours de la dernière décennie, une forte augmentation des populations originaires du Maghreb. Ainsi, de 2002 à 2006, 18,5 % de l'immigration provient de l'Afrique du Nord. Qui plus est, les migrants algériens et marocains figurent au premier rang des nouvelles populations au Québec avec un total de 33 378 arrivants au cours des cinq dernières années. La grande majorité de cette population s'installe dans la région métropolitaine de Montréal. Enfin, si l'on examine le niveau d'éducation des immigrants au Québec et plus particulièrement des

maghrébins, on constate sur les années 2002-2006 que 66,9 % des hommes et 59,5 % des femmes nouvellement arrivés ont 14 ans et plus de scolarité (soit un niveau universitaire) et que 16,5 % des femmes et 13,2 % des hommes ont un niveau postsecondaire. De plus, sur le plan des disciplines et compétences professionnelles, la majorité des nouveaux arrivants, hommes et femmes, se classent dans les catégories sciences naturelles et appliquées (hommes et femmes à égalité), gestion et administration (plus de femmes) et santé (plus de femmes). Par contre, il est aussi notable que ces populations immigrantes au Québec vivent toutes une faible entrée en emploi et une déqualification professionnelle en société d'immigration. Il y a donc aujourd'hui une très forte incohérence, reconnue par tous les chercheurs, entre le discours d'ouverture à l'immigration des politiques québécoises et les résultats sur le plan de l'insertion socioprofessionnelle. Ainsi, plus un immigrant est qualifié à son arrivée et plus il avait un statut socioéconomique élevé dans son pays d'origine, moins il a de chance de retrouver au Québec un emploi au moins équivalent. C'est bien sûr le cas des immigrants en provenance du Maghreb, dont le taux de chômage atteignait, en 2001, 24,1 % par comparaison à 8,2 % pour l'ensemble des Québécois. Ce taux est aussi nettement à leur désavantage lorsqu'on le compare à celui des autres minorités ethniques et culturelles du Québec : 18,4 % pour la minorité noire et 15,7 % pour les Latino-Américains. Ainsi, il semble que leur confession musulmane, qu'elle soit ou non visible, a un impact considérable sur leur insertion en emploi.

Le taux de chômage chez les citoyens de foi musulmane âgés entre 25 et 44 ans atteint 25 %, comparativement à 8 % dans le reste de la population ; et ce, malgré un taux de diplomation universitaire de 37 %. Ce problème constitue donc un obstacle majeur, puisque l'emploi offre, outre l'augmentation du pouvoir économique de l'individu et de sa famille, l'opportunité de socialiser avec des citoyens de diverses origines dans les milieux de travail, d'apprendre davantage sur les normes sociales et le mode de vie local et d'échanger afin de démystifier certaines idées préconçues de part et d'autre³.

Qui pis est, différentes données permettent d'affirmer que les immigrants en emploi au Québec le sont dans des emplois qui les déqualifient. Ainsi, le personnel professionnel est plus scolarisé chez les immigrants que dans l'ensemble de la population, qu'il s'agisse de femmes ou d'hommes. Mais la catégorie du personnel professionnel n'est pas la seule où cela se produit. Ainsi, il y a proportionnellement plus d'universitaires immigrés dans toutes les professions à forte concentration de main-d'œuvre immigrante,

3. <www.cyberpresse.ca/article/20070810/CPACTUALITES/708100449/0/CPACTUALITES>, consulté le 15 mai 2008.

mais surtout parmi les directeurs et personnels de la vente au détail, de la restauration et des services d'hébergement, parmi le personnel de l'hébergement et des voyages et les préposés dans les sports et les loisirs ainsi que chez les monteurs dans la fabrication. Ce phénomène est un indice de sous-emploi susceptible d'affecter davantage la population immigrée.

Cependant et malgré cette difficulté majeure dans l'insertion socio-professionnelle, on relève aussi que les immigrants maghrébins sont parmi les plus nombreux à vivre encore au Québec plusieurs années après leur arrivée. Ainsi, sur l'ensemble des 348 000 immigrants admis entre 1996 et 2005, 280 000 étaient présents au Québec au début de 2007, ce qui correspond à un taux de présence de 80,4 %. La suite de cet ouvrage nous permettra de nous intéresser aux 20 % qui quittent le Québec dans les dix années suivant leur installation en particulier grâce au concept de mobilités secondaires. Le plus haut taux de « persévérance » au Québec (correspondant au taux de rétention pour la société d'accueil) s'observe chez les immigrants connaissant le français (86,4 %) alors que chez les immigrants connaissant uniquement l'anglais ou ne connaissant ni le français ni l'anglais, il s'établit à 75 %. Ainsi, plus particulièrement, tous les immigrants du continent africain montrent une « persévérance » relativement élevée, avec une proportion d'immigrants présents au Québec de l'ordre de 85 % à 90 %. La présence des immigrants venant d'Afrique du Nord (92,0 %) est l'une des plus importantes parmi les différentes sources d'immigration pour le Québec pour la période s'étendant entre 1996 et 2005 (MICC, 2007). On constate dès lors un paradoxe puisque les Maghrébins sont parmi ceux qui vivent le plus de discriminations au Québec alors qu'ils sont aussi les plus nombreux à rester dans la province après leur installation. On peut penser que leur connaissance du français leur permet d'espérer une intégration professionnelle à long terme au Québec, province francophone, alors que leur faible connaissance de l'anglais les rend plus frileux que d'autres immigrants à l'idée de quitter pour les provinces anglophones. Ils sont ainsi en quelque sorte pris en otage sur le continent américain par la province francophone qui freine leur mobilité linguistique, géographique et sociale.

1.2. LES TEMPS, STRUCTURES ET SPÉCIFICITÉS DES MOBILITÉS

1.2.1. La temporalité des mobilités

L'énoncé de ces nouvelles et diverses mobilités doit aussi tenir compte de leur temporalité. Nous l'avons vu, les événements qui précèdent le départ du pays d'origine, ceux qui parsèment le parcours transnational des flux migratoires mais aussi les politiques nationales et locales des pays traversés et des pays d'installation ont un impact sur la durée de la migration et de l'installation de même que sur la représentation symbolique de ce temps.

Ainsi, les migrants fuyant le Kosovo ou l'Albanie, qui ont été immigrants clandestins en Grèce durant plusieurs mois, voire plusieurs années avant d'obtenir le statut d'immigrant indépendant ou de réfugié vers le Canada, expriment combien le temps de la précarité, de l'incertitude, de l'insécurité est long, surtout indéfini et sans projet possible, alors que le temps de la sécurité et des droits peut être investi pleinement et donner l'impression d'un temps occupé qui passe trop vite !

*La première fois, j'ai quitté l'Albanie à l'été 1991 je suis allé en Grèce et on est passé par la montagne. J'y suis resté seulement un mois car la police m'a attrapé et expulsé vers l'Albanie. À ce moment-là, j'avais 14 ans et j'étais à l'école... Après j'ai fini l'école secondaire (4 ans) et je suis reparti pour la Grèce en 1996. Là, j'ai travaillé et je suis resté environ 4 ans, j'ai été la plupart du temps sans papier, illégal... Après, j'ai voulu m'éloigner de la Grèce, j'ai compris et j'ai vu que, là-bas, je serais toujours un réfugié, je n'avais pas de perspective, je n'avais aucun droit. Je voulais continuer l'école, mais en Grèce, ce n'était pas possible. Alors je suis venu tout seul au Canada en 1998. (Témoignage cité dans *Jeunesses, violences, migrations*, Vatz Laaroussi et Manço, 2003).*

Ce rapport des acteurs au temps qui passe sera repris comme une dimension importante des stratégies familiales de mobilité. Notons qu'il est aussi encadré et déterminé par la durée objective des mobilités.

Les mobilités temporaires

Les nouveaux moyens de transport et de communication mais aussi les diverses politiques locales sont à la source de mobilités temporaires régies par les saisons de travail, les contrats et cartes de résidence ou encore par les statuts octroyés. Les étudiants internationaux qui franchissent les frontières pour études et qui sont les nouveaux élus de nombreuses politiques des pays riches constituent une manne pour ces mobilités temporaires. Ainsi, au Canada, les établissements d'enseignement postsecondaire (cégeps et universités) jouent un rôle dans l'attraction et l'insertion durable des immigrants dans les villes moyennes universitaires, telles que Québec et Sherbrooke, au Québec, ou Winnipeg, au Manitoba, et Moncton, au Nouveau-Brunswick. Des politiques universitaires visant un large recrutement international et des politiques nationales accordant des droits de travail aux étudiants internationaux sont ainsi mises en œuvre et viennent encadrer, à la fois dans la durée et dans les droits, ces migrations. Des orientations provinciales et fédérales ouvrent actuellement la possibilité à ces étudiants internationaux de demander ultérieurement un visa d'immigrant permanent. La durée limitée de l'immigration peut alors déboucher sur une autre temporalité à long terme.

Lucille Guilbert a démontré que les femmes immigrantes et réfugiées, non arrivées comme étudiantes internationales, entretiennent un rapport complexe avec la poursuite ou le retour aux études. Elle a distingué quatre profils de positionnements eu égard à la poursuite des études qui renvoient aussi à un rapport au temps dans la migration :

1. la poursuite ou la reprise des études constitue un projet opératoire dans la trajectoire migratoire, que cette migration soit volontaire ou forcée ;
2. la reprise des études constitue un projet adaptatif qui prend forme après la migration, comme stratégie pour obtenir un emploi ou une meilleure situation, après que des efforts pour obtenir un emploi ont échoué ;
3. la poursuite ou la reprise des études est une aspiration secondaire, une anticipation imaginaire, presque un rêve parmi les multiples possibilités qu'on voudrait avoir, sans que cela constitue un réel projet ;
4. la poursuite ou la reprise des études ne constitue en rien un projet ni avant ni après la migration (Guilbert, dans Vatz-Laaroussi *et al.*, 2007, p. 103).

Dans tous ces cas, la poursuite d'études dans un établissement d'enseignement québécois est à considérer comme une stratégie d'insertion à la société québécoise. Bien que ces études constituent un intermède dans le parcours migratoire, elles en représentent néanmoins un espace d'insertion qui renvoie à une mobilité socioprofessionnelle.

À l'autre bout de l'échelle sociale, les travailleurs saisonniers dans les cueillettes de fruits, de légumes et dans l'agriculture font aussi partie de ces mobilités temporaires. Les deux catégories de population veulent souvent utiliser la mobilité temporaire comme une étape, voire un tremplin vers une mobilité plus permanente, et là encore, certaines lois et programmes permettent de passer du statut de travailleur temporaire à immigrant reçu. C'est sur ces programmes que le Manitoba, province traditionnellement peu ouverte à l'immigration, a basé ces dernières années ses stratégies de repopulation et de développement économique. En particulier, le programme canadien intitulé « Candidats des provinces » a permis de faire venir sur une période donnée des travailleurs immigrants correspondant aux emplois disponibles qui ont pu ensuite obtenir le statut d'immigrant reçu en restant dans ces emplois et dans cette province. La précarité peut parfois se transformer en stabilité, mais c'est loin d'être le cas pour tous les saisonniers dont une grande majorité regagnent, contraints et forcés, leur pays d'origine une fois la saison terminée. Si, pour certains, ce mode de vie permet à la fois de faire vivre la famille au pays, d'y rester, de participer

à son développement et d'augmenter ses revenus, pour d'autres, il reste une immigration inachevée avec son lot de déceptions, de pertes et de déchirures affectives et relationnelles.

Les mobilités indéfinies

D'autres parcours renvoient à une mobilité indéfinie tant sur le plan temporel que spatial. Cette fois, la multiplication des pays traversés et les chaos de l'histoire ne permettent pas aux migrants de se fixer des objectifs temporels ni de construire des projets spatiaux. Ils semblent se déplacer au gré des événements et tentent de garder malgré tout une forme de contrôle sur leur devenir à travers notamment le regroupement familial qui représente durant des années leur projet principal, le moteur de toutes leurs décisions et le catalyseur de leurs diverses mobilités. C'est ce que raconte Fatima.

Je m'appelle Fatima, je suis Africaine donc je viens du Burundi, j'ai 33 ans, je suis arrivée ici, à Sherbrooke, début 2002, alors, quand je suis arrivée, je suis arrivée toute seule, mon mari et mon fils, ils étaient restés en Afrique, je sais pas si tu veux que je t'explique pourquoi ?

Le problème, c'est qu'au début en Afrique lorsque l'on a fait la demande de venir ici au Canada, on a fait la demande ensemble avec mon conjoint, alors il est arrivé un moment parce qu'on était pas avec notre fils, mon garçon le premier, il a l'âge de 14 ans maintenant, alors pendant la guerre chez nous en Afrique, au Burundi, on a été dispersés puis moi j'étais partie au Congo, mon conjoint était au Congo aussi mais je ne savais pas où, alors l'enfant il était resté avec sa tante à la maison puis on ne savait pas où ils sont allés, alors pendant la guerre on ne savait pas où l'enfant était, c'est après qu'on s'est retrouvés moi et mon conjoint au Congo mais pas l'enfant.

On était dans une petite ville vraiment très proche du Burundi, environ 16 km, on s'est dit si on reste ici on va venir nous chercher, peut-être on va nous trouver alors c'était pas sécurisant pour nous, on a pensé d'aller un peu loin puis on a pensé, peut-être si on va dans les pays de l'Afrique du Sud, peut-être on aura l'occasion de continuer nos études parce qu'on était encore étudiants mais on travaillait quand même à temps partiel. Alors on est partis en Tanzanie, on a passé la Tanzanie on est partis en Zambie, on a passé la Zambie puis on s'est rendus jusqu'en Namibie, c'est un pays qui est juste à côté, c'est frontalier avec la Zambie et l'Afrique du Sud. Heureusement, on avait un peu d'argent. On pensait que dans ce pays-là, il y avait beaucoup plus la sécurité, c'était pas comme au Congo puis économiquement, c'est un peu stable parce que c'est un pays qui venait d'avoir l'indépendance puis il y avait beaucoup de blancs là-bas.

En arrivant là-bas on a essayé de s'installer, on était accueillis par le Haut Commissariat des Réfugiés puis ils nous avaient envoyés dans un camp de réfugiés qui est très reculé du centre-ville, c'était vraiment dans un village où il n'y a personne qui habite. Je peux dire que c'était dans une forêt. On habitait avec des Angolais parce que la Namibie est un pays frontalier avec l'Angola puis l'Angola c'était un pays aussi où il y avait la guerre pendant des années et des années puis il y avait des réfugiés angolais qui venaient de l'Angola pour se réfugier là-bas. Alors en arrivant là-bas... Parce que moi j'étudiais jusqu'à ce que j'ai quitté le Burundi, je commençais mon université première année, après trois mois d'université c'est là que la guerre a commencé et la raison pour laquelle moi j'ai quitté c'est qu'on avait fait des menaces à l'université, on avait tué des gens de notre tribu à l'université alors je me suis dit il faut vraiment quitter.

J'étais en géologie. Alors une fois en Namibie, je peux dire que j'étais chanceuse parce que parmi les femmes qui étaient là-bas, j'étais une femme qui était intellectuelle, qui voyait un peu loin, lorsque je suis arrivée là, tous les fonctionnaires qui travaillaient là-bas au programme de réfugiés c'étaient seulement des hommes, je commençais à parler avec les gens et je demande pourquoi ils n'engagent pas les femmes puis s'il y a des femmes, il y a des enfants, c'est pas seulement les hommes qui devraient travailler puis j'ai parlé au responsable alors on avait créé un poste, on a fait l'interview, on était trois femmes et puis moi j'ai passé puis je commençais à travailler comme agente de logistique puis c'est moi qui m'occupais des femmes et des enfants dans le camp, des gens qui ont des problèmes, des déviants aussi, je m'occupais des femmes qui ont été violentées pendant la guerre, les enfants avec la malnutrition. Il y avait un centre où on faisait la nourriture pour les enfants puis on leur donnait la nourriture à chaque matin parce qu'il y avait la malnutrition, alors c'est moi qui prenais en charge tout ça. Après trois ans, j'ai fait la demande si on pouvait payer pour moi les études pour avoir la bourse pour continuer mes études, alors j'ai réussi, on m'avait donné la bourse pour que je puisse continuer mes études à l'université, alors comme je travaillais beaucoup avec les gens et que je voyais que les gens appréciaient beaucoup mon travail, c'est là que je me suis enrôlée dans le service social, après je suis allée au centre-ville parce que les études c'était vraiment dans la ville. Donc j'ai fait mon bacc, pendant que moi je faisais mon bacc, mon mari faisait des demandes pour gagner aussi, parce que s'il n'avait pas la chance de continuer les études, c'était difficile d'avoir la bourse, on voulait pas nous donner à tous les deux puisqu'on est dans la même famille. Alors moi j'ai pu continuer mais lui il n'a pas pu continuer ses études, c'est là où il a eu l'idée de faire la demande de venir ici au Canada parce qu'il voyait qu'il est encore jeune, il va perdre tout son temps en étant comme réfugié, pas de travail.

Les démarches ça prend vraiment beaucoup beaucoup de temps, ça peut prendre trois ans, quatre ans, ça dépend.

On faisait la demande pour venir comme réfugiés mais là on savait pas pour notre fils, on faisait toujours des recherches pour notre fils, on savait toujours pas, alors dernièrement lorsque la demande était déjà faite on avait déjà fait des tests médicaux pour venir ici, c'est là qu'on a eu l'écho que notre fils pouvait être en Tanzanie avec sa tante, alors mon mari il a dit je vais aller le chercher, alors il a quitté la Namibie pour aller en Tanzanie, pour aller le chercher. Lorsqu'il a quitté, les démarches, ça allait très très vite pis moi j'étais dans la dernière année de terminer mes études à l'université alors lorsque j'ai terminé mes études; il n'était pas encore là, alors l'ambassade, ils nous ont donné le choix si je vais venir toute seule ou si je vais l'attendre. Alors on a décidé que moi je viens d'abord, après les autres ils vont suivre parce que si tu as déjà quelqu'un ici, c'est plus facile que les autres viennent. Alors, lorsque je suis venue ici, on m'a amenée directement à Sherbrooke. Mon mari et mon fils étaient encore en Namibie, mais on avait retrouvé notre fils et on espérait se réunir bientôt au Canada.

Je n'avais jamais entendu parler de Sherbrooke puis je ne savais même pas que j'allais venir au Québec, sur mes papiers la destination, c'était l'Ontario puis je ne savais rien. Moi, c'était le Canada qui était dans mes yeux, si on y va là-bas, là c'est fini là on va avoir tout, c'est ça qu'on croyait, c'est ça qu'on savait, c'est ça que tout le monde, nos amis, nos parents, nos familles, ils savent qu'on est très très bien, qu'on a beaucoup d'argent, ils demandent toujours d'envoyer de l'argent, ils ne savent pas c'est quoi ici.

Dans ces mobilités indéfinies tant sur le plan temporel que spatial, on note à la fois la confusion des contextes, l'opacité des politiques et la clarté du sens de la migration : reconstituer la famille, la réunir, lui assurer enfin survie, continuité et sécurité mais aussi permettre la promotion sociale de tous ses membres. Cette perspective nous amène dès lors à considérer la structure des mobilités contemporaines.

1.2.2. La structure des mobilités: de l'individu à la diaspora

La mondialisation économique a entraîné une multiplication des mobilités individuelles qui sont soit celles de travailleurs qualifiés ou d'experts dans des domaines particuliers, plus couramment appelés expatriés dont le lien principal reste avec le pays d'origine, soit encore celles, de courte durée, des cadres des entreprises multinationales qui ont des sièges dans divers pays. Si l'on ne peut parler dans ce dernier cas de migrations, on est dans le domaine du transnationalisme économique, géographique, voire social pour ces individus qui vont le plus souvent se déplacer dans de grands marchés internationaux (le marché des pays européens, celui de l'Aléna qui relie le Mexique, les États-Unis et le Canada) ou encore au sein des nouvelles collaborations internationales (Europe-Chine; Canada-Asie; États-Unis-Europe de l'Est). Cependant, leurs familles restent le plus souvent dans leur pays d'origine sans projet de les quitter. Certains étudiants internationaux

entrent aussi dans cette catégorie de la mobilité individuelle en particulier ceux qui étudient dans le cadre de programmes d'échanges internationaux comme Erasmus en Europe. Ils n'ont alors pas le projet de s'installer dans le pays d'échange et ceux qui le feront par la suite entreront le plus souvent dans la mobilité familiale soit en emmenant leur famille avec eux, soit en la fondant dans la nouvelle société.

Ainsi, malgré cette tendance légère à la mobilité individuelle, les spécialistes des flux migratoires insistent sur l'importance des familles et des réseaux dans la direction, la structuration, la durée et la perception de ces mouvements. Ainsi, Catherine Withol de Wenden écrit: «Au total, les migrations se construisent désormais essentiellement sur une dynamique de réseaux (parents installés à l'étranger, filières de transit et d'entrée, etc.) et dans une logique à la fois économique, culturelle et familiale. Ce qui se traduit par exemple par l'apparition d'une "installation dans la mobilité" pour certains migrants qui multiplient les points d'ancrage entre pays d'accueil et pays d'origine, malgré la fermeture des frontières» (2004, p. 87). Avec d'autres chercheurs, elle souligne en outre que la fermeture des frontières aux familles migrantes pour ne les entrouvrir que pour des travailleurs qualifiés est une aberration que ce soit sur le plan des droits de l'homme ou celui des bénéfices économiques de l'immigration pour le pays d'accueil. Certains pays d'immigration comme l'Australie et le Canada ont bien compris leur intérêt à sélectionner de jeunes familles, et ce, tant pour la croissance démographique du pays que pour son développement économique. Ainsi, au Québec, il s'agit essentiellement d'une immigration familiale: on dénombre des hommes et des femmes en parts égales parmi les nouveaux arrivants entre 2002 et 2006; 20 % sont des enfants de moins de 15 ans; 71 % ont entre 15 et 44 ans et peuvent donc envisager de fonder une famille dans leur nouvelle société.

De manière plus globale, les flux migratoires actuels se structurent autour des liens familiaux de trois manières: au travers des réseaux ethniques et religieux, en immigration familiale et dans le cadre de procédures visant le regroupement familial. Dans tous les cas, les nouvelles diasporas dispersées partout dans le monde et provenant de régions en crise politique, en situation de précarité économique ou en conflit international, sont des vecteurs de ces flux et de leurs structures familiales. Voici comment Withol de Wenden (2004, p. 65) décrit la situation: «Partout dans le monde, la mobilité est régie par des réseaux transnationaux d'origine familiale, économique, commerçante, mafieuse [...] qui ne sont que superficiellement affectés par les politiques de contrôle des frontières mises en œuvre par les pays d'accueil car la détermination des migrants est souvent plus forte que les stratégies de dissuasion.»

Dans la première modalité, celle des migrations s'articulant sur les réseaux ethniques et religieux, ce sont eux qui fournissent des informations sur la région de destination avant le départ du pays d'accueil, eux aussi qui aident par leur soutien et leur connaissance des procédures, à monter les dossiers de sélection, qu'on pense au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou aux ambassades des pays d'accueil dans les pays d'origine. Ce sont eux aussi qui le plus souvent accueillent les familles à leur arrivée à destination, qui, souvent les hébergent ou leur trouvent un logement et qui finalement les accompagnent dans leurs démarches d'insertion (interprétariat, accompagnement dans les institutions, inscriptions des enfants à l'école...). Ces réseaux renvoient à une structure familiale parce que, le plus souvent, ils sont formés de membres plus ou moins éloignés de la parentèle des nouveaux arrivants, membres qui sont en réseau et en communication avec d'autres ressortissants de leur pays d'origine ou avec d'autres membres de leur communauté religieuse. On peut ici penser aux familles afghanes, colombiennes, brésiliennes, africaines ou encore d'ex-Yougoslavie qui arrivent au Canada et plus particulièrement dans la province de Québec grâce à leurs réseaux religieux pour les Afghans, socioethniques pour les Africains, les Serbes et les Bosniaques, nationaux pour les Colombiens et les Brésiliens. Les réseaux sont ainsi, comme l'explique Maria, Colombienne, une affaire de famille.

J'ai parlé de la décision de quitter la Colombie avec ma sœur puisque c'était cette dernière qui avait le problème et le besoin de quitter la Colombie. Toutes les deux, on a discuté beaucoup à cet égard et on a décidé de partir pour protéger les enfants. Dans ce sens, la priorité a été de trouver une bonne place pour les enfants. Ma sœur est arrivée au Québec quelques mois après moi... Je lui ai téléphoné pour lui dire qu'elle ne devait pas accepter de venir à Trois-Pistoles. Le consulat a donc envoyé ma sœur à Trois-Rivières. Alors, à la fin du bail, je vais aller la retrouver et déménager vers Trois-Rivières.

En Europe, ces migrations qui suivent les réseaux proviennent aussi de diverses régions et sont celles des migrants demandeurs d'asile du Moyen-Orient tout comme celles des nouveaux Européens des pays de l'Est ou encore celles des Africains et Maghrébins qui suivent les voies traditionnelles des pays anciennement colonisés vers leurs ex-colonisateurs.

La deuxième structure est celle de l'immigration familiale qui renvoie à la norme contemporaine de la famille biparentale et bigénérationnelle. Il s'agit alors d'immigrants et de réfugiés qui ont un projet familial d'immigration et qui le mettent en œuvre immédiatement en unité familiale. Les familles provenant d'autres pays d'Europe et qui s'installent en France comme les polonaises, les hongroises ou encore les italiennes et les portugaises sont, à l'heure actuelle, structurées selon cette logique migratoire. On pense aussi aux migrants roumains, argentins, salvadoriens et maghrébins

du Québec ou encore aux familles qui y arrivent actuellement de Bulgarie, de Russie, d'Iran ou d'Irak. Ces familles biparentales ont pour objectif d'assurer la sécurité, la qualité de vie et la promotion sociale de leurs enfants et, pour l'atteindre, elles utilisent les ressources des diasporas et de divers réseaux. Ainsi, ces familles utilisent beaucoup les sites Web de leurs communautés déjà installées au Canada, avant leur départ. Leurs réseaux sont virtuels et la famille nucléaire est leur unité concrète de migration alors que, dans le cas précédent, le réseau est l'unité de mobilité. Ces familles souhaitent un mieux-être pour chacun de leurs membres et se situent souvent dans une perspective individuelle de mobilité sociale, contrairement à celles qui structurent leur mobilité par réseau, et dans une perspective plus collective de la mobilité qu'elle soit géographique ou socioéconomique. On trouve aussi dans ces mobilités en noyau familial une nouvelle structure, celle des familles monoparentales dont le chef est une femme. Les derniers chiffres démontrent que les femmes sont entrées de plain-pied dans la mobilité et qu'elles rejoignent les hommes dans de nombreuses catégories migratoires. Les femmes chefs de famille monoparentale représentent, comme réfugiées ou immigrantes indépendantes, un cas de figure de ces mobilités féminines. Au Canada et plus particulièrement au Québec, les femmes sont distribuées assez également dans les diverses catégories de statut bien qu'elles soient plus nombreuses dans la catégorie famille et dans la catégorie réfugiés alors que les hommes prédominent dans la catégorie travailleurs qualifiés. Cependant, cette différence tend à se réduire au fil des ans, ce qui signifie que les femmes arrivent de plus en plus de manière indépendante et sans être liées au statut de leur conjoint. Les mères monoparentales réfugiées et celles qui sont recrutées dans la catégorie des professionnels illustrent cette nouvelle tendance. Si plusieurs de ces familles monoparentales adhèrent à une structure de mobilité autour des réseaux, une autre partie non marginale adopte une attitude plutôt individualiste à l'égard de la migration et se situe dans une perspective de promotion sociale et individuelle tant pour la mère que pour ses enfants.

Enfin, la troisième structure familiale dans la migration est celle qui tend à la reconstitution des familles par et dans l'immigration. Si, en Europe, les lois sur l'immigration contraignent les travailleurs, immigrants économiques, à s'installer seuls et à rester dans cette dynamique de potentielles retrouvailles familiales, dans tous les pays, c'est majoritairement le sort des familles réfugiées qui suivent les voies de l'exil séparément et qui tentent tout au long de leur trajectoire, mais aussi et surtout lorsqu'elles ont trouvé un point d'attache dans un pays d'accueil, de reconstituer la famille dispersée par le chaos, la guerre, la fuite, l'exil et les mobilités diverses. Ici, la mobilité en est une de reconstitution, voire de réparation qui vise à recoudre le tissu familial mis à mal par des situations sociales, politiques et économiques

contraignantes. Les politiques des divers pays réglementent différemment ces reconstitutions et imposent ainsi à la fois une vision de la famille et des limites aux attentes des migrants, comme en témoigne le projet de loi sur l'ADN en France qui limite la reconstitution familiale dans l'immigration aux enfants biologiques de la mère ou du père accueilli. Selon les sociétés, ces définitions sont plus ou moins extensibles et reconnaissent ou non les liens intergénérationnels (par exemple, les ascendants) ou des liens horizontaux (par exemple, les frères et sœurs des adultes reçus). Au Canada, c'est en vertu de la loi sur les parrainages que ces liens familiaux peuvent être reconnus. Il s'agit pour les membres des familles immigrants reçus et réfugiés de prendre en charge complètement tant sur le plan économique que social, et ce, durant plusieurs années (cinq au Canada anglais, trois au Québec), les membres de leur parenté qu'ils veulent faire venir. Les démarches sont longues et complexes, les garanties économiques à fournir sont importantes et nombre de familles n'y parviennent pas; cependant, grâce à la solidarité de leur réseau ethnique et religieux, plusieurs familles s'élargissent ainsi au Québec et retrouvent une structure de parentèle élargie. Les familles d'Amérique latine sont typiques de ce fonctionnement alors que les familles maghrébines et européennes de l'Est s'étendent surtout en accueillant les ascendants.

Rosa raconte son long voyage vers la réunification familiale.

Extrait d'entrevue avec Rosa, 40 ans, secrétaire de direction durant 12 ans en République démocratique du Congo. Mariée, mère de six enfants âgés de 23 à 14 ans mais arrivée seule au Canada.

Quand êtes-vous arrivée à Sherbrooke?

En janvier 2005.

Êtiez-vous alors avec votre famille?

Non. J'attendais mon conjoint et mes six enfants. Maintenant, en 2007, ils ne sont pas encore arrivés.

Qu'est-ce qui vous a amenée à vous installer à Sherbrooke?

Le programme de réinstallation des réfugiés du gouvernement du Canada.

Quel a été votre parcours pour y arriver?

De Kinshasa fuyant la guerre, j'étais arrivée à Brazzaville en 1997 puis je suis allée à Casablanca en 1999, et j'ai demeuré auprès de ma sœur parce que je croyais avoir perdu tous mes enfants. En 2002, je suis allée ensuite à Bombay en Inde dans le cadre de mes activités commerciales. Car je faisais le commerce entre Bombay et Casablanca. De là, j'ai appris que le Canada avait une bonne politique d'immigration et que la majorité de mes concitoyens s'y trouvaient. À cette même période, j'ai aussi appris que mes enfants se trouvaient en vie à Luanda en Angola. Avec mon statut de réfugiée, j'ai fait ma demande de réinstallation au Canada et celle-ci a été approuvée en 2005. C'est comme cela que je me retrouve à Sherbrooke.

Quelles informations aviez-vous sur la localité et la région avant de vous installer?

Au niveau des services consulaires de l'Inde, on nous parlait souvent des conditions climatiques et du travail en passant par les contraintes liées à la reconnaissance des diplômes au Canada. Mais c'est plus sur place à Sherbrooke que j'ai pu mieux m'informer auprès de mes compatriotes sur les réalités du Québec et de Sherbrooke.

Ces mobilités qui se structurent sur la famille, le réseau et la diaspora semblent représenter la tendance lourde des années 2000, et ce, même si certains pays et partis politiques nationalistes dénoncent l'immigration familiale comme une invasion et font du regroupement familial un problème de sécurité nationale. Le cas des personnes réfugiées est particulièrement illustratif de cette tendance, d'une part, parce que leur départ précipité entraîne souvent des séparations familiales et, d'autre part, parce que l'exil est le plus souvent décidé pour permettre le regroupement de la famille. Il est aussi important de signaler que les mobilités ne sont pas alors qu'internationales et que, souvent, elles commencent par des déplacements à l'intérieur du pays d'origine où parfois les séparations s'effectuent déjà et où des attitudes et représentations à l'égard de la mobilité se forment.

1.2.3. Les déplacements internes avant la migration: le cas des Colombiens et des ressortissants d'ex-Yougoslavie

Les familles réfugiées d'ex-Yougoslavie dans les années 1995 au Canada ont vécu des déplacements internes avant leur migration et en sont particulièrement marquées lors de leur arrivée dans leur nouvelle société. C'est en effet lors de ces premiers déplacements que la mobilité de l'un ou l'autre membre de la famille, parfois le père, parfois les enfants, est vue comme une stratégie de survie même si elle entraîne des séparations très douloureuses. Ces déplacements ne présentent pas le caractère de nouveauté de l'immigration internationale. La personne qui part connaît son pays et sait où elle va mais les dimensions principales de ces déplacements sont l'incertitude, la précarité et la peur tant pour ceux qui les entreprennent que pour les membres de la famille qui restent sur place. Ainsi, durant la guerre, on envoie les enfants chez une tante qui vit dans une zone moins dangereuse mais on ne sait pas quand on pourra les récupérer ni comment cette tante pourra les prendre en charge. On ne sait pas non plus si l'on pourra communiquer avec eux et, pour tenter de leur éviter la peur, on leur mentira sur les raisons de ce déplacement, sur sa durée et sur l'angoisse qu'on ressent. Parfois, c'est le père qui prend le maquis pour éviter cette guerre considérée comme fratricide. Là encore, l'angoisse, l'incertitude et l'isolement sont au rendez-vous.

On observe la même situation de déplacements internes contraints chez les familles colombiennes qui arrivent au Canada dans les années 2000. Ces déplacements s'effectuent le plus souvent d'un milieu rural vers un milieu urbain ou encore d'une ville moyenne vers la capitale, Bogotá qui est vue comme plus anonyme et donc plus sécuritaire pour les personnes menacées. Comme pour les familles d'ex-Yougoslavie, ces déplacements sont perçus après coup comme un premier pas vers l'immigration internationale. Dans un premier temps, on espère qu'ils seront suffisants pour protéger les membres de la famille et que celle-ci pourra, après un certain temps, reprendre son fonctionnement normal dans son pays. Dans une recherche sur les populations colombiennes déplacées en Colombie et immigrantes en Équateur et au Canada, Pilar Riano explique :

À la fois les hommes et les femmes ont expliqué les différentes stratégies utilisées par les acteurs armés présents dans les différentes régions (paramilitaires, guérilleros, trafiquants de drogue, forces armées nationales) pour contraindre les populations à se déplacer : menaces, intimidation et terreur, individuelle et collective, assassinats, tentatives d'assassinats, disparitions et kidnappings. Dans leurs fonctions de leaders unitaires, de professeurs, de leaders et membres d'organisations communautaires, de défenseurs des droits des paysans et des droits de l'homme, parmi beaucoup d'autres, ces Colombiens devinrent la cible de menaces et durent quitter leurs foyers (Riano, 2008, p. 80-82).

Elle ajoute, et ces sentiments viendront se superposer à l'immigration internationale qui suivra les déplacements nationaux contraints

[...] Ils ressentent de la désorientation, de l'incertitude, l'impression de ne plus savoir qui ils sont... L'incertitude crée une rupture entre le présent et le futur et l'impossibilité de prédire, sur une base familière, selon le quotidien et le connu, ce que sera demain. C'est l'angoisse des lendemains incertains. Elle entraîne l'impression de ne pouvoir faire face à la réalité et c'est pourquoi certaines personnes ont l'impression d'être dans le vide, dans ce qu'on pourrait appeler un état liminal.

Ces déplacements forcés ont ainsi une influence objective sur la structure familiale dans l'immigration internationale qui suit. Par exemple, beaucoup de femmes colombiennes arrivent veuves avec leurs jeunes enfants au Canada ou encore avec une sœur ou une mère après avoir vu leur conjoint assassiné et avoir fui de ville en ville les menaces qui pesaient sur elles. Mais l'influence subjective sur le rapport à la mobilité est majeure. La mobilité est à la fois ce qui sauve et protège mais aussi la trajectoire dans laquelle on perd, on laisse et on abandonne des êtres chers. L'impression

de ne plus savoir qui on est, où on est ni où on va hantera longtemps les membres de ces familles dans leur nouveau pays. La mobilité continuera parfois d'être synonyme de fuite en avant, d'insécurité et de peur.

1.2.4. Les mobilités secondaires

En effet, la mobilité ne s'interrompt pas de manière radicale une fois la famille ou certains de ses membres installés dans un nouveau pays. Ces déplacements postmigrations sont encore peu explorés, et sont parfois même occultés dans les sociétés européennes traditionnelles d'immigration comme la France, l'Allemagne ou la Belgique. On s'y intéresse plutôt aux problèmes liés à l'installation de migrants dans des grands centres et leurs banlieues et à la ghettoïsation qui peut en découler. Pourtant, les migrants de ces sociétés ne s'installent pas uniquement là où ils arrivent et un certain nombre d'entre eux vont même, au gré des bassins d'emploi et de leurs réseaux communautaires, s'engager dans une trajectoire de mobilité secondaire nationale en société d'accueil. Ces trajectoires les amèneront souvent à traverser des régions encore peu habituées à la diversité ou à l'immigration et à côtoyer des populations locales qui vont se confronter à travers eux à la différence dont ils n'entendent souvent parler que dans les médias en termes catastrophistes. Dans les pays européens, ces mobilités secondaires entraînent à moyen terme des changements importants dans la démographie et l'économie de petites localités où les premières familles migrantes en amènent d'autres de leurs réseaux et s'y installent. La ville de Huy en Belgique est typique de ces migrations secondaires qui y ont installé un réseau important de familles kosovares et albanaises alors que c'est à Cheratte que se sont installés des réseaux turcs. En France, des petites villes comme Romorantin avec un fort réseau turc ou encore Selles-sur-Cher avec un important groupe marocain sont représentatives de l'impact de ces mobilités qui s'effectuent sur le territoire national le long des réseaux immigrants transnationaux.

La compétition interprovinciale au Canada

Au Canada et au Québec, on s'intéresse pour plusieurs raisons politiques, économiques et démographiques à ces déplacements postmigratoires. D'une part, le Canada veut garder ses immigrants et lutter contre des mobilités secondaires internationales qui les emmènent vers le plus proche et attirant voisin, les États-Unis. D'autre part, chacune des provinces qui reçoivent des nouveaux arrivants souhaite les voir participer à son développement économique et social, et les garder sur le territoire provincial. Enfin, la province de Québec, qui a comme principale orientation à sa politique migratoire d'équilibrer et d'augmenter le poids de la francophonie et de la société québécoise au Canada, est particulièrement jalouse de ses immigrants

francophones ou francisés, c'est-à-dire y recevant une formation en français et devant envoyer leurs enfants à l'école française. On y analyse donc depuis plusieurs années les déplacements interprovinciaux des natifs et des migrants et chaque province est en quelque sorte en compétition avec les autres pour cette nouvelle population recherchée. Ainsi, chaque gouvernement provincial va avoir un site Web présentant ses spécificités pour attirer de nouveaux immigrants et on mesurera le pourcentage de rétention des immigrants qui varie d'une région à une autre. Entre 1981 et 1995, le pourcentage d'immigrants vivant toujours dans la province de première destination était de 85 % pour l'ensemble du Canada. Ce pourcentage était de 53 % dans l'Atlantique, 71 % au Québec, 90 % en Ontario, 68 % au Manitoba, 50 % en Saskatchewan, 74 % en Alberta et 79 % en Colombie-Britannique. On voit dès lors combien l'immigration et sa rétention deviennent des enjeux stratégiques, voire de survie pour certaines provinces comme les Maritimes ou les Prairies. On relève aussi que l'Alberta bénéficie du plus haut solde migratoire interprovincial depuis plusieurs années en raison de son développement économique mais que 2006 marque un changement dans cette tendance, d'autres provinces parvenant à faire croître leur solde migratoire interprovincial par la migration internationale. C'est le cas du Québec ou de la Saskatchewan, par exemple.

Le cas des immigrants francophones au Canada

Le cas des déplacements secondaires des immigrants francophones après une première installation au Canada représente un aspect intéressant de ce type de mobilités. Il s'agit d'une population minoritaire dont les possibilités de déplacement dans une communauté de même langue restent limitées; on peut donc penser qu'il s'agit d'un phénomène marginal. Cependant, c'est dans les marges qu'on peut aussi lire et comprendre les processus et interactions du centre et les tendances lourdes de nos sociétés. En ce qui concerne ces immigrants francophones, si bien sûr le Québec est leur principal pôle d'attraction et joue cette carte sociopolitique, ils sont aussi recherchés par les communautés francophones hors Québec qui, depuis le début des années 2000, se sont fixé comme objectifs d'attirer et de retenir de nouveaux arrivants francophones pour maintenir les services en langue française dans leur milieu (les hôpitaux, les écoles, les services sociaux) et pour renforcer, voire prolonger des communautés dont les jeunes membres tendent de plus en plus à s'angliciser que ce soit sur le plan de l'emploi, de l'éducation ou du mode de vie. Ainsi, selon le Recensement de 2006, 4,1 % de la population a le français comme langue maternelle à l'extérieur du Québec, proportion en baisse par rapport à celle observée en 2001 (4,4 %). Cette diminution prolonge une tendance qui s'observe depuis plus d'un demi-siècle. C'est au Nouveau-Brunswick que l'on constate la baisse

la plus importante de l'effectif des francophones, soit de 4 000 personnes entre 2001 et 2006, une réduction qui s'est amorcée en 1991. La baisse de l'effectif des francophones entre 2001 et 2006 a cours dans la plupart des provinces à l'extérieur du Québec en dehors de l'Ontario et de l'Alberta, qui, pour des raisons économiques encore, affichent une faible hausse de leurs populations francophones. Les flux migratoires francophones entre le Québec et les autres provinces représentent ainsi un enjeu majeur tant pour la province québécoise que pour les communautés francophones hors Québec qui se trouvent ici encore en compétition pour attirer mais surtout retenir de nouveaux arrivants.

Ces communautés francophones sont plus nombreuses dans les provinces atlantiques, et plus particulièrement au Nouveau-Brunswick, province officiellement bilingue, en Acadie, où elles tentent d'attirer de nouveaux arrivants grâce à des politiques provinciales, mais existent aussi, avec des tailles plus ou moins importantes, dans les différentes provinces anglophones. Ainsi, ces communautés sont de plus grande ampleur et bénéficient de plus de services dans les provinces et les métropoles les plus peuplées comme l'Ontario et Toronto. En revanche, elles sont d'envergure très limitée et éprouvent des problèmes de survie dans des provinces moins peuplées et en milieu semi-rural. On retrouve, par exemple, des petites communautés francophones de 1000 à 2000 habitants en Alberta ou au Manitoba. Au travers de ce réseau francophone, ce ne sont plus les provinces mais les communautés locales elles-mêmes qui rivalisent pour attirer et retenir des flux migratoires.

Ainsi, le gouvernement fédéral canadien a élaboré, en lien avec les représentants des communautés francophones, un plan d'action pour l'immigration francophone hors Québec dès 2004. On y dit que :

Un des défis concerne la mobilité des immigrants. Une population immigrante est très mobile. Des gens qui se sont déracinés et ont déménagé à 15 000 kilomètres de leur lieu de naissance n'hésiteront pas à déménager à nouveau à l'intérieur du Canada s'ils ne peuvent s'intégrer dans leur province d'accueil... Les groupes œuvrant dans le domaine de l'immigration indiquent que cette grande mobilité des immigrants a plusieurs conséquences, notamment le déracinement des enfants de leur milieu scolaire, la nécessité d'établir de nouveaux contacts en vue d'obtenir un emploi et les coûts associés à la recherche d'un nouveau logement. Toutes ces conséquences contribuent aux difficultés d'intégration des immigrants dans les communautés. Néanmoins, même si elle semble problématique à prime abord, la mobilité des immigrants pourrait devenir un avantage important en ce qui concerne la régionalisation de l'immigration de personnes d'expression française. Des gens très mobiles et peu enracinés se rendront plus facilement dans les endroits qui auront

développé un environnement plus favorable. Il n'existe pas de données sur le taux de mobilité des immigrants d'expression française à l'intérieur du Canada. Les observations sur le terrain confirment qu'un certain nombre de nouveaux arrivants d'expression française dans une région donnée font partie d'une immigration secondaire. Leur premier point d'arrivée peut être Montréal, à titre d'exemple, mais ils déménagent dans d'autres provinces par la suite⁴.

Les mobilités secondaires vers les régions du Québec et du Canada

Tout comme les communautés francophones et les provinces, les régions et localités canadiennes encore peu habituées à la diversité et vivant souvent une dégradation de leur contexte économique ainsi que des pertes démographiques, souhaitent attirer de nouveaux arrivants pour tenter de se redévelopper. C'est le cas des villes moyennes comme Guelph en Ontario, Saskatoon en Saskatchewan ou Moncton au Nouveau-Brunswick, mais aussi de certains milieux plus ruraux. Ainsi, le secrétariat rural du Canada a implanté plusieurs projets pilotes visant à attirer et retenir des familles immigrantes dans des villages canadiens comme Saint-Léonard au Nouveau-Brunswick.

Le Québec, avec ses orientations de régionalisation de l'immigration, tente aussi d'orienter les nouveaux arrivants vers les municipalités moyennes comme Sherbrooke ou Gatineau, vers des villes des régions plus éloignées comme Rimouski ou Saguenay et vers des milieux semi-ruraux comme Saint-Pascal ou Saint-Marc-du-Lac-Long. Du fait de ces orientations politiques, deux types de mobilité secondaire vont se développer : la première tend à conduire les immigrants des métropoles dans lesquelles ils sont arrivés vers les villes moyennes ou les milieux ruraux alors que la seconde les met sur des routes qui vont d'une région dans laquelle ils sont arrivés vers une autre ou vers une métropole. Ces politiques auront donc comme effet secondaire de créer de la mobilité supplémentaire là où l'on veut par ailleurs de la stabilité, de la rétention et de l'intégration.

Ces mobilités secondaires, qu'elles soient le fait d'immigrants francophones ou allophones, représentent au Canada à la fois un problème pour les régions quittées et une solution aux problèmes économiques et démographiques vécus par d'autres communautés. C'est en ce sens qu'il sera important de voir comment les divers territoires les appréhendent mais aussi comment les acteurs qui les vivent les investissent. Cependant, des études portant principalement sur les métropoles canadiennes (Renaud, Germain et Leloup, 2004) démontrent que ces mobilités interprovinciales

4. Plan d'action pour l'immigration francophone au Québec, Citoyenneté et immigration Canada, 2004.

ou intermunicipales ne se mettent en œuvre qu'après un certain temps de vie dans la première localité d'installation. Changer de ville ou de province de résidence au cours des premiers mois correspond à un ajustement résidentiel majeur qui pourrait être motivé par l'obtention d'un nouvel emploi ou par le désir de se rapprocher de la parenté ou de noyaux de concentration de son groupe ethnoculturel. Les résultats obtenus indiquent que lorsque ce type de mobilité est vécu, il prend un certain temps à s'amorcer (généralement après vingt semaines de résidence) et affecte une part très restreinte des nouveaux arrivants. Après trente semaines, seulement 4 % des immigrants auront changé de ville, cette proportion se réduisant à 1,5 % pour la mobilité interprovinciale. Une analyse plus particulière des immigrants s'installant en région au Québec permettra de nuancer ces données, de saisir la complexité de leurs routes et trajectoires incluant leurs rapports à l'espace et au temps mais aussi les attentes et orientations des territoires qu'ils parcourent.

Dans cette analyse, nous formulerons l'hypothèse que ces déplacements secondaires révèlent un rapport à la mobilité, voire des stratégies de mobilité construites et expérimentées par les familles tout au long de leur migration, dès les déplacements internes au pays d'origine, jusqu'à la mobilité résidentielle qui représente dans notre analyse l'échelle la plus microscopique pour aborder les flux migratoires et leurs déplacements.

L'histoire de mobilité de Jeanne illustre particulièrement bien ce voyage d'abord sur le continent africain puis sur le continent américain.

Extrait d'entrevue avec Jeanne, 47 ans, femme actuellement seule avec sept enfants âgés de 26 à 12 an. Maîtrise en administration, formée en Algérie, plus de 25 ans d'expérience professionnelle. Originaire de Côte-d'Ivoire mariée à un Togolais.

Quand êtes-vous arrivée ?

Au Canada depuis 2003 et à Sherbrooke depuis 2005.

Étiez-vous en famille ?

En famille certes mais sans mon conjoint. Qui se trouve en France.

Qu'est-ce qui vous a amenée à vous installer ici ?

À Sherbrooke, ce qui nous a amenés, ce sont les études des enfants en français. Je suis francophone ainsi que les enfants.

Quel a été votre parcours pour y arriver ?

En 1992, les intellectuels togolais militent pacifiquement contre la fausse démocratie du président, car, pendant 38 ans, un même président est à la tête de mon pays. Après cette manifestation, il y a eu des enlèvements, de la persécution des militants et des menaces de mort sérieuses planaient sur mon mari. Il fuit donc vers le Ghana d'abord afin de rester en vie. Moi et les enfants, nous avons fui vers le Bénin.

Après une attente dans le pays transitoire pendant plus de six ans, nous sommes arrivés au Canada à Halifax (Nouvelle-Écosse) en 2004. Et par la suite nous nous sommes retrouvés ici à Sherbrooke en 2005.

La décision de venir au Canada est partagée par mon mari et moi et par quelques personnes importantes de la famille. Au Bénin, nous n'avons pas assez d'informations sur le Canada; tout ce que je savais de ce pays, c'est qu'il est anglophone et très proche des États-Unis.

1.2.5. La mobilité résidentielle

Les familles canadiennes, et plus particulièrement les Québécois, vivent une importante mobilité résidentielle. Traditionnellement, un nombre important d'entre eux déménagent d'un logement à un autre le 1^{er} juillet de chaque année. Contrairement aux traditions françaises mais aussi aux habitudes culturelles de nombre de pays des continents africain et européen selon lesquelles l'achat d'une maison représente un événement majeur dans la mobilité géographique des ménages marquant une stabilité spatiale avec ce patrimoine qui sera éventuellement légué aux enfants, les habitudes québécoises, très proches ici de la culture américaine, ont fait de l'immobilier un marché dans lequel on remet régulièrement ses biens fonciers pour en changer. Il est dès lors intéressant d'analyser la mobilité résidentielle des ménages immigrants afin de mieux comprendre leurs conditions de vie dans la société et la ville d'installation mais aussi pour saisir s'ils vont adopter les comportements de mobilité de cette société ou plutôt conserver ceux de leur pays d'origine. On dit ainsi à la blague que l'immigrant intégré au Québec est celui qui déménage tous les 1^{er} juillet...

On peut penser que si le logement constitue un besoin essentiel pour tout individu, il revêtirait une importance d'autant plus grande aux plans matériel et symbolique quand il s'agit de s'établir dans un nouveau pays, dans le sens qu'il représente un point d'ancrage pour un nouveau départ. C'est à travers le logement que s'effectuent les premiers contacts avec cette nouvelle société et nombre des immigrants rencontrés racontent avec force détails ce moment de leur trajectoire. C'est aussi là qu'ils vont faire leur première installation en famille, qu'ils vont reconstituer leur milieu quotidien de vie et qu'ils vont rechercher la sécurité et la protection pour eux et pour leurs proches. Pour eux, la mobilité résidentielle peut être liée à plusieurs facteurs externes comme le coût du logement, la facilité à en trouver, la taille de celui-ci, l'accessibilité du marché de l'emploi à proximité ou encore à des facteurs qui leur sont propres comme leurs ressources économiques, leurs réseaux sociaux ou leurs attentes à l'arrivée. En outre, selon les trajectoires des familles, leurs choix de logement et leur mobilité résidentielle peuvent revêtir des sens différents, les uns les interprétant comme une amélioration de leur qualité de vie, les autres comme une

contrainte du fait d'obstacles ou de difficultés extérieures, voire de racisme et de discriminations. Le logement est apparu dans nos recherches comme étant une importante source de discriminations et son accessibilité représente le premier obstacle rencontré par les familles nouvellement arrivées.

Extraits de synthèses d'entrevues effectuées avec des familles colombiennes ayant vécu une première installation à Trois-Pistoles, petite ville du Québec.

[À Trois-Pistoles] *la recherche d'un logement n'a pas été facile. La famille a dû prendre des différents appartements parce qu'ils étaient nombreux et ils ont été mal conseillés... La femme considère que les appartements n'étaient pas en bon état et qu'ils n'ont pas reçu une bonne orientation sur le logement.*

[À Trois-Pistoles], *elle avait toujours des problèmes avec les voisins. Le concierge s'est présenté chez elle plusieurs fois pour présenter les plaintes des voisins sur les comportements des membres de sa famille.*

Le plus difficile du départ [de Trois-Pistoles] a été faire la recherche d'un logement à Trois-Rivières puisque des personnes ne veulent pas louer aux immigrants. Avant de déménager, Andrea est restée quelques jours chez sa tante pour pouvoir trouver deux appartements : un pour sa mère et ses sœurs et frères, un autre pour elle, sa sœur jumelle et sa cousine. Elle a réussi à trouver les appartements grâce à l'aide d'autres Colombiens.

D'une étude de Renaud *et al.* (2001), il ressort que les immigrants sortent de leur premier logement rapidement et à un rythme relativement constant au cours des premiers mois d'établissement. Ainsi, 50 % des répondants à l'enquête longitudinale auront quitté leur premier logement après 30 semaines. La durée d'occupation du logement s'allonge avant le second puis avant le troisième déménagement. Cependant, pour 15 % des immigrants ayant un second logement dans les trente premières semaines de leur établissement, il y aura un deuxième puis éventuellement un troisième déménagement dans les 30 semaines suivantes. Par conséquent, il y aurait une partie non négligeable de ces familles immigrantes qui vivraient une instabilité résidentielle importante au cours de leurs premiers mois au Québec. Cette étude, menée essentiellement à Montréal pour le Québec, démontre que, pour un bon nombre de familles immigrantes, le voyage continue après une première installation au Québec. Alors que se passe-t-il pour les familles qui s'installent dans des milieux moins urbanisés et surtout avec une moindre densité de population? Gagneront-elles en stabilité résidentielle ou, au contraire, soumises à de nouvelles contraintes extérieures, viendront-elles grossir les rangs des voyageurs métropolitains? Certes des éléments objectifs permettront de comprendre ces déplacements mais le rapport des familles à la mobilité représente une autre dimension à la fois psychosociale et symbolique de ce type de déplacements.

1.3. DES MOBILITÉS AU « CHAMP MIGRATOIRE »

Plus globalement, il importe de saisir quelles sont les représentations sociales de ces mobilités tant dans les sociétés riches d'immigration que dans les pays de départ. Historiquement, l'Europe semble avoir une représentation négative, voire « maléfique », selon Catherine Withol de Wenden, de la mobilité qui se traduit en flux migratoires et la sédentarisation, par la venue des familles par exemple, serait vue de façon tout aussi négative. Par contre, on assiste avec la mondialisation à une forme de fascination sociale pour ces mobilités qui seraient aussi, et pour certains flux seulement, productrice de richesses. Pour ces auteurs (Adelkhaï et Bayard, 2007), mobilités et développement doivent aller de pair et on doit cesser de les opposer tout comme il est essentiel de sortir de la catégorisation qui définit de « bons et de mauvais voyageurs » puisque les migrations constituent en elles-mêmes un mouvement social. Nous voyons en effet poindre d'autres types de catégorisation des mobilités qui permettent d'éviter des polarisations péjoratives. Ainsi, on peut distinguer les mobilités structurelles des mobilités conjoncturelles ou encore les mobilités contraintes des mobilités volontaires. On perçoit aussi que les acteurs des migrations peuvent les inscrire dans leur trajectoire comme un mode de vie, comme un projet social ou comme une stratégie de survie. Enfin, si, pour certains, la mobilité apporte la sécurité, pour d'autres, elle symbolise la précarité. C'est en articulant ces diverses acceptions que les familles migrantes, au gré de leurs déplacements, selon les contextes et en construisant leur parcours, mettent en œuvre des stratégies de mobilité que nous reprendrons plus loin.

Dès lors, avec Aline Gohard-Radenkovic (2006), nous insistons sur l'importance contemporaine des mobilités comme concept pluriel permettant de rendre compte de la différenciation des mouvements, de leur accélération, de leur complexité à l'échelle mondiale et des changements qu'ils induisent à la fois chez les acteurs sociaux et dans les contextes sociopolitiques concernés. Les recherches se sont accélérées durant la dernière décennie autour de ces mobilités et ont fait apparaître de nouveaux concepts comme la culture de la mobilité, qui serait le fait des acteurs qui investissent des réseaux transnationaux, comme le paradigme de la mobilité d'Alain Tarrius, qui permet d'articuler la mobilité spatiale dans l'espace urbain aux autres mobilités, ou encore le concept de territoire circulatoire, qui rend compte à la fois des mouvements humains et des superpositions, centralités et articulations territorialisés. Catherine Withol de Wenden (2004) en arrive à poser le droit à la mobilité comme émergent de ces nouveaux flux et de leurs analyses alors que Tarrius relève les innovations sociales, humaines et économiques qui peuvent en être issues. « La tension permanente entre le nomadisme et la sédentarité précarise en effet l'inscription, massive parfois,

dans tel ou tel lieu de la ville ou de ses périphéries, mais favorise en même temps la capacité à en investir de nouveaux, à se jouer des injonctions publiques et générales à la stabilité résidentielle urbaine» (Tarrius⁵).

La perspective plurielle des mobilités et son approche pluridisciplinaire permettent aussi de dessiner de nouvelles aires conceptuelles d'analyse et de recherche comme le *champ migratoire*. Ce concept, d'abord proposé par les démographes et géographes, a ensuite été investi par les sociologues, les politicologues et les psychosociologues, qui l'abordent comme un ensemble permettant de saisir à la fois les aires de départ et d'arrivée, les espaces traversés et investis et les comportements qui s'y développent en termes de flux, d'organisations ou de services. Il permet aussi de saisir les réseaux relationnels que les acteurs y créent. L'étude des modalités de la circulation dans ce champ migratoire permet de saisir la migration dans une perspective dynamique à l'encontre des seules approches en termes d'insertion ou d'intégration. Ce concept, écrit Simon Gildas (2002), différent de celui de migration, fait référence à la mobilité physique des hommes, avec leur itinéraire, leurs moyens de transport, leurs vecteurs de déplacement et la pratique effective et affective de l'espace parcouru.

C'est à partir de ce cadre conceptuel riche et nouveau que doivent être reposées les questions des frontières, des réseaux et des territoires et c'est aussi à partir de ce « champ migratoire » que le cas des mobilités au Canada et au Québec est particulièrement pertinent, permettant de catalyser, de réarticuler et de développer ces concepts novateurs.

2. IMMIGRATION ET TERRITOIRES : LA RENAISSANCE DU LOCAL DANS L'INTERNATIONAL

Parcourus et investis par de nouvelles populations, soumis à des temporalités plurielles et redessinés par les mobilités, les territoires sont de moins en moins fermés par leurs frontières et de plus en plus en communication et en interrelation par leurs politiques et leurs habitants (immigrants et natifs). Ainsi, les mobilités permettent aux acteurs de redéfinir les territoires en considérant les sociétés de départ et celles de réception comme un seul et même espace géographique, espace lié par ses acteurs et les échanges qu'ils entretiennent entre autres grâce à des transferts économiques entre pays de départ et d'arrivée, comme c'est maintenant étudié par de nombreux auteurs, mais aussi grâce à des transferts de connaissances, la diffusion des sciences ou encore par une redéfinition commune du développement, voire

5. Voir <www2.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/docs/ouvr1/seance3.htm>.

du codéveloppement. Et c'est alors au travers des réseaux transnationaux portés par les migrants et tracés dans leurs trajectoires de mobilité que s'inscrivent ces échanges, transferts et coconstructions qui dessinent un territoire extensible, aux frontières ouvertes et souvent traversées, investi symboliquement et matériellement à la fois par les immigrants qui le parcourent et par les acteurs locaux qui le jalonnent.

Par ailleurs, il convient de noter que la mondialisation, si elle renvoie à une économie de plus en plus uniforme, est « confrontée à des systèmes territoriaux complexes résultant de facteurs spatiaux, historiques, culturels, sociaux, politiques, et joue sur la mise en relation de ces différents ensembles géographiques. Sa principale dynamique repose sur une double logique d'intégration-fragmentation des pôles dominants et d'évitement-marginalisation des périphéries » (Carroué, 2007, couverture arrière). Il y a donc, par et envers la mondialisation, grâce et avec les migrations, une renaissance du local dans l'international et ce local, renouvelé, renvoie à des territoires encore mal connus. Également, comme l'écrit Tarrius, mobilité et territoire local permettent de voir surgir de nouveaux arrangements sociaux et humains qui mettent en action l'inventivité des migrants.

Ces hommes qui circulent en tous sens, et qui innovent là où les États, eux, ne font guère preuve d'imagination, nous montrent que la mondialisation peut aussi conduire à diversifier les conduites sociales. L'étranger – et pas seulement l'« ethnique » – retrouve aujourd'hui le rôle d'acteur et de témoin qu'il a toujours joué aux grandes époques de changement historique. Il anticipe sur notre existence de demain dans la mesure où, ne trouvant plus sa place dans des dispositifs d'accueil obsolètes, le voilà contraint de bricoler, et peut-être de frayer les chemins d'un nouvel avenir collectif (Tarrius, 2002, p. 156-157).

Cette perspective nous amène alors à privilégier dans ce *champ migratoire*, le trio conceptuel mobilité-territoire-réseau qui permet, en accentuant la perspective dynamique et interactionniste, de sortir des dichotomies émigration/immigration, pays d'origine/pays d'accueil, enculturation/ intégration et tradition/modernisme. En nous intéressant aux contextes locaux des mobilités tout comme aux interactions qui s'y développent, nous participons aux approches sociologiques de l'expérience qui croisent parcours individuels et destins collectifs dans des espaces à la fois locaux et transnationaux.

Pour approcher ces nouveaux territoires redessinés par les mobilités, il convient de se reporter aux diverses fonctions qu'ils remplissent traditionnellement. Parler de territoire, voire de lieu (Leloup et Radice, 2008), renvoie dans un premier temps aux usages de l'espace, aux attitudes et aux constructions symboliques qu'il suscite. Par ailleurs, ces notions recouvrent aussi les aspects institutionnels ou administratifs qui y sont associés. Il s'agit

d'approcher les processus généraux d'appropriation et de partage de l'espace entre groupes différents mais aussi de le penser en lien avec un cadre étatique, politique et organisationnel particulier.

Ainsi, on se doit de définir les dimensions géographiques et administratives de ces territoires, celles qui sont dessinées par leurs politiques et programmes ainsi que celles qui se mettent en œuvre dans les interactions interindividuelles et intergroupes. La question de la mobilité est alors centrale puisque les territoires se découpent aussi selon les flux de population qui s'y installent, en partent, y font souche. C'est une des dimensions importantes du développement local contemporain que de saisir comment ces flux populationnels interagissent avec les organisations locales et les investissent pour un développement social et économique. Et on relève, depuis plusieurs décennies maintenant, deux tendances fortes au plan international : l'une qui vide les milieux ruraux et semi-ruraux pour les territoires urbains, l'autre qui tend à distribuer à la périphérie des villes, voire dans des quartiers ethniques, les populations urbaines croissantes. Eu égard à ces tendances, diverses politiques de développement local, de redistribution des populations par l'accès au logement ou par l'attraction économique, ont vu le jour dans tous les pays occidentaux.

2.1. AU CANADA, LES DIMENSIONS POLITIQUES DU TERRITOIRE REDÉFINIES PAR L'IMMIGRATION

Le Canada se distingue par deux structures politiques qui influent directement sur le lien entre territoire et mobilité. L'une renvoie aux politiques nationales et provinciales qui visent une nouvelle distribution des immigrants sur le territoire et l'autre recouvre les politiques municipales relatives à la diversité, l'immigration et la mobilité.

2.1.1. Les orientations de régionalisation de l'immigration

La première structure politique pancanadienne est une orientation qui vise à distribuer les immigrants sur l'ensemble du territoire canadien afin de déconcentrer les trois centres métropolitains et cosmopolites, Toronto, Montréal et Vancouver. Citoyenneté et Immigration Canada (2003) se questionne depuis quelques années déjà sur les possibilités et les obstacles à une diversification des pôles d'accueil des nouveaux arrivants au Canada et plusieurs orientations politiques tendent à la dispersion des nouveaux arrivants, immigrants et réfugiés à la fois vers des provinces peu peuplées en immigrants comme la Saskatchewan ou les Maritimes, vers des villes secondaires ou même des sites ruraux. Ainsi, le Secrétariat rural a financé plusieurs projets pilotes visant le développement de l'immigration dans des sites ruraux dans diverses provinces. Par ailleurs, l'instauration du Provincial Nominee Program qui permet aux

diverses provinces de faire appel à une forme d'immigration convenant à leurs besoins et de développer ainsi cette population. Ce programme permet au gouvernement fédéral de sélectionner et distribuer localement des immigrants qui correspondent aux besoins en main-d'œuvre des différentes provinces. De plus, dans les orientations fédérales, on cherche depuis 2006 à instaurer des communautés accueillantes à la diversité à travers le Canada tout entier.

Il en est de même pour les gouvernements provinciaux. Ainsi, la Saskatchewan et l'Alberta réfléchissent à des politiques d'accueil ou d'attraction de ces immigrants. Par exemple, la ville de Saskatoon a lancé une consultation sur l'intérêt et l'ouverture de la population à accueillir des immigrants et à favoriser ainsi une nouvelle diversité sachant que, dans cette région, les autochtones représentent une communauté nombreuse, forte et structurée. La Colombie-Britannique commence pour sa part un processus de réflexion sur le développement de pôles migratoires en dehors de Vancouver et s'appuie sur quelques recherches qui ont été menées entre autres par Margaret Walton Roberts sur l'intégration d'immigrants sikhs dans la région de Squamish.

D'autres provinces, comme le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba, sont déjà engagées dans la mise en œuvre de ces politiques et ententes (fédéral-provincial-municipal). Le Manitoba est ainsi cité en exemple pour l'attraction et les processus d'accueil de travailleurs étrangers avec leur famille grâce à des orientations politiques et de concertation intersectorielle proactives durant les dernières années. Les provinces des Maritimes proposent des orientations politiques et des stratégies intersectorielles qui visent l'augmentation des populations immigrantes tant dans les grandes villes comme Moncton, Fredericton et Halifax que dans des milieux semi-ruraux et ruraux à travers l'instauration et le financement de projets pilotes comme à Saint-Léonard (N.-B.) ou dans la Baie acadienne (Île-du-Prince-Édouard).

L'Ontario en est à analyser et évaluer les effets de certaines tendances fortes qui se manifestent, comme nous l'avons vu, en particulier dans des villes secondaires comme London ou Kitchener et qui associent l'arrivée importante d'immigrants sur un marché du travail ouvert avec la création de réseaux ethniques soutenant pour les nouveaux arrivants. En Ontario aussi, on vise à attirer des immigrants pour la communauté francophone et une étude a été demandée dernièrement par CIC Ontario sur les meilleures pratiques en ce qui concerne l'attraction et la rétention d'immigrants dans les communautés minoritaires. Comme nous l'avons mentionné, cette orientation visant à multiplier les immigrants dans les communautés francophones des provinces anglophones ou bilingues comme le Nouveau-Brunswick est une grande tendance partagée par les gouvernements des différentes provinces et par la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Au Québec, où l'accord Canada-Québec de 1991 confie au gouvernement provincial une part de la sélection et de la responsabilité en matière d'intégration des immigrants, les premières orientations de régionalisation de l'immigration datent de 1993 et elles ont été maintenues et renforcées tout au long des dix dernières années même si leurs résultats sont parfois décevants. Le dernier Plan d'action 2004-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)⁶ mentionne dans son axe 5 intitulé « Une capitale nationale, une métropole et des régions engagées dans l'action », trois objectifs à la répartition des familles immigrantes en région, soit l'intégration de ces populations, la revitalisation du milieu et un meilleur équilibre régional. Dans le cadre de ces objectifs, des carrefours d'intégration, dont les actions s'appuient sur le développement de partenariats locaux, ont été mis sur pied et des ententes ont été signées avec les villes de Sherbrooke (2002) et Québec (2001) afin de favoriser l'intégration des personnes immigrantes et le rapprochement interculturel. Des plans d'action régionaux ont aussi été élaborés en 2004 pour Québec et en 2002 et 2005 pour l'Estrie ainsi que pour d'autres régions comme la Mauricie, le Saguenay-Lac-Saint-Jean ou le Centre-du-Québec. Ces plans d'action reposent sur des partenariats régionaux entre le MICC, les Conférences régionales des élus, les tables de concertation immigration, les Centres locaux de développement ainsi que plusieurs organes de développement socioéconomique locaux. Des ententes particulières sont aussi passées entre le MICC et des localités ou MRC. Il s'agit d'une des stratégies adoptées par le MICC afin de décentraliser les pouvoirs en matière d'accueil et d'intégration des immigrants en région et d'offrir du financement aux MRC et aux villes qui souhaitent faire de l'immigration un axe de développement.

Au Québec, comme dans les autres provinces, l'établissement de réfugiés publics en région, qui en représentaient une forte proportion dans les années 1990, s'est également poursuivi, et ce, malgré une baisse relative puisqu'en Estrie, par exemple, une région phare dans la régionalisation de l'immigration, le taux des réfugiés est passé de 70 % à 45 % de 2000 à 2006. Dans le cadre de la régionalisation de l'immigration, les réfugiés continuent à être envoyés en priorité vers Québec, Sherbrooke, Gatineau mais plusieurs vagues sont aussi dirigées vers des régions plus éloignées ou des localités semi-rurales. De manière ponctuelle, des projets particuliers en milieu semi-rural et en régions plus éloignées des grandes villes, continuent à voir le jour amenant une dizaine de familles réfugiées à Trois-Pistoles d'année en année de 2004 à 2006, faisant de la ville de Lac-Mégantic ou de celle de Drummondville une zone de seconde destination

6. *Plan d'action 2004-2007* – Document synthèse, Québec, Gouvernement du Québec, 2004.

ou regroupant plusieurs familles réfugiées dans des localités urbaines en milieu rural qui affichent une forte baisse démographique comme Thetford Mines ou Saint-Pascal.

Ce panorama pancanadien permet dès lors de constater que la volonté politique d'une répartition des immigrants, indépendants et réfugiés, se manifeste à plusieurs niveaux et qu'elle est relativement homogène : on la retrouve autant sur le plan fédéral à travers de grandes orientations et dans le financement de programmes et projets pilotes que chez les gouvernements provinciaux qui, selon leurs compétences, mettent en œuvre des concertations intersectorielles et partenariales visant à attirer, intégrer et retenir ces nouveaux arrivants.

La seconde structure canadienne qui a un impact sur la redéfinition des territoires par les migrations repose sur les politiques municipales d'attraction, de rétention, d'intégration des immigrants mais aussi de nouvelles populations. Les municipalités sont donc fortement impliquées dans ce processus et leur volonté politique de voir leur population se développer au travers des processus liés à l'immigration se manifeste dans les politiques municipales, les orientations et programmes locaux ainsi que dans les diverses ententes signées avec les autres paliers de gouvernement.

2.1.2. Une étude comparative des politiques municipales relatives à la diversité dans certaines provinces et localités canadiennes

Le Réseau canadien de recherche sur l'immigration en dehors des grands centres développe une analyse comparative des données recueillies dans des provinces, des régions et des pays différents et structure de nouveaux modèles théoriques d'analyse de l'immigration dans ces zones. Dans ce cadre, une étude⁷ a permis d'analyser les pratiques de gestion de la diversité ethnique, religieuse et culturelle dans plusieurs municipalités urbaines (quatre) et rurales (six) du Nouveau-Brunswick, du Québec, et de la Saskatchewan. Il s'agissait ainsi de faire une analyse comparative des processus et pratiques municipales de gestion de la diversité dans des centres urbains (en dehors des trois métropoles canadiennes) et dans des milieux ruraux⁸.

Les cinq dimensions analysées étaient : 1) Les structures politiques, consultatives et administratives implantées par les municipalités en ce qui concerne la diversité ; 2) Les projets, actions, programmes, services et politiques

7. Cette étude a été réalisée par Vatz Laaroussi, Poirier, Belkhodja et Garcea et a été financée par le CRSH dans le cadre d'une subvention stratégique.

8. Des entrevues semi-directives (10 par municipalité urbaine et 3 à 6 par municipalité rurale) ont été menées auprès des acteurs municipaux et de leurs partenaires. Des groupes de discussion ou des entrevues individuelles ont aussi été menés avec les immigrants dans chacune de ces collectivités.

proposés eu égard à la diversité ethnique et culturelle; 3) Les représentations des principaux acteurs impliqués en ce qui concerne la diversité, l'intégration et le développement local; 4) Les processus de concertation, partenariat et collaboration; 5) La perception des effets de ces politiques, pratiques et stratégies municipales par les acteurs des minorités ethniques, religieuses et culturelles de ces localités.

Au Nouveau-Brunswick, les municipalités étudiées étaient Moncton-Dieppe (milieu urbain), Florenceville et Saint-Léonard (milieu rural anglophone et francophone). Au Québec, deux municipalités urbaines ont été choisies, Gatineau et Sherbrooke, et les deux municipalités rurales étaient Sainte-Clotilde-de-Beauce et Saint-Marc-du-Lac-Long. Ces quatre municipalités rurales comprennent moins de 1000 habitants chacune. En Saskatchewan, les cas analysés sont Saskatoon en milieu urbain et, en milieu rural, Humboldt, une petite municipalité d'environ 5000 habitants, et Wynyard, une petite ville de près de 2000 habitants. Pour toutes ces municipalités, l'immigration et l'intérêt politique pour l'immigration sont des phénomènes relativement nouveaux, datant de près de dix ans déjà à Sherbrooke et Gatineau et de cinq ans ou moins pour Moncton et Saskatoon. Dans tous les cas urbains, l'immigration est en augmentation dans les dernières années et ces municipalités sont de plus en plus exposées à la diversité. C'est aussi le cas pour les six municipalités rurales exposées depuis moins de cinq ans à la diversité et selon des processus plus instables. Ainsi, les deux municipalités du Québec ont accueilli des familles immigrantes et réfugiées dans les dernières années mais les ont aussi vues repartir. Une des municipalités du Nouveau-Brunswick a mis en œuvre des processus d'attraction et d'accueil sans pour autant voir arriver les familles immigrantes attendues. Les trois autres municipalités rurales du Nouveau-Brunswick et de Saskatchewan sont actuellement dans un processus d'augmentation de leurs immigrants pour satisfaire la demande économique locale.

Signalons que, dans les trois provinces, ce sont les villes les plus grandes et en milieu urbain qui ont un plus haut degré d'institutionnalisation de programmes et politiques visant l'immigration et la diversité. Cependant, la corrélation entre le taux d'institutionnalisation formelle et le degré de réussite de l'attraction et de la rétention de nouveaux arrivants n'a pas encore été démontrée. Différentes formes d'institutionnalisation informelles peuvent aussi favoriser ces processus: souvent les efforts d'individus et d'agences particulières, privées ou publiques, sont très importants pour le recrutement, l'installation et l'intégration de nouveaux arrivants, et ce, tant dans les grandes villes que dans les petites communautés. Certaines de nos études de cas (en particulier Florenceville et Wynyard en milieu rural) vont dans le même sens mais d'autres vont nous permettre de nuancer et d'approfondir cette perspective.

Si l'on tente une première analyse selon les provinces concernées, on relève qu'en Saskatchewan les processus de gestion de la diversité et leur institutionnalisation vont de pair avec la grandeur des municipalités concernées et l'importance des flux immigrants qui y arrivent. Ainsi, Saskatoon est bonne première pour la conception et l'implantation de mécanismes de gestion de la diversité et de l'immigration suivie par Humboldt, qui, à plus petite échelle, tend à instaurer de nouveaux processus d'attraction et de rétention, et par Wynyard, dont les progrès dans le domaine sont plus faibles. Les pratiques de gestion de la diversité y sont encore très informelles, souvent basées sur la bonne volonté des acteurs locaux. Dans tous les cas, on observe en Saskatchewan une gestion sous-optimale de l'immigration et de la diversité. Les trois communautés n'attirent et ne retiennent pas le nombre et le type requis de nouveaux arrivants nécessaires selon les besoins de développement économique et social de ces localités. Qui plus est, tous les nouveaux arrivants ne bénéficient pas d'une réelle intégration sociale et économique. On retrouve une même échelle de développement des infrastructures et politiques au Québec où les deux collectivités urbaines (Gatineau, Sherbrooke) sont les plus en avance sur le plan des politiques et programmes de gestion de la diversité tout en étant celles qui reçoivent le plus de nouveaux arrivants (7 % d'immigrants à Sherbrooke en 2008 ; 10 % pour Gatineau). Les deux collectivités rurales suivent de plus loin avec des flux plus modestes et surtout beaucoup plus instables.

Dans les deux collectivités urbaines, les objectifs sont d'augmenter le nombre de nouveaux arrivants, et les structures en place semblent y contribuer d'autant plus que les orientations de régionalisation de l'immigration au Québec se traduisent par des ententes entre le ministère de l'Immigration du Québec et ces municipalités, ce qui les soutient financièrement et structurellement dans leurs initiatives. Comme les deux collectivités rurales n'ont pas bénéficié directement ni immédiatement de ces ententes, elles se sont mobilisées de manière plus locale autour de la question. Dans les quatre communautés, on note également que les processus d'intégration sociale et économique restent souvent inachevés, voire découpés, ce qui induit des effets pervers dans le processus de développement socioéconomique local et une mobilité secondaire des immigrants.

En ce qui concerne le Nouveau-Brunswick, la volonté politique d'attirer des immigrants est à la fois nouvelle et diversement investie par les gouvernements provinciaux qui se sont succédé. La Ville de Moncton-Dieppe a mis en œuvre des processus de cohabitation et d'intégration entre les communautés francophone et anglophone et a encore de la difficulté à faire de la place à de nouveaux arrivants qui ne sont pas clairement identifiés à l'une ou l'autre de ces communautés. Là aussi, il y a des progrès à effectuer sur le plan des infrastructures et des services visant l'attraction et

l'intégration des nouveaux arrivés. On relève une mobilité secondaire importante vers les autres provinces canadiennes. Les deux collectivités rurales se définissent différemment par rapport à l'immigration, l'une se situant de manière proactive d'abord dans une volonté d'attraction à travers un projet sociocommunautaire (Saint-Léonard) et la seconde se situant dans une perspective réactive face à l'arrivée d'immigrants qui viennent travailler dans une entreprise locale (Florenceville). Mentionnons que la première n'a pas atteint ses objectifs et que peu de familles se sont installées à Saint-Léonard malgré le développement d'infrastructures d'accueil et d'accompagnement subventionnées entre autres par le Secrétariat rural du Canada. De nouveaux arrivants continuent par contre à s'installer à Florenceville et aussi à Edmonton où des infrastructures se développent selon les réseaux locaux existants et selon les réseaux immigrants en formation.

La quatrième dimension, celle de la concertation et des partenariats, s'est révélée primordiale pour analyser les processus, politiques et programmes en jeu mais aussi pour différencier les stratégies municipales entre elles. Cette concertation reste un enjeu majeur pour la mise en place des politiques municipales, politiques provinciales et fédérales de même que pour l'établissement de partenariats entre les communautés ethniques et les collectivités locales. Par ailleurs, la dimension des représentations en ce qui concerne la diversité et l'intégration est aussi un élément de différenciation entre les trois provinces dont il est question et les collectivités municipales.

Les villes moyennes étudiées peuvent être classées eu égard à la mise en œuvre de politiques visant les immigrants et la diversité. Depuis 2005, Sherbrooke a une politique d'accueil et d'intégration et compte poursuivre son plan d'action en 2008. Gatineau a établi sa politique en matière de diversité culturelle en 2008 après avoir réalisé une large consultation l'année précédente. Saskatoon envisage aussi le développement d'une politique après avoir mené des consultations. Moncton-Dieppe est plutôt à l'étape des consultations et de la mise en œuvre de concertations intersectorielles. Sur le plan des représentations de la diversité, Moncton-Dieppe et Gatineau partent d'une définition culturelle, voire folklorique de la diversité, bien que cette dernière développe actuellement une définition opérationnelle élargie englobant tous les aspects importants associés à la diversité culturelle. Sherbrooke l'envisage d'abord au travers de l'immigration et de l'intégration socioéconomique. Saskatoon l'aborde en considérant les rapports entre minorité et majorité en raison de la forte présence de la minorité autochtone. Pour Moncton-Dieppe, on retrouve aussi, mais de manière moins politique, cette représentation de la diversité liée aux deux communautés, francophone et anglophone, en présence. Cette perspective implique que Saskatoon, surtout, et Moncton-Dieppe, de manière plus nuancée, adhèrent à un modèle multiculturel alors que Sherbrooke, surtout,

et Gatineau, de manière plus nuancée, privilégient un modèle interculturel. Les noms des programmes et politiques sont évocateurs sur ce plan parlant plutôt de diversité et de minorités ou d'immigration et d'intégration. De même, la question des discriminations, voire du racisme est plus explicitement abordée à Saskatoon et à Gatineau alors que les autres villes parlent plutôt d'harmonisation des relations interculturelles. Il est à noter que, sur le plan des services offerts, Moncton-Dieppe et, à un moindre degré, Sherbrooke visent surtout les réfugiés et ont de la difficulté à envisager des services pour l'ensemble de la population immigrante ou des minorités.

Cependant, la question économique reste prépondérante dans toutes ces villes qu'on l'étudie en termes de besoins pour le développement local, d'insertion des nouveaux arrivants ou d'intersectorialité. Ainsi, toutes les instances de concertation locale visent à intégrer les partenaires économiques (entreprises, chambres de commerce, etc.). Ce besoin de concertation avec les petites et moyennes entreprises locales est particulièrement ressenti à Moncton-Dieppe où la concertation est encore difficile. Au Québec, on note parfois des difficultés de concertation entre les instances régionales (Conseil régional des élus) et municipales (en particulier dans leurs liens avec le MICC) alors qu'à Saskatoon, c'est entre les trois paliers de gouvernement que ces partenariats doivent être développés de même qu'entre le plan local intersectoriel et provincial à Moncton-Dieppe. Enfin, les instances municipales, si elles se situent toutes dans la concertation visant l'immigration et la diversité, le font à divers niveaux : comme leader à Sherbrooke, comme accompagnateur et leader à Gatineau, comme coordonnateur à Saskatoon, comme partie de l'intersectorialité à Moncton-Dieppe. L'engagement de la municipalité et la mise en œuvre de politiques et programmes municipaux relatifs à l'immigration et à la diversité s'avèrent incontournables dans ces villes moyennes quel que soit le modèle choisi.

S'agissant des enjeux pour les minorités dans ces municipalités, la question de leur représentation dans les différentes instances locales ainsi que dans les processus de mise en œuvre de politiques concernant la diversité reste prépondérante. Certaines municipalités identifient des leaders de ces communautés, voire des associations ou fédérations locales, mais leur représentativité n'est pas toujours reconnue par les membres des minorités. En outre, il y a toujours des difficultés de communication et d'information entre les instances locales et les membres de ces minorités. Les canaux de communication devraient certainement être multipliés et transparents. Certains immigrants et membres des minorités se plaignent ainsi de ne pas être informés des politiques qui sont censées les concerner.

Dans les municipalités rurales, on retrouve le modèle multiculturel uniquement, et de manière nuancée, dans une des communautés de Saskatchewan. Les cinq autres collectivités adhèrent plutôt à un modèle interculturel en lien avec un projet de développement social local. Dans tous les cas, ce sont les besoins économiques et démographiques locaux qui sont à la base du projet d'accueil d'immigrants. Cependant, dans une des localités du Nouveau-Brunswick, le projet est d'abord politique et communautaire. On retrouve dans trois de ces localités (situées dans les trois provinces) le modèle du champion, c'est-à-dire un leader local en lien avec la municipalité à l'origine du projet qui se charge de sensibiliser les instances locales et de les convaincre de l'intérêt d'accueillir de nouveaux arrivants. Les résultats démontrent qu'un tel modèle, s'il n'est pas soutenu par une concertation forte et par les différents niveaux de décision et de gouvernement (régional, provincial, fédéral), s'essouffle et n'atteint que difficilement les objectifs visés. Il convient en outre de noter que ces projets, pour réussir, sont coûteux parce que chaque famille arrivante doit faire l'objet d'une attraction, d'un accueil et d'un suivi dans l'intégration spécifique et personnalisé. Les trois autres localités fonctionnent plutôt selon un modèle réseau : c'est le réseau des premiers arrivants qui en attire et en accueille de nouveaux (réseau ethnique, réseau d'immigrants, réseau transnational, réseau familial élargi). La réussite va alors dépendre de l'implication de la municipalité et des instances locales et gouvernementales dans ce projet, en particulier, dans le soutien accordé au réseau. La nomination d'un agent régional affecté à ce dossier, l'ouverture ou la mobilité de services pour les familles immigrantes, une banque éventuellement régionale d'interprètes, une concertation avec le milieu scolaire s'avèrent des conditions favorables à la réussite de ces projets. Les entreprises locales jouent évidemment un rôle crucial dans cette concertation, mais il faut aussi voir à les intégrer à un réseau plus large incluant des perspectives d'intégration sociale et pas uniquement économiques. La dépendance à l'égard d'une seule entreprise dans une localité éloignée peut poser en ce sens un problème majeur pour les immigrants qui y arrivent.

Pour le milieu rural, les pistes suivantes ont pu être identifiées : la nécessité de plan d'action régional, de partenariat et de concertation inter-municipale et avec les divers niveaux de gouvernement ; l'intégration dans ces plans stratégiques de deux éléments majeurs : le transport et le logement ; le besoin d'envisager les promotions professionnelles possibles dans la région ; la nécessaire participation des immigrants aux structures ; la nécessité d'éviter le leadership unique du projet et de favoriser une concertation partenariale ; le besoin d'envisager et d'accompagner la mobilité inter-municipale et régionale ; l'importance de l'implication des municipalités mais aussi le défi de leur manque de personnel professionnel et de disponibilité dans ces petits villages. Par ailleurs, il apparaît que la stratégie

de l'immigration ne peut être la seule envisagée eu égard à l'abandon du monde rural et des régions éloignées. Il faut penser plusieurs stratégies visant diverses populations en même temps : le retour des jeunes après les études, le retour des retraités, le développement de créneaux locaux en lien avec le tourisme ou des spécificités économiques, etc. Le tout doit s'inscrire dans trois paradigmes qui sont actuellement prégnants : le nouveau paradigme de la ruralité, le paradigme du local à la base du développement local et un paradigme régional qui reste à inventer.

Dans tous les cas, la sensibilisation et l'éducation à la diversité ethnique, culturelle et religieuse s'avèrent indispensables et très insuffisantes actuellement, des préjugés, problèmes relationnels et intolérances continuant à parcourir ces milieux. Ainsi, en milieu rural, de même que dans les villes moyennes étudiées, on observe une problématique importante autour de la gestion de la diversité « visible » au sein de communautés très homogènes sur le plan racial et religieux.

De manière générale, l'étude permet d'établir les facteurs de développement et d'efficacité de la gestion de l'immigration et de la diversité : la capacité organisationnelle, le réseautage et le partenariat dans les communautés et, finalement, les politiques et programmes afférents ainsi que leur coordination. L'étude menée démontre que bon nombre de ces facteurs manquent ou doivent être développés dans plusieurs des municipalités moyennes et encore plus dans les municipalités rurales étudiées. Par ailleurs, on constate une forte corrélation entre le volume des flux d'immigrants et les progrès réalisés sur le plan de la gestion de la diversité. Plus les municipalités sont exposées à l'arrivée d'immigrants et à la diversité, plus elles mettent en œuvre des réformes et politiques qui font progresser la gestion de la diversité. Les milieux qui y sont peu exposés ou accueillant peu d'immigrants progressent beaucoup moins vite. Ainsi, les sujets sont à la fois acteurs habitants du territoire mais aussi ses concepteurs symboliques.

2.2. LES INTERACTIONS QUI CONSTRUISENT LE TERRITOIRE

Le territoire fait sens pour ses acteurs et ceux-ci orientent le territoire selon leurs projets, stratégies, actions, représentations et croyances. Dès lors la question du territoire, de son investissement et de sa conception collective est un enjeu majeur dans les projets d'immigration en dehors des métropoles. Si, comme l'indique Retaillé (cité par Echraf Ouedraogo, 2007), l'émigration est une recherche de repositionnement et si l'espace des acteurs de l'émigration-immigration est affectif avant d'être géographique, les acteurs qui tentent de s'approprier le territoire local ont ici des intérêts et stratégies diversifiés, voire opposés. Par exemple, les acteurs politiques, élus et décideurs, qui souhaitent la repopulation d'un territoire en perte démographique, en

ont une vision populationnelle centrée sur des intérêts de survie politique et démographique. Les acteurs économiques, chefs d'entreprise ou agents de développement économique, en ont une représentation essentiellement socioéconomique, l'immigration étant vue comme une solution au manque de main-d'œuvre et comme un vecteur de développement économique. Pour les acteurs sociaux et communautaires, il s'agit d'un investissement symbolique fort tablant sur la cohésion sociale, la participation de tous, la mise en commun des capitaux et potentiels pour le développement social local et pour la survivance des racines historiques du local. Enfin, les acteurs immigrants arrivant dans ce nouveau territoire adoptent souvent une approche stratégique liée à leurs intérêts immédiats, économiques et sociaux : ce territoire est l'espace qu'ils occupent pour améliorer leur situation socioéconomique et assurer leur promotion sociale.

Devant cette diversité des perceptions et des investissements du territoire local selon les acteurs en jeu, nous proposons une typologie des ouvertures du territoire à l'étranger, posant comme hypothèse que ce type d'ouverture se manifestant dans les politiques et programmes locaux définit le contexte dans lequel les immigrants s'installent et influence leurs propres stratégies d'insertion et de mobilité. Trois types d'ouverture locale semblent prépondérants dans les collectivités étudiées au Canada⁹ : l'ouverture par les besoins, le modèle touristique et le modèle humanitaire. Si certains se retrouvent aussi dans des collectivités locales belges ou luxembourgeoises, on relève les plus grandes proximités avec les cas analysés

-
9. Liste des études de cas réalisées dans le cadre de l'Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants et du Réseau de recherche sur l'immigration en dehors des grands centres :

La régionalisation de l'immigration dans le Bas-Saint-Laurent : un portrait préliminaire; Éric Quimper.

L'immigration à Lac-Mégantic : Une glace difficile à briser; Lucie Gagnon, Juan Manuel Toro Lara, Lilyane Rachédi, Leslie Angeneau.

L'immigration à Trois-Pistoles : Une expérience extraordinaire; Isabelle Drainville.

L'immigration à Thetford-Mines : Emploi e/ou citoyeneté; Juan Manuel Toro Lara, Lilyane Rachédi.

L'immigration à Rawdon : La diversité culturelle en changement; Éric Quimper.

L'immigration rurale en milieu francophone minoritaire : Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba; Jean Olivier Roy.

De moi migrant à RIDI : Une recherche-action en milieu rural et semi-rural frontalier Lorraine française – Grand Duché de Luxembourg – Luxembourg belge; Jacqueline Daloze.

Les processus d'accueil et d'intégration : Une étude comparative de 6 expériences au Québec dans une perspective de développement local; Éric Quimper.

Processus d'intégration des communautés immigrées turques en région semi-urbaine en Wallonie (Blégny, Cheratte, Visé); Julien Bolland, Étienne Dewandeler et Altay Manço (IRFAM).

L'immigration rurale en milieu francophone minoritaire : Brooks, Alberta; Jean Olivier Roy.

L'immigration rurale en milieu francophone minoritaire : Clara, Nouvelle-Écosse; Jean Olivier Roy.
Développer une stratégie en matière d'accueil et d'intégration en milieu francophone minoritaire et urbain : L'expérience de quelques structures d'accueil à travers le Canada; Chedly Belkhodja.

en Australie (Golebiowska, 2007) qui a, tout comme le Canada, une politique volontariste d'immigration et des orientations de régionalisation des immigrants.

2.2.1. Différents types d'ouverture des territoires à l'altérité

L'ouverture par les besoins

Il s'agit de projets dans lesquels les acteurs locaux identifient d'abord des besoins démographiques et économiques: en travailleurs pour les entreprises, en population pour les villages, en enfants pour les écoles... L'immigration est alors vue comme une solution à un problème local: il s'agit de combler des besoins et c'est la loi économique de l'offre et de la demande qui permettrait de réguler ce marché local de l'immigration. *« On a besoin d'eux pour peupler la région, les écoles, pour avoir des ouvriers, pour faire marcher l'économie. On leur donne des emplois. Ils sont bien ici. Il faut qu'ils restent... »*, explique un acteur économique local dans l'une de nos études de cas.

En ce qui concerne la représentation des immigrants, on cherche avant tout le bon immigrant-solution au problème posé par les manques démographiques et économiques. Par exemple, dans ce type de projet, il peut y avoir des besoins en ouvriers pour un type d'entreprises comme à Thetford Mines ou à Saint-Pascal et les acteurs locaux vont être très séduits par les propositions actuelles du gouvernement du Québec qui visent à sélectionner un type de travailleurs pour un type de région. La concertation à la base du projet est avant tout socioéconomique et ce sont principalement les chefs d'entreprise et certains agents de développement économique, voire les Conférences régionales des élus, qui vont concevoir le projet, le concrétiser par une entente avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et qui, finalement, vont l'implanter.

L'IMMIGRATION À LAC-MÉGANTIC (5000 HABITANTS ENVIRON)

En 1994-1995, la Société d'aide au développement économique de la collectivité (SADEC) du Granit, devenue maintenant le Centre local de développement (CLD), avait constaté que l'économie dans la région se développait rapidement et qu'il allait sûrement y avoir une pénurie de la main-d'œuvre québécoise. De plus, certaines entreprises qui proposaient des emplois pénibles physiquement, par exemple dans les scieries et les manufactures, avaient également des difficultés à trouver des travailleurs locaux. Afin de répondre rapidement à ce besoin, la SADEC a souhaité faciliter l'arrivée de personnes immigrantes pour que celles-ci occupent les emplois disponibles et que l'économie ne connaisse pas de décroissance. Il a alors été décidé d'optimiser l'accueil des personnes réfugiées, en espérant qu'en raison de leur statut elles seraient plus nombreuses à venir et surtout à s'installer dans la région.

Ce sont aussi des projets qu'on voit fleurir dans les communautés francophones hors Québec et dans des provinces comme le Manitoba ou l'Alberta. Le cas de Brooks, municipalité albertaine de 14 000 habitants dont plus de 15 % d'immigrants en augmentation exponentielle, en est une illustration. En particulier, un gros abattoir local est constamment à la recherche de personnel et de nombreuses familles immigrantes de diverses origines, dont une partie francophone, répondent à l'appel. Le projet est ici clairement économique et vise, si ce n'est la rétention de ces nouvelles populations, au moins leur remplacement régulier par de nouveaux travailleurs. Des publicités sont d'ailleurs faites en ce sens dans les autres provinces canadiennes et même dans les pays d'origine des immigrants.

Ainsi, ces projets accordent une place importante à la promotion socioéconomique de la localité et du potentiel d'emplois auprès de nouveaux immigrants à venir ou d'immigrants déjà installés dans une grande ville pour une deuxième destination. Les acteurs socioéconomiques participent à des missions dans les pays d'origine ou dans les villes de première destination (essentiellement Montréal et Québec, mais aussi Toronto) et y présentent alors le découpage socioéconomique de leur territoire comme étant sa dimension principale d'attraction pour les nouveaux arrivants. L'universalité de l'économique est ici présentée comme le vecteur de cohésion sociale. Une fois les immigrants arrivés dans la localité, on s'attend à leur participation socioéconomique tant en termes de participation au marché de l'emploi qu'à celui de la consommation des biens et services. On s'attend finalement à ce que l'immigration permette de faire « plus de même » : le développement socioéconomique est ici perçu dans sa dimension objective et quantifiable. L'immigration devra apporter plus d'ouvriers à l'usine, plus de profits à l'entreprise, plus de bénéfices à l'épicerie et plus d'enfants à l'école. Il n'y a pas de place à la différence et à l'altérité, la cohésion est vue comme l'amalgame et la somme d'individus et de leurs productions indifférenciées. La différence ethnique, religieuse, linguistique ou culturelle devra alors « se faire toute petite ». Le territoire perçu sous sa dimension socioéconomique ne lui permettra que peu de visibilité et ne lui accordera aucun intérêt. Les immigrants entrant dans cette perspective vivront peu d'investissement socioaffectif de ce nouveau territoire et du local qu'il recouvre. Si ses apports socioéconomiques sont insuffisants, voire précaires selon le projet des immigrants, ceux-ci seront particulièrement et facilement mobiles, attirés par d'autres localités avec de nouveaux bassins socioéconomiques de développement. Dans ces projets, la question de la rétention se pose de manière importante.

Vivre à Brooks, d'après moi, c'est pas une vie. Les gens travaillent tout le temps... Sérieusement, quand on revient de travailler, on a juste le temps de prendre une douche et d'aller se coucher. Puis on se lève et on va travailler!

Et puis les appartements sont très chers, ce qui fait que pour être capable de faire des économies, il faut vivre à quatre ou cinq travailleurs dans un appartement (un immigrant de Brooks).

L'ouverture selon le modèle touristique

Cette logique se retrouve dans des régions qui offrent des attraits touristiques et une qualité de vie supérieure plus que des potentiels d'emploi. Les projets reliés à l'immigration vont alors être articulés sur la capacité de consommation des nouveaux arrivants et sur le repeuplement plus que sur les besoins des entreprises. Pour aller chercher des immigrants intéressés, les partisans de cette logique vont jouer la carte de l'attraction, voire de la séduction par le territoire ici reconfiguré sous forme de paysage dans le sens de ses attraits physiques, de sa beauté ou du cadre de vie qu'il offre. Si c'est la dimension physique du territoire qui prime, c'est la dimension économique de l'immigration qui est ici visée puisqu'on attend de ces nouveaux arrivants qu'ils consomment sans déranger et qu'ils fassent fonctionner les petites entreprises locales comme les touristes le font. Les porteurs de ces projets sont le plus souvent des élus locaux qui, dans le cadre d'instances de concertation socio-économique comme les Centres locaux de développement, deviennent des leaders du capital d'attraction de leur territoire qu'il s'agisse de l'attraction des touristes ou des immigrants. Puisqu'on les séduit avec les mêmes arguments, les acteurs locaux ont tendance à considérer les immigrants qui s'installent comme des voyageurs qui restent un peu plus longtemps mais qui ne doivent pas déranger l'organisation ni la culture locale. On ne s'attend pas à ce qu'ils les transforment mais plutôt à ce qu'ils en prennent connaissance, s'y intéressent et les fassent fonctionner. L'exemple des Français qui s'installent en Gaspésie pour y ouvrir une auberge qui fait la promotion des paysages et des activités locales est très souvent cité comme une intégration réussie. Certaines communautés francophones en milieu rural dans les provinces maritimes et dans les Prairies jouent aussi cette carte de l'attraction touristique qui semble toujours fonctionner au goutte-à-goutte.

D'abord, il est clair que le Net nous a attiré. Sur les sites, ils disent: « Le Manitoba, c'est merveilleux. » Alors là, je vous le dis, c'est tout faux [...] Aussi, je déplore le manque d'information sur le Net. Les assurances autos sont les plus chères au Canada, [...] les études ici sont hors de prix (alors qu'en France elles sont gratuites), etc. Il faut nous mettre au courant de ces différences avant le départ. [...] Il y a des immigrants qui repartent aussi. Moi, je me sens bernée (une immigrante à Notre-Dame-de-Lourdes, communauté francophone rurale du Manitoba).

On met alors beaucoup l'accent sur l'accueil de ces nouveaux arrivants et les interactions interindividuelles à l'arrivée sont valorisées ainsi que la participation des immigrants à des fêtes et activités ludiques locales. Dans

cette logique, on semble suivre le modèle du « *bed and breakfast* » où l'on fait partager pour un temps la chaleur de la culture locale aux passants mais on s'attend aussi à ce que ceux-ci repartent et rien n'est mis en place pour favoriser leur intégration à long terme ni pour les aider à avoir une place socioéconomique dans la localité.

Nos nouveaux voisins nous ont aussi aidés à nous orienter ici, nous ont montré les petits trucs de la vie quotidienne, comme le dentiste, la caisse populaire, comment fonctionnent les taxes, etc. Mais ce n'étaient pas des gens qui étaient spécialisés. Aussi, il n'y a pas de structure pour les immigrants ici. C'est petit, alors, ils ne sont pas habitués de voir arriver du nouveau monde (une immigrante de Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba).

Cette logique semble être la même sur le plan économique que celle qui est appliquée lorsqu'on envisage le retour des retraités dans leur localité d'origine. On cherche souvent à les attirer pour qu'ils fassent vivre le local en particulier par les achats immobiliers; en revanche, on compte sur eux seuls pour rester et éventuellement sur les réseaux familiaux et amicaux de leur jeunesse. Il est clair que ces réseaux vus comme des racines n'existent pas pour les immigrants. S'ils trouvent une place au soleil par leurs propres moyens, ils pourront rester mais à condition de devenir les promoteurs de la culture locale, sinon ils seront nombreux à repartir, ne voyant pas dans cette logique locale d'ouverture les possibilités de promotion socioéconomique visées dans leur projet migratoire. Qui plus est, le peu de place donné à la différence ethnique, culturelle ou religieuse, voire le désintérêt des locaux à ce sujet, aura souvent pour effet de renforcer l'impact des réseaux transnationaux des immigrants pour une mobilité secondaire.

L'ouverture selon le modèle humanitaire

Cette troisième logique rencontrée dans de petits milieux s'articule sur une intention humanitaire et met de l'avant les dimensions sociales et relationnelles du territoire. Il s'agit surtout de petites localités qui décident à un moment de l'histoire, et souvent sous le coup de l'émotion collective, d'accueillir des réfugiés qui arrivent au Canada et de leur offrir le soutien physique et symbolique du milieu pour leur permettre de se ressourcer puis de s'intégrer. Cette intention humanitaire s'est aussi assortie dans les dernières années d'une volonté de satisfaire des besoins locaux de repeuplement ou de développement local; cependant, ces dimensions sont ici secondaires et la principale mission de ces projets locaux est d'aider et d'accompagner des personnes dans le besoin. L'accueil des Kosovars dans de petites localités comme Joliette ou des Colombiens à Trois-Pistoles témoigne de cette vision humanitaire du territoire local. L'immigrant, soit le réfugié, est perçu comme une personne démunie ayant besoin d'aide et la population locale est le plus souvent invitée à s'investir dans un tel projet par ses acteurs sociaux,

certaines leaders humanitaires et religieux ou encore par des élus au projet humaniste. C'est autour d'eux que s'effectue la concertation qui permet de passer une entente avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles; ce sont souvent eux aussi qui deviendront les créateurs et directeurs des organismes d'accueil de ces localités.

Comme dans la logique précédente, on met beaucoup l'accent sur l'accueil de ces populations. Cependant, étant donné la représentation, parfois misérabiliste qu'on en a, on va faire beaucoup d'efforts pour offrir un accueil matériel de qualité et pour tenter d'instaurer des relations durables. Par exemple, dans ces localités, on mettra sur pied des systèmes de jumelages familiaux dès l'arrivée des familles réfugiées et on tentera non seulement de leur faire connaître la culture locale mais aussi de les faire pénétrer dans l'intimité des familles locales. Par contre dans cette logique, l'immigrant ne doit pas sortir du rôle de personne en besoin qu'on lui a attribué. Si son niveau d'instruction est trop élevé, si son statut social avant le départ est trop haut, si la différence ethnique, culturelle et religieuse est trop marquée et revendiquée, alors il sort de ce statut assigné et ne répond pas aux attentes locales. La rétention fait partie de ces attentes et nombre des acteurs locaux participant à cette logique se disent déçus et amers de voir partir les réfugiés qu'ils ont si bien accueillis, « *même si on sait que c'est pour l'emploi et qu'il n'y en a pas ici...* ». D'autres, toujours dans ce modèle, valorisent une intégration et une rétention régionale, et la mobilité peut être vue comme un succès du projet si elle reste dans les frontières du territoire géographique et économique régional. Autant les frontières locales sont fermement dessinées dans les deux autres logiques par les dimensions économiques et physiques du territoire, autant elles sont ici plus mobiles et extensives, passant du local au régional, du physique au relationnel.

Ce qui est important, c'est que la région du Bas-Saint-Laurent s'approprie l'accueil et l'établissement et que si les gens ne sont pas capables de se trouver de l'emploi dans la région immédiate, bien qu'ils puissent aller s'établir dans une autre ville du Bas-Saint-Laurent qui peut offrir des emplois. C'est le modèle que nous avons proposé. On est en attente de la position du ministère de l'Immigration et de la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent.

C'est à travers ces espaces d'ouverture à l'altérité qu'arrivent et s'installent des familles immigrantes dans des milieux qui sont traditionnellement homogènes sur le plan culturel, linguistique et ethnique, et c'est dans l'investissement de ces espaces tant par les migrants que par les locaux que se nouent des rapports sociaux interculturels, déterminés par les politiques, les institutions et les services mais aussi par les sujets-acteurs avec leurs histoires et leurs trajectoires. Divers degrés d'interculturalité peuvent alors être identifiés dans ces localités.

2.2.2. Les degrés d'interculturalité

Le degré 0 est celui de l'invisibilité et de l'indifférence, voire de la méfiance et de la peur. Dans ces milieux, tout se passe comme s'il n'y avait pas de diversité; on ne veut pas la voir et si on l'aperçoit, on la stigmatise, elle dérange et fait peur. On la délègue alors à un organisme, voire à une personne, voué à la mission d'accueil des immigrants. Cet acteur local devient le garant de l'ouverture, de l'accueil et de l'intégration locale alors que les autres locaux ne se sentent ni intéressés, ni concernés. L'étude de cas de Lac-Mégantic en est une illustration.

On sait que le SANA est très bien organisé. C'est un organisme qui semble... prendre en charge à peu près tous les besoins de ces personnes-là, donc, on ne se pose pas tellement la question, on sent pas qu'on est interpellé dans cet accueil-là, parce que, pour nous, on se place plus en partenariat, des enfants viennent à l'école... (un responsable scolaire).

Malgré les efforts de l'organisme, les relations avec les gens d'ici ne traversent pas les portes de l'organisme. C'est-à-dire une fois la rencontre finie, le rapport avec les gens est fini aussi » (un immigrant de Lac-Mégantic).

De même, la crise d'Hérouxville au Québec renvoie à cette peur de l'étranger et à cette volonté d'invisibilité. Hérouxville est ce petit village de la Mauricie qui a, en janvier 2007, édicté, par son conseil municipal, un code de vie pour les immigrants qui voudraient s'y installer. En effet, les immigrants actuels y sont représentés par un enfant noir adopté par une famille locale, une famille dominicaine, un Américain, un Français et une famille de la Nouvelle-Écosse. Ce code de vie que le conseil municipal voulait voir transformer en Charte, stipule qu'à Hérouxville, « on ne lapide pas les femmes » qu'une femme « peut être soignée par un homme médecin » ou l'inverse, que dans les écoles « les enfants ne doivent porter aucune arme [...] symbolique ou non », que les « citoyen(ne)s ne doivent rien porter sur la tête » et que les enseignants doivent accomplir « leurs fonctions à visage découvert ». Si les juristes ont rapidement affirmé que cette charte n'avait aucune valeur, elle a cependant eu une part importante dans les débats québécois sur les accommodements raisonnables durant toute l'année 2007.

Le cas d'Hérouxville démontre que l'interculturalité, à son degré 0, est porteuse de tous les stéréotypes racisants et ne permet pas la rencontre entre les nouveaux arrivants et les locaux. Il est clair que peu d'immigrants ont actuellement le projet de s'installer dans cette localité qui non seulement refuse la différence mais qui, de surcroît, en fait la prévention! Ce refus de l'interculturalité pose bien sûr des problèmes pour l'attraction de nouveaux arrivants, pour le développement local et plus encore pour la rétention.

Enchâssées dans la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, la liberté de religion et la liberté de conscience sont des droits fondamentaux reconnus au Canada. En 1985, on a créé la norme juridique des *accommodements raisonnables* qui permet à toute personne se sentant discriminée par des règles communes du fait de son appartenance à un groupe minoritaire (confession religieuse, handicap, orientation sexuelle par exemple) de demander en justice un accommodement de la règle (soit une modification) permettant d'éviter une discrimination. C'est ainsi que des handicapés, des femmes enceintes, des membres de différents groupes religieux ont demandé des aménagements de leur calendrier de travail ou d'école ou encore des autorisations exceptionnelles en lien avec leurs croyances ou leurs capacités. Ces accommodements ne peuvent s'effectuer que s'ils ne causent pas de contrainte excessive à la majorité, s'ils n'ont pas un coût disproportionné par rapport au bénéfice pour la personne concernée et s'ils ne mettent pas en cause la sécurité de tous les intéressés. Ils ne concernent pas des communautés mais des personnes. Il s'agit d'éviter des discriminations systémiques et, dans l'optique multiculturaliste, ces accommodements représentent la voie de l'intégration puisqu'il s'agit de permettre à des personnes appartenant à des groupes minoritaires de fréquenter des instances publiques et de prendre place dans la société en faisant quelques aménagements.

À l'automne 2006, au cours de la campagne pour les élections provinciales au Québec, ont été fortement médiatisés des événements dont certains étaient des accommodements raisonnables passés en Cour (comme le port du kirpan pour un jeune Sikh scolarisé à Montréal) et d'autres des ententes passées entre citoyens et institutions (comme le fait de créer un groupe de femmes musulmanes enceintes sans présence d'hommes pour des cours de préparation à la naissance dans un Centre de santé ou encore comme l'entente passée entre la Ville de Montréal et des groupes de femmes musulmanes leur réservant certaines plages horaires dans les piscines municipales). Ces ententes et accommodements ont été présentés par les médias comme des abus et une atteinte à l'identité québécoise et à la démocratie. Le débat public a pris une telle ampleur et a suscité une telle montée de xénophobie et d'intolérance que le premier ministre du Québec a instauré une commission officielle de consultation sur les accommodements raisonnables (la Commission Bouchard-Taylor). Les immigrants musulmans de toutes origines ont été particulièrement visés par cette montée d'intolérance.

Le degré 1 est celui de la curiosité mutuelle et, dans nos études de cas, il est illustré par Thetford Mines. Pour les locaux, on a envie d'en connaître un peu plus sur la culture et les traditions des nouveaux arrivants. On organise des fêtes et des repas interculturels à l'organisme d'accueil, on n'a rien contre l'arrivée d'immigrants et au contraire on veut la favoriser. Mais cette curiosité intéressée est le fait de peu d'acteurs locaux. Pour les immigrants, le problème des relations sociales et de la participation subsiste, si bien que la rétention reste très faible.

À prime abord, je pense qu'ils sont très bien acceptés. Mais, avant de leur donner de l'aide, de dire « Bonjour » et « Bienvenue ici », puis « Si vous avez besoin d'aide [...] », après ils sont laissés à eux autres. Par exemple: « Ah

oui, tu peux venir souper chez moi. » Ça non. Moins ça. Excepté si on faisait partie d'une association, par exemple communautaire, puis qu'il faut faire un travail humaniste, là, on va aller les voir. Mais, à part ça, ça s'arrête là. Ça ne va pas plus loin. C'est comme chacun pour soi. Avant qu'ils soient vraiment intégrés, je pense qu'il y aurait quelque chose à faire aussi au niveau de la société québécoise, là... (acteur local de Thetford Mines).

À l'entreprise, nous l'avons remarqué, il y a des gens qui mettent des barrières. Ce ne sont pas des gens qui cherchent des problèmes avec nous autres, mais c'est évident qu'ils n'ont aucun intérêt à établir un rapport avec les personnes immigrantes. Mais ce n'est pas le comportement de tous les gens de l'entreprise. Par exemple à la table à manger, souvent il y a deux filles québécoises qui s'assoient avec nous autres. Lorsque nous ouvrons notre dîner, elles regardent c'est quoi que nous avons pour manger et font des gestes qui nous offensent (une immigrante de Thetford Mines).

Nous venons d'un pays de climat chaud alors, pour nous, l'hiver est très dur. Sans voiture, sans cinéma, sans centres de loisirs ni commerciaux, sans un vidéoclub, sans une bibliothèque, nous restions tout le temps chez nous; nous ne savions quoi faire avec nos enfants, nous nous sentions fermés et isolés. [...] Nous avons besoin de partager avec les gens, nous avons besoin de nous distraire pour élever notre esprit pour mieux passer un hiver bien ardu et surmonter toutes les difficultés que nous avons étant immigrants (un immigrant de Sainte-Clotilde).

Le degré 2 est celui qui favorise l'accueil de l'altérité. Le cas de Notre-Dame-de-Lourdes, petite communauté francophone du Manitoba, en est une illustration. Ici non seulement on remarque une curiosité de quelques locaux mais aussi un accueil chaleureux par plusieurs membres de la communauté. Mais là encore des barrières surgissent dans les interactions. Une fois ce premier accueil convivial passé, les immigrants vivent une difficulté à s'intégrer en particulier dans les associations et les groupes locaux.

Les voisins nous ont très bien accueillis... Mais quand même je me sens toujours étrangère ici. Je me suis inscrite à des clubs mais je me sens toujours à part ici. C'est très difficile de s'intégrer... (immigrante de Notre-Dame-de-Lourdes).

Le degré 3 est celui dans lequel on donne place à l'altérité. On ne veut plus faire « plus de même » mais on accepte de faire du différent ensemble. C'est ce type de rencontre des cultures, des individus et des réseaux qui a été favorisé, semble-t-il, à Joliette mais aussi à Trois-Pistoles, au moins dans les deux premières années d'accueil des immigrants. Ensuite, il semble que les départs massifs des familles pour des collectivités ou des régions mieux pourvues sur le plan de l'emploi et des structures éducatives aient fortement démotivé la population locale.

Ça s'est fait au club de l'âge d'or, dans les bars, avec les familles jumelées, il y a eu l'épluchette de blé d'inde. Les gens commencent de plus en plus à prendre conscience que ces gens-là sont à Trois-Pistoles et les intègrent dans leurs activités (acteur local).

Il s'agit alors d'un processus à long terme, d'un travail de fond avec tous les acteurs, d'une volonté d'ouverture, de changement et non seulement de croissance. Et, plus encore, il s'agit d'une sensibilisation interculturelle, par l'exposition à la diversité, qui doit faire tomber les stéréotypes et les stigmatisations racisantes.

C'est une cause qu'on prend à cœur ici la communauté. Comparativement au début, les gens étaient réticents, mais là il y a de l'ouverture. On le voit beaucoup par les enfants, y arrive un petit Colombien qui vient jouer avec les enfants, au début il était pas nécessairement bien perçu mais maintenant c'est « Viens jouer avec nous ». Ça démontre qu'ils ne se font plus parler négativement des Colombiens chez eux par leurs parents (acteur local scolaire).

Enfin, le degré 4 est celui dans lequel se construit un projet local interculturel. Dans ce cas, les natifs et nouveaux arrivants, migrants et autochtones ébauchent un projet ensemble pour transformer et développer le local. Rawdon, localité de 10 000 habitants au nord de Montréal, en est un bon exemple. L'historique de la ville démontre que l'immigration est un phénomène qui influence le développement socioculturel et économique de la municipalité depuis près de 200 ans. Des Irlandais sont arrivés au début du XIX^e siècle, suivis, après la Première Guerre et durant tout le XX^e siècle, d'autres vagues d'immigrants provenant principalement d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, la ville de Rawdon compte dans ses rangs des citoyens provenant de 39 pays différents, ce qui lui permet d'offrir l'image d'une population culturellement diversifiée la distinguant ainsi des autres municipalités situées en région. La présence de ces citoyens d'origines diverses a un impact considérable sur la communauté : la municipalité a adopté plusieurs mesures afin de mettre en valeur cette diversité culturelle. Il en est ainsi pour la Charte des droits des citoyens :

- considérant que les divers groupes ethnoculturels contribuent de façon positive au développement de la société rawdonnaise et que l'ouverture à la diversité constitue un enrichissement pour tous ;
- considérant que depuis plusieurs décennies, Rawdon vit une réalité pluriethnique et plurireligieuse et s'est bâtie sur la diversité ethnoculturelle ;
- considérant que la municipalité de Rawdon s'est fixée comme objectif de promouvoir des relations harmonieuses entre les citoyens peu importe leurs origines, leurs cultures ou leurs religions ;

- Il est statué que :
 1. La municipalité de Rawdon intègre à sa vision et à sa planification stratégique, l'accueil, l'intégration et l'accompagnement du nouvel arrivant.
 2. La municipalité de Rawdon, son conseil municipal et sa fonction publique se préoccupent de l'intégration des groupes ethnoculturels lors de l'élaboration des politiques municipales et lorsqu'ils dispensent des services à la population.
 3. La municipalité de Rawdon est ouverte à toute personne quelles que soient son origine, sa religion, sa langue ou sa culture et s'engage à favoriser l'accueil et l'accompagnement de tout citoyen dans son intégration à la vie économique, sociale et culturelle de Rawdon.
 4. La municipalité de Rawdon, afin de contrer l'isolement et de respecter la dignité de chacun, collabore et tisse des liens avec d'autres organismes. Elle établit un réseau de référence avec des groupes communautaires et des organismes publics dans le but de favoriser l'intégration des différents groupes ethnoculturels.
 5. La municipalité de Rawdon s'engage à combattre toute forme de préjugés racistes ou toutes manifestations menant à l'exclusion d'un citoyen ou d'un groupe de citoyens. D'autre part, la municipalité s'attend à ce que chaque individu respecte la dignité et les droits de toute autre personne et souhaite que chacun s'informe et participe au maintien et au développement d'un environnement économique, social et culturel sain et dynamique.

Adopté à l'unanimité par le Conseil municipal le 9 mars 2004.

Avant la création de la Charte et la mise sur pied du service d'accueil aux immigrants (2005), le Conseil municipal a créé, le 11 mars 2003, un Conseil interculturel qui a pour mandat d'aider les instances municipales à adapter leurs services à une population diversifiée et à développer des partenariats avec les organismes du milieu. Les relations interculturelles sont aussi représentées à Rawdon dans le secteur du tourisme et de la culture par la présence sur le territoire du Centre d'interprétation multi-ethnique (CIM). Ce centre consacré aux relations interculturelles, informe et sensibilise par l'organisation de diverses activités telles que des spectacles, des soupers thématiques, des conférences ou des expositions.

On note ici que la municipalité est leader dans un processus de transformation et de développement interculturel et il est intéressant de voir que l'immigration est aussi en changement dans la collectivité. En effet, les nouvelles vagues d'immigrants proviennent d'Afrique, de Colombie et du Maghreb, apportant des transformations inédites et de nouvelles couleurs au paysage local. Si on y comptait de nombreuses églises et temples, la mosquée y est cependant nouvelle.

Ce qui distingue Rawdon, c'est cette richesse culturelle qui s'exprime et qui fait en sorte que l'ouverture au monde, à la différence, à la participation... prend tout son sens (un acteur local).

Mais

Ici, à Rawdon, on ne parlait pas de minorités visibles jusqu'à tout récemment, ce qui fait que ça surprend encore de voir une personne de couleur... (un habitant de Rawdon).

Si la mise en œuvre de ce projet interculturel commun demande un travail de fond aux acteurs locaux comprenant des immigrants anciennement arrivés, il doit aussi bénéficier de subsides récurrents pour se mettre en œuvre et on peut alors superposer développement économique et développement social.

On pourrait dès lors imaginer un dernier degré d'interculturalité qui serait celui du métissage local interculturel. Il s'agirait de processus qui permettent de croiser les histoires, les quotidiens, les réseaux et les projets dans des communautés qui s'engagent dans l'interculturel. Sans que ce projet soit aussi explicite, ces processus semblent en œuvre dans certaines collectivités belges comme Virton, Bastogne, Cheratte ou Malmédy. À Cheratte, où une communauté turque nombreuse est maintenant implantée depuis plusieurs décennies, on a ainsi vu la rue Émile-Zola se transformer en rue Atatürk ou encore la population turque s'approprier le nom de la municipalité en l'orthographiant à la manière turque (Parthoens et Manço, 2005). De la même manière, la municipalité de Malmédy a entrepris un processus de métissage des histoires particulièrement original et intéressant : il s'agit d'accompagner les immigrants et natifs dans l'identification d'événements historiques qui les ont marqués et qui peuvent être associés (un bombardement durant la Seconde Guerre à Malmédy et le bombardement au Kosovo, par exemple) tout en mettant de l'avant l'histoire de la différence et de l'altérité dans la localité (ses changements de frontières et ses multiples populations dans l'histoire). On se trouve ainsi devant des modalités de métissage interculturel au sein de petites localités et les ingrédients de ce métissage sont l'ouverture, la proaction, l'intérêt pour l'autre, les interactions, l'innovation et le changement.

Ces diverses illustrations permettent de saisir comment les politiques, programmes, interactions et acteurs délimitent et utilisent le territoire local parcouru par les migrations. Mais, en articulation avec cette définition du territoire, on identifie aussi plusieurs figures de l'étranger telles qu'elles sont perçues par les locaux dans le Québec régional contemporain. Ces figures, filtres de représentation et d'analyse de l'altérité dans le local, émergent des expériences nationales et internationales plus souvent que locales mais colorent aussi et parfois de manière importante les interactions locales.

2.2.3. Quatre figures de l'étranger

Intéressons-nous maintenant aux figures typiques de l'Étranger telles qu'elles émergent des représentations des populations québécoises, *a fortiori* pour celles qui, dans les régions du Québec, se trouvent diversement exposées à la diversité ethnique et culturelle, et à ce qu'elles suscitent comme attentes et réactions pour les membres de la société dite d'accueil. Si les figures de Minoritaire, de Différent (par la culture ou par la religion) ou de Sous-Citoyen sont les plus typiques et les plus partagées par les Québécois rencontrés, elles continuent à s'articuler à des réactions souvent défensives de peur et de repli alimentées par la médiatisation des derniers événements internationaux et nationaux et par l'ignorance des enjeux et de l'histoire mondiale. La quatrième figure très contemporaine, celle du Nomade pour qui l'exil et la marginalité deviennent les règles du jeu, est sans doute celle qui suscite le plus de réactions ambivalentes: de la fascination pour ce rapport élargi au monde tout autant que de la stigmatisation excluante face à cette étrangeté inclassable. Geneviève Vinsonneau (2002) explique bien les processus qui se déploient entre endogroupe (le Nous) et exogroupes (le Eux) amenant à des figures typiques du Eux et du Nous et à des rigidifications dans les transactions. La projection sur l'exogroupe des frustrations, tensions et autres antagonismes (ici la peur de l'avenir, la peur du chômage, les craintes identitaires, la quête de spiritualité par exemple), permet de préserver l'intégrité de l'endogroupe nécessaire au confort subjectif du sujet: ainsi s'érige un Nous globalement positif, l'autre étant érigé en bouc émissaire. Dans un second cas de figure, l'altérité est transformée en infériorité, ce qui permet au sujet rejetant d'édifier aux dépens d'autrui une image de soi positive. Qui plus est, l'endogroupe peut instrumentaliser l'exogroupe en le posant comme contre-modèle. Gardons en tête qu'en contexte inégalitaire, l'Autre menaçant tout autant que porteur de sécurisation et de valorisation par son existence et sa mise à distance peut alors être Bouc émissaire, Inférieur ou Contre-Modèle. Nous utiliserons ces processus pour mieux saisir les figures de l'Étranger typiques du Québec contemporain et, plus particulièrement, de ses régions.

Le minoritaire: produit de la Politique canadienne du multiculturalisme

La figure du Minoritaire ramène à une vision d'un Nous majoritaire et au Canada de plusieurs Eux minoritaires portée entre autres par la Politique du multiculturalisme. La reconnaissance de cette figure se caractérise par la recherche de représentativité, l'assimilation aux autres minorités, la centration sur la notion de droits des personnes et des groupes mais aussi par une vision statique du statut social et politique accordé. Minoritaire on est, minoritaire, on reste! On a des droits de minoritaire à faire respecter. Dans cette perspective, on ne s'intéresse ni à la différence, ni à la partici-

pation mais au nombre et à la représentativité. Il y a là une forme d'infériorisation par le nombre, mais en même temps une reconnaissance par un statut donné à ce nombre. Il est clair que dans les régions du Québec, cette figure de l'Étranger est peu présente dans les perceptions populaires. Les immigrants y sont beaucoup plus perçus comme des éléments isolés, des différences atomisées que comme des groupes minorisés. Une telle figure appellerait aussi à des programmes particuliers pour les minorités du type antiracisme : ceux-ci sont peu présents dans le système social ou scolaire québécois bien qu'on les retrouve privilégiés par le gouvernement fédéral qui va soutenir par exemple des groupes de jeunes noirs montréalais ou les services à la famille chinoise. Pour que cette figure prenne sens dans l'imaginaire québécois, le statut de minorité doit souvent être associé à des caractères distinctifs visibles comme la couleur de la peau ou des vêtements bien particuliers. On parle actuellement beaucoup des Sikhs comme figure d'altérité, mais le discours ne les présente pas autour de la question d'une minorité mais bien autour de l'Étrangeté. Sur le plan du sentiment de sécurité, le Minoritaire n'est pas menaçant justement parce qu'il est en petit nombre et appelé à le rester. Si l'on retrouve cette figure portée et appropriée par des groupes migrants montréalais, on ne la retrouve pas ou peu en région, éventuellement lorsque la communauté devient assez solide et structurée (les Serbes à Sherbrooke par exemple). Cette figure se réfère bien évidemment à un paradigme structurel où la lecture serait en termes de domination mais l'action en termes de représentation.

Le Différent: de l'indifférence à l'ostracisme

L'autre est perçu autour de ses différences, de son étrangeté, là encore visibles (les Sikhs) ou attribuées (les musulmans). Il est le symbole de l'exogroupe, exotique sorti de son environnement mais en transportant les caractéristiques avec lui. Il est aussi perçu comme étant éminemment statique, porteur de traits culturels inamovibles. Différent il est, différent il restera. Cette figure est liée à deux types de rapport d'altérité : l'indifférence, « Tant qu'ils ne nous dérangent pas, ils peuvent rester différents ». Mais il peut aussi et selon les conjonctures devenir le porteur de tous les stéréotypes et réveiller des réactions racistes lors de certains événements comme le 11-Septembre 2001 ou la crise des accommodements raisonnables. Ainsi, dans un parc à la sortie de la mosquée à Sherbrooke, une femme québécoise disait : *« Ils me font peur, ils sont nombreux, des hommes, des femmes et des enfants. Elles portent le voile, les hommes sont barbus. On ne sait pas ce qu'ils pensent. Je ne veux plus emmener mes enfants dans ce parc. »* On retrouve ici tous les processus de l'attribution d'une identité stéréotypée et péjorative à un groupe inconnu : la dramatisation (le sentiment de peur), la surestimation (le nombre), la radicalisation des attributs (*tous barbus, toutes voilées*), l'orientation de l'action à venir par cette perception stéréotypée (*je n'amènerai plus mes enfants dans*

ce parc). On retrouve à Sherbrooke, dans le début des années 2000, un même discours présentant les Afghans comme la principale figure de l'Étranger-différent : au nombre de 600 environ, on en parle comme d'une communauté importante, on les imagine ghettoisés dans un quartier de Sherbrooke, ils parlent une langue inconnue, les femmes portent des attributs distinctifs (le voile), ils font une cuisine étrange, ils ont de grandes familles, ils ont une odeur particulière, les femmes y sont vues comme soumises... On assiste ici au processus d'infériorisation par l'attribution de stéréotypes mais aussi à un processus de construction d'un contre-modèle (traditionnels versus modernes, ritualistes versus spiritualistes, contrôle communautaire versus autonomie individuelle). On a retrouvé, en région toujours, cette même construction de l'Étranger-différent avec les immigrants serbes arrivés depuis les années 1994. Et pourtant ceux-là portent peu de signes distinctifs : il y a alors eu une construction sociale de la différence liée à l'arrivée d'une vague de ces migrants et à la distance socio-historique et politique dont ils sont porteurs. En fait, c'est leur histoire (ancrée dans l'histoire de l'Europe et du communisme dans le dernier siècle) qui les a posés en situation d'étrangeté en région. C'est ensuite leur cohésion et la structuration de leur communauté qui ont entraîné un processus de distanciation, d'altérisation porté entre autres par les réactions de la population sherbrookoise lors des bombardements sur le Kosovo ou encore lors de la déclaration d'indépendance du Kosovo : on n'a alors pas compris la position des Serbes de Sherbrooke qui ont manifesté contre ces bombardements et contre ce processus d'indépendance, on ne comprend pas non plus qu'ils se réclament de leur histoire et de leurs positions historiques. En cohérence avec cette figure du Différent, deux réactions sont identifiables : la revendication de la différence (les Serbes) et l'invisibilité (les Afghans).

En effet, pour les Serbes, la communauté structurée et cohésive, protectrice mais ne recherchant pas leur invisibilité sociale, leur a permis de mener une revendication communautaire forte et cohérente avec d'autres mouvements serbes au Canada et en dehors du pays. Cette communauté a envoyé des représentants dans des manifestations visant à défendre les Serbes du Kosovo et a tenté de faire connaître une autre version de l'histoire. Certes, la réception par le milieu local n'a pas été des plus faciles et cette stratégie continue à les placer dans un processus de stigmatisation de l'histoire.

Certains musulmans de Sherbrooke sont dans cette même position mais leurs efforts ne sont pas ou peu relayés par la communauté, ce qui fait sans doute toute la différence. Mais les Afghans, peut-être du fait de leur histoire actuellement récupérée et réinventée par les médias, de leur fatigue et de la protection réelle apportée par leur communauté, ne sont

pas prêts à vivre plus de stigmatisation ou de regard de l'autre et ils sont plutôt dans un processus d'évitement de l'autre et de l'histoire, ce qui explique leur stratégie d'invisibilité lors du 11-Septembre ou lors des représentations au sujet des accommodements raisonnables par exemple. Relevant d'un paradigme relativiste, menant à l'indifférence, ou d'un paradigme objectiviste, construisant de manière dualiste des univers de sens qui ne se rencontrent pas, cette figure du différent et son appropriation accentuent l'altérité, lui donnant tout pouvoir de définition des rapports sociaux.

Le sous-citoyen: l'impérialisme de l'idéologie de la participation

La figure du sous-citoyen impliqué est celle qui renvoie le plus au processus d'infériorisation; elle est en l'occurrence issue de l'idéologie de la convergence culturelle prônée par le gouvernement québécois depuis les dernières années et en constitue clairement un effet pervers quand le nombre et les pouvoirs (économique et politique) sont en rapports inégaux. Le courant de la convergence culturelle repose sur l'idéologie de la participation sociale, de l'implication. Pour être citoyen, il faut s'impliquer, faire du bénévolat, être dans les comités d'école, dans les organismes communautaires... Mais cette implication citoyenne continue, dans la réalité, à être liée à des statuts socioéconomiques non reconnus, à des niveaux scolaires dévalorisés, à des expériences professionnelles infériorisées de manière systématique et systématique. Le citoyen participatif est alors un sous-citoyen dont le pouvoir démocratique en est d'implication mais non de contribution. Il sera un étranger intégré à défaut d'être un citoyen reconnu. Cette figure, très présente en région, repose sur une perspective interactionniste portée aussi, à défaut d'autres possibilités sans doute, par plusieurs immigrants en région.

Après le 11-Septembre, c'est plutôt le choix de la communauté musulmane non afghane à Sherbrooke, communauté beaucoup moins soudée et plus dispersée que la communauté afghane, d'investir cet espace d'altérité. Pour ce groupe, incluant des musulmans pratiquants ou non pratiquants mais dont les appartenances se trouvent mises de l'avant par les événements et surtout par la médiatisation qui suit et par la stigmatisation quotidienne liée au faciès, au nom et à la religion, il s'agit d'exprimer une histoire positionnée, faisant appel à l'interconnaissance entre les diverses communautés. C'est ainsi qu'un mois après les événements, l'Association culturelle islamique invite des classes de secondaire à visiter la mosquée et à y entendre un discours sur l'islam tolérant et ouvert. L'école répond positivement et deux groupes de 150 élèves accompagnés de leurs professeurs et directeurs feront la visite. Cette visite est médiatisée dans les télévisions et journaux locaux et l'école internationale fera même sa publicité pour la prochaine rentrée à partir de cet événement.

De la même manière, les partisans de cette stratégie vont être présents à toutes les conférences et rencontres qui suivront les événements du 11-Septembre et plusieurs d'entre eux, individuellement ou par petits regroupements, présenteront des mémoires à la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables. D'autres interpellés par les journalistes locaux, en particulier des commerçants, accepteront de parler de leurs rapports avec leur clientèle sherbrookoise dans les différentes tourmentes médiatiques et tenteront de jouer la carte de la reconnaissance réciproque ouvrant sur la tolérance. De même, certains organismes interculturels vont mentionner dans leurs activités des positions ouvrant sur la tolérance et l'ouverture à la différence. La légitimité repose alors sur des appartenances reconnues mais multiples et ouvertes les unes aux autres. C'est la visibilité de la diversité qui permet cette légitimité et ce positionnement dans l'histoire mais celui-ci se fait de manière atomisée, individu par individu, et non par communauté ou structure. On se situe clairement dans un paradigme interactionniste et individualiste.

Le Nomade : peurs et fascinations

Enfin, la figure du nomade est sans doute celle qui amène le plus d'ambivalence dans la population québécoise et c'est à elle que nous nous attachons en abordant l'immigration sous l'angle de la mobilité : elle repose sur les concepts de voyages, de réseaux transnationaux, de citoyen du monde. Elle attire et fait peur tout à la fois : ces étrangers nomades sont porteurs d'une liberté de mouvement et de pensée que nos sociétés occidentales idéalisent, d'un individualisme que le postmodernisme sacralise. En cela, ils sont des modèles, en particulier pour les jeunes, et l'insécurité qu'ils créent n'est pas menaçante mais porteuse d'un changement idéalisé. En revanche, du fait même de cet idéal du transfuge sans racines ni appartenance, ils sont vus comme refusant les identités régionales ou locales auxquelles on leur demande d'adhérer à défaut de les leur offrir. Alors ces Nomades, comme les Touareg du désert, comme les gitans d'Europe, comme les jeunes de la rue de nos régions, font peur, déstabilisent, insécurisent parce qu'on ne sait où les situer, dans quelle catégorie les classer, comment les identifier, à quel groupe les associer, etc. Cette figure fait l'objet d'une appropriation par des jeunes issus de l'immigration mais aussi par de jeunes adultes en famille qui sont reliés à des réseaux en diaspora et dont les appartenances nationales ne sont plus basiques dans ce qu'ils veulent transmettre à leurs enfants et faire de leur vie. Cette figure de Nomade, si elle déstabilise ceux qu'ils côtoient, leur convient bien puisqu'elle ne détermine pas leur avenir en fonction de leur présent, puisque le voyage se raconte tout en s'inventant au fur et à mesure. Dans le paradigme constructiviste où elle s'inscrit, donner des occasions de raconter ces voyages, de parler de ces avenir en

construction devient alors une possibilité pour les populations de se rencontrer et peut-être aux Nomades d'être intégrés dans un imaginaire collectif ni infériorisant, ni rejetant, ni indifférent. Un imaginaire où ils s'inscrivent en filigrane, laissant leurs marques sans pour autant créer de vagues, parcours dans lequel ils pourront peut-être remettre leurs pas ou ceux de leurs enfants... plus tard.

Nous voyons dès lors ces figures de l'Autre dessiner et investir symboliquement le territoire local. Un dernier point vise à saisir comment les immigrants eux-mêmes investissent ce territoire en conjuguant leurs propres perceptions et stratégies avec les frontières définies par les réseaux locaux et les contextes juridico-légaux.

2.2.4. Les rapports au territoire des immigrants

Les immigrants investissent les territoires à travers des structures qui guident leur mobilité et leur insertion. Ces structures sont essentiellement la famille et les réseaux transnationaux. Cependant, leur investissement est aussi déterminé par le type d'accueil mis en œuvre localement et par la place qu'on semble leur réserver. Ainsi, nous pouvons relever trois dimensions articulées dans leurs rapports au territoire. La première repose sur la temporalité de leur mobilité et de leur insertion alors que la deuxième renvoie plutôt à leur rapport à l'espace et aux réseaux locaux et la troisième, à leur relation à la région (au pays) d'origine.

Trois rapports au territoire peuvent alors être décelés. Dans ce qu'on peut nommer l'*ancrage*, l'immigrant souhaite poser ses bagages dans le nouveau territoire et y développer de nouvelles racines. Pour cela, il va utiliser toutes les ressources mises en œuvre par les acteurs locaux (organismes communautaires, stratégies d'accueil) et va tenter de s'insérer directement dans le tissu local. Plus celui-ci est ouvert, plus cet ancrage peut se construire à la satisfaction de l'immigrant. Dans le même temps, cet immigrant garde des liens avec la région d'origine, des liens souvent virtuels et réguliers, mais voit un écart positif entre le pays d'origine et la région d'arrivée. Les habitants des mégapoles brésiliennes, péruviennes et argentines expriment souvent cette perception positive de la « petite ville calme et sécuritaire, avec de l'espace et des parcs pour les enfants » (la ville de Québec, la ville de Sherbrooke et parfois même Montréal) dans laquelle ils s'installent *a contrario* de la ville bruyante, inquiétante, surpeuplée qu'ils connaissaient avant leur départ. Cette étude de cas concernant une famille brésilienne installée dans la ville de Québec depuis six mois illustre bien cette stratégie qui vise l'ancrage dans le milieu local, ici et à ce moment du parcours, perçu comme positif et ouvert :

Nadia a donné l'idée à José, compositeur et musicien, de former une chorale avec les personnes âgées qui vivent dans leur bloc appartement. L'autre jour, elle a rencontré la femme qui vit dans l'appartement situé sous le leur qui leur a dit qu'elle avait entendu quelqu'un jouer du piano, il s'agissait de José. Comme elle est elle-même organiste, elle a proposé qu'ils jouent ensemble. Nadia est d'avis que les gens qui vivent dans le bloc appartement sont très gentils et ouverts.

Le dimanche suivant l'entretien, ils allaient commencer à participer à un groupe de marche, Le club de marche de Sainte-Foy. Les enfants allaient commencer des cours de natation. Ils participent à ces activités sportives grâce au programme d'accès aux loisirs de Québec. Ce programme leur permet de participer aux activités sans avoir à payer les frais d'inscription, puisqu'ils sont sans revenus.

Le mercredi soir, José fait du bénévolat dans une télévision communautaire, Télémag. Il participe à la production de l'émission Dossier Actualité qui est animée par Martin Dallaire. Il s'agit d'une émission informatrice et formatrice, parce que les bénévoles qui participent à la production sont en constante formation. Ils font une rotation concernant les tâches à exécuter. Par exemple, quelqu'un qui débute à la caméra, sera attaché à la prise de son quelque temps après. Cette expérience de bénévolat a été initiée à la suite d'une expérience de jumelage dans le cadre du programme de francisation. José avait déjà de l'expérience dans le domaine de la production, son dernier emploi était dans un centre de multimédia. Toutefois, il avait peu d'expérience avec le maniement de la caméra. Il apprécie donc cette expérience qui lui permet d'ajouter une corde à son arc.

Cette implication bénévole lui permet aussi de rencontrer des Québécois. Il dit être le seul immigrant.

Il ne comprend pas toujours ce que les gens se disent entre eux, il doit porter une attention particulière. Mais il est content, car il apprend le parler québécois de tous les jours.

Pour d'autres familles, le territoire local est dès le départ perçu comme un lieu de *passage*, ce qui implique un investissement superficiel et surtout fonctionnel des réseaux locaux. Le temps de la migration est partagé en étapes qui se réfèrent à des espaces différents qu'on parcourt pour améliorer la situation familiale et sociale. Le pays d'origine est parfois très loin derrière et, une fois la famille réunie, on envisage de se déplacer ensemble sans avoir la nostalgie des origines. Les conditions du départ sont évidemment majeures pour expliquer cette position et les réfugiés africains des Grands Lacs en sont l'illustration la plus frappante. Ils sont passés par de nombreux pays de transit et sont prêts à se déplacer encore au Canada pour tenter de trouver mieux. D'autres familles qui avaient au départ une stratégie d'ancrage se mettent ensuite dans une position de « passage » en réaction à l'écart entre leurs attentes et la réalité vécue. On cherche alors peu à intégrer les réseaux locaux à part ceux du marché de la formation et de l'emploi. Et le multilinguisme de ces populations les place souvent dans une position où

la mobilité linguistique ne représente pas un obstacle supplémentaire. Certaines populations, comme les Maghrébins, bilingues français-arabe mais connaissant peu l'anglais, ont au contraire, plus souvent, une attitude visant l'ancrage dans la province de Québec et pas forcément dans la ville d'installation. Ainsi, malgré les difficultés majeures qu'ils éprouvent dans leur insertion professionnelle, ils sont aussi parmi les plus nombreux à vivre encore au Québec plusieurs années après leur arrivée. Toutefois, les dernières études de cas montrent qu'ils sont les plus mobiles entre Montréal et d'autres régions du Québec ou encore entre les différentes villes moyennes de la province. C'est sur des territoires au faible niveau d'interculturalité que ces rapports de passage se mettent en œuvre.

Le témoignage de Bibi, 30 ans, Togolaise, décrit bien ces parcours qui effleurent les territoires et les réseaux locaux :

Je suis arrivée avec mes parents en 1998, c'est-à-dire mon père, ma mère, mes frères et mes sœurs, dans le cadre d'une réinstallation des réfugiés par le gouvernement canadien.

Mon père, fuyant la tyrannie et les injustices sociales de mon pays, s'est senti harcelé surtout après une première arrestation suivie des tortures. Avec la complicité de ses amis, nous avons réussi à sortir du pays et se réfugier au Ghana et de ce pays, nous sommes venus au Canada [Québec].

Mon père avait cherché à travailler et après quelques mois d'attente, il obtenait son premier emploi mais à temps partiel dans une usine. Mes frères après l'école pour les adultes et la 3^e secondaire pour le second, après avoir connu des amis vivant à Toronto, ils étaient partis passer les vacances d'été 1999. À leur retour, ils avaient émis le souci de changer de ville et vivre à Toronto. Ils sont bilingues depuis le pays surtout après notre séjour à Accra.

Après l'école aux adultes, j'ai fait un cours professionnel pour la couture et j'avais aussi rencontré mon fiancé et, par la suite, un peu plus tard, je me suis mariée.

Mon conjoint déjà avait des relations avec des amis qui vivaient à Calgary et aussitôt, il était parti d'abord pour un court temps. Ayant réussi à avoir un emploi à temps permanent, il me restait qu'à le suivre tout en informant mes parents. Donc, les deux frères étaient partis pour Toronto et après à Regina, où ils vivent et travaillent; papa et maman et les deux derniers de la famille sont toujours à Sherbrooke mais avec la possibilité que tout le monde quitte Sherbrooke pour venir à Calgary.

En venant dans ce grand pays, les parents espéraient s'intégrer sans beaucoup de difficultés. Devant certaines réalités du milieu, tout le monde avait pris des décisions en concertation avec toute la famille de chercher ailleurs l'emploi qui faisait défaut à Sherbrooke.

Un troisième type de rapport au territoire tend à en faire un *investissement sélectif*, à en dessiner des limites et des frontières qui ne correspondent pas toujours aux frontières administratives. Il en est ainsi pour les migrants qui investissent plus particulièrement un quartier d'une ville, voire un réseau multiethnique qui redécoupe autrement le territoire. Une famille brésilienne de Québec parle ainsi de son intégration au sein du réseau des nouveaux arrivants de toutes origines dans la ville. Dans ce réseau, ils ont leurs nouveaux amis, leurs ressources et leurs repères locaux. « *Cela donne un visage multiple à Québec* », disent-ils. Si l'investissement des quartiers est plus typique des métropoles comme Montréal ou Toronto, on voit le même type de rapport au territoire dans certaines localités comme Sherbrooke où les Serbes se sont installés dans des quartiers qu'ils ont fortement investis alors que les Africains, en grandes familles, s'installent pour de longues durées dans des logements HLM où se côtoient personnes âgées et en difficulté québécoises et grandes familles immigrantes. Les jeunes générations investissent le quartier et réagissent souvent à la stigmatisation locale par la formation de groupes ethniques. La construction d'une coopérative de grands logements multiethnique dans la ville de Sherbrooke représente un champ fécond d'investissement pour les familles qui s'y installent, l'enjeu local étant alors de permettre à ces familles de passer de cet investissement sélectif du territoire à un investissement global, voire à un ancrage citoyen. Dans ce type de rapport au territoire local, le lien avec la région d'origine est maintenu fortement et celle-ci reste très valorisée, voire idéalisée. Ces familles font d'importants transferts d'argent vers la famille restée au pays et ont parfois pour objectif de s'implanter dans leur quartier tout en gardant un territoire personnalisé dans le pays d'origine : la construction de maisons dans l'un et l'autre territoire est une manière importante d'en marquer les limites et de les investir. Certaines familles africaines et maghrébines sont dans cette position et sont parfois aussi proactives dans le codéveloppement entre régions d'origine et d'arrivée, ce qui peut représenter un nouvel investissement transnational d'un territoire dont les frontières sont transcendées par la migration. Là encore, certaines politiques locales favorisant l'accueil et la diversité culturelle peuvent être un bon terreau pour la mise en œuvre de ces nouvelles définitions du territoire par les migrants qui le parcourent.

2

**LES RÉSEAUX IMMIGRANTS
À LA JONCTION
DES TERRITOIRES
ET DE L'HISTOIRE**

Les processus de déterritorialisation nationale et de reterritorialisation locale, la transformation et la multiplication des diasporas ainsi que la diversification des mobilités nous incitent à considérer la formation de réseaux transnationaux comme une nouvelle dynamique d'organisation sociale qui s'applique à des groupes étendus dont ils organisent et structurent les modalités de vie économique, sociale, religieuse, culturelle, voire familiale. L'appellation « champ transnational » utilisée par Itzigsohn (1999) renvoie d'ailleurs à ce réseau de liens qui se construisent dans la vie courante et dans les activités des migrantes et des migrants et qui affectent tous les champs de leur vie, depuis leur réalité économique jusqu'à leur comportement politique et leur identité individuelle et collective.

Cependant, comme nous allons le voir, ces réseaux souples et aux frontières non marquées permettent une flexibilité, une diversité et une singularité dans ces organisations sociales, ce qui en marque le caractère postmoderne. Ainsi, Alain Tarrius (2000) définit des « territoires circulaires » qui permettent d'articuler identités et mobilités. Dans cette analyse, le territoire est à la fois espace, temporalité et socialisation, ce qui renvoie aux réseaux, « maillages de nature identitaire ou spatiotemporelle envisagés comme connections et liens entre les individus ». Le concept de réseau

permet ainsi, dans notre perspective, de réintégrer la densité de l'histoire à la géographie des espaces parcourus, la complexité des identités singulières à la géopolitique internationale.

En effet, dans la perspective des réseaux, l'histoire fait un retour dans la démarche interactionniste. On s'intéresse ici aux liens, aux interactions, aux trajectoires et, par conséquent, aux histoires des acteurs et de leurs réseaux. On n'est plus ni dans l'histoire anamnèse, ni dans l'interprétation psychanalytique de l'histoire individuelle, ni dans l'histoire collective des livres d'école. On se situe dans la perspective des récits de vie, des romans familiaux où l'histoire singulière fait de l'individu un acteur du social tout autant qu'un bâtisseur de l'histoire collective. On peut imaginer que le concept de réseau permet de passer d'une représentation positiviste de l'histoire individuelle et collective à une perspective constructiviste et relativiste, situant dès lors les réseaux, l'histoire qui les parcourt et ses récits singuliers dans une perspective postmoderne (Maffesoli, 2004) qui s'oppose et succède au modernisme des grands récits. Le concept de réseau permet ainsi de relier histoire et géographie dans des parcours singuliers et au travers de nouvelles cartographies de l'espace et du temps reliés par les sujets acteurs des migrations. En effet, appréhender la personne immigrante dans sa mobilité géographique et dans son épaisseur historique est une perspective qui articule le collectif et l'individuel, le singulier et le pluriel, l'espace et le temps, l'identité et la culture, l'individu et la société dans de nouveaux espaces de médiation. On voit ainsi se dessiner des espaces alternatifs qui redonnent une possibilité de positionnement comme sujet social et historique aux nouveaux nomades de la mondialisation, les immigrants et les réfugiés. Avant de mener une réflexion théorique sur ces réseaux, leurs rôles et fonctions ainsi que sur l'investissement qu'en font les différents membres des familles immigrantes et réfugiées, nous proposons deux histoires de réseaux qui sont exemplaires à la fois des caractéristiques des réseaux, de leurs usages multiples et singuliers et de la complexité de leurs articulations. Elles permettent de saisir dans sa densité la double perspective, diachronique (l'histoire) et synchronique (la mobilité), dans laquelle se situent les familles immigrantes tout en articulant le temps et l'espace de la migration. Faisons donc connaissance dans les lignes qui suivent avec les réseaux de Maria et de Jeanne et Kaluma.

1. DES HISTOIRES DE RÉSEAUX¹

1.1. LE PARCOURS D'UN RÉSEAU DE PARENTÈLE COLOMBIEN INSTALLÉ DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC

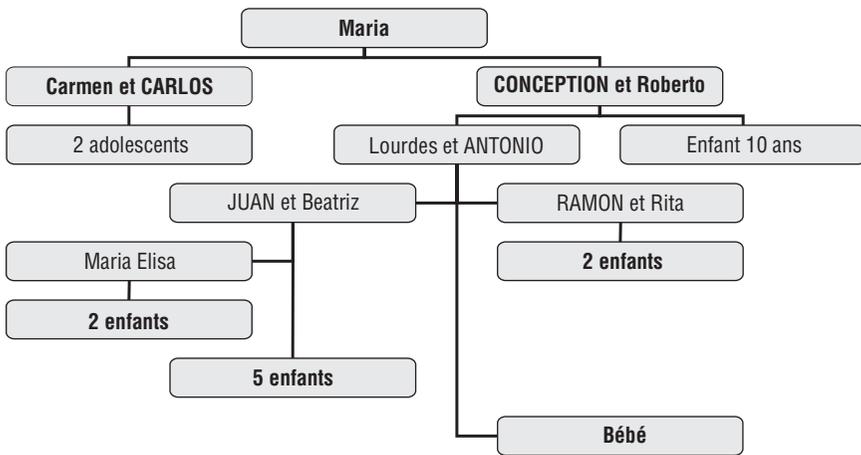
Le réseau colombien² que nous présentons ici s'est installé progressivement dans un village du Québec, Trois-Pistoles (3700 habitants), qui a accueilli des familles réfugiées pendant trois ans au début des années 2000. Il en est reparti au complet après moins d'un an dans cette première localité et plusieurs familles nucléaires de ce réseau ont continué leur route dans l'année qui a suivi. Dans le cadre d'une recherche portant sur la mobilité des familles après une première installation en région, nous avons pu, d'une part, connaître les membres de ce réseau et, d'autre part, analyser les dynamiques de leurs déplacements et de leurs stratégies d'insertion. Ce réseau est particulièrement riche parce qu'il permet de saisir des liens verticaux (entre les diverses générations) et des liens horizontaux (des collatéraux les uns vers les autres, au sein de mêmes générations) de même que leurs fonctions. À la fois intergénérationnel, ethnique et religieux ce réseau en est surtout un de parentèle qui renvoie à la famille élargie et à la perception qu'en ont les familles colombiennes qui le composent. En outre, ce réseau est connecté à d'autres personnes ou réseaux situés au pays d'origine, dans les localités d'installation ou encore dans d'autres villes du Canada. Il est donc aussi transnational et se décompose entre un réseau de parentèle de proximité et un réseau virtuel à distance. Nous en identifierons d'abord les membres et les liens qui les rapprochent pour ensuite raconter les voyages de ce réseau et réfléchir aux dynamiques intergénérationnelles qui s'y développent.

Les familles formant le noyau du réseau de parentèle vivaient en milieu semi-rural en Colombie; les parents, les frères et sœurs avec leurs conjoints et enfants habitaient à proximité les uns des autres et s'entraidaient dans la vie quotidienne. Au Québec, on y trouve quatre générations et un total de 25 personnes distribuées en 7 familles nucléaires. En ce qui concerne les quatre générations, la première n'est composée que d'une femme veuve de 65 ans en 2007, Maria. La deuxième génération est constituée des deux filles de Maria avec leurs conjoints, Carmen et Carlos ainsi

-
1. Ces réseaux et une partie de leur analyse ont été présentés dans le chapitre intitulé « L'intergénérationnel dans les réseaux transnationaux des familles immigrantes : mobilité et continuité » dans l'ouvrage *L'intergénérationnel : regards multidisciplinaires*, sous la direction de Roch Hurtubise et Anne Quéniard, 2009.
 2. Nous remercions ici tout particulièrement Gabriela Bezzi, responsable de l'équipe terrain dans les deux recherches sur la mobilité et qui a effectué le suivi et l'histoire du réseau colombien décrit ici.

que Conception et Roberto; cette génération est dans la quarantaine. À la troisième génération, on trouve les deux enfants adolescents de Carmen et Carlos, le fils de 10 ans et la fille de Conception et Roberto, âgée de 24 ans avec son conjoint, Antonio, 27 ans. Celui-ci a deux frères, Ramon et Juan, qui ont aussi chacun une conjointe, Rita et Béatriz. Finalement, Béatriz a, elle aussi, une sœur, Maria Elisa, qui est veuve. Ainsi, la troisième génération comprend un enfant, deux adolescents et sept adultes âgés entre 24 et 35 ans. La quatrième génération est celle des enfants; on en décompte 10 âgés de 1 an à 16 ans issus des couples de la génération précédente. En somme, ce réseau de proximité est composé de 7 femmes, 5 hommes et 13 enfants qui sont tous en relations familiales directes ou par alliance. Les unions se sont établies progressivement ainsi que les séparations et un mariage a été célébré à l'arrivée au Québec.

Figure 2.1
Un réseau, quatre générations



En fait, le réseau a d'abord été formalisé et quasi officialisé par les menaces qui ont pesé sur ses membres. Menacée par un groupe armé qui occupait la région, l'une des familles nucléaires, celle de Conception et Roberto avec leurs deux enfants dont Lourdes encore jeune, s'est vue contrainte de quitter la région qui était aussi le berceau familial, d'abord pour deux destinations régionales puis pour la capitale colombienne, grande ville où l'on espère passer inaperçu et rester anonyme pour échapper à ses poursuivants. C'est ensuite les autres membres de la famille élargie qui ont

subi les menaces destinées à la première famille et visant à récupérer ses terres. Afin d'éviter les assassinats qui se multipliaient autour d'eux, les frères et sœurs sont aussi partis vers d'autres régions, puis à Bogotá. Le patriarche de la famille, âgé de 65 ans, a été assassiné en 2003 et son épouse, Maria, âgée de 62 ans, est alors allée rejoindre ses enfants à Bogotá abandonnant totalement les terres familiales. Le réseau familial élargi a vécu séparément à Bogotá pour se prémunir contre les poursuites collectives et chacun tentait de protéger les autres en évitant tout contact. C'est la famille de Roberto et Conception, encore une fois menacée, qui a fait la demande de refuge à l'ambassade du Canada et c'est cette famille qui est partie la première en 2005 avec Trois-Pistoles comme destination au Québec. La mère, Maria, est arrivée rapidement ensuite, suivie par Carmen et Carlos, ses autres enfants. C'est aussi à Trois-Pistoles que Lourdes a fait la connaissance d'Antonio, parti dans les mêmes conditions d'une région proche de la Colombie. Lui aussi a été rejoint par ses deux frères et leurs femmes après une année à Trois-Pistoles et, de la même manière, l'épouse de Juan et sa sœur Maria Elisa, veuve par assassinat, sont arrivées dans la même année. Juan avait une première femme dont il s'est séparé à Trois-Pistoles et qui continue à faire partie du réseau élargi et lui-même s'est remis en union avec Béatriz, séparée en Colombie, qui avait déjà trois enfants et avec qui il en a eu deux autres. On voit ainsi qu'une partie du réseau de parentèle était déjà constitué en Colombie, mais qu'il est devenu transnational en franchissant les frontières puisque certains de ses membres, comme les parents des trois frères, sont restés en Colombie alors que, par ailleurs, il s'est étendu par l'adjonction de nouveaux membres à Trois-Pistoles à la faveur de l'immigration. Il est important de suivre le parcours géographique des familles de ce réseau pour saisir sa dynamique de liens et de générations. En effet, la particularité de ce réseau de proximité, c'est que ses familles membres voyagent ensemble depuis leur installation au Québec.

Toutes les familles sont donc arrivées et certaines se sont formées à Trois-Pistoles, et c'est l'ensemble du réseau qui en est reparti après un an environ pour des raisons d'emploi et d'études. Chaque famille nucléaire vivait dans un logement particulier sauf la grand-mère, Maria, qui a d'abord habité avec l'une puis avec l'autre de ses filles et le jeune couple, Lourdes et Antonio, qui vivait aussi chez les parents de Lourdes. Il y avait donc cohabitation intergénérationnelle et c'est ce que les familles souhaitaient retrouver tout au long de leur trajectoire. Cette cohabitation permet selon eux de s'apporter du soutien au quotidien et de prendre soin les uns des autres. Ainsi, pour Maria, il a été très difficile de suivre les cours de francisation et elle a vécu les huit premiers mois avec beaucoup d'angoisse. « *Je ne comprenais rien et finalement je n'ai appris qu'à dire "bonjour".* » De plus, à cause de son état de santé, elle ne pouvait pas rester toute la journée dans

la classe. Elle retournait toujours chez elle « *avec le mal au dos, le mal à la tête, etc.* ». Finalement, une de ses filles (Carmen) devait toujours rester à côté d'elle pour les exercices et les examens. Cette entraide quotidienne a, selon Carmen, nui à sa fille puisqu'elle ne pouvait pas se concentrer non plus; conséquemment, elle n'a pas appris beaucoup de français.

Les sept familles des quatre générations ont quitté dans le même mois leur première localité pour une ville relativement plus grande, Rivière-du-Loup (19 000 habitants). Mais comme il est difficile d'y trouver des logements pour de grandes familles, le jeune couple avec son bébé se retrouve en appartement isolé, ce qu'ils vivent mal, car ils ont besoin, disent-ils, de l'aide et des conseils de leur mère et grand mère. Ainsi, en parlant de son réseau, Lourdes nous dit que sa famille est son réseau (son conjoint, sa mère, sa grand-mère). Il y a des choses dont elle peut parler avec son mari et d'autres avec sa mère. Elle raconte que lors de sa dépression post-partum, ceux qui l'ont aidée à s'en sortir ont été sa mère, sa grand-mère et son mari.

À Rivière-du-Loup, le réseau familial est aussi considéré comme ethnique puisqu'il représente les premiers Colombiens qui s'y installent. Les hommes et les femmes cherchent de l'emploi alors que les plus jeunes envisagent de s'inscrire au cégep pour débiter des études professionnelles. Tous ont suivi des cours de français à Trois-Pistoles, mais plusieurs s'inscrivent encore en francisation. Deux mois après l'arrivée des familles, Juan et Béatriz, de la troisième génération, entendent parler de postes non spécialisés et bien rémunérés dans une entreprise située à Saint-Marc (500 habitants) en région rurale et plus éloignée. Ils décident d'aller s'y installer convainquant le frère de Juan et son épouse et les parents de celle-ci de les y accompagner. Maria, de la première génération, se plaît à Rivière-du-Loup et décide d'abord d'y rester avec son autre fille, Carmen, mais rapidement ce couple décide de rejoindre le reste du réseau à Saint-Marc et Maria s'y retrouve finalement avec ses deux filles et sa petite-fille. Elle ira alors vivre avec Conception, qui est déjà installée dans cette petite localité. Une autre des familles de la troisième génération, celle de Ramon e Rita, envisage aussi le départ vers Saint-Marc alors que la dernière, celle de Maria Elisa, mère veuve, souhaite plutôt déménager à Québec pour y reprendre des études universitaires.

Pour Lourdes, comme pour ses parents et ses beaux-frères, « *la priorité était ne pas rester seule puisque son mari travaillait entre 8 et 10 heures par jour* ». Elle voulait avant tout « *que la famille puisse rester ensemble* ». De même pour Conception et Roberto, les relations privilégiées n'existent qu'avec les autres membres de la famille élargie et d'autres familles colombiennes qui habitent aussi à Saint-Marc. Conception remarque: « *Lorsqu'on est loin de*

notre pays, on cherche l'aide et l'appui de nos compatriotes. Malheureusement, il existe plusieurs Québécois qui rejettent les immigrants. Certains Québécois sont aimables, mais d'autres non.»

Puis le réseau vit un nouveau déplacement, cette fois-ci vers Edmonton, une des grandes villes de l'Alberta (730 000 habitants) où des entreprises en lien avec le pétrole représentent un bassin d'emplois à un salaire horaire élevé. Le changement est important non seulement sur le plan géographique puisque le déplacement est de 4000 kilomètres environ, mais aussi sur le plan linguistique puisque, dans cette province, la langue officielle n'est plus le français mais l'anglais. Cette fois, c'est Antonio, lui aussi de la troisième génération, qui y va en éclaireur, y trouve un emploi, y fait venir sa famille nucléaire et dans les mois qui suivent, les parents de son épouse et sa grand-mère. Conception raconte :

Le mari de ma fille a entendu parler d'Edmonton à travers un ami colombien qui avait perdu son emploi de Saint-Marc. Cet ami a appelé Antonio et lui a dit qu'il y a beaucoup d'emplois à Edmonton pour les hommes mais aussi pour les femmes, puis que le milieu était mieux. Alors, lors de ses vacances, Antonio a décidé de partir à Edmonton afin de connaître la ville. Comme il a bien aimé la ville et il a senti qu'il y avait plus de garanties d'emplois, il a téléphoné à mon mari pour le lui raconter. Nous en avons parlé en famille et nous avons décidé de partir. J'ai besoin de quitter le Québec, j'ai besoin de sortir de la monotonie de rester enfermée à la maison. Je veux travailler ou étudier. Tous ont été d'accord. Alors, dans quelques jours, ma famille, ma fille et son fils partons vers l'Alberta. Le mari de ma fille est en train de chercher des logements pour eux et pour nous. Maintenant nous voulons convaincre ma sœur et sa famille de partir aussi pour nous rejoindre.

Conception fait aussi des projets professionnels :

J'aimerais étudier pour travailler comme secrétaire tel que je le faisais en Colombie. Je n'ai pas de problème de recommencer de zéro, mais j'aimerais devenir secrétaire encore une fois. Même si cela me demande plus de 10 ans. Malgré mes 47 ans, je crois que je peux encore travailler. En Colombie, je serais déjà âgée, mais ici au Canada les personnes âgées ont plus d'occasions de travailler.

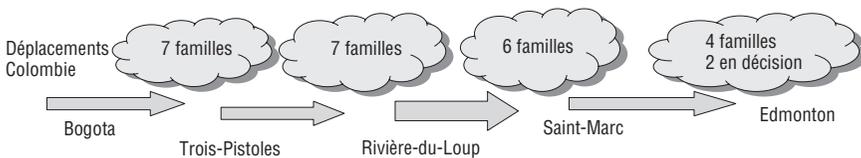
Lors de nos dernières entrevues avec ces familles, Carmen et Carlos de la deuxième génération, qui avaient tous deux un emploi dans un abattoir proche de Saint-Marc, étaient pressés par leur sœur et beau-frère de les rejoindre en Alberta. Ils en prenaient la décision quelques semaines plus tard et se rendaient eux aussi à Edmonton où ils étaient accueillis par leur réseau de parentèle.

Quant à Maria, elle ne comprend pas toujours ce qui se passe. Elle suit ses filles et elle veut avant tout « garder ensemble la famille ». Conception mentionne lors de son départ pour Edmonton : « Ma maman est très triste car

nous avons été toujours ensemble et maintenant nous partirons mais ma sœur Carmen restera ici. Elle pleure beaucoup à cause de cela. Nous essayerons de nous rencontrer pour la fête de Noël car nous n'avons jamais été séparés pour cette fête. » On peut penser que la volonté de la grand-mère de réunir la famille a pesé dans la décision de Carmen et Carlos de se rendre en Alberta pour y compléter le réseau.

Dans cette optique de rapprochement familial, Ramon et Rita, de la troisième génération, étaient eux aussi fortement invités par leur frère et belle-sœur à quitter Saint-Marc pour Edmonton. Cette famille hésitait alors entre deux nouvelles possibilités: déménager à Rimouski (30 000 habitants) pour y reprendre des études au cégep (niveau professionnel technique) ou aller en Alberta rejoindre le réseau et obtenir un meilleur salaire, voire y acheter une maison.

Figure 2.2
Les déplacements du réseau



Dans ce réseau, on perçoit bien que les vecteurs d'influence, de soutien et de mobilité sont horizontaux, au sein d'une même génération et plus particulièrement entre frères et sœurs, mais aussi verticaux, soit entre diverses générations. On saisit alors qu'il y a des dynamiques réciproques et circulaires entre ces générations: tantôt ce sont les parents qui font venir leurs enfants, tantôt c'est la génération des enfants qui influence le choix des parents. Seule la grand mère, de la première génération, semble suivre les diverses influences du réseau sans en initier de nouvelles bien qu'elle oriente toujours les membres de la famille vers un rassemblement. Il est important aussi de saisir que, si lors de ses pérégrinations dans les régions du Québec, ce réseau était très autonome et familial parce que coupé géographiquement des autres réseaux colombiens, le projet de départ vers l'Alberta a été fortement porté par d'autres réseaux colombiens qui y étaient déjà installés. Ce sont ces familles de la diaspora colombienne qui ont transmis des informations sur les possibilités d'emplois, de logement et d'école en Alberta, permettant à notre petit réseau de s'y déplacer effectivement. C'est donc une partie virtuelle et distante du réseau qui est intervenue dans cette prise de décision et dans ce déplacement.

1.2. LE RÉSEAU EXPÉRIENTIEL, ETHNIQUE ET FAMILIAL DE JEANNE ET KALUMA, RÉFUGIÉS DE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO³

Jeanne a 38 ans; elle est mariée avec Kaluma, 48 ans, et tous deux ont cinq enfants âgés de 22, 19, 17, 15 et 11 ans. Après avoir occupé un poste administratif élevé en République démocratique du Congo durant dix ans, elle est arrivée seule à Sherbrooke, ville moyenne du Québec (150 000 habitants), en 2004 avec pour principal objectif de faire venir son mari, ancien militaire congolais, et ses cinq enfants, par le programme de réinstallation des réfugiés du gouvernement du Canada. Lors de notre première entrevue à Sherbrooke, elle raconte son parcours avant d'arriver au Québec :

De Kinshasa [RDC] fuyant la guerre, j'étais arrivée à Brazzaville [Congo/Brazzaville] en 1995 puis je suis allée à Rabat au Maroc en 1998, et j'ai demeuré auprès de mon frère parce que je croyais avoir perdu tous mes enfants. En 2000, je suis allée ensuite à New Delhi en Inde dans le cadre de mes activités commerciales. Car je faisais le commerce entre l'Inde et le Maroc. De là, j'ai appris que le Canada avait une bonne politique d'immigration et que la majorité de mes concitoyens s'y trouvaient. À cette même période, j'ai aussi appris que mes enfants se trouvaient en vie en Angola dans un camp de réfugiés. Avec mon statut de réfugiée, j'ai fait ma demande de réinstallation au Canada et celle-ci a été approuvée en 2004. C'est comme cela que je me retrouve à Sherbrooke. Au plan des services consulaires de l'Inde, on nous parlait souvent des conditions climatiques et du travail en passant par les contraintes liées à la reconnaissance des diplômes au Canada. Mais c'est plus sur place à Sherbrooke que j'ai pu mieux m'informer auprès de mes compatriotes sur les réalités du Québec et de Sherbrooke.

Elle nous parle aussi du réseau qu'elle s'est rapidement construit à Sherbrooke et qu'elle a investi pour son ultime objectif, faire venir sa famille :

Mes compatriotes m'ont toujours soutenue, il en est de même pour certaines personnes d'autres communautés tant africaines qu'autres ainsi que quelques Québécois. Depuis mon arrivée à Sherbrooke, une fois installée, j'avais aussitôt repris contact avec les services de l'immigration pour la situation de mes enfants et de mon époux qui finalement se retrouvent réfugiés au Congo/Brazzaville et à Brazzaville. Mon souhait, c'est de retrouver ma famille. Entre-temps, je m'étais aussi lancée dans la recherche d'un emploi qui malheureusement ne me sourit pas encore. Depuis mon arrivée, j'avais réussi à nouer des contacts avec des membres de ma communauté et d'autres personnes de nationalités diverses que j'ai rencontrées et connues ici.

3. Nous remercions ici tout particulièrement Justine Pori, assistante de recherche dans les deux études sur la mobilité, qui a effectué le suivi des réseaux africains.

La deuxième entrevue, un an après, se déroule en Alberta, à Brooks (12 000 habitants) où elle est venue s'installer avec son mari et ses cinq enfants peu après leur arrivée au Canada. Cette fois, Kaluma et Jeanne sont présents. Jeanne décrit le départ de ses deux fils vers Brooks, où un réseau ethnique et expérientiel les attend :

La décision de partir est arrivée en septembre 2006, quelques mois après l'arrivée du reste des membres de la famille, mes enfants et mon conjoint. Après avoir passé quelques semaines en Alberta, plus précisément à Brooks, auprès des amis ou compatriotes qui nous étaient connus depuis le pays et pendant l'exil, mes deux grands fils ne voulaient plus revenir dans la province du Québec. Ils sont donc restés à Brooks, après avoir obtenu un emploi dans un grand abattoir.

Quant à Kaluma, il explique le rôle crucial qu'il a joué dans la décision de quitter Sherbrooke pour l'Alberta :

J'étais resté trop longtemps seul parent responsable de la famille et que je voulais savoir ce que devenaient mes deux grands garçons, alors la raison de partir était bien évidente. En plus de cela, je ne l'ai jamais mentionné, les garçons et moi, nous envisagions de déménager dans les provinces anglophones avant même notre arrivée au Canada. Par mon épouse et par les autres compatriotes installés un peu partout au Canada, nous connaissons avant même de venir ici qu'il y a plus d'opportunités d'emploi dans les provinces anglophones que dans la province du Québec. Voilà pourquoi j'avais encouragé les grands enfants d'y aller les premiers en prospecteurs. Car je ne voudrais pas brusquer mais les convaincre ainsi que mon épouse.

La famille s'est déplacée séparément vers cette nouvelle destination. Ainsi, les deux aînés sont partis s'installer en premier à Brooks et l'ont fait grâce au réseau congolais qu'ils avaient tissé durant leur parcours d'exil. Leur père les a rejoints après avoir obtenu un emploi dans la même entreprise. Quant à la mère de famille, elle est restée avec ses trois plus jeunes enfants à Sherbrooke durant quelques mois :

En communication avec mes enfants et mon conjoint, je me plaignais de ne pas trouver un bon travail à Sherbrooke et comme réponse ces derniers demandaient de venir les rejoindre à Brooks avec tout le reste de la famille. Au départ, je ne voulais pas déménager, les enfants venaient à peine d'arriver, ils n'avaient aucune envie de changer de ville et moi, de laisser mes amis de Sherbrooke. Mais quand ils m'ont dit que je pouvais trouver facilement un emploi, que je pouvais gagner pour un début 14 \$ de heure en travaillant dans la même usine qu'eux ou ailleurs. Je n'ai plus hésité surtout que cela nous faciliterait le remboursement de la dette de voyage qui est de 12 000 \$.

Malgré sa volonté de réunir enfin toute la famille, Jeanne est longtemps partagée dans sa décision de partir vers l'Alberta car elle a construit un autre réseau ethnique et expérientiel à Sherbrooke et vit le départ comme une déchirure :

Je dirais qu'ils m'ont convaincue de quitter Sherbrooke, et je les en remercie énormément. Mais, en même temps, je regrettais cette décision, car je m'étais faite des amies à Sherbrooke. Comme vous le savez bien peut-être, nous, les Congolais, du Congo démocratique, avions beaucoup de compatriotes revenant de la même province et nous sommes très solidaires. Je regrettais aussi mon nouveau logement HLM un 6½ dans un beau quartier de Sherbrooke. Cela m'a rendu un peu triste au moment de partir mais en même temps j'étais contente de cette éventualité d'emploi, de cette possibilité de payer les dettes du gouvernement, et surtout de cette possibilité de me bâtir une vie ici au Canada. On n'est plus jeunes et il me fallait penser à l'avenir et aux possibilités qui s'offraient à moi.

Et le réseau sherbrookoïse va aussi soutenir matériellement la famille lors de son déplacement :

Le support était moral et financier. C'est aussi cet avantage que nous avons d'avoir une communauté très dynamique. Ils sont restés vendre tout le mobilier que je n'avais pu vendre, ils ont organisé une collecte pour ma famille, cet apport financier m'a beaucoup aidé à régler mes factures d'eau, d'Internet et de téléphone.

De la même manière, c'est le réseau congolais de Brooks qui organise l'accueil :

Tout avait été préparé par mon conjoint et mes fils ainsi que par les membres de la communauté, parce que dans chaque ville où l'on trouve les ressortissants de ma province d'origine, il y a une cellule d'accueil pour les nouveaux immigrants. C'est quelque chose d'informel qui nous rassure et marche très bien.

Enfin, s'ajoute à ce réseau ethnique et expérientiel (partageant l'expérience de l'exil africain et des camps de réfugiés) une branche religieuse :

[...] et ici, à Brooks, les membres de l'église nous ont beaucoup aidés, plus qu'à Sherbrooke. Ici, ma famille a été bien accueillie, ils m'ont aidée à inscrire les enfants dans les écoles où fréquentent déjà leurs enfants, aussi, ils ont assuré pendant près de trois mois le transport des enfants avant que nous ayons une auto, ils les ont aidés à avoir un petit travail pour les vacances d'hiver, et ils aident ma famille dans l'apprentissage de l'anglais. Par l'église, chaque membre de ma famille a, je dirais, comme un mentor qui l'aide dans ses démarches d'insertion ici. Ils nous font rencontrer des personnes capables de nous aider pour les difficultés par rapport au logement, à la scolarité des enfants. C'est vraiment différent, vous vous sentez appréciés, acceptés et

soutenus dans votre processus. Ce comportement-là se remarque aussi auprès de nos voisins de l'immeuble qui se dévouent à nous aider et à nous venir en aide et cela à différentes occasions.

Cette perspective de l'accueil ethnique et religieux représente pour la famille un facteur d'insertion important.

C'est aussi grâce à ce mieux-être et à cette nouvelle stabilité que la famille se sent autorisée et stimulée à former de nouveaux projets. Dans la résilience, le choix entre projet individuel et projet familial n'est pas simple et Jeanne et Kaluma insistent sur les processus culturels et intergénérationnels qui leur ont permis de prendre des décisions communes. Jeanne explique :

Je pense que le plus grand obstacle a été celui de mettre en place un projet familial commun. Chacun de nous en a un projet personnel, la grosse difficulté a été de faire accepter le projet familial qui est celui d'épargner pour acheter une maison familiale.

Kaluma ajoute :

Je pense aussi que le grand défi de la famille a été celui de s'accorder à mettre nos économies en commun pour l'acquisition future d'un logement. Car il ne faut pas oublier que chacun de nous avait son projet soit s'acheter des autos et se fiancer pour les garçons; aider les parents en Afrique pour moi, reconstruire la maison en Afrique pour Jeanne. On a trouvé la solution en se référant à la coutume qui donne la primauté à la construction de la maison avant tout autre projet de vie tel que le mariage, la procréation et autres.

Cette idée de la maison qui permet la stabilité en société d'immigration permet aussi de valoriser les liens avec les membres du réseau restés au pays d'origine :

Tous les deux, nous avons de la famille au pays, dans le sens de notre patrimoine culturel. Nous avons encore nos parents qui sont en vie, c'est-à-dire nos pères et mères, des frères et sœurs, etc. On demeure toujours en contact avec eux au téléphone et par Internet.

Et c'est à travers ce réseau et durant le long parcours migratoire que Jeanne estime avoir acquis de nouvelles compétences, des savoirs qu'elle pourra transmettre à ses enfants et éventuellement à d'autres membres de ce réseau :

C'est sûr que pendant ma trajectoire, j'ai pu acquérir de nouvelles connaissances et compétences. Je suis devenue une grande battante dans la vie, j'ai le mérite d'avoir réussi la réunification familiale une année après mon arrivée au Canada., ça, j'en suis fière et je veux transmettre cette fierté à mes enfants, qu'eux aussi sachent se battre et gagner dans la vie, pour leur famille.

Ce savoir et cette énergie sont salués par Kaluma, qui renforce ainsi la fierté familiale :

Je ne cesse de la remercier pour cela, c'est à ma femme que revient ce mérite d'avoir rassemblé toute la famille alors que nous étions séparés depuis onze ans. On a vu plusieurs familles se diviser; les femmes et les hommes se sont remariés après une longue séparation. Moi, je vous dirais que je suis chanceux d'avoir une femme aussi battante. Je dis toujours que c'est elle qui a été dans l'armée et non moi. Pour tout cela, je l'adore et l'aime.

Cette histoire familiale permet dès lors de saisir l'importance et la force des rapports intergénérationnels entre les parents et les enfants ainsi que des échanges de savoirs et de ressources qui s'effectuent entre les deux générations. Mais on voit aussi s'articuler au réseau familial nucléaire, un réseau expérientiel lui-même porteur de plusieurs générations, celui des camps de réfugiés et de l'exil, un réseau ethnique et communautaire de soutien reposant sur le principe du mentorat intergénérationnel ainsi que, finalement, un réseau familial élargi à distance, composé des premières générations, celles des grands-parents, porteur de racines et influent dans les décisions familiales tout comme dans les projets au Canada.

2. STRUCTURE ET CARACTÉRISTIQUES DES RÉSEAUX MIGRANTS

Les réseaux sociaux représentent pour les immigrantes et les immigrants un élément incontournable de leur trajectoire, de leur installation et de leur intégration dans un nouveau pays ou une nouvelle ville. Qu'on les aborde par leurs liens forts ou leurs liens faibles, dans leurs aspects formels ou informels, ils permettent à la fois socialisation, proximité relationnelle, aide matérielle, information, accompagnement, soutien matériel et affectif. En outre, les réseaux sont les vecteurs autour desquels s'articulent les mobilités internationales contemporaines. Arrêtons-nous ici aux caractéristiques des réseaux immigrants et sur leurs différences avec les communautés ethniques et religieuses. Selon les travaux de plusieurs auteurs (Vatz Laaroussi, Bolzman et Lahlou, 2008), les réseaux des familles immigrantes représentent des ensembles labiles, aux frontières perméables, porteurs de culture, d'histoire, de rapports au temps et à l'espace mais aussi de parcours singuliers en interactions. Ils sont dynamiques et s'interpénètrent au sein de la famille. En ce sens, ils diffèrent des communautés d'intérêt ou de culture qui rassemblent des individus autour d'éléments communs mais de manière plus précise et plus fermée. Ces réseaux des familles immigrantes et réfugiées sont composés de membres de la famille élargie, de membres de la communauté ethnique et religieuse, de personnes

significatives du pays d'origine mais aussi des pays traversés et des localités d'installation ; ils remplissent tout au long de la trajectoire migratoire des fonctions de soutien tant quotidiennes qu'exceptionnelles mais aussi de lien entre pays d'origine et pays de vie de la famille ou entre membres dispersés de la famille. La multiplicité des liens, qui peuvent y être familiaux, amicaux, intergénérationnels, utilitaires, affectifs, professionnels... en est une caractéristique importante.

Une autre de leurs spécificités est l'aspect à la fois transnational et familial des réseaux immigrants. En effet, nous relevons dans notre ouvrage de 2001 (Vatz Laaroussi, 2001) trois modèles de réseautage propres aux familles migrantes, l'un transnational, l'autre binational et le troisième local, chacun renvoyant aux composantes du réseau privilégiées par les diverses familles selon leurs pays d'origine et leurs parcours. L'analyse de la mobilité des familles permet d'approcher autrement ces réseaux et de saisir qu'ils représentent toujours une articulation complexe entre les liens familiaux, les espaces nationaux et le territoire local. De manière globale, les flux migratoires actuels se structurent autour des liens familiaux de trois manières : à travers les réseaux ethniques et religieux, l'immigration familiale et dans le cadre de procédures visant le regroupement familial. Dans tous les cas, les nouvelles diasporas dispersées partout dans le monde et provenant de régions en crise politique comme la Colombie, par exemple, en situation de précarité économique, comme le Maroc ou les Philippines, ou en conflit international, comme l'Irak et l'Afghanistan, sont des vecteurs de ces flux et de leurs structures familiales (Fibbi, D'Amato et Hily, 2008). Selon Hyndman et Walton Roberts (1999), ces réseaux construits dans le double mouvement de la mondialisation et du retour vers les localismes remettent en question le rapport à l'État-nation comme seule catégorie d'analyse de la citoyenneté. Les réseaux transnationaux sont en effet construits par les immigrants entre pays d'origine, pays traversés durant le parcours migratoire, pays, régions et localités d'accueil et pays de diaspora de la famille élargie et de la communauté d'origine. Par conséquent, ce sont les liens présents au sein de ces réseaux qui en dessinent le transnationalisme.

Les travaux de Bergeron et Potter (2006) montrent que les membres de la parenté et les proches représentent une ressource importante pour l'installation des nouveaux arrivants, réfugiés ou immigrants indépendants au Canada. Dans cette recherche effectuée à partir d'une large enquête longitudinale pancanadienne, 40 % des répondants réfugiés disent avoir de la famille dans leur nouveau lieu d'installation et 35 %, de la famille ou et des amis. Pour les indépendants, c'est plus de 50 % d'entre eux qui ont des amis dans leur région d'installation alors qu'ils mentionnent moins de parenté. Il est clair que ces membres du réseau élargi, familial ou amical,

ont un impact sur le choix du pays et de la région d'implantation des nouveaux arrivants ainsi que sur leur accueil. Avec ce lien, les réseaux transnationaux des immigrants assurent non seulement une continuité temporelle et spatiale dans leur vie souvent fragmentée mais aussi une mobilité géographique et parfois sociale de leurs membres. Cette analyse permet dès lors de situer le concept de réseau transnational par rapport aux communautés transnationales. Faist (2000) envisage «l'espace social transnational [*transnational social space*] comme la combinaison de liens à l'intérieur des réseaux et des organisations, et de réseaux d'organisations qui traversent les frontières de plusieurs États» (2000, p. 191). Ces espaces sont parcourus par des processus sociaux dynamiques qui recouvrent quatre dimensions : la réciprocité transnationale entre petits groupes, les échanges en circuits transnationaux, la solidarité à l'intérieur d'une communauté transnationale et la formation d'une identité et de projets de vie transnationaux pour les migrants. Finalement, dans la littérature américaine, les communautés transnationales représentent un type particulier d'espace social transnational. Ainsi, pour être en mesure de parler de communauté transnationale, il doit y avoir une conscience, des croyances et un sentiment communs à la majorité des membres du groupe, indépendamment des conditions particulières dans lesquelles se trouvent les individus (Portes, 2003; LeGall, 2005). Si les migrants dont nous analysons ici les mobilités se situent dans un espace social transnational qu'ils dessinent et parcourent selon les voies de leurs réseaux, ils ne forment pas pour autant, tous et toujours, des communautés transnationales. Par contre, il est important de souligner la caractéristique transnationale de ces réseaux qui ne sont pas qu'internationaux ou multinationaux. Créant des liens, des échanges et des ponts entre les différents espaces nationaux, ils offrent par essence un espace d'articulation et de transversalité qui transcende les frontières administratives et géographiques (Fibbi *et al.*, 2008).

3. RÉSEAUX TRANSNATIONAUX ET MOBILITÉ SECONDAIRE

Les recherches effectuées sur la mobilité des familles immigrantes dans les régions du Québec (Vatz Laaroussi, Guilbert, Vélez et Bezzi, 2007; Vatz Laaroussi et Guilbert, 2006-2009, CRSH) démontrent que le réseau familial élargi, ethnoculturel, immigrant, voire religieux joue un rôle important dans les choix des familles immigrantes et dans leur mobilité. Pour certaines, il constitue un réseau d'accompagnement dans la mobilité; c'est le cas des familles colombiennes comme celles du réseau cité en illustration qui circulent selon les voies de leur réseau ethnoculturel et avec leur réseau familial élargi, principalement vers les petites communautés rurales.

Autre exemple, grâce à son ex-conjoint (elle s'est séparée peu après son arrivée à Trois-Pistoles), Rubiela prend connaissance de la ville de Victoriaville. Elle a aussi d'autres contacts colombiens à Victoriaville. Alors, elle décide de s'y installer dès que son bail à Trois-Pistoles sera fini. Cette décision de partir à Victoriaville a été partagée avec sa belle-sœur et toutes les deux avec leurs enfants y déménagent.

C'est avant tout un réseau de soutien qui s'occupe aussi de l'accueil et de la socialisation de ces femmes.

De même, ce réseau a un rôle important à jouer pour faire connaître la localité lors des immigrations secondaires.

Ainsi, Marina (Colombienne, Drummondville) et son ex-mari ont connu un Colombien qui habite à Drummondville depuis plusieurs années et, à travers cette personne, ils se sont renseignés sur la caractéristique de la ville de Drummondville présentée comme petite, calme, avec des possibilités de travail. De même, Nancy (colombienne, Trois-Pistoles puis Sherbrooke) avait des amis colombiens à Sherbrooke. Ceux-ci l'ont contacté avec une femme colombienne qui habitait à Sherbrooke depuis plusieurs années. Cette femme a aidé Nancy et sa famille à déménager à Sherbrooke lors de la fin du bail. Elle a arrangé le sous-sol de sa maison pour permettre que la famille s'y installe. Le principal soutien dans la décision de partir a été cette femme colombienne qui les a aidés pour tout le processus de mobilité: le déplacement vers Sherbrooke, le logement, l'inscription des enfants à l'école, l'inscription au CLE pour recevoir l'aide sociale, etc.

Pour d'autres, c'est un réseau d'information et de référence; c'est le cas des femmes bosniaques, maghrébines ou roumaines qui utilisent la diaspora de leurs réseaux ethniques pour s'informer sur un lieu de destination, avoir des références d'emploi, de garde d'enfants, d'institutions d'éducation pour elles-mêmes et leurs enfants ou de logement. C'est alors un réseau utilitaire. Même si ces couples disent vouloir éviter les pressions et problèmes liés à la communauté, ils appuient souvent leur décision de partir ou d'aller vers une localité sur des informations en provenance de ce réseau.

Ainsi, un couple roumain décide de ne pas aller à Montréal, car ils suivent, depuis la Roumanie, les discussions sur les forums d'Internet et ils choisissent d'éviter les communautés roumaines: « *Nous avons choisi d'éviter les chicanes des Roumains de communautés roumaines à Montréal, nous avons eu envie d'avoir une vie tranquille, puis nous avons choisi Drummondville car c'est une ville avec moins de trafic et plus de sécurité.* »

Mais, en même temps, grâce à ce forum de discussions, ils connaissent une famille de Roumains qui va s'installer à Drummondville et ils décident d'y aller aussi.

On note aussi la grande importance des réseaux religieux, en particulier pour les familles africaines, comme celle citée en illustration et latino-américaines, mais aussi pour des femmes d'Europe de l'Est qui investissent ce réseau comme principal espace de socialisation à leur arrivée. C'est un réseau qui guide les femmes et les familles dans leurs démarches, qui leur offre de premiers contacts qui peuvent être ethniques, mais parfois aussi interethniques, et qui souvent va être utilisé de manière utilitaire pour les contacts d'emploi.

Une femme ukrainienne de Sherbrooke explique ainsi qu'elle et son mari ont connu d'autres immigrants par l'intermédiaire de l'église orthodoxe. Récemment, ils ont accepté d'être les parrains des deux enfants d'un couple de réfugiés bosniaques. En ce sens, quel que soit le parcours de mobilité des femmes, c'est un des réseaux localisés qu'elles investissent en premier, voire uniquement pour les femmes africaines qui sont rapidement dans un processus de départ. Et c'est alors un des éléments qu'elles regretteront dans la mobilité comme le souligne cette femme africaine qui a quitté Sherbrooke pour Winnipeg: *«Il a été difficile de quitter la communauté surtout religieuse à laquelle nous appartenions et toutes les connaissances que nous y avons faites.»*

Finalement, pour les familles africaines comme celle de Jeanne et Kaluma, le réseau des camps de réfugiés est décisionnel et guide la mobilité. En plus de transmettre des informations, il organise les départs et les arrivées, les inscriptions à l'école des enfants et le logement. Il offre une forme de sécurité et de stabilité aux familles à travers tous ces changements et mobilités. Il est à la fois utilitaire, de soutien et guide.

Par exemple, comme la fille de Maï (Rwandaise, Québec) est arrivée avant cette dernière, toute la communauté rwandaise de Québec est rapidement entrée dans sa vie et son quotidien. Elle fait ressortir l'importance de ces amis dans le processus de décision concernant la mobilité. De même, Boyo, mère monoparentale togolaise, explique: *«Ayant analysé la situation dans laquelle je me retrouvais, et ayant contacté une compatriote que j'avais connue dans le camp de réfugiés et qui vivait à Edmonton avec sa famille, j'avais compris que des possibilités réelles d'emploi se trouveraient dans cette province. Dès cet instant, la décision était prise de déménager et vivre à Edmonton.»*

Pour certaines familles, africaines et bosniaques, un réseau de connaissances et d'amis constitue une zone de confort culturel et de qualité de vie qui influence les décisions de mobilité. Le réseau des enfants est aussi pris en considération.

Ainsi, « *je ne peux pas vivre seule, je mourrais si je n'avais pas d'amis. Peu m'importe où je me trouve, mais je dois être entourée par des gens avec qui j'ai des choses en commun* », explique cette femme bosniaque qui a déménagé de Québec à Ottawa.

« L'entourage est très important pour moi. C'est le principal. J'accepte de déménager, de changer de pays, mais il est très important que je sois entourée de gens qui me ressemblent et surtout que je puisse organiser ma vie à mon goût. »

Cette femme, qui vit avec son conjoint et qui a deux enfants adultes, avait un assez grand cercle d'amis de Bosnie-Herzégovine et de Sarajevo, et ils n'ont pas vraiment fait connaissance avec des Québécois. À Ottawa aussi, ils ont très tôt rencontré des gens de Sarajevo avec qui ils sont toujours amis. Sauf au travail, ils ne connaissent pas beaucoup d'anglophones. En revanche, leurs enfants adultes ont beaucoup d'amis dont plusieurs sont des francophones.

Enfin, dans d'autres cas, des professionnels ou bénévoles rencontrés lors du parcours migratoire des familles s'insèrent dans leur réseau transnational et en deviennent des éléments significatifs. Lenoir-Achdjian *et al.* (2008), dans une recherche sur les barrières à l'emploi rencontrées par les populations maghrébines au Québec, expliquent que les Maghrébins ont des réseaux solides et transnationaux composés de liens forts, c'est-à-dire de personnes avec qui ils entretiennent des relations affectives, amicales, communautaires, à distance ou à proximité mais qu'ils manquent de liens faibles, c'est-à-dire avec des organismes, des professionnels ou encore des groupes locaux qui pourraient les aider dans leur insertion en emploi. Ces liens forts, s'ils jouent un rôle important de soutien moral et d'entraide sociale, sont peu utiles pour l'accès à un premier emploi au Québec et pourraient même en limiter l'accès. Les migrants maghrébins, de plus en plus en difficulté sur le plan de l'insertion socioprofessionnelle, tendent dès lors à investir de plus en plus ce réseau de soutien et donc à limiter leurs chances d'élargir leur capital social local. L'une des difficultés identifiées pour l'insertion dans les régions du Canada est d'ailleurs le manque d'articulation entre les réseaux transnationaux des immigrants et les réseaux locaux professionnels, communautaires ou amicaux, non pas causé par la fermeture des réseaux migrants mais par le manque d'ouverture et d'intérêt des réseaux locaux.

Les femmes immigrantes et réfugiées jouent un rôle important dans la construction et l'utilisation des réseaux sociaux locaux et transnationaux de leurs familles. Ce sont elles qui, le plus souvent, instaurent ces réseaux et les actualisent localement à travers leur investissement de l'espace local et grâce à leurs compétences interculturelles mises de l'avant par quelques auteurs (Manço, 2002, 2008; Guilbert, 2008). Leloup et Radice (2008)

insiste ainsi sur le fait que les femmes immigrantes s'approprient leur espace en le parcourant quotidiennement pour les besoins familiaux et en s'y créant des « liens très faibles », par exemple avec des voisines qui renforcent ainsi leur réseau local. On peut donc penser que ce sont aussi les femmes qui, dans certains cas, ont de la difficulté à quitter les réseaux locaux (ou à tout le moins la partie locale de leurs réseaux transnationaux) qu'elles ont construits, freinant ainsi la mobilité familiale, alors que, dans d'autres, elles sont aussi les plus attirées par leurs réseaux extralocaux, devenant alors les moteurs de la mobilité familiale.

Dans la première logique, ces femmes, souvent éduquées et parfois professionnelles expérimentées, originaires d'Afrique, du Maghreb, d'Europe de l'Est ou d'Amérique latine, vivent tout comme leur conjoint une forte déqualification sociale et professionnelle et elles vont tenter des stratégies relationnelles de réseau pour compenser ce handicap. Se situant dans une position d'« ancrage » par rapport au territoire local, elles vont fortement investir les réseaux locaux qui peuvent s'ouvrir à elles par les jumelages, les associations multiethniques, les établissements d'enseignement qu'elles vont fréquenter rapidement et intensément ou encore par le bénévolat dans des organismes communautaires et, à défaut de pouvoir les utiliser comme moyen d'insertion socioprofessionnelle, elles vont les investir symboliquement, à travers quelques personnes clés, comme ancrage socioaffectif. Lors de la prise de décision de quitter la première destination pour aller vers une localité offrant plus de possibilités socioprofessionnelles, elles seront déchirées entre leur investissement symbolique du territoire et leur absence de statut socioéconomique dans ce même espace. Le plus souvent elles n'empêcheront pas la mobilité familiale et prendront même les premières cette décision tout en gardant la nostalgie de cette première ville de résidence ; souvent elles maintiendront des liens avec les personnes clés de leur réseau local. Parfois encore si l'insertion dans la localité seconde s'effectue difficilement, ce sont elles qui seront les instigatrices d'un retour vers la première localité d'implantation. C'est ainsi qu'au travers de ces nouvelles routes de la mobilité se dessinent des allers-retours qui cette fois-ci se réalisent au sein du pays d'immigration tout en suivant une logique proche des allers-retours entre pays d'origine et pays d'accueil. Les composantes en sont la nostalgie, les souvenirs idéalisés, les liens affectifs et relationnels conservés et investis, la volonté de transmission de cet espace-temps de la trajectoire aux enfants. Ainsi, Loupopée, Burundaise qui a quitté Sherbrooke pour l'Alberta, est retournée à Sherbrooke pour ensuite aller s'installer à Montréal. Voici comment elle explique ses déplacements :

Petit à petit, j'ai fait mon réseau avec mon implication à l'Université de Sherbrooke en service social et mes activités bénévoles avec le centre d'accueil où je m'impliquais comme interprète, dans d'autres organismes pour les

immigrants... Alors en Alberta, il fallait recommencer... Puis on est revenus car j'étais enceinte et je n'avais aucune prise en charge médicale... et mon mari était malade. J'ai retrouvé mes réseaux... Mais toujours pas d'emploi et mon mari a trouvé un emploi à Montréal. Alors on est reparti mais je garde la tristesse de Sherbrooke. Mes réseaux sont à refaire complètement... Je n'en ai aucun à Montréal ni à Longueuil.

Ce sont les femmes aussi qui, dans la logique extralocale, vont être porteuses de la mobilité familiale pour retrouver des réseaux familiaux, ethniques ou expérientiels (camps de réfugiés) installés dans d'autres régions du Québec ou du Canada. Il est alors intéressant de constater que ces femmes, Colombiennes et Africaines dans nos échantillons, ayant souvent un niveau d'instruction plutôt modeste (primaire ou secondaire) et ne possédant aucune connaissance de la langue française, vont investir leur territoire d'arrivée de manière quasi uniquement utilitaire, ayant pour projet explicite ou implicite de retrouver rapidement les membres du réseau situé ailleurs. Ce sont elles qui vont alors entretenir les relations au sein du réseau transnational et qui vont compter sur celui-ci pour préparer leur arrivée dans la nouvelle destination. Même si elle ou leur conjoint trouvent un emploi dans la localité d'arrivée, il sera perçu, comme toute autre activité (formation, francisation, reprise des études) comme transitoire. Ces familles vivent alors leur installation dans la localité comme un temps d'attente peu investi symboliquement et relationnellement, comme un nouvel espace entre parenthèses ressemblant fort à celui des camps de réfugiés ou des destinations temporaires de déplacement des Colombiens au pays d'origine. Dans leur stratégie de « Passage », c'est un territoire sans but, aux contours flous, qui entre dans la trajectoire de mobilité comme un tremplin vers un ailleurs souhaité, voire rêvé.

Ainsi, depuis son arrivée à Trois-Pistoles, Saida, Colombienne, avait déjà l'idée de partir puisque la ville est très petite et qu'elle n'avait rien à faire là-bas. Mais elle a décidé d'y rester jusqu'à la fin de la francisation. À ce moment, elle décide de déménager avec ses enfants à Rimouski car elle y a trouvé ce qu'elle voulait étudier. Elle pense rester à Rimouski jusqu'à la fin de ses études. Après, elle restera ou partira selon les possibilités de trouver un bon emploi. De même, cette femme angolaise monoparentale explique: « *Aussitôt après avoir obtenu mon inscription à l'Université de Québec... Je n'avais plus d'autres choix que de partir, de toutes les façons, je n'avais aucune attache à la ville de Sherbrooke... Dès que j'avais reçu mon inscription, j'ai quitté Sherbrooke.* »

S'il apparaît que mobilité sociale et mobilité géographique sont intimement liées dans les trajectoires des immigrants installés en région au cœur des motivations au départ (l'emploi, la formation, le milieu de vie et d'enseignement pour les enfants), et ce, comme dans tout projet migratoire, il

semble que leur équation ne soit pas simple et qu'il faille y ajouter ce qu'on pourrait appeler la mobilité relationnelle, qui renvoie à la prédominance des réseaux dans les choix de mobilité et de destination.

4. L'INVESTISSEMENT DES RÉSEAUX

Si les femmes sont souvent celles qui investissent le plus le réseau sur le plan relationnel et quotidien, les hommes, quant à eux, en assurent un certain leadership en particulier dans les orientations et décisions de mobilité. Ces réseaux fonctionnent par l'intermédiaire de divers liens et systèmes de communication dans lesquels les nouvelles technologies et surtout le réseau Internet prennent une place très grande. C'est à travers ces réseaux et grâce à eux que les femmes immigrantes et réfugiées assument les fonctions sociales, chose que leur insertion en emploi, déqualifiante, voire inexistante, ne leur permet pas de faire. En effet, plusieurs d'entre elles décident de rester au foyer plutôt que de rentrer sur un marché du travail précaire et dévalorisant. C'est donc là qu'elles vont construire leurs stratégies d'insertion et celles de leurs familles: par exemple, la création d'un commerce familial va être discutée, facilitée, visibilisée et parfois même financée avec l'aide de ce réseau. C'est là aussi qu'elles vont s'investir socialement et trouver une reconnaissance qu'elles n'ont pas en emploi: plusieurs femmes possédant des qualifications dans le domaine de la santé (médecins, biologistes) ou de l'éducation (professeurs) vont rendre des services aux autres familles au sein de leur réseau et garder ainsi un pied dans leur domaine. Elles vont ainsi tisser les liens qui leur permettront de se sentir exister à travers leur identité multiple. Et c'est aussi par ce réseau qu'elles vont pouvoir assumer les fonctions de transmission et de changement inhérentes à leur vision de l'éducation de leurs enfants et à leur rôle de mère. Ces réseaux transnationaux développés dans le parcours migratoire et doublement investis en raison du peu de possibilité de reconnaissance dans le champ socioprofessionnel représentent pour ces femmes un nouvel espace public déterritorialisé et transnational, centré sur le lien et la communication plus que sur l'insertion et l'emploi, qui ouvre et traverse l'espace privé domestique mais aussi l'espace public national aux frontières rigides. Ces réseaux en font des transmettrices entre diverses générations, entre pays, entre cultures et aussi entre hommes et femmes.

Les hommes, par leur leadership, participent aussi à cet espace de transmission et le font au travers de processus d'influence. Par exemple, les hommes maghrébins seront les instigateurs des décisions familiales de mobilité à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada en suivant le plus souvent les réseaux maghrébins, familiaux, ethniques et religieux qu'ils connaissent.

Les hommes africains des diverses générations sont aussi, comme dans le réseau de Jeanne et Kaluma, des tenants de la mobilité partant parfois en éclaireurs, parfois de manière isolée et saisonnière mais toujours selon les voies du réseau transnational et expérientiel. Si les femmes en tissent les liens intergénérationnels tout comme interculturels, assurant la continuité, les hommes en marquent la mobilité et la circulation, permettant le changement. Ainsi, ces réseaux remplissent des fonctions essentielles et diversifiées pour leurs membres. On peut parler de soutien matériel et moral, d'information, d'accompagnement des familles dans leur insertion, d'accueil et d'aide dans l'accès aux services sociaux et de santé et aux services éducatifs. Mais ces réseaux parfois lointains sont aussi des vecteurs et des guides dans la mobilité des familles; ils favorisent par leur simple souvenir ou par un contact virtuel la résilience chez les jeunes et leurs parents. Souvent ils aident à la communication et instaurent des médiations informelles entre les générations. Enfin, c'est à travers ces réseaux que s'effectuent des processus de transmission et de changement sur le plan des valeurs et de l'histoire familiale.

Notons que certaines métropoles canadiennes et d'autres pays, comme l'Australie, mettent de l'avant ces réseaux transnationaux et en font bénéficier l'ensemble de leur population. Par exemple, des politiques scolaires interculturelles peuvent mettre de l'avant les apports des enfants de toutes origines et profiter de leurs réseaux pour partager cette richesse au sein de l'école. Ou encore, sur le plan économique, l'entrepreneurship ethnique ou immigrant peut être développé et soutenu financièrement. Il représente alors un soutien aux familles immigrantes et réfugiées qui s'y investissent ainsi qu'un apport majeur dans l'économie locale. De la même manière, les entreprises locales peuvent bénéficier des réseaux des immigrants pour combler leurs besoins de travailleurs. Il faut alors penser à des formules qui facilitent sur le plan du logement, de l'école des enfants ou de l'apprentissage de la langue, la circulation des familles le long de ces réseaux. Il faut aussi multiplier les pistes d'ouverture locales pour mieux appréhender et bénéficier des réseaux immigrants. Pour cela, on peut développer les pratiques de gestion de la diversité et des relations internationales dans les municipalités, les entreprises et les établissements d'enseignement. On doit aussi favoriser l'investissement des réseaux transnationaux dans l'éducation à travers par exemple des programmes scolaires, de pairage entre familles et enfants de différentes origines, de jumelages entre communautés scolaires ou communautés locales des pays d'origine et d'accueil et des programmes de coopération internationale.

5. RÉSEAUX TRANSNATIONAUX ET PAYS D'ORIGINE

Ces réseaux permettent des transferts financiers qui aident la famille restée au pays à vivre et même à participer au développement local. On parle ainsi de codéveloppement entre pays d'origine et d'accueil, ce qui permet de valoriser les apports de l'immigration tant pour la société d'émigration que pour celle qui accueille les nouveaux arrivants. Quelques études (Lacroix, 2003; Manço, 2008) ont été effectuées pour montrer que l'immigration a des impacts économiques dans les pays d'origine. Ces impacts dépendent bien sûr de la situation sociale et économique des pays d'origine et des rapports internationaux entre pays d'origine et pays d'accueil. Cependant, les immigrants représentent des vecteurs importants de ces rapports au moins sur le plan économique. Certaines mobilités tendent à remettre en question l'espace, l'économie et le temps traditionnels des migrations. Ainsi, la mobilité pendulaire amène à se déplacer selon les conjonctures socioéconomiques, selon les saisons ou les étapes de la vie entre le pays d'origine et la société d'accueil. Et cette mobilité pendulaire a un impact tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Les résidents marocains à l'étranger, immigrants dans divers pays dont l'Espagne, la France et la Belgique bien sûr, mais aussi le Canada en sont des représentants. Ils travaillent, font des études universitaires dans la société d'accueil, y développent éventuellement des petits commerces mais, pour certains, dès que possible, ils investissent dans l'immobilier et dans le développement au Maroc, continuent à y passer toutes leurs vacances et temps libres et s'y construisent une retraite possible. On se trouve ainsi devant des migrations de retour qui deviennent possibles et qui peuvent être investies comme des projets réalistes par les immigrants et leur réseau resté au pays d'origine (c'est aussi le cas des migrations de retour dans l'Asie du Pacifique et vers la Chine, de plus en plus nombreuses, du Canada ou d'Australie). Certaines migrations de retour se réalisent aussi dans des situations nouvelles et surprenantes. C'est ainsi que le Québec voit actuellement repartir vers la Colombie quelques familles qui avaient été admises à titre de réfugiés et qui ont parcouru plusieurs régions québécoises. Une vingtaine de personnes ont ainsi quitté en 2007 la ville de Sherbrooke vers la Colombie, l'expérience migratoire s'étant révélée trop décevante, les possibilités de mobilité sociale trop limitées et l'appel du réseau au pays d'origine trop fort. Il est à noter que comme le réseau de Maria présenté en illustration, ces familles ont pris leur décision de retour vers la Colombie ensemble et l'ont exécutée dans les mêmes moments et vers les mêmes lieux. Il est surprenant de constater que, malgré l'insécurité qui sévit toujours dans leur pays, ces familles ont préféré quitter le calme québécois devant l'écart entre leurs attentes et la réalité. L'influence du réseau a là aussi été très importante apportant un soutien et permettant de prendre une décision qu'aucune

famille nucléaire n'aurait osé prendre isolément par peur de subir à nouveau l'échec de la migration. Pour certaines de ces familles, le Québec a représenté un territoire de passage qui les a protégés à une période particulièrement difficile de leur vie, mais qui ne saurait devenir leur pays, ne leur offrant pas d'opportunité sociale, professionnelle et économique. Plus étonnant encore, le retour de quelques familles africaines parties du Togo, du Congo Brazzaville ou de la République démocratique du Congo et n'ayant pas réussi à trouver leur place à Sherbrooke ou à Drummondville au Québec, questionne sur les capacités d'intégration de ces localités et du Québec en particulier des immigrants éduqués, qualifiés, expérimentés et faisant partie de minorités visibles. Il est clair que, dans tous ces cas, c'est la force et les ramifications du réseau transnational de ces familles qui leur permettent ces allers et retours. Plus clairement encore, ces dernières familles ont décidé de réinvestir au pays d'origine les acquis, économiques, sociaux et expérientiels de leur migration.

Reynald Blion (2005) fait un véritable plaidoyer en faveur de la reconnaissance de ces réseaux transnationaux et de leur importance pour le codéveloppement. Selon lui, l'Union européenne se doit de reconnaître les potentiels de développement et de coopération des réseaux transnationaux des immigrants pour quatre raisons majeures.

En premier lieu, les transferts financiers migratoires (*remittances*) dans de nombreux pays du Sud, comme le Maroc, l'Inde, l'Égypte ou encore le Mexique, sont souvent très supérieurs à l'aide publique au développement. Globalement, le total des envois de fonds opérés par les travailleurs immigrés originaires des pays en développement est supérieur au total de l'aide publique au développement versée par les pays développés. Par exemple, plus de la moitié des envois réalisés par la communauté sénégalaise et malienne en France passent par la valise. Par ailleurs, les échanges de compétences et de savoir-faire existent aussi. Ils sont encore plus méconnus et encore moins étudiés que les transferts financiers. Or ceux-ci sont peut-être les facteurs de dynamisme les plus importants en matière de développement. La technique et la maîtrise de la technique sont des enjeux majeurs de l'économie contemporaine. De plus en plus d'exemples émergent également de cadres des différentes diasporas (roumaine, indienne, chinoise) qui, en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, initient des projets de transferts et d'échanges de compétences. Au-delà de ces premiers transferts et échanges, les personnes issues de l'immigration et leurs organisations, qu'elles soient de solidarité, syndicats professionnels, médias, maintiennent, nouent et développent des liens multiformes entre leur pays de résidence, leur pays d'origine et ceux par lesquels, bien souvent, ils ont transité. Les réseaux commerciaux, comme celui des Mourides sénégalais, ou encore de la

petite industrie du textile, de la chaussure ou de la petite épicerie, comme ceux des Chinois ou des Marocains de Toscane et de France, en sont les premiers témoins. Les organisations de solidarité internationale issues des migrations sont d'autres formes qu'empruntent ces liens. Ces organisations, de par leur histoire, sont porteuses d'innovations dans la conception même de leur projet, dans leur approche du développement. En effet, parce que, bien souvent, au départ elles ont été des organisations de solidarité dont les actions bénéficiaient aux personnes nouvellement arrivées dans leur pays de résidence, en se muant en organisation de solidarité internationale pour leur pays d'origine, elles introduisent une approche globale des questions de développement en connectant ici et là-bas dans leur projet mais surtout en maintenant étroitement liés les deux types de projets; d'insertion ici et de développement là-bas. À titre d'exemple, les projets d'éducation portés par les organisations maliennes de France au Mali dont les origines sont à trouver dans la prise de conscience en France des enjeux de l'éducation et de l'alphabétisation comme source de promotion sociale et économique constituent une bonne illustration de cette interrelation entre ici et là-bas. Enfin, du fait de leur séjour en migration, plus ou moins long, les personnes issues de l'immigration sont, avant tout, de véritables ponts entre sociétés d'accueil et société d'origine. Les immigrants ont une double connaissance, dont nul autre ne peut se prévaloir, précise, intime des codes et des valeurs qui structurent leur société d'origine et leur société d'accueil. Leur double appartenance, pour certaines, leur pluriappartenance – les met dans une position de médiateurs entre sociétés dont les fondements sont, bien souvent, divergents. Elles constituent, à ce titre, une véritable ressource, pour le moment faiblement « exploitée », pour la coopération au développement. Tout projet de coopération au développement est une rencontre interculturelle; une rencontre impliquant des acteurs issus de sociétés aux codes et valeurs, très souvent, divergents. De ces différences naissent des malentendus, des incompréhensions, voire des conflits qui peuvent empêcher la bonne marche du projet. Or qui d'autre aurait pu mieux aider à comprendre et à dépasser ces malentendus et ces conflits si ce ne sont les personnes issues de l'immigration, en apportant à chacun des acteurs impliqués dans cette relation de coopération la connaissance et la compréhension qu'elles ont des deux univers en présence?

Par conséquent, si les transferts économiques des émigrants, sous forme d'envoi d'argent au réseau et d'investissements dans l'immobilier ou dans des commerces et petites entreprises souvent familiales, mais aussi de ceux qui reviennent au pays d'origine représentent une part importante du PIB dans plusieurs sociétés du Sud, il ne faut pas oublier pour autant les autres contributions au développement des pays d'origine portés par

les migrants. Dans de nombreux pays d'émigration, les migrants jouent un rôle important dans le débat politique, dans la société civile, dans la stimulation de l'éducation pour les résidents et plus particulièrement dans l'émancipation des femmes et des groupes minoritaires (Morokvasic, Catarino et Hilly, 2005). Les projets qui ont permis entre autres de donner une place économique aux femmes dans leur société grâce à l'accès à l'éducation et à certains emplois (dans des coopératives par exemple) sont particulièrement intéressants sur ce plan puisqu'ils ont ainsi favorisé une révision des rôles sociaux sexués. De même, d'autres auteurs démontrent les possibilités d'utilisation des qualifications des migrants dans les pays d'accueil mais aussi dans les sociétés d'origine. Ionescu *et al.* (2007) démontrent que les migrants travailleurs de la santé à Genève peuvent devenir des acteurs dans des projets de développement dans leurs pays d'origine. Dans la même perspective que Blion, Tejada *et al.* (2007) envisagent l'implication de ces migrants qualifiés dans la coopération internationale, ce qui a des impacts dans le développement économique et social des sociétés de départ. Manço (2008) insiste sur les compétences interculturelles développées par ces migrants et qui peuvent être mises au service de leurs sociétés d'origine dans le cadre de projets de codéveloppement (par exemple développement touristique) ou de développement associatif. Dans tous ces cas, c'est grâce aux réseaux transnationaux des migrants, aux membres de ces réseaux dans les sociétés d'origine et à leur propre implication dans des organismes et mouvements locaux que ces projets et ces changements se mettent en œuvre. Dans cette perspective, les familles immigrantes représentent aussi, à travers leurs réseaux transnationaux, des vecteurs de changement dans les pays d'origine en ce qui concerne les dynamiques familiales, les rapports hommes-femmes, les rapports intergénérationnels et les normes et politiques qui les encadrent.

Dans les pays d'origine, on constate, sans pouvoir toujours faire le lien avec l'immigration, des transformations dans ces dynamiques et rapports sociaux. Les mariages transnationaux et transcommunautaires, l'allongement de la durée des études pour les femmes, les changements dans les rapports intergénérationnels et dans les représentations des jeunes et des aînés ou encore des modifications des politiques publiques concernant les familles en sont des indicateurs qui doivent être appréhendés dans le cadre des réseaux transnationaux des émigrants de ces pays. Ainsi, certains choix matrimoniaux s'effectuent en lien avec l'immigration, comme l'ont démontré Altay Manço pour les Turcs et Jamila Moussaoui pour les Marocains en Europe. On pense ici aux mariages qui sortent de la tradition familiale ou des limites régionales pour unir une femme du pays d'origine à un homme déjà immigré en France ou en Belgique par exemple. Mais l'inverse est aussi vrai et on observe alors des transformations dans le partage des tâches

domestiques entre les hommes et les femmes au sein des familles dans le pays d'accueil mais aussi dans le pays d'origine. Les femmes peuvent parfois devenir les leaders de l'immigration familiale, les têtes de réseau transnational en quelque sorte. De même, les rapports entre les générations se modifient au pays d'origine selon la place qui leur est faite au pays d'accueil ou encore on note, au Maroc ou en Colombie par exemple, des transformations des frontières entre l'espace public et privé investi par les hommes et les femmes, par les jeunes et par les aînés.

Ainsi, les jeunes filles marocaines ont toutes dans leur réseau familial élargi des immigrants installés en Europe mais aussi au Canada et aux États-Unis. Elles sont de ferventes utilisatrices des nouvelles technologies qui leur permettent de communiquer par Internet, MSN et Skype avec ces membres de leur parenté. Pour ce faire, elles fréquentent assidûment des espaces publics, les cybercafés, qui deviennent les contenants de leur communication privée; elles sillonnent également diverses rues de leurs quartiers et villes, sortant ainsi de l'espace domestique qui est plus traditionnellement le leur en dehors de l'école. Dans cette nouvelle délimitation de l'espace investi par les femmes, le réseau transnational migrant est à la fois le vecteur et l'orientation du changement social. De même dans les pays d'origine, les projets d'étude pour les enfants sont influencés et orientés par les réseaux transnationaux des migrants. Durant les dix dernières années, nous avons ainsi vu rentrer le Canada dans la géographie familiale et étudiante marocaine. Plus les familles comptent certains de leur membre dans ce nouveau pays, plus les communications entre les deux espaces se multiplient, plus les informations circulent et plus de nouveaux projets migratoires voient le jour. Les universités Concordia, de Sherbrooke ou Laval sont ainsi particulièrement consultées, toujours par Internet, pour des projets étudiants du Maroc. Il est important de mentionner que la fermeture des frontières européennes aux étudiants et immigrants maghrébins a aussi renforcé cette tendance à s'orienter vers le Canada. Enfin, il apparaît que les familles peuvent aussi développer, en lien avec leurs membres immigrants, un autre rapport au social et à la citoyenneté dans leurs pays d'origine. Certains changements législatifs et constitutionnels dans les pays d'origine, touchant au droit des femmes et des familles par exemple, peuvent être influencés par les émigrants de ces pays. La dernière loi visant la reconnaissance de la nationalité Marocaine pour les enfants de couples dont seule la mère est Marocaine (avec un conjoint musulman d'une autre nationalité) en est un exemple fort pertinent et actuel.

En ce qui concerne les migrants marocains au Québec, la situation socioprofessionnelle des hommes mais aussi des femmes, leur déqualification, leur renvoi à l'espace domestique et leur investissement social de

réseaux transnationaux vont avoir un impact sur les dynamiques familiales, intergenres et macrosociales au Maroc. En effet, comment les jeunes filles encore au Maroc vont-elles penser leurs études, leur orientation professionnelle, leur carrière, leur lieu de vie et leurs projets de mariage, voyant leurs aînées, immigrantes en Amérique du Nord, retourner aux métiers traditionnellement féminins ou à la maison par manque de reconnaissance de leur qualification ? Il semble que l'exemple des échecs liés aux migrations ne suffit pas à changer les projets migratoires de ceux qui sont encore dans les pays d'origine. Cependant, les échanges au sein des réseaux constitués permettent de croire que de nouveaux bricolages identitaires et stratégiques vont s'effectuer et que les stratégies des jeunes femmes au Maroc vont, elles aussi, se transformer en lien avec le contexte social et politique dans lequel elles vivent. En particulier, un élément nouveau est important : si les femmes immigrantes vivent actuellement cette situation de déqualification et si, par ailleurs, elles les supportent mieux que leurs époux, sauront-elles en faire part à leurs réseaux plus que leurs conjoints, qui, le plus souvent par une fierté associée à leurs rôles masculins, cachent la réalité de leurs difficultés à leur famille et à leurs compatriotes restés au pays ? Pourront-elles dès lors amener les candidats à l'émigration à adopter une perspective plus réaliste ? Permettront-elles à leurs jeunes consœurs de s'armer face à des difficultés prévues et identifiées ? Susciteront-elles une réflexion, voire un débat public sur l'éducation, la qualification et l'emploi des jeunes et des femmes ?

6. L'ENTRAIDE ET LES RAPPORTS INTERGÉNÉRATIONNELS AU SEIN DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX

Les réseaux transnationaux sont parcourus de liens et de relations qui renvoient aux rapports de genres et de générations. Les rapports intergénérationnels dans ces réseaux se situent à l'articulation complexe de trois dimensions en interaction : les liens entre les générations, les relations qui les parcourent et les représentations qu'elles ont les unes des autres. En ce qui concerne les liens, ils peuvent être de filiation ou de parenté mais s'organisent aussi autour des alliances amicales, voire expérientielles, parfois professionnelles, qui les tissent. Les relations, qu'elles soient affectives, utilitaires, chaleureuses, conflictuelles ou indifférentes, caractérisent la manière dont les individus investissent ces liens et finalement les représentations mutuelles correspondent à des façons de les qualifier par des caractéristiques positives ou négatives. Par exemple, la jeune génération verra les aînés comme des sages expérimentés, comme des modèles ou, au contraire, comme un fardeau social et économique. Quant aux générations

plus anciennes, elles pourront se représenter les jeunes comme la relève qu'il faut former et sur laquelle il faut compter pour l'avenir ou, au contraire, comme des individualistes fermés à toute transmission.

Et ces rapports intergénérationnels sont parcourus par la même diversité que les composantes et fonctions des réseaux. En particulier, plusieurs composantes permettent d'approcher l'intergénérationnel au sein des réseaux transnationaux des immigrants. La première renvoie à la spécificité des relations intergénérationnelles qui peuvent être concrètes, virtuelles ou symboliques. La deuxième dimension est celle qui permet de différencier le type de liens intergénérationnels en jeu : familiaux, amicaux ou professionnels. La troisième permet de les situer dans le champ interculturel ou dans la communauté culturelle et ethnique. Enfin, la dernière, qui renvoie au transnationalisme des réseaux, est celle de la proximité géographique entre les membres des différentes générations. Dans tous les cas, c'est une combinaison singulière de ces dimensions qui permettra aux rapports intergénérationnels de se mettre en œuvre et de remplir diverses fonctions au sein du réseau. Arrêtons-nous sur les fonctions d'entraide, de protection et de socialisation remplies par ces réseaux.

Nous l'avons vu dans les deux réseaux colombien et congolais, les fonctions d'entraide et de protection sont importantes au sein des réseaux transnationaux des immigrants et elles sont plus souvent portées par les liens et les relations intergénérationnels, et ce, de manière réciproque. Ainsi, dans le réseau colombien, les différentes familles nucléaires s'entraident et se mobilisent, et ce, souvent selon des voies verticales, soit intergénérationnelles. Les routes de la mobilité en particulier sont le plus souvent analysées puis empruntées par des membres de la troisième génération qui sont les plus jeunes, les plus dynamiques, les plus compétents sur le plan linguistique. Après avoir testé la nouvelle destination et ses potentiels, ces familles vont ensuite faire venir les générations précédentes, transmettant d'abord les informations pertinentes, ensuite les encouragements pour le départ et finalement l'aide matérielle pour l'accueil dans la nouvelle destination (logement, inscription dans les écoles, accompagnement pour l'emploi). Il en est de même dans le réseau congolais où la jeune génération part en éclaireur vers la nouvelle destination avant que le père puis la mère avec les plus jeunes enfants les rejoignent. L'entraide est ici non seulement familiale mais aussi ethnique et multiethnique puisque Jeanne mentionne toutes les branches de son réseau, parfois de la même génération qu'elle, parfois d'autres générations, souvent de la même communauté ethnique ou nationale, qui l'ont aidée, d'abord dans son installation à Sherbrooke, puis dans son départ vers Brooks. L'entraide parcourt les relations et les liens intergénérationnels dans les différents sens et l'exemple de Maria du réseau colombien est intéressant sur ce plan : d'une part, elle bénéficie de

l'aide et du soutien des générations qui la suivent et qu'elle suit dans leurs pérégrinations mais, dans l'autre sens, elle leur procure de l'aide matérielle dans la garde de leurs jeunes enfants, pour les tâches ménagères et, de manière plus symbolique, comme porteuse de l'idée de «la famille ensemble», moteur du réseau. De la même manière, Jeanne est celle qui a su mettre en œuvre toutes ses ressources pour rassembler sa famille et aider chacun à trouver sa place au Canada mais, dans le même temps, elle a bénéficié de l'aide de la jeune génération pour faire des projets d'insertion socioprofessionnelle la concernant personnellement.

Dans nos diverses recherches, cette entraide réciproque entre les générations est à la fois concrète et symbolique. Ainsi, nombreuses sont les familles maghrébines qui font venir les grands-mères lors d'un accouchement et qui comptent sur leurs conseils et leur aide concrète pour prendre soin des jeunes enfants. En outre, les familles nucléaires installées au Québec souhaitent aussi majoritairement faire venir les ascendants, lorsque c'est possible, pour prendre soin d'eux, les accompagner durant leur vieillesse, les protéger face à la fragilité que représente leur isolement en société d'origine. L'étude de Bolzman en Suisse (Vatz Laaroussi, Bolzman et Lahlou, 2008) auprès de plusieurs générations d'Italiens et d'Espagnols démontre aussi combien l'entraide intergénérationnelle réciproque est un pilier des relations dans les familles migrantes et réfugiées. Il en est de même pour les recherches de Montgomery (Vatz Laaroussi, Bolzman et Lahlou, 2008) portant sur les mineurs sans statut et qui démontrent combien ils sont parfois des éclaireurs pour leurs parents en immigration. Le lien de parenté est alors privilégié comme vecteur de relations visant l'entraide et la protection. Dans cette fonction, on vise le rapprochement géographique intergénérationnel, et ce, souvent dans des situations de distance. On a pour objectif de passer d'une relation souvent virtuelle et symbolique à une entraide concrète, matérielle et de proximité. En contrepartie, l'entraide à distance va souvent être portée par les jeunes générations aussi et vers les générations d'ascendants restés au pays d'origine. Les transferts d'argent, la construction d'une maison au pays d'origine, voire l'achat de petits commerces gérés par et pour les grands-parents, oncles et tantes, représentent une voie fort fréquentée de ces liens intergénérationnels entre pays d'origine et pays d'immigration.

Au sein de ces réseaux et rapports intergénérationnels, l'entraide renvoie à une forme de socialisation qui n'est pas seulement familiale mais aussi amicale, communautaire, voire professionnelle. L'exemple du réseau congolais et des mentors qui accompagnent les nouveaux arrivants en Alberta en est une illustration marquante parce que déjà formalisée. On retrouve dans ces réseaux des représentations plus ou moins officielles de cette mission de socialisation entre les générations. Ainsi, la circulation des

informations au sein des réseaux est souvent liée à la légitimité générationnelle et expérientielle de ceux qui les portent. Dans le réseau colombien, ce sont les hommes et, plus particulièrement, la jeune génération qui en sont les porteurs reconnus. Dans le réseau africain, les seniors expérientiels du réseau des camps de réfugiés ou les membres de l'Église sont ceux qui ont le plus de légitimité pour transmettre des informations pertinentes sur les lieux à investir. Cependant, il est important d'apporter ici quelques nuances sur la généralisation de l'entraide intergénérationnelle au sein des réseaux migrants. Elle est souvent vue comme une caractéristique culturelle quasi innée des migrants et de leurs réseaux. Les travaux de Lavoie *et al.* (2007) démontrent qu'elle est aussi parfois liée à des contraintes économiques et sociales qui poussent les différentes générations à prendre soin les unes des autres par manque d'autres ressources. L'entraide est alors plus sociale et stratégique que culturelle.

Plusieurs études révèlent aussi que c'est au travers de ces réseaux, présents ou non sur place, que se discutent et s'orientent les stratégies d'insertion socioprofessionnelle des migrants. Ainsi, l'expérience des métropoles montre l'importance de ces réseaux, ethniques, religieux mais aussi transnationaux et intergénérationnels pour permettre aux immigrants de trouver et d'expérimenter un emploi en sol canadien. Si de nombreuses recherches ont souligné l'importance de ces réseaux de la diaspora pour par exemple l'aide à l'insertion en emploi des Philippins en Ontario (Lusis, 2006) ou encore celle des Colombiens à Vancouver, il n'en est pas de même pour toutes les communautés, ce qui permet de différencier différentes composantes des réseaux.

L'entraide, en plus de créer une continuité symbolique et familiale dans la mobilité, peut aussi engendrer de nouveaux liens affectifs. Ainsi, nous avons vu dans notre recherche sur les processus de jumelage entre familles immigrantes et natives (Vatz Laaroussi et Charbonneau, 2002), des processus de recréation de liens et de relations intergénérationnels le plus souvent entre une jeune famille migrante et un couple québécois plus âgé et disponible tant sur le plan affectif que matériel. Ces relations intergénérationnelles créées artificiellement par un programme de jumelage remplissent alors des fonctions d'entraide et de socialisation mais sont aussi affectives et porteuses de transmission et de lien, permettant aux familles immigrantes de recréer, dans leur nouvelle société, une « famille » élargie avec tous ses attributs. Une jeune famille bosniaque réfugiée était ainsi devenue « les enfants adoptifs » d'un couple âgé québécois dont les propres enfants adultes étaient maintenant éloignés géographiquement. Les jeunes Bosniaques et le couple québécois avaient créé un lien amical qu'ils avaient investi à travers des relations affectueuses et qu'ils souhaitaient voir symboliser une « nouvelle famille », la famille du pays d'origine ayant été décimée

par la guerre. Ce lien intergénérationnel et interculturel était si fortement investi que les Bosniaques appelaient le couple québécois *papa* et *maman*. Par ce lien, de nombreux savoirs de socialisation étaient transmis des uns aux autres et des compétences interculturelles étaient développées tant par la jeune que par l'ancienne génération. Il y avait alors interpénétration entre le réseau transnational de la famille immigrante et le réseau local de la famille québécoise et c'est sur le rapport intergénérationnel que se jouait cette articulation. On perçoit ainsi que dans l'entraide et la socialisation, les liens intergénérationnels convoqués peuvent être aussi bien familiaux que communautaires, ethniques qu'interculturels, transnationaux que locaux. Ils sont cependant marqués par la proximité géographique ou sa recherche et par l'aspect concret et matériel des échanges qui en permet l'investissement symbolique.

Une première analyse permet donc de conclure que les rapports intergénérationnels assurent une forme de continuité dans des réseaux transnationaux qui, eux, sont les voies de la mobilité pour les familles migrantes. Mais, de manière plus complexe, il apparaît que les liens intergénérationnels représentent l'infrastructure des réseaux transnationaux des immigrants et que les relations entre les générations en sont des trames qui permettent à ces réseaux de remplir leurs fonctions de soutien et d'orientation des familles immigrantes tout au long de leur trajectoire. Ces trames s'actualisent différemment selon les stratégies de mobilité mises en œuvre par les familles durant leur parcours migratoire, croisant ainsi continuité et mobilité.

7. LES RÉSEAUX VIRTUELS: VECTEURS DE MOBILITÉ ET INVESTISSEMENT DE L'ESPACE TRANSNATIONAL

Une nouvelle infrastructure de ces réseaux transnationaux repose sur le réseau du Web, et ce, à plusieurs niveaux, allant du maintien du lien social et familial à la création de nouveaux liens, voire de nouvelles communautés, et jusqu'à la mise en œuvre des voies de la mobilité. Le premier plan est plutôt familial et se réfère à la parentèle élargie qui, d'un bout à l'autre du monde, entretient des liens par le Web et les nouvelles technologies. Toutes les familles immigrantes rencontrées nous ont dit être en contact régulier avec la famille au pays d'origine et avec les membres de la parenté dans les différents pays de diaspora, et ce, par téléphone, mais surtout pas Internet et toutes les technologies adjacentes. Pour certains, ces liens remplacent les rencontres régulières et permettent l'adaptation dans la société d'accueil alors que, pour d'autres, ils sont un pis-aller, une stratégie de survie dans l'immigration. Pour un troisième plus petit groupe, ces liens virtuels renforcent le sentiment d'inconfort et de solitude dans la nouvelle

société, remplissent de nostalgie et incitent parfois à un nouveau déplacement vers un autre pays de diaspora pour y retrouver des membres de la parenté, voire à un retour au pays d'origine.

Le second niveau est celui des réseaux qui se construisent entre nouveaux immigrants et candidats à l'immigration dans les pays d'origine. Nombreux sont les arrivants au Canada qui ont obtenu leurs informations sur la société d'accueil et sur les lieux choisis au travers de sites qui sont gérés dans leur langue d'origine et qui ouvrent des forums entre immigrants réels et potentiels. Les Roumains, les Bulgares et les Brésiliens sont de fervents adeptes de ces sites organisés par les citoyens eux-mêmes et c'est souvent le premier élément d'information qu'ils citent dans leur prise de décision d'immigration et de destination. Plusieurs familles brésiliennes ont aussi créé leur blogue dès leur arrivée à Québec par exemple et y racontent leur parcours, les obstacles rencontrés, les ressources à solliciter. Elles se mettent à la disposition des nouveaux arrivants et participent ainsi au processus d'accueil d'autres familles brésiliennes qui les contactent dès leur arrivée et avec qui des liens amicaux vont rapidement se tisser. On assiste alors au développement d'une solidarité virtuelle qui se concrétise par un accompagnement direct dans la société d'immigration.

Enfin, encore plus concrètement, ces réseaux virtuels favorisent et orientent la mobilité et créent des liens d'une région à une autre favorisant, selon Leloup et Radice (2008), la formation de « communautés émancipées ». Ces communautés ne sont plus liées aux espaces géographiques et transcendent les frontières. Elle décrit une communauté virtuelle bulgare candidate à l'immigration vers le Canada qui choisit, famille par famille et à des moments différents mais grâce aux forums électroniques, une même région de destination au Québec, voire un même quartier à Montréal. Certains membres du réseau local source de Bulgarie s'établissent ainsi dans la même ville du Canada et reproduisent le réseau local de leur ville d'origine. Dans le nouveau réseau montréalais issu de Plovdiv en Bulgarie, des liens de solidarité et d'entraide se recréent et s'actualisent au quotidien : on accueille et on accompagne les nouveaux arrivants, on s'informe sur le bassin d'emploi et sur les cours de français, on se donne des tactiques gagnantes pour présenter un CV ou pour trouver un logement, etc. Ces réseaux, dans un premier temps émancipés de l'espace, tendent ainsi à recréer une concentration territoriale de leurs membres dans la nouvelle société. Il y a dès lors un processus de va-et-vient entre le local et l'a-spatial permis par le réseau virtuel ainsi que coexistence de réseaux virtuels globaux et de réseaux localisés. Et c'est ce foisonnement du virtuel déterritorialisé et des réseaux relocalisés qui permet à la fois la circulation de nouveaux flux migratoires, l'entraide réciproque qui en assure la pérennité et l'investissement d'espaces locaux jusqu'alors méconnus, comme certaines régions

du Québec. On assiste actuellement à ces mêmes processus pour des communautés locales brésiliennes qui, grâce à des groupes de rencontre formés dans les grandes villes du pays mais grâce aussi aux réseaux virtuels établis entre ces groupes, s'installent soit à Sherbrooke, soit à Québec, et y recréent des liens sécurisants et stabilisants de soutien et d'information. En ce sens, ces réseaux sociaux multiples, transnationaux et locaux, mais tous issus de la migration, permettent aux immigrants, nouveaux et anciens, de mettre en commun des ressources et potentiels diversifiés et favorisent dès lors diverses stratégies d'insertion et d'investissement du local. Nous voyons que, grâce à ces réseaux d'abord virtuels et qui se concrétisent localement par quelques-uns de leurs membres, plusieurs familles brésiliennes s'installant à Québec ou à Sherbrooke se situent dans une attitude d'ancrage, tentant à partir des réseaux brésiliens d'investir d'autres types de relations avec les locaux et leurs organisations. L'histoire de Nadia et José montre comment, à partir d'une information et d'un accueil essentiellement brésiliens à Québec, le couple met en œuvre des stratégies d'insertion socioprofessionnelle qui les mettent en contact avec les réseaux locaux qu'ils parcourent et tentent d'intégrer :

Compte rendu d'entrevue avec Nadia et José, six mois après leur arrivée à Québec

Dans leur ville près de São Paulo, ils ont eu l'initiative de former un groupe de Brésiliens qui projetaient d'immigrer au Québec dans le but d'échanger des informations. *« On a décidé de former un groupe d'immigrants dans notre ville. On a beaucoup des rencontres pour échanger des informations aussi. »* Elle ajoute : *« C'est commun au Brésil il y a toujours un groupe à Rio, à São Paulo, à Curitiba, Brasilia, Recife. Toutes les villes ont un groupe d'immigration au Canada qui se rencontre pour échanger les informations : en fait, il y a deux groupes. Le groupe d'immigration à Québec et le groupe d'immigration pour le reste du Canada. »* Elle précise qu'il y a beaucoup de publicité pour l'immigration de la part du gouvernement du Canada et du Québec au Brésil.

Nadia dit avoir obtenu beaucoup d'informations importantes en assistant à ces groupes d'échange d'informations : *« Le groupe aussi il y a beaucoup d'informations, je sais sur le coût de vie, sur les appartements, les prix, de... de tout ! »*

Ils ont aussi obtenu beaucoup d'informations par l'intermédiaire d'un blogue qu'ils ont eux-mêmes créé. Il est impressionnant de voir toute l'information qui est diffusée sur ce blogue. José et Nadia en ont fait un carnet de voyage accessible à tous qui fait état de leur vie au Québec. Ils décrivent les activités qu'ils font, les difficultés qu'ils éprouvent, les surprises du quotidien ; ils démystifient certaines croyances et certains préjugés au sujet de la vie au Québec. Vidéos et photos agrémentent l'information que l'on retrouve sur ce blogue.

Un couple brésilien ayant deux enfants, arrivé vingt jours avant eux au Québec, leur a donné beaucoup d'informations. Ils sont maintenant des amis proches, et ce, à cause du processus d'immigration. Ce couple faisait partie du groupe de Brésiliens projetant d'immigrer au Québec que Nadia et José avaient formé dans leur ville avant d'immigrer.

Le blogue qu'ils ont créé leur a aussi permis de rencontrer d'autres Brésiliens habitant toujours au Brésil et qui désirent immigrer au Québec. Trois couples brésiliens sont venus les visiter après avoir fait leur connaissance par l'intermédiaire du blogue. Ces couples demeuraient à l'hôtel, mais ils sont allés chez José et Nadia pour visiter leur appartement, avoir des informations sur la vie au Québec.

La veille de Noël, ils ont invité un couple de Brésiliens qui étaient à Québec pour faire un cours de français avant de faire la demande d'immigration à venir célébrer avec eux.

Le blogue est un lieu de contact et d'échange d'informations important et très influent. Nadia dit: « *Je pense que en 2008, on va... envoyer cinq couples... presque dix personnes ici à Québec. Qu'on a contactées sur le blogue.* » Ainsi, une dizaine de personnes qui sont entrées en contact avec eux, grâce au blogue, prévoient immigrer au Québec en 2008.

Ils ont décidé qu'ils allaient héberger deux célibataires lorsqu'ils arriveront au Québec, le temps qu'ils trouvent un appartement. Nadia dit: « *Parce que... il y avait un couple qui nous a accueillis chez eux et on a décidé de faire la même chose pour... eux.* » Il est très important pour Nadia et José de pouvoir offrir aux autres les services et le soutien qu'ils ont reçus à leur arrivée.

Il est cependant à noter que pour ce couple, un autre réseau social s'est joint à celui des Brésiliens et a permis un ancrage fort et rapide dans la communauté locale; il s'agit d'un groupe religieux protestant. Avant leur arrivée et alors qu'ils préparaient leur voyage, un couple de Québec, membre de leur Église, leur a téléphoné pour leur offrir d'aller habiter chez eux et de l'aide pour trouver un appartement. Il s'agit d'un couple formé d'un homme québécois et d'une femme péruvienne. Le dimanche, ils sont arrivés à Québec et ont demeuré dans un hôtel pendant une semaine. Après, ils ont accepté l'invitation de ce couple d'amis et sont restés chez eux pendant dix jours, soit jusqu'à ce qu'ils trouvent un appartement. Ce couple les a énormément aidés dans la recherche de l'appartement.

À leur église, ils ont eu la chance de rencontrer beaucoup de Québécois. À cet effet, José dit: « *Peut-être le fait d'appartenir à l'Église c'est un avantage.* » Ils fréquentent leur église chaque samedi.

José insiste: « *Oui, mais jusqu'à ce moment je dirais qu'on échange plus avec des gens de l'Église c'est comme, ils viennent chez nous et des fois on va chez eux. Mais avec d'autres Québécois... pas encore. C'est plus un contact... Mais peut-être que c'est culturel aussi, au Brésil on se rencontre pour la première fois: "Oh! Tu peux venir chez moi."* »

Ils disent avoir un petit réseau social à Québec, mais surtout avec des immigrants, ce qui leur donne une représentation variée, diversifiée de la ville de Québec.

À partir de ce réseau brésilien et multiethnique, le couple trouve les ressources et l'énergie nécessaires pour tenter de s'intégrer au réseau local. Ainsi, Nadia, actuellement en francisation, a envoyé son C.V. à quelques entreprises seulement dans le but de se familiariser avec les modalités du marché de l'emploi au Québec. Elle a été contactée par trois entreprises. Une première entreprise était à Montréal, elle a refusé l'entrevue parce qu'elle disait vouloir rester à Québec. Une autre entreprise l'a contactée à la suite d'un jumelage qu'elle a pu faire grâce au programme de francisation. Elle raconte en souriant qu'au Brésil, après leur déménagement dans une petite ville proche de São Paulo, elle avait envoyé beaucoup de C.V. et qu'aucun employeur ne l'avait contactée. « *Et ici je faisais juste pour savoir comment ça marche le marché et mon courriel et mon C.V. et ils m'ont téléphoné trois fois pour [des entrevues]* ».

Elle a passé une entrevue, mais comme il s'agissait d'un poste de travail où elle aurait été appelée à parler en anglais la plupart du temps, ils lui ont dit que son niveau d'anglais n'était pas assez élevé. Cela l'a beaucoup surprise, parce qu'elle considère que sa connaissance de l'anglais est assez bonne, du moins meilleure que sa connaissance du français. Elle est tout de même satisfaite de son expérience, car ayant travaillé vingt ans pour la même entreprise au Brésil, elle n'avait jamais passé d'entrevue. Nadia envisage de participer au programme Option-Travail pour l'aider dans sa recherche d'emploi, une fois qu'elle sera membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. [Elle souhaite passer les examens après sa période de francisation.] De son côté, José a trouvé un emploi d'été par l'intermédiaire d'Internet. Il va travailler pour Revenu Canada, dans le cadre d'un programme de travail estival pour les étudiants.

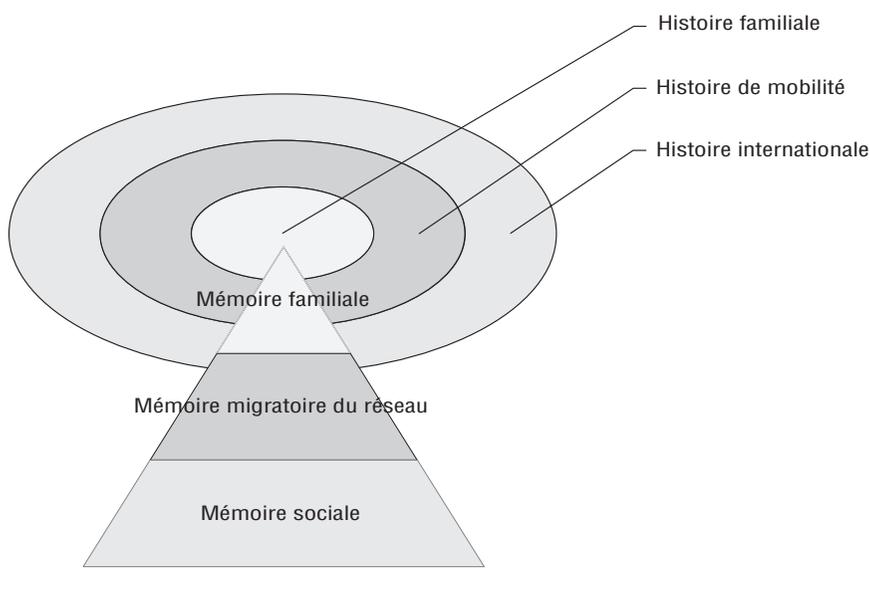
8. LES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX: VECTEURS D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE

Les réseaux construits par les migrants tout au long de leur parcours renvoient à une nouvelle conception de l'espace, territoires élargis et flous aux frontières perméables et flexibles, mais aussi à une relecture des

temporalités. D'une part, ces réseaux sont ceux du quotidien, de l'entraide, de la solidarité active et de l'insertion ; d'autre part, ils tracent les voies de l'avenir en termes de promotion et de mobilité géographique et sociale. Mais c'est aussi à travers eux que les familles migrantes reconstruisent l'Histoire et leur histoire, assurant ainsi une continuité temporelle dans leur vie et dans leur identité. Dans ces réseaux, l'histoire émerge, circule et se formalise au travers de diverses mémoires qui la façonnent et la densifient, permettant aux acteurs d'y accéder et d'y participer. Trois niveaux de mémoires sont ainsi en interaction articulant trois types d'histoires : la mémoire familiale, qui est centrale et fait l'objet d'une transmission quotidienne au sein de ces réseaux ; la mémoire migratoire, qui est un niveau périphérique renvoyant à l'expérience de mobilité des différentes générations du réseau ; enfin, la mémoire sociale, qui se réfère à l'histoire internationale dans laquelle les deux autres niveaux sont des filtres d'accès et d'interprétation.

De nombreuses recherches ont montré l'importance de l'histoire chez les familles immigrantes : l'histoire familiale est une valeur fondamentale qu'on veut transmettre aux enfants. La mémoire familiale porte cette histoire qui est ponctuée de nombreux événements vécus dans le pays d'origine

Figure 2.3
Niveaux de mémoire



mais aussi durant le parcours migratoire et dans le pays d'accueil. Cette histoire peut faire référence à un climat culturel, à des relations, à des savoirs ou encore à des origines qui spécifient les identités individuelles, familiales et collectives. Le capital historique de ces familles est porteur des stratégies développées pour faire face à l'adversité mais aussi d'espaces différents et lointains, ce qui construit des récits complexes composés de virages, de personnages importants, de modèles familiaux, etc. De même, par rapport aux événements vécus ensemble, chacun des membres de la famille aura une lecture particulière qui ouvre finalement sur des histoires « recomposées ». Ces histoires singulières constituent le socle de l'identité familiale des immigrants. Toutefois, cette histoire familiale s'inscrit dans une mémoire plus large aux fonctions tout aussi diversifiées : la mémoire migratoire qui traverse le réseau transnational de ces familles migrantes.

Comme l'illustrent les études de cas présentées ci-dessus, c'est au sein de ces réseaux transnationaux que s'effectuent la transmission et la production des pratiques familiales par rapport aux jeunes enfants et aux personnes âgées en particulier. Mais ils permettent aussi, par les échanges qu'ils entretiennent de manière transnationale et en profitant souvent des nouvelles technologies, la mobilité des savoirs formels et informels, qu'il s'agisse de savoirs académiques, de savoirs professionnels ou de savoirs d'expérience. Dans les processus de transmission, si les savoirs pratiques et les modèles éducatifs représentent la partie visible de l'héritage, la construction de l'histoire migratoire et la transmission de la mémoire qui en est issue renvoie à des liens intergénérationnels familiaux et ethniques, voire communautaires dans la diaspora, tout à la fois concrets, virtuels et symboliques. Le réseau de Jeanne et Kaluma, dans son rapport aux grands-parents restés en Afrique, est typique de cette transmission-production de l'histoire familiale. Ce réseau illustre l'impact des parents et grands-parents résidant au pays d'origine dans le choix du projet familial d'acheter une maison à Brooks. La famille en parle d'ailleurs comme d'un patrimoine culturel, soit comme de l'insertion de l'histoire et de la mémoire familiale, par le réseau, dans les choix sociaux des jeunes générations. Là encore, c'est d'une construction de sens qu'il s'agit dans le passage à travers les générations.

La mémoire chez les immigrants est vitale⁴. Elle est manifestement mise à contribution à cause, surtout, de l'absence de l'environnement (réseau, structure, etc.) qui la soutenait de manière formelle ou informelle. Ce qui était supposé la garantir, la tenir, la maintenir, n'est plus. Le contexte du pays d'origine faisait alliance avec les familles pour œuvrer dans le sens

4. Ce texte a fait l'objet d'une publication commune avec Lilyane Rachédi dans la revue algérienne *Insaniyat*; il fait suite aux nombreux travaux menés en commun sur les immigrants, les réfugiés et leur rapport à l'histoire.

d'une préservation et, par là même, d'une valorisation de la mémoire, garante souvent, de l'identité nationale. Cette mémoire, même si elle a souvent été secouée, révisée par les conflits internes au pays (politique, corruption, etc.), se transforme à la faveur de ces familles immigrantes, de leur identité et de leur intégration dans le pays d'accueil. Ce processus de transformation est important car il aura tendance à embellir, remanier, nuancer, aggraver des événements, des personnages, ainsi que l'histoire du pays d'origine. Enfin, le discours médiatique constitue un facteur très important dans les remaniements de cette mémoire, surtout à l'heure actuelle pour les familles arabo-musulmanes. Le discours ambiant anti-arabe et antimusulman (Palestine, Afghanistan, Irak, etc.) interpelle fortement ces familles qui doivent rendre des comptes à leurs enfants et à la société occidentale d'accueil. La revalorisation et la reconnaissance sont dès lors deux aspects cruciaux, car cette mémoire est menacée de distorsions et d'oubli. La capacité de transformation de ses agents accentuée et invente des nouvelles formes de cultures internes au pays d'accueil et transnationales. Par son contenu, la caractéristique de sa mouvance, la multiplicité de ses acteurs, le travail de mémoire inscrit ces familles dans des finalités d'insertion.

On relève de manière transversale trois axes autour desquels se catalyse la mémoire : celui de l'espace-temps, comprenant l'image du pays d'origine ; celui des liens familiaux, fondements de la solidarité et de l'amour filial ; celui des valeurs morales et personnelles qu'on veut transférer à ses enfants. Ces trois axes s'appuient sur des processus de reconstruction qui mettent en tension le pays d'origine et le pays d'accueil. Cette tension n'est pas exclusive, elle sollicite une évaluation continue entre ce que l'on veut garder, ce que l'on veut gagner ou ce qu'on est prêt à perdre. L'histoire familiale, nationale et religieuse retrace les origines et les multiples appartenances de ces immigrants. La langue, évidemment, est un déterminant essentiel de la mémoire parce qu'elle est le moyen de communication et qu'elle est porteuse de tout une culture. Les parents maghrébins et libanais manient souvent avant leur arrivée au Québec le français et l'arabe. Ils ont déjà dans leur trajectoire au pays d'origine instauré un jeu subtil entre langue familiale, langue scolaire, langue politiquement correcte et langue du quartier. C'est cette stratégie du jeu sur les langues qu'ils transmettent à leurs enfants en insistant sur les espaces d'actualisation des langues plus que sur leur conservation puriste. La langue vernaculaire de la mémoire familiale est dans ce sens un ensemble composite et singulier d'interinfluences et de priorités conjoncturelles.

Il en est de même pour la religion qui n'est pas un élément central que ces parents veulent absolument conserver. La religion est transformée pour permettre aux enfants de se l'approprier et de tenir compte du contexte québécois. Par exemple, certains enfants musulmans vont identifier

le ramadan comme référent important dans leur pratique religieuse. D'autres vont insister sur la pratique individualisée de la religion alors que souvent, pour leurs parents, c'était une pratique collective fortement mise à mal par l'immigration qui prévalait. Leur identification à la religion musulmane se réalise à partir d'une sélection volontaire. Spécifique, elle se raccroche à des déterminants personnellement significatifs. Le réseau transnational, lorsqu'il comporte des acteurs religieux particulièrement significatifs dans l'insertion comme c'est le cas pour des communautés protestantes brésiliennes, argentines et africaines, devient alors un transmetteur de religion et en même temps un soutien pour prendre des décisions et surmonter les obstacles quotidiens. Il permet la construction d'une « mémoire religieuse » souvent peu ancienne mais qui s'ancre dans le parcours migratoire et qui donne la légitimité à l'exil tout en favorisant l'adaptation.

Les parents, même s'ils ont vécu des persécutions à cause du régime politique, ont la capacité de discerner entre les dirigeants du gouvernement et le pays en tant que tel. Cette dissociation est claire pour eux et leur permet de conserver une image positive du pays d'origine avec ses traditions, sa culture, sa langue etc. Ainsi, c'est le cas pour les familles d'Amérique latine et du Maghreb, on souhaite reproduire l'ambiance du pays, et la famille reste un espace sécuritaire qu'il faut préserver. Les parents sont fiers d'avoir maintenu l'unité familiale malgré la guerre, les fuites et tous les déplacements. La famille est perçue à travers son potentiel d'enracinement, comme en témoigne cette mère marocaine : *« C'est très important pour nous de maintenir ces liens, car la famille, c'est comme des racines, quand on coupe les liens, l'arbre il commence à mourir petit à petit. »*

Les liens et la lignée sont valorisés explicitement et ces familles les maintiennent grâce à des visites fréquentes ou à tout le moins par des contacts réguliers avec le pays d'origine. *« Ce lien est comme un cordon ombilical, il faut le conserver »*, comme le dit ce Marocain. Parfois, des représentants de la lignée vont venir à des moments clés du développement de la famille ou des rituels, tels que les accouchements, les baptêmes, les mariages, etc. Ce sont ces liens familiaux et de proximité qui s'étendent et se multiplient dans la construction d'un réseau monoethnique et multiethnique dans le pays d'accueil. Cette mémoire sollicite également des qualités personnelles liées à des valeurs qu'on veut transmettre à ses enfants : l'éducation, la volonté, le courage, l'effort et le goût du travail qui aident à traverser les épreuves de la vie. Ces valeurs suggèrent des manières d'être mais aussi des manières d'être avec les autres (politesse, entraide, etc.) forgeant un savoir-vivre.

En situation de migration, les vecteurs exploités pour garantir la mémoire sont des personnes du groupe familial, de proximité, mais aussi des agents de la communauté élargie dont celle du pays d'origine. Les

voyages au pays d'origine, les amis, les communautés favorisent l'expérience commune. Les modèles de succès (qu'ils soient professionnels, éducatifs, etc.) puisés ici ou ailleurs alimentent la volonté de réussir des enfants. Les parents trouvent des alliances réelles ou fictives (anecdotes, souvenirs, etc.) pour faire vivre la mémoire. Les organismes communautaires, parce qu'ils offrent des espaces et des occasions de rencontre avec d'autres immigrants, notamment à travers des fêtes religieuses ou des repas partagés, sont des acteurs de la mémoire collective et familiale. La recherche universitaire est aussi exploitée en faveur du récit, de la narration de cette mémoire des immigrants. Cette visibilisation est possible grâce au statut de témoignage social que donnent les interviewés à leur récit. Cette mémoire n'est pas uniquement l'exclusivité des parents, les enfants aussi entre eux maintiennent des dimensions de cette mémoire et ils sont parfois des porteurs de la réciprocité intergénérationnelle. Cet enfant irakien le souligne bien : « *Mes parents ont vécu des choses très dures à cause de la guerre. Plus tard, je les aiderai quand je serai grand. Je n'ai pas d'idée sur ce que je ferai mais je vais les aider quand même et comme ça on restera ensemble.* » Cette continuité dans la solidarité et l'entraide est un mécanisme fortement repris et conseillé dans l'actualisation du réseau transnational.

Si les familles tiennent à cette mémoire, ce n'est pas tant dans une perspective passéiste ou conservatrice que pour se préserver. En effet, la mémoire se doit d'être maintenue surtout contre les menaces de perte identitaire individuelle et du groupe. Transmettre à la fois la souplesse et la combativité (contre le discours ambiant, les risques de discrimination, etc.) va favoriser le processus d'adaptation des enfants. On veut leur donner en mémoire des valeurs personnelles qui permettront de passer à travers les difficultés de la vie : faire sa place, reconnaître sa valeur, agir, se réaliser professionnellement. Ce processus d'appropriation des valeurs est à l'œuvre clairement pour la génération à venir. La mémoire de ces familles favorise la construction d'identités labiles, flexibles et ouvertes à des appartenances multiples. L'objectif de cette mémoire vive et vivante est beaucoup plus qu'identitaire, il est collectif et social. Cette mémoire a alors un impact collectif. On transmet pour ne pas oublier, certes, mais on transmet aussi pour apprendre à bien vivre ensemble dans la paix. Les familles réfugiées des guerres le répètent sans cesse.

De même, transformé par la mémoire familiale, le choix d'avoir quitté le pays d'origine est transmis aux enfants dans toute son ambiguïté pour légitimer le départ des parents. La mémoire de l'exil devient la porte d'entrée dans le futur de la nouvelle génération à la condition que le départ y soit légitimé par une menace, une contrainte mais surtout par un projet de vie meilleure. La mémoire agit enfin contre la tentation d'assimilation du pays d'accueil, et cela est d'autant plus vrai en région où les différences

affichées surtout pour les femmes musulmanes, par exemple, sont perçues comme des obstacles à la connaissance de l'autre et à sa réalisation de femme. La déclaration de cette intervenante s'inscrit dans cette volonté d'assimilation : « *Pourquoi tu portes un voile ? Tu serais si jolie sans ça. Ce voile m'empêche de te voir et de te connaître.* » La mémoire s'érige ainsi contre ces mécanismes d'assimilation et les idées des professionnels qui souhaiteraient des immigrants avec une mémoire vierge, qui repartiraient à zéro comme le sous-entend cette intervenante auprès de jeunes enfants.

Ces parents-là, ils savent parler français, je ne comprends pas pourquoi ils ne parlent pas le français à la maison plutôt que l'arabe. En fait, là, ils ne nous aident pas... Je leur ai dit qu'il fallait changer leur façon de faire à la maison pour que leur enfant s'intègre à l'école, pour le bien de leur enfant.

Dans les populations immigrantes, il n'y a pas de mouvement coercitif qui voudrait maintenir à tout prix une mémoire intacte et traditionnelle. Cette mémoire n'est pas reproduction au sens strict, elle est au contraire modulée et transformée par les intéressés. Mémoire-Avenir, elle n'est ni rigide ni fermée, surtout par rapport à la religion ou à la tradition, contrairement à ce qu'on pense le plus souvent dans les pays d'accueil. Mémoire plurielle, elle sollicite le pays d'accueil et le pays d'origine. Son originalité se situe à la jonction entre un ailleurs qui n'est plus et un mouvement migratoire qui implique l'Histoire du pays d'origine et des enjeux politiques sur la scène internationale. Enfin, elle interpelle un nouveau milieu dans lequel il faut continuer à construire et à se construire en dépit de l'impopularité de ses origines et parfois de sa religion. Ainsi, Mémoire-Légitimation, elle permet un retour protecteur sur la religion qui est un filtre important, à travers lequel on réduit et on condamne trop rapidement, en particulier les familles arabo-musulmanes. La responsabilité et le devoir de mémoire sont encore plus importants dans ce contexte producteur d'amalgames et subtilement hostile, voire discriminant pour certaines populations.

Pour créer et transmettre cette mémoire familiale et cette mémoire migratoire, le réseau tout entier et les liens intergénérationnels diversifiés sont convoqués pour en construire les repères, temporels, spatiaux, personnalisés et mythifiés, pour la raconter et en permettre la circulation et le transfert, mais aussi pour l'enjoliver au fil des récits. En outre, si les rapports intergénérationnels actualisés pour cette transmission sont à la fois de proximité et distants, virtuels, symboliques et concrets, ils sont avant tout culturels conjuguant histoire familiale et histoire nationale, souvenirs du pays d'origine, événements dans la diaspora et découvertes du pays d'accueil. C'est en ce sens que ces mémoires s'articulent avec les rapports à l'histoire mis en œuvre par ces familles migrantes : là encore, ce n'est pas uniquement de la connaissance ou de la transmission intégrale de l'histoire

de leur pays d'origine qu'il s'agit mais bien plutôt d'un travail sur cette histoire qui en délimite de nouveaux repères et en construit des frontières. L'histoire est mouvante, liée aux manières multiples dont les individus se l'approprient. Selon nous, ces rapports à l'histoire sont des composantes souvent méconnues des cultures redéfinies dans la migration. Au travers de ces mémoires intriquées et de leur transmission au sein des familles et des réseaux des migrants, quatre types de rapports à l'histoire ont pu être relevés et analysés.

8.1. L'HISTOIRE EN CHANTIER

Typique des familles maghrébines arrivées en France dans les années 1960, peu après la décolonisation de leurs pays d'origine, mais aussi de familles albanaises au Canada arrivées depuis les bombardements du Kosovo, ce rapport à l'histoire en est un qui vise d'abord à légitimer l'exil. On le retrouve au Québec aussi chez certaines familles haïtiennes, libanaises ou irakiennes dont les pays ont été ou sont en situation de domination-dépendance avec l'Amérique au sens large. La première génération de ces immigrants a souvent fait l'impasse sur l'histoire de son départ, par peur d'être jugée, par crainte d'être stigmatisée par les uns ou par les autres. Les Harkis de France en sont le meilleur exemple mais les familles maghrébines arrivées peu après les indépendances se trouvent dans la même situation de devoir dire ou cacher le pourquoi de leur départ.

L'histoire personnelle, familiale tout comme l'histoire nationale a été tue et souvent perçue comme honteuse. Ce sont les deuxièmes et troisièmes générations de ces familles qui ont alors la tâche et le bénéfice de reconstruire cette histoire. Il s'agit d'une réinscription dans l'historicité indispensable à la formation d'une identité tant individuelle que collective. L'histoire est réinventée et s'articule sur quelques éléments majeurs transmis soit à l'intérieur des familles, mais « déshistorisés », soit à l'extérieur, dans le quartier, parmi les pairs, à la mosquée, etc. Visant à redonner un ancrage, une spécificité et une valeur à ces jeunes populations, cette histoire en chantier repose sur des composantes typiques et d'autres structurelles.

Les composantes typiques sont représentées par des grandes figures, des personnages, des héros, de leur pays d'origine qu'ils découvrent soudainement ou dont les parents ont souvent parlé sans pour autant les rattacher au pays ou à l'histoire d'origine. Ainsi, au Maghreb le saint El-Majdoub, connu pour sa sagesse et sa probité, fait partie du langage populaire et de la vie quotidienne. Il est très souvent cité par les pères et les mères lorsqu'ils éduquent leurs enfants mais ils le font alors sans référence au pays d'origine. Par exemple, pour les encourager à la tolérance et aux comportements sociaux respectueux et pacifiques, parents et enfants partageront en arabe

dialectal les vers suivants: «*Le blé est richesse; Décante-le, il se purifie de ses poussières; Si tu veux avoir bonne relation à autrui; De l'agression, écarte les enfants.*» C'est la redécouverte par les adolescents de cette association entre pays d'origine, époque et ce personnage qui fait partie de leur imaginaire qui leur permet soudain de le rentrer dans l'histoire, de le transformer en figure mythique de cette histoire. À ces figures mythiques s'ajoutent, selon l'âge des jeunes, des personnages scientifiques ou politiques qui deviennent légendaires: les jeunes Maghrébins se réfèrent souvent à Ibn Batouta ou à d'autres grands philosophes et scientifiques arabes qui, eux aussi, participent à la reconstruction de cette histoire, nécessitant des personnages clés. De même, les jeunes Albanais du Québec se réfèrent à des personnages, soit historiques, soit contemporains, de leur pays: ces personnages clés entrent dans une forme de légende qui permet à ces jeunes de reconstruire leur histoire sur le mode privilégié par leurs parents et leur culture tout en leur fournissant des modèles d'héroïsme.

Le peuple albanais a toujours été occupé par les autres peuples et n'a pas eu ses droits. La personne adorée et la plus importante pour moi, c'est Georges Kastriotë Skenderbeu [héros national albanais du Moyen Âge qui a lutté contre les Turcs] (jeune homme du Kosovo, 25 ans).

Aussi, ils sont nombreux à lire des ouvrages biographiques sur ces personnages:

J'ai lu en français deux livres d'Ismail Kadaré, l'un parlait de l'histoire de l'Albanie, l'autre parlait de Ramiz Alia [ex-leader communiste] que j'ai emprunté à la bibliothèque de l'Université (jeune homme de 23 ans).

J'ai lu un livre sur l'héroïsme de la famille Jashari pendant la guerre au Kosovo. Je veux lire d'autres livres en albanais sur notre histoire et ses héros mais ici je ne peux pas en trouver... (jeune fille, 20 ans).

Je lis des journaux en Albanais et j'ai un livre que j'ai apporté du Kosovo: c'est un livre sur la guerre et l'armée du Kosovo, sur la situation (jeune homme, 19 ans).

Je lis des romans en albanais, je les prête à des amis. Il y a des personnages albanais importants pour moi dans ces romans...

Bien entendu en reconstruisant leur histoire, ces jeunes accèdent à leur culture d'origine très souvent méconnue d'eux, dévalorisée par leur entourage et plus encore «démonisée» par les sociétés d'accueil et leurs médias. Ce travail de reconstruction de l'histoire en est alors un de revalorisation de la culture d'origine qui, par ses caractéristiques mythiques, renvoie à l'Histoire monumentale selon Nietzsche. Deux dimensions structurelles de ce rapport à l'histoire participent à cette connaissance-reconnaissance: il s'agit de la religion et du monde des arts. La question religieuse chez les jeunes musulmans immigrants est majeure souvent parce qu'elle permet

une réappropriation de valeurs, de règles sociales et de comportements collectifs dont ces jeunes manquent cruellement. Khosrokhavar l'explique bien lorsqu'il écrit que les jeunes arabo-musulmans de deuxième génération des banlieues françaises, stigmatisés et exclus par leur lieu de vie et par leurs appartenances socioreligieuses, exorcisent leur double misère mentale et matérielle par l'islam. « *L'islam des jeunes est une réponse à l'irrespect que ceux-ci ressentent dans les banlieues où ils s'éprouvent comme des riens, où le rejet social devient évidence spatiale.* » Leur réappropriation de la religion de leurs ancêtres leur permet de sortir du néant de l'exclusion en retrouvant un espace, celui du sacré, et une histoire, celle qui les ancre dans une lignée musulmane. De même, certains jeunes Irakiens que nous avons rencontrés au Québec nous ont dit combien il était important pour eux de s'approprier une identité musulmane ancrée dans leur histoire controversée et de la rendre visible alors que leurs parents, s'ils continuaient à la porter, étaient souvent dans une attitude d'invisibilité volontaire.

L'espace artistique a, pour sa part, été souvent complètement délaissé par les parents, par manque de temps, d'argent, de connaissances: les jeunes, par le contournement de la modernité, se réapproprient cet espace qui devient aussi un marqueur tant de leur histoire que de leur culture. Le rap et le raï, chez nos jeunes immigrants, en sont les exemples les plus probants mais la création théâtrale, l'art pictural dans les tags dont certains renvoient aux caractères de l'alphabet arabe et à sa calligraphie ancienne en sont aussi des illustrations pertinentes. Ainsi, en passant par l'histoire qu'ils recréent et réaffirment à leur image, les jeunes immigrants d'origine arabo-musulmane participent à la fois à la confirmation et à la transformation de la culture d'origine des premières générations. On peut voir les mêmes processus chez les jeunes Albanais de Belgique, du Canada et de Suisse ou encore chez les jeunes Congolais du Québec qui réaffirment leur histoire en la transformant dans les musiques, danses, productions théâtrales qu'ils créent dès que la société d'accueil leur en offre la possibilité.

Enfin, notons que ces jeunes continuent souvent à construire leur histoire en choisissant un conjoint ou une conjointe de même culture d'origine. Là encore, c'est par le projet d'avenir que ces jeunes retrouvent un ancrage à la fois dans l'histoire et dans une culture qui va alors devenir familiale. La projection dans l'avenir est alors bien porteuse d'historicité.

Signalons finalement que ce type de rapport à l'histoire centré sur la reconstruction fait appel aux liens forts et aux liens faibles du réseau transnational, qu'il les articule et les investit sur les plans spatial, temporel, international et local. Ainsi, les familles qui reconstruisent leur histoire vont souvent être en position d'implication dans l'espace local, vont y effectuer du bénévolat ou s'y engager de diverses manières sur le plan

socioculturel pour donner un socle de liens solide à leur histoire en chantier. Ils souhaiteront rendre visible cette histoire enfin légitime à travers des rencontres culturelles et interculturelles et seront prêts à échanger sur les histoires des autres dont aussi l'histoire locale. Cette histoire en chantier renvoie à une forme d'histoire sociale, à la fois culturelle et relationnelle.

8.2. L'HISTOIRE TRANSMISSION FAMILIALE

Les premières générations immigrantes d'Algériens, Marocains, Tunisiens, Irakiens et Libanais mais aussi les Bosniaques, les Africains des Grands Lacs ou les Péruviens, Salvadoriens et Équatoriens s'inscrivent souvent dans ce type de rapport à l'histoire qui leur permet de passer de l'histoire internationale, dont ils sont des acteurs pas toujours actifs ou reconnus, à l'histoire familiale, qui, cette fois, leur paraît légitime dans le but d'asseoir leur projet familial d'immigration et de transmettre leurs objectifs de promotion sociale à leurs enfants. Ces immigrants ont souvent quitté leurs pays d'origine pour des raisons économiques liées à des situations de guerre (Libanais, Irakiens, Africains des Grands Lacs, Bosniaques), de violences et d'insécurité (Algériens) ou de sous-développement (Marocains, Péruviens, Équatoriens, Salvadoriens).

Pour les familles ayant vécu des situations de violence, leur condamnation est ferme et radicale tout comme la condamnation du système économique ou politique du pays d'origine pour les immigrants économiques, mais des nuances sont apportées pour extraire des éléments positifs fondamentaux appris pendant la guerre ou dans la situation de grande précarité économique. Les stratégies de solidarité que ces situations extrêmes font émerger sont valorisées et ce sont des valeurs de paix, de tolérance, de fraternité qui sont associées à leur culture et à leur origine. L'expérience de l'immigration permet de reconsidérer la valeur et l'importance du pays, des origines, des relations et de l'entraide. Des principes éducatifs et affectifs sont ainsi mis de l'avant.

Pour ces familles, la guerre, la corruption ou la pauvreté ont été le terrain de mise à l'épreuve de leur identité et justement parce qu'elle a été bafouée, les parents vont souhaiter transmettre leurs origines pour que leurs enfants les reconnaissent et y adhèrent librement. La religion d'origine sera transmise et défendue pour assurer une forme de continuité, pour soutenir, légitimer l'épreuve de l'exil choisi dans l'intérêt des enfants. Cette histoire transmet la fierté d'être et la force d'assumer ses convictions et ses choix de vie. Au mieux, le choix d'exil doit être compris, intégré et lu comme étant un don pour l'avenir des enfants. Ce père algérien n'hésite pas à raconter son histoire à ses enfants :

C'est sûr, ce que nous avons vécu comme difficultés peut nous donner des forces pour améliorer notre situation encore mieux et que les enfants sachent que l'exil est en quelque sorte une solution pour eux plus que pour nous.

Ce projet d'exil présenté comme une décision parentale devient ainsi un projet altruiste au nom de l'avenir des enfants. Cette histoire revisitée, cette lecture des événements, le plus souvent dissociée de la guerre, des violences, de la pauvreté, des iniquités perçues et vécues, n'est possible pour les jeunes qu'en ayant reçu le témoignage des parents et peut-être après, plus largement, celui des autres. C'est pourquoi, parfois, la communauté établie ici servira de relais de la transmission s'ajoutant à celle encore au pays d'origine :

Oui, on garde beaucoup le contact avec la famille et le pays; on suit tout ce qui se passe, et aussi avec les gens de la communauté pour qui, dans l'ensemble, les histoires et les motivations pour opter vers l'exil sont presque pareils.

Ainsi, cet Algérien utilise le réseau informel et la parenté du pays d'origine pour préserver la mémoire des origines. La communauté d'expérience et de culture servira d'alliée à la transmission. Même s'il existe une certaine pudeur produite par l'exil, une souffrance refoulée à l'égard du pays perdu, le sentiment d'appartenance à un pays, à une culture, à une identité collective est fort. Cette histoire transmise et « familialisée » rend présent ce qui est absent et permet aussi de dissocier les valeurs du pays d'origine, *l'ambiance*, nous disent les Maghrébins, des violences et injustices qui l'ont déchiré. Cette histoire familiale constituera une mémoire référentielle qui permettra aux enfants d'évoluer et de se repérer. C'est un potentiel identitaire. La transmission de l'histoire n'est alors pas une finalité en soi, les objectifs sont de légitimer le départ des parents et de forger pour les enfants une identité adaptative et solide. Ce type de dynamique qui prend la famille pour véhicule et vecteur de la reconstruction de l'histoire produit des identités et des appartenances. Le vécu migratoire et les contextes nationaux et internationaux qui l'environnent et le conditionnent se cristallisent dans la manière dont il est transmis aux enfants, et viennent s'y greffer des contenus culturels au sens large. Ces contenus ouvrent à la pluralité des appartenances et à la construction d'une identité complexe. Par exemple, si *l'histoire-climat* est plutôt le fait des parents d'Amérique latine, *l'histoire-origines* est beaucoup plus le fait des parents Maghrébins accompagnés par quelques Colombiens de haut niveau scolaire. L'histoire-origines est une histoire diachronique, événementielle, dont la transmission repose sur l'importance des racines et des origines beaucoup plus que sur les relations. C'est là un discours plutôt patriarcal porté par les hommes : « De mon père, perpétuer la lignée, travailler pour les enfants, se donner pour les enfants. Leur dire tout ce que les parents ont fait pour nous, tout ce qu'on fait pour

eux... » (père d'Algérie). Mais il est aussi tenu par les conjointes qui le situent alors plus dans la nécessité de transmettre des racines utiles au développement de l'identité personnelle: « *Il faut connaître ses racines pour savoir où on va dans la vie...* » (mère d'Algérie). Les femmes insistent sur les valeurs associées aux personnages de l'histoire familiale qui devient ainsi quasi mythique et spirituelle: « *Je veux transmettre les valeurs reçues de mon père et de ma mère, mon père est très tolérant, ma mère est très généreuse; je veux leur dire mon admiration devant la patience et le courage de ma mère qui a mis au monde et élevé 9 enfants.* » Par contre, lorsqu'on privilégie les liens et l'ambiance, dans l'*histoire-climat* des parents surtout latino-américains, on se situe dans une vision synchronique de l'histoire quotidienne. Dans tous ces cas, cependant, la transmission d'une histoire subjectivée, reconstruite d'événements, de personnages clés, de paysages sublimés et de valeurs universalistes, est présentée comme une composante essentielle de la continuité familiale et individuelle dans la migration. Plus encore, certains éléments provenant du pays d'origine ou de la famille qui y est restée vont se trouver renforcés dans la migration.

Quelle que soit l'orientation privilégiée, il est clair que la transmission ne vise pas la reproduction du modèle parental ou de quelconques traditions du pays d'origine, mais plutôt l'habilitation des jeunes à se développer, à se « débrouiller », à s'insérer, à se faire une place valable dans la société dans laquelle ils vivent. On vise la production d'identités nouvelles, en devenir, où il y aura un fond du « Nous parental », un lien avec ce « Nous d'ailleurs » mais où il y aura tout le potentiel du jeune en devenir. En ce sens, la construction d'une mémoire familiale par la transmission des histoires, filiations et réseaux est un moyen de favoriser l'ancrage des identités ou la solidification des liens beaucoup plus qu'une finalité en soi. On ne transmet pas pour avoir une mémoire familiale, on passe par son intermédiaire pour offrir les meilleures conditions de développement individuel et social à ses enfants.

Cette fois-ci, ce sont essentiellement les liens familiaux du réseau transnational qui sont investis et convoqués pour remplir cette fonction de transmission et, bien évidemment, on privilégie les liens forts, ceux de la parentèle de proximité ou à distance, liens qui prennent ainsi, en plus de leur fonction concrète et affective de soutien, une dimension symbolique de continuité dans la composition-transmission de l'histoire familiale.

8.3. L'HISTOIRE TÉMOIGNAGE

L'histoire, lorsqu'elle est exploitée pour *faire témoignage*, rend publics des événements ou des actes importants qui ont bien souvent déclenché et soutenu des conflits ethniques et/ou religieux dégénérent en génocide et

en guerre. Cette histoire veut rendre visible ce qui a été caché, effacé ou déformé. On retrouve là les réfugiés qui, refusant de collaborer à une histoire fratricide ou à des ingérences internationales, deviennent de véritables acteurs et promoteurs de cette histoire témoignage une fois dans le pays d'accueil. Pour participer à la construction d'une histoire qui rend justice aux victimes et qui dénonce les intérêts géopolitiques qui sont à l'origine des conflits, ces individus décident de raconter : raconter le déroulement des événements à l'échelle humaine, familiale et individuelle. Face à des médiatisations objectivantes qui ont tendance à banaliser les guerres, ces récits personnels et personnifiant introduisent de l'humanité dans les impacts des guerres. Ce sentiment d'objectivation et de distorsions d'informations est encore plus intense avec la distance par rapport aux faits qui se passent désormais ailleurs et qui sont pourtant très présents et vifs dans la mémoire des réfugiés qui vivent ici. C'est le cas par exemple des familles provenant d'Afrique sub-saharienne, d'Algérie, d'Irak et de Palestine.

Du statut de « victimes » au pays d'origine, les réfugiés s'engagent, par le récit, dans la reconstruction d'une histoire spoliée et tronquée par le pays d'accueil. Cette action leur redonne de la dignité et attribue un sens à leur fuite en mettant de l'avant des objectifs collectifs et sociaux. Ces objectifs collectifs s'inscrivent à la fois dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil, deux espaces qui vont entretenir des rapports de dette et de reconnaissance. Porteurs de mémoires d'exilés, les demandeurs d'asile déclinent une histoire au pluriel où témoigner devient un devoir avec un quadruple objectif : la revendication du droit au refuge, l'information, la justice et la légitimation.

Le *témoignage revendication* est celui qui est construit, répété et souvent amélioré pendant les répétitions, devant de nombreuses instances juridico-légales. Ces instances doivent décider de l'accueil ou de l'exclusion du réfugié et de sa famille, ce qui explique l'importance de ce témoignage pour le revendicateur bien sûr mais aussi pour la société d'accueil qui se trouve alors face à des décisions humanitaires qui doivent être assumées collectivement. Le Canada, pays d'accueil, se doit d'entendre ces mémoires d'exil mais aussi d'ouvrir ses portes à ceux qui en sont les acteurs. Le *témoignage information* a lui aussi une portée de sensibilisation pour le pays d'accueil. On retrouve ici la figure du réfugié restituant le contexte historique, géographique et culturel de son pays d'origine, mais cette fois à des interlocuteurs divers qui n'ont pas de jugement à porter à son égard. Ce récit est plus libre. Son conteur veut marquer ses interlocuteurs par une vision de son pays avant la guerre, opérant une différenciation négative grâce à une histoire de l'avant et de l'après-guerre. Le *témoignage justice* a une portée conscientisante des facteurs et des agents internationaux responsables des guerres. Le réfugié ici veut dénoncer et pointer les parties

intéressées à maintenir et déclencher des guerres et des chaos nationaux. Il apporte une analyse sociopolitique de la guerre, de la violence et de leurs conséquences. Enfin, *le témoignage légitimation* a une portée plus locale et familiale, mais n'en demeure pas moins très important pour les générations à venir. Ce réfugié est soucieux de transmettre les motifs qui ont déclenché la fuite du pays d'origine en évoquant le contexte d'insécurité et de menace. Ce réfugié-parent utilise des stratégies de comparaison pour que ses enfants comprennent la décision de départ. Ce récit est mis en perspective en pensant aux enfants qui questionneront un jour ou l'autre le fait de vivre ailleurs.

Ces quatre types de témoignage mettent en évidence à la fois un usage et un objectif possibles de l'histoire. La reconnaissance de l'histoire témoignage peut permettre la continuité et la création de l'histoire. Exposée, cette histoire témoignage convoque à un colloque civique les réfugiés et leurs enfants, les générations à venir, les personnes qui sont encore au pays d'origine, le pays d'accueil et les dirigeants politiques internationaux. Tout le public qui la reçoit devient témoin à son tour et est exhorté à repenser un humanisme moderne pour que soient respectées des valeurs pacifistes, de solidarité et de responsabilité de transmission, pour que soit construit un autre avenir prenant en compte les expériences de l'Histoire passée. Dans ce type de construction de l'histoire, on fait appel aux liens forts et aux liens faibles des réseaux transnationaux et, plus particulièrement, à leurs composantes communautaires. C'est par un positionnement idéologique, voire politique et par le militantisme que les membres de ces familles produisent et investissent ce réseau. C'est par là aussi qu'ils produisent un récit historique civique.

8.4. L'HISTOIRE TABOUE

L'histoire taboue est celle qui est portée par des populations qui subissent dans les pays d'origine des violences dont il leur est impossible de témoigner et qu'ils ne peuvent et ne veulent pas se remémorer. Comme nous l'avons vu, ces populations migrantes entretiennent des relations de méfiance et d'anxiété à l'égard des membres de leur propre communauté ethnique. C'est le cas pour une majorité de Colombiens mais aussi pour certaines populations afghanes pour lesquelles nous parlons aussi d'histoire dérobée en raison de la forte médiatisation qui règne autour de leur situation dans les pays d'immigration.

Ici, la mémoire familiale ne remplit pas sa fonction de transmission de l'histoire; au contraire, au lieu de la dévoiler et d'y inscrire les acteurs, elle se dresse comme un écran, un filtre à une histoire sociale et sociopolitique taboue. Dans le cas des familles colombiennes dispersées en

diaspora partout dans le monde, l'histoire nationale est vue comme menaçante parce qu'elle révèle les responsabilités, les trahisons, les atrocités des uns et des autres. La confusion est particulière à ces pays en guerre, les violences y étant instituées bien que toujours « emmêlées ». Insensées pour plusieurs de leurs acteurs quotidiens, ces guerres sévissent depuis des années. Il s'agit d'histoires chaotiques dans lesquelles la légitimité n'est plus possible. Les Colombiens sont alors très méfiants dans le pays d'accueil et tous les membres de la communauté sont soupçonnés et susceptibles d'être des ennemis potentiels.

La menace et la confusion continuent même à l'étranger. Effectivement, la vie des uns et des autres se joue comme dans un match et les revirements de situation sont très rapides. Par conséquent, l'histoire qu'ils connaissent est taboue, elle ne doit pas trop circuler parce qu'elle peut mettre en péril la vie des proches. On n'en parle pas, on tente de la cacher sinon elle peut encore se retourner contre eux et tuer, comme elle l'a déjà fait. Et la mémoire familiale transmise aux enfants est vidée de cette histoire taboue. Les Colombiens vont alors vouloir transmettre des valeurs familiales fortes à leurs enfants. Ils prônent l'entraide familiale, l'amour qui deviennent des valeurs protectrices. Ces valeurs vont soutenir la transmission d'une histoire en lien avec la culture, les traditions, la langue, éléments qui viendront atténuer les « mauvaises choses de la Colombie ». Les Colombiens sont ainsi privés d'historicité ; pour compenser ce manque, ils prônent des valeurs culturelles, familiales et parfois religieuses, une forme de mémoire familiale protectrice, réparatrice des folies de l'histoire. Ainsi, la mémoire familiale s'inscrit dans le registre de la transmission tout comme elle est confrontée au poids de l'oubli, en plus de remplir parfois cette fonction d'oubli, au moins pour un temps, pour une génération...

Cette fois-ci, le réseau transnational, parce qu'il est porteur d'histoire, peut parfois être vu comme menaçant. Ce sera donc sa composante uniquement familiale qui sera investie mais alors de manière très importante comme dans le cas du réseau de Maria exposé ci-dessus. Le réseau joue alors ses fonctions de soutien pratique et affectif, il permet l'adaptation quotidienne et, en privilégiant les liens familiaux, il permet d'invisibiliser les traces de l'histoire menaçante et du politique effrayant qui y est lié. L'histoire de méfiance des Colombiens au Canada, forme de « contre-histoire », est parcourue d'ambiguïtés face à un réseau à la fois producteur de soutien et d'insécurité. Les familles colombiennes sont dès lors très ambivalentes par rapport au réseau ethnique, ce qui n'est pas le cas des familles africaines par exemple qui, par types de parcours migratoires et de camps fréquentés, l'investissent en toute confiance autour d'une expérience d'exil partagée.

9. QUATRE TYPES DE RAPPORTS AUX RÉSEAUX

Les réseaux transnationaux construits dans l'immigration influent sur les processus d'insertion des familles mais aussi sur leurs choix et trajets de mobilité tant géographique que sociale. Ainsi, nous pouvons d'ores et déjà relever quatre types de rapports aux réseaux entretenus par les membres des familles immigrantes qui les composent. Bien sûr, ces types ne sont pas entièrement exhaustifs les uns par rapport aux autres et si nous donnons des illustrations en termes de communautés culturelles ou ethniques, nous ne pouvons en aucun cas les restreindre à cette perspective.

Pour les uns, comme les familles argentines ou brésiliennes, le réseau est avant tout approché et investi comme une stratégie d'insertion ; on attend de ce réseau qu'il informe et guide et on compte plus sur les liens faibles, voire virtuels – acteurs professionnels, connaissances, amis membres de ce réseau à proximité, compatriotes immigrés et candidats à l'immigration – que sur les liens forts à distance. Ceux-ci sont conservés mais jouent essentiellement un rôle affectif. Ces familles sont souvent des usagers du Web et de toutes les nouvelles technologies qui leur permettent d'étendre leur réseau et de l'utiliser efficacement pour leur insertion sociale. Ces familles utilisent leur réseau en se tournant vers l'avenir et en y trouvant des repères pour leurs projets. En ce qui concerne la transmission de l'histoire à leurs enfants, elles privilégient la mémoire familiale avec des membres de la parenté restés au pays d'origine ; mais il y a une distinction importante entre ces deux types de réseau, social et familial.

Pour d'autres, et nous pensons ici aux familles maghrébines, il remplit d'abord des fonctions qui l'assimilent à un tuteur de résilience. Ici, au contraire des familles précédentes, on investit massivement les liens forts à distance et principalement ceux de la parenté rassurante pour tenter de reprendre force et pouvoir dans un ailleurs méconnu souvent décevant. Cette femme marocaine explique ainsi : « *La famille élargie, les grands-parents, les oncles, les tantes, même s'ils sont loin, s'ils sont encore au Maroc, c'est très important où que tu ailles. Tu seras en sécurité parce que tu as un parent qui pense à toi, qui garde contact avec toi. C'est très important qu'on ne se sente pas seul dans le monde...* ». On se familiarise avec les nouvelles technologies mais essentiellement pour conserver et renforcer ces liens affectifs, les actualiser et les rendre vivants pour les enfants. C'est dans ces liens qu'on trouve les modèles mais aussi les stratégies sur lesquelles on va s'appuyer pour se développer sur le plan identitaire et familial. Ce type d'investissement favorise moins la circulation d'informations que celle d'affects et d'émotions tout en renvoyant à la transmission de la mémoire familiale, voire des racines et de la lignée comme élément majeur de survie en terre étrangère.

Pour d'autres encore, comme les familles africaines des camps de réfugiés et les Colombiens ayant vécu de nombreux déplacements sous la menace, le réseau, à la fois proche et distant, est une grande famille qui représente un filet de survie. On en suit les voies pour vivre le quotidien et penser l'avenir, et c'est dans une perspective collective qu'on le tisse et qu'on le maintient ensemble. Plusieurs femmes aînées rencontrées nous ont dit que leur principale fonction était de « garder la famille ensemble » et elles songent ici à la parentèle au sens large. C'est dans ce Nous réseau que ces familles puisent leur énergie pour s'insérer, recommencer, bouger encore... C'est pour elles un réservoir d'informations mais aussi de ressources tant matérielles qu'affectives et sociales. Et c'est aussi ce réseau qui permet la transmission de l'histoire familiale, de l'histoire migratoire et de l'histoire internationale articulant les récits et les témoignages des uns et des autres. Pour ces familles, le réseau est vécu au quotidien, mais il est aussi tourné vers l'avenir affirmant la continuité entre des temps et des espaces en rupture, voire chaotiques.

Enfin, pour un dernier groupe de familles, de diverses origines, qui utilisent toutes les ressources de leurs réseaux en diaspora, ceux-ci sont comme un immense territoire transnational qui transcende les frontières. Ces familles disent vouloir éduquer leurs enfants comme des citoyens du monde et profitent de toutes les ressources de leur réseau transnational pour y parvenir. Ces familles envoient leurs enfants en vacances ou en séjour linguistique chez des membres de leur réseau, famille ou amis, dans divers pays de migration. Elles utilisent toutes les informations que leur réseau peut leur transmettre et, là encore, grâce aux nouvelles technologies, pour décider de leurs mobilités et pour mettre en œuvre leurs stratégies d'insertion. Comme les premières familles dont il a été question ici, celles-ci sont tournées vers l'insertion et l'avenir mais, contrairement à elles, elles investissent dans cette perspective tous les liens forts et faibles du réseau, et ce, qu'ils soient proches ou éloignés. Ce sont les familles qui ont le rapport le plus a-spatial à leur réseau, et leur vision de l'histoire est, elle aussi, ouverte. Se plaçant comme acteurs de l'histoire internationale, ils veulent aussi profiter de leur réseau transnational et diasporique pour faire connaître et transmettre cette histoire à leurs enfants.

Ainsi, ces réseaux remplissent des fonctions essentielles et diversifiées pour leurs membres. On peut ici parler de soutien matériel et moral, d'information, d'accompagnement des familles dans leur insertion, d'accueil, d'interprétariat et d'aide dans l'accès aux services sociaux et de santé et aux services éducatifs. Par ailleurs, ces réseaux permettent des transferts financiers qui aident la famille restée au pays à vivre, voire à participer au développement local. Par leur simple souvenir ou par un contact virtuel, ils favorisent la résilience chez les jeunes et leurs parents. Souvent, ils aident

à la communication et instaurent des médiations informelles entre les générations. Enfin, c'est à travers ces réseaux que s'effectuent des processus de transmission et de changement sur le plan des valeurs et de l'histoire. Mais ces réseaux parfois lointains sont aussi des vecteurs et des guides dans la mobilité des familles.

3

**LA MOBILITÉ DES
FAMILLES IMMIGRANTES
EN SOCIÉTÉ D'ACCUEIL**

Nous étions déjà loin de notre foyer; tous les endroits sont ailleurs maintenant et c'est la même chose pour nous de vivre ici que là.

Couple colombien à Québec

Chaque déracinement est un défi.

Femme argentine à Calgary

Au Québec, malgré les orientations politiques de régionalisation de l'immigration et les programmes visant à retenir les immigrants, on continue à assister à la déperdition d'un nombre régulier, voire croissant de familles immigrantes et réfugiées vers les métropoles, d'une part, et vers les provinces anglophones et d'autres pays dont les États-Unis, d'autre part. Tant sur le plan économique que démographique, la rétention des familles immigrantes représente un enjeu majeur dans les politiques visant l'immigration et les familles. En ce sens, la mobilité des immigrants est vue, de manière paradoxale par les décideurs, comme un problème alors que c'est cette même mobilité qui a favorisé leur arrivée et leur installation au Canada. Parallèlement, nos études démontrent que la mobilité géographique, dite mobilité secondaire, des immigrants au Québec est avant tout une stratégie familiale d'insertion et de promotion. Ainsi, les prises de décision de mobilité sont familiales et favorisent les intérêts des différents membres des familles et d'abord ceux des enfants. Les facteurs influençant la mobilité sont liés à la famille et aux possibilités d'insertion sociale, professionnelle et éducative de chacun. Famille et mobilité sont donc clairement reliées

dans l'immigration, et penser familles immigrantes dans l'avenir du Québec oblige à aborder dans les politiques familiales les éléments clés de la mobilité : les réseaux familiaux et ethniques, l'insertion socioprofessionnelle des parents, les possibilités d'éducation pour les jeunes et de formation pour les adultes, l'accès à des logements de qualité, la possibilité de pratiquer sa religion dans des lieux de culte adéquats, la présence d'infrastructures favorisant la qualité de vie de tous les membres de la famille, les possibilités de transport et de déplacement tant pour les jeunes que pour les adultes. On peut dès lors regarder la mobilité des familles comme un tremplin social favorisant le développement familial et local. Les politiques et mesures se doivent ainsi d'accompagner la mobilité régionale et québécoise pour éviter que les familles ne quittent la province. Pour cela, on doit identifier et favoriser les stratégies familiales de mobilité plutôt que les ignorer (Vatz Laaroussi, 2008). C'est à l'identification et à l'analyse de ces stratégies de mobilité qu'est consacré ce chapitre, et, pour cela, nous débuterons en présentant cinq histoires de mobilité familiale.

1. HISTOIRES DE FAMILLES ET DE MOBILITÉ¹

1.1. JANA ET RINO : OÙ INSTALLER NOTRE CHEZ-NOUS ? (FAMILLE ROUMAINE)

Suivons maintenant le couple Pisescu, Roumains, mariés sans enfants, arrivés au Québec, à Drummondville, en 2003. Jana, 40 ans, est ingénieure biochimiste et a dix ans d'expérience en Roumanie. Quant à Rino, 45 ans, il est aussi ingénieur dans le bâtiment et a travaillé en tant que tel pendant quinze ans en Roumanie. Voici le résumé du parcours du couple entre la Roumanie et les régions du Québec :

En 2000, le couple décide de quitter la Roumanie et commence les démarches d'immigration.

Ils arrivent et s'installent en 2003 à Drummondville (à la suite de la proposition de l'agent d'immigration qui leur dit que, dans la région du Centre-du-Québec, on manque de techniciens en génie).

1. Ces histoires de mobilité sont issues de recherches sur la mobilité des femmes (Vatz Laaroussi, Guilbert, Vélez et Bezzi, 2007, financement Condition Féminine Canada) et des familles installées dans les régions du Québec (Vatz Laaroussi, Guilbert et Bezzi, 2006-2009, financement Conseil de recherche en sciences humaines du Canada). Un merci tout particulier aux interviewees et intervieweurs qui ont effectué les entrevues et le suivi longitudinal de ces familles : Gabriela Bezzi, Oana Bota, Justine Pori, Abdul Echraf, Claudia Prévost, Isabelle Drainville et Marina Hanina.

Entre février 2003 et octobre 2004, ils envoient leur C.V. mais ils ne trouvent rien et ils commencent à faire des petits boulots pour se dépanner. Rino cherche un emploi comme technicien dans le génie mais comme il ne trouve rien, il décide d'aller faire un AEC dans le domaine du dessin technique à Drummondville.

Le couple achète une maison à Drummondville et, en mars 2005, Jana commence une formation à Saint-Hyacinthe. Elle déménage à Saint-Hyacinthe puis à Sherbrooke un mois pour son stage.

À son tour, Rino finit sa formation technique à Drummondville et déménage pour deux mois à Sherbrooke pour réaliser son stage au début de l'année 2006.

Les deux trouvent du travail à Sherbrooke et y déménagent au mois d'avril 2006. Jana obtient un contrat de cinq mois dans un laboratoire de l'hôpital et Rino, un contrat permanent comme dessinateur technique, selon la formation reçue à Drummondville. Le couple décide de mettre leur maison à vendre pour en acheter une nouvelle à Sherbrooke. Ils y louent un appartement en attendant.

Le contrat de Jana n'est pas renouvelé à Sherbrooke et celle-ci tombe en dépression; elle décide d'aller en Roumanie pour voir sa famille.

Ils ne réussissent pas à vendre leur maison et, au retour de Jana, le couple décide de revenir à Drummondville, car c'est trop difficile de payer l'hypothèque pour la maison et le loyer à Sherbrooke (avril 2006).

Une période très difficile suit pour Jana. Rino trouve du travail au mois de juin 2006 mais Jana ne trouve rien pendant un an. Finalement, on lui offre un contrat très intéressant à Québec. Ils réussissent à vendre leur maison et déménagent à Québec au mois de mai 2007.

Jana commence son contrat et, à son tour, Rino trouve un emploi assez bien payé.

Une fois terminé le contrat de Jana, le couple décide de retourner en Roumanie pour passer les fêtes d'hiver et peut-être y rester.

En 2007, ils sont installés dans leur ancien appartement en Roumanie et ils sont à la recherche d'un emploi.

Le départ de Roumanie avait été décidé à la suite d'une première déception face aux décisions des nouvelles autorités roumaines mais, dès le départ, le choix du Québec s'est effectué autour de la langue et des éventuelles possibilités d'emploi. Ils décident d'envoyer leur demande d'immigration au Québec en janvier 2000.

Nous avons choisi le Québec pour la langue. J'ai étudié huit ans la langue française à l'école. La ville, nous ne l'avons pas choisie, nous sommes arrivés à Drummondville suite à la proposition du ministère de l'Immigration, ils nous ont dit de choisir le Centre-du-Québec car c'est mieux pour nous, car ils cherchent des techniciens en génie mécanique. [...] Au début, nous avons envoyé les formulaires pour moi comme demandant principal. Le bureau d'immigration nous a envoyé une lettre comme que c'est mieux si George, mon mari, est l'appliquant principal, nous aurions plus de chances. Donc, je n'étais pas assez bonne. Ben oui, maintenant je vois clairement, avec mon C.V. et car j'ai marqué sur les formulaires que j'aimerais travailler comme ingénieur, oui, je sais maintenant que c'était une utopie. À ce moment-là, je ne savais pas qu'ici je serai considérée une analphabète.

Dès leur arrivée au Québec, les deux sont constamment déçus par le fait qu'il n'est pas facile de trouver un bon emploi, surtout pour Jana car Rino trouve plus facilement des contrats dans son domaine. Jana ressent cette situation de transition entre des contrats de travail comme dévalorisante pour elle. *«J'ai dix ans d'expérience de travail comme ingénieure et au Québec je suis considérée une débutante. J'ai l'impression que mon expérience ne compte pas du tout et il faut que j'accepte des petits contrats qui de plus sont très rares à dénicher.»*

Déjà, en 2006, lors de notre première entrevue, le couple songeait à un possible retour en Roumanie car ils étaient les deux très déçus de ce qu'ils appellent un *«projet d'immigration difficile»* et par le fait que leurs moyens financiers étaient assez diminués lorsque Jana a fini son contrat à l'hôpital. *«Peut-être c'est notre âge, peut-être nous sommes trop vieux pour ce genre de projet. Nous voyons les autres jeunes, ils se débrouillent mieux, ils trouvent plus facilement du travail, ils s'adaptent aussi, on ne peut pas faire la comparaison...»*

Les autres obstacles que le couple avait rencontrés durant leur séjour au Québec étaient la langue française pour les deux et la langue anglaise pour Jana. Plus précisément, une bonne partie de la bibliographie dans son domaine professionnel était l'anglais, langue que Jana ne connaît pas. Pour surmonter ces obstacles, les deux ont beaucoup étudié à la maison et dans les cours pour se mettre à jour et développer leurs connaissances. D'ailleurs, les deux sont très fiers de leurs apprentissages.

C'est Jana qui veut le plus retourner en Roumanie car elle est découragée par le fait qu'elle ne réussit pas à trouver un emploi durable. Rino est d'accord avec la décision de retourner, par empathie pour sa femme et par le fait qu'il n'a jamais réussi à se faire le même genre d'amis qu'en Roumanie. *«J'ai jamais réussi à trouver des vrais amis ici, tu sais, des amis mais des vrais, avec lesquels on peut partager nos moments de joie, de tristesse.»*

Ils sont cependant tristes de quitter le Québec et décident de prendre leur retour comme un essai. Le fait qu'ils sont maintenant citoyens canadiens rassure le couple : « *on peut revenir n'importe quand si on le veut* ». De Roumanie où elle s'est réinstallée, Jana nous confirme que c'était une étape difficile de quitter le Québec et le Canada. Elle croit que leur retour est douloureux car il peut être perçu comme un signe d'échec. D'un autre côté, il n'y a pas de promesse pour une meilleure réussite en Roumanie non plus, alors ils retournent dans l'inconnu et l'insécurité de l'emploi. Par contre, la chose qui rassure le couple, c'est qu'ils se retrouvent parmi « les leurs », ils parlent leur langue et sont proches de leurs familles. D'ailleurs, les deux ne voient pas leur retour comme étant nécessairement définitif. Au contraire, Jana continue à chercher un emploi par Internet et envoie toutes les semaines des C.V. un peu partout au Québec. Le fait qu'ils ont réussi à vendre leur maison a aussi facilité leur départ car ils n'avaient plus de paiements à faire pour l'hypothèque. Ils avaient aussi un appartement en Roumanie, qui était convenable pour leur réinstallation au pays. « *C'est un peu comme une expérience, nous cherchons ici du travail et si on trouve quelque chose du bon, nous restons, s'il y a une opportunité au Québec nous retournons au Québec peut-être, pourquoi pas ? Entre-temps, c'est un peu comme des vacances, nous allons y profiter de tout ce que nous avons manqué là-bas, la famille, la bouffe, les amis, notre pays...* » philosophe Rino.

Jana croit qu'ils ont du mal à retrouver leur place en Roumanie et pas seulement à cause de la société roumaine, mais aussi parce qu'eux-même ont changé depuis qu'ils sont partis du pays. « *C'est vrai que je ne me sens plus comme chez nous, c'est plus comme chez eux, les autres, les Roumains. On n'est plus les mêmes Rino et Jana qui ont quitté la Roumanie en 2003. C'est un coup dur pour nous de réaliser tout ça. Nous avons des autres mentalités, nous avons changé nos priorités dans la vie, la carrière.* »

Lorsqu'ils analysent les localités dans lesquelles ils ont vécu au Québec, ils ne les comparent pas aux villes de Roumanie mais les décrivent selon les attaches symboliques qu'ils y ont développées. Ainsi, la recherche d'un « chez-nous », illustré par l'achat de maison dans deux des villes d'installation, est le fil conducteur de cette trajectoire de mobilité.

« *Nous avons aimé Drummondville pour les gens que nous avons connus là-bas, des familles avec lesquelles nous avons encore des liens d'amitié. À part ça, c'était notre première maison, notre premier chez-nous au Québec* » dit Jana. Mais Rino ajoute : « *L'accueil des autorités a été épouvantable et au plan de l'emploi, il n'y a pas vraiment des chances pour les immigrants à Drummondville, soyons réalistes.* » À Sherbrooke, le réseau roumain est souligné comme élément positif de ce chez-soi : « *Tout s'est passé rapidement à Sherbrooke pour nous. C'est une très belle ville et un bon milieu pour se faire un chez-soi. De plus, nous avons eu la*

chance de connaître la communauté roumaine et nous avons fait de belles rencontres. Encore une fois, le même problème avec le travail, les immigrants trouvent plus facilement un bon emploi.» Jana pense que Sherbrooke est une ville plus ouverte que Drummondville. Elle croit aussi que les Sherbrookoïses sont plus habitués aux immigrants. Mais c'est la ville de Québec, la dernière dans laquelle le couple a résidé et travaillé, qui marque positivement leurs souvenirs: « *Une grande différence entre Drummondville et Québec, c'est sûr qu'il y a plus d'opportunités pour le travail. La ville, aussi, incomparablement plus belle, les environs aussi. Les exigences pour la langue, les connaissances professionnelles sont plus élevées qu'à Drummondville, comparable avec Sherbrooke, ville aussi universitaire. J'aimerais bien habiter à Québec un jour, peut-être acheter une maison, qui le sait! Des rêves, tu sais,*», nous confie Jana par téléphone de Roumanie en ce début d'année 2008.

Dans le même temps, tous deux nous expliquent leur retour en Roumanie et les difficultés éprouvées: « *Il n'y a pas aucune structure d'accueil des émigrants qui retournent au pays.*» Pour Rino, il est inacceptable que le gouvernement roumain ne fasse rien pour aider ceux qui reviennent au pays. Le plus difficile a été de ne plus retrouver leurs amis. Une bonne partie d'entre eux avaient quitté le pays ou n'avaient plus de temps, car ils étaient trop occupés avec le travail, leur famille, etc.

Tout le monde a changé, pas un peu, mais beaucoup! Ils s'intéressent uniquement à leur travail, faire de l'argent, se bâtir de nouvelles maisons, s'acheter de nouvelles voitures. En plus, nous avons oublié mais on te rappelle rapidement: tu n'es pas habillé à la dernière mode, ta maison n'est pas décorée au dernier cri, tu n'es pas digne de leur amitié. Bon, on le savait, ça existait avant notre départ, mais j'aurais pensé que c'est fini, mais non, rien n'a changé, c'est décevant.

Cependant, leurs familles sont contentes de les avoir près de la maison et tous essaient de les aider avec leur installation. Ils trouvent que la recherche de travail n'est pas plus facile en Roumanie qu'au Québec, surtout en raison de leur âge. Cependant, Jana reste optimiste et le couple garde des liens par Internet avec des amis de Drummondville, de Sherbrooke et de Québec. Et pourtant, c'est de l'isolement que le couple dit avoir le plus souffert dans l'immigration.

Nous sommes été assez isolés je pourrais dire, nous fréquentions deux familles de Roumains mais nous sommes restés isolés, c'est ça. Il y a avait des périodes durant lesquelles on les voyait une fois chaque trois mois, il passait même de six mois avant de les revoir. Les voisins non plus, nous ne les connaissions pas, j'ai salué un voisin mais pas plus que ça. À Saint-Hyacinthe, j'ai connu un docteur vétérinaire roumain, je l'ai visité une fois chez lui et puis il était très occupé avec ses études, au total, on s'est vu trois ou quatre fois.

Il habitait sur la même rue que moi. C'était rassurant de savoir qu'il y a un autre Roumain pas loin de chez moi même si on ne se visitait pas, mais j'ai eu cette sécurité-là. J'ai connu là aussi une Québécoise de Drummondville avec laquelle j'ai fait covolure entre Saint-Hyacinthe et Drummondville. Elle a oublié quelques fois de venir me chercher et j'ai dû appeler mon mari pour venir me chercher en voiture.

Après leur déménagement à Sherbrooke, ils ont connu plusieurs Roumains mais Jana est déçue du fait

[qu'] à Sherbrooke, les Roumains n'organisent pas plus souvent de rencontres. Dès que les Roumains trouvent un travail, ils coupent les liens avec les autres et chaque famille a sa vie qui n'est pas partagée avec les autres immigrants roumains. Nous gardions un peu les liens avec les Roumains à Drummondville quand nous avions notre maison qui est à vendre. Nous avons accueilli une famille de jeunes Roumains arrivés avec leurs deux enfants à Drummondville et nous avons essayé de les aider avec des choses comme une télé, la vaisselle, ça fait du bien un coup de main au début. En arrivant à Sherbrooke, nous avons connu la communauté, c'était comme une tornade, avec le festival [Festival de Traditions du monde où ils ont été invités à participer pour représenter la Roumanie], l'été, le championnat mondial d'handball. [Quand la communauté roumaine s'est mobilisée pour soutenir l'équipe nationale de Roumanie qui a joué à Sherbrooke.] Puis le 15 août, j'ai eu la nouvelle que mon contrat n'a pas été renouvelé et mon monde s'est écroulé. En septembre, j'ai retourné en Roumanie pour un mois. C'est dommage que les Roumains ne sont pas plus unis ici, j'observe ici une froideur, ceux qui arrivent... ils ont des autres préoccupations [silence]. Je ne sais pas, c'est l'intégration, tu commences à être comme les autres, tu fabriques ton coquillage et tu te caches à l'intérieur. En fait, j'ai remarqué que, en Roumanie, c'est pareil, tout le monde est plus isolé, chaque personne avec sa vie, plus fermé, ils sont changés. Ou c'est moi... moi, l'isolement existe, comme une vague, leur monde et c'est tout, jamais ce ne sera comme avant au plan des relations entre les gens, les sentiments, la relation avec ton pays, la Roumanie. Quand tu dis ici chez vous et non pas ici chez nous, c'est fini...

1.2. ALESSANDRA ET JÉSUS : UN COUPLE DE PASSAGE À RIMOUSKI (FAMILLE BRÉSILIENNE)

Alessandra et Jésus Cordeiro sont Brésiliens. Couple sans enfant dans la trentaine, ils se sont installés à Rimouski en 2007 après une première visite un an avant et un séjour à Montréal pour démarrer l'apprentissage du français. Le choix de cette localité d'installation s'est effectué sur la recommandation d'un ancien professeur d'Alessandra qui avait séjourné dans la région et l'avait appréciée. En fait, c'est surtout pour Alessandra qui s'inscrit en

doctorat à l'Université de Rimouski que le couple s'y installe. Elle a le statut d'étudiante internationale et son conjoint, radiologue professionnel, l'accompagne comme immigrant indépendant. Si leur accueil s'est effectué uniquement avec l'aide d'un professeur de l'université, ancien ami du professeur brésilien d'Alessandra, tous deux ont regretté l'absence d'un accueil professionnel et celle d'un réseau brésilien comme il en existe à Montréal. Le couple a eu beaucoup de difficultés à trouver un logement et s'est demandé s'il s'agissait d'un problème de discrimination. Cependant, un couple de natifs les a « adoptés » et leur a été d'un grand secours, mais ce sont les seuls Québécois qu'ils connaissent, leur réseau social local n'étant constitué que d'étudiants étrangers. Par ailleurs, ils sont aussi en contact avec un réseau brésilien à Montréal qui leur prodigue conseils et informations.

J'ai quelques amis de l'université, mais je dirais que c'est ce couple qui nous a aidés ici. On peut les appeler à n'importe quelle heure, ce sont des personnes gentilles. Nous sommes les seuls Brésiliens. On ne connaît pas un Rimouskois natif, non, non, on sort quand même à la cafétéria de l'université pour prendre une bière mais ce sont toujours des amis de Montréal, des étudiants internationaux qui viennent de France, de Belgique, non, je ne connais pas un Rimouskois. Avec les voisins, on dit « bonjour, ça va », ils disent oui c'est tout. Ici, à Rimouski, c'est le seul couple qui nous aime beaucoup, c'est plus le réseau universitaire, le réseau des étudiants internationaux.

Je pense qu'à Montréal par exemple, il y a un réseau de Brésiliens puis on a des amis; parfois on y va pour les voir. Même les dernières fois qu'on est partis à Montréal, les amis nous ont donné beaucoup d'informations sur les banques, pour ceci, sur cela, je pense que juste pour le réseau dans ce sens c'est plus facile et il y a une communauté internationale au quartier latin, plus de produits. Surtout, au départ, on savait rien, c'était un pays nouveau, un nouveau monde...

Rapidement, le jeune couple perçoit un écart entre leurs attentes et la réalité de leur vie à Rimouski. Jésus savait que la profession de radiologue était réglementée mais il espérait pouvoir trouver de l'emploi au moins comme technicien dans son domaine. Il se rend compte que ces emplois-là sont aussi réglementés selon les diplômes québécois et qu'il n'y aura pas accès. Un mois après son arrivée, il a trouvé un emploi dans une manufacture comme ouvrier non qualifié grâce à l'aide du couple québécois rencontré. Il trouve ce travail répétitif et peu intéressant, mais il leur procure les revenus nécessaires à leur survie.

Ouf! Je dirais que c'est pas le travail qu'il aime. Il a une bonne formation, il est radiologue au Brésil qu'ici la profession est vraiment réglée. Il ne peut même pas avoir un permis temporaire. Parfois, on regarde le journal, il y a même des postes de technicien. Même comme ça tout ce qu'il peut faire, c'est nettoyer les cabinets des techniciens en radiologie. C'est vraiment réglée la

profession, c'est une protection. Il n'y a plus d'espoir parfois je dis, essaye, essaye, il ya des postes. Mais il a perdu tout espoir, des choses qu'il a lues, les règles, même sur le site de l'immigration...

Le couple apprécie grandement la qualité de vie, le paysage, la sécurité de Rimouski mais s'ennuie de ses réseaux sociaux et culturels.

C'est la nature... Ça, ça me fait aussi, je dirais, comme me sentir plus proche de mon pays, j'adore ça Rimouski, la mer, la nature, c'est une qualité de vie incroyable.

Alessandra se trouve aussi très isolée à l'université dans son travail de recherche et estime qu'on ne profite pas de ses savoirs antérieurs.

Parce que c'est difficile! Si l'immigrant il arrive et qu'il y a de bon programme pour contribuer à l'insertion. Je crois que le maire doit créer un réseau et dire ok c'est ma ville je veux savoir combien des immigrants on a, on va faire des contacts avec l'université pour rencontrer les immigrants, connaître les pays d'origine. Peut-être aussi souvent les personnes qui disent « Oh, tu viens du Brésil! Oh, je veux savoir ceci! » peut-être juste organiser quelque chose pour dire aujourd'hui on veut savoir ceci du Brésil, tel portrait social de la danse, comme ça, l'immigrant va se sentir plus utile et il ne s'ennuiera pas de son pays. Tu sais, parler de son pays, s'en rappeler, ça pourrait même être utile pour se rapprocher des Rimouskois, je te jure que je connais pas un Rimouskois...

Pour le moment, tous deux se disent insatisfaits de leur situation et c'est pourquoi ils envisagent un départ vers Montréal pour la prochaine rentrée scolaire. Si l'un des deux au moins était satisfait, ils envisageraient de rester; ils estiment que le fait qu'ils n'ont pas d'enfant est aussi un élément qui favorise leur mobilité.

C'est ça je pense que maintenant ce sont les deux qui sont pas contents, mais je pense que s'il voit que j'ai un bon job que j'aime ça ok, on va faire des efforts on reste, au moins dans le couple un est content. Si j'étais contente, vraiment contente d'être à l'université, je dirais on reste. Maintenant les deux on n'est pas contents. C'est l'emploi qui favorisait que nous restons ici. C'est la satisfaction professionnelle, la réalisation. Ah, ça j'aime faire ça dans mon doctorat, mais là je fais ma recherche seule, j'aimerais bien contribuer même avec les connaissances de mon pays mais j'ai pas beaucoup d'occasions.

Comme beaucoup de couples brésiliens que nous avons rencontrés à Québec, ils sont prêts à s'installer dans leur nouvelle localité mais prêts aussi à partir selon les circonstances économiques et sociales.

Moi, je te dis que je suis ici jusqu'à l'année prochaine; s'il ne se passe pas grand-chose, je déménage à Montréal, normalement, je suis ici pour quatre ans, je veux que quelque chose se passe. Puis mon mari aussi, il dit qu'il est avec moi, la priorité, c'est moi, il va me suivre et chercher du travail. Je peux aller à Montréal, Toronto, le côté qu'on va décider...

La présence d'un réseau brésilien local et leur insertion dans le réseau québécois représenteraient des facteurs favorables à leur rétention en plus, bien sûr, d'un emploi pertinent pour Jésus. Le manque de dynamisme rencontré à l'université par Alessandra, sans déclencher le départ, est cependant un facteur renforçateur de la décision de partir vers Montréal. Ce jeune couple, pourtant bien informé sur Rimouski au départ, s'est rapidement situé dans une attitude de passage et a utilisé son réseau social à distance comme stratégie d'insertion y cherchant des informations susceptibles de les aider dans leur décision de mobilité. Il est clair ici aussi que la politique locale, les mentalités des natifs et même la politique universitaire sont perçues comme peu propices à l'enracinement des nouveaux arrivants. Par ailleurs, on peut penser que le statut temporaire de l'immigration du couple, ici liée au statut d'étudiante internationale d'Alessandra, a également un impact sur les tentatives d'insertion et sur la position par rapport au territoire local.

1.3. NADIA ET SA FILLE: UN PARCOURS DE PROMOTION SOCIALE (FAMILLE ALGÉRIENNE)

Parcourons maintenant l'histoire de Nadia, Algérienne, arrivée à Sherbrooke en 1994 comme étudiante. Elle est ensuite allée à Québec en 1996 puis à Rimouski en 2004. Cette trajectoire de mobilité géographique dans les régions du Québec en est aussi une de mobilité sociale. En effet, les déménagements successifs de Nadia correspondent à des promotions, soit dans ses études, soit dans sa carrière professionnelle. Cette femme d'une quarantaine d'années a une fille de 20 ans en 2007 et est divorcée depuis 1997. Après une première année de DEA en France, dont elle était revenue déçue par le système français, elle est arrivée seule à Sherbrooke pour faire une maîtrise en biologie et son mari est venu la rejoindre ensuite: il a réussi à obtenir une bourse en géographie. *«Il est venu mais il n'a pas supporté le climat. Il est resté une session mais il a abandonné, il est reparti. C'était vraiment difficile.»* Au départ d'Algérie, son projet était d'étudier et de revenir y vivre avec son mari et sa fille. Mais il y a eu le divorce lors de ses études. Sa fille était encore jeune au début de ses études. *«Un professeur m'avait dit que je devais faire un choix: mon doctorat ou ma fille. J'ai dit: "Non, je veux les deux.»* De ce fait, c'est l'obtention de bourses qui a présidé à son cheminement. Elle a d'abord obtenu une bourse pour la maîtrise à Sherbrooke suivie d'une bourse d'excellence pour le doctorat à l'Université Laval. Lorsqu'elle a présenté les résultats de ses recherches faites à Sherbrooke lors d'un congrès, un professeur de l'Université Laval était présent et lui a dit: *«Si tu veux continuer, moi, je pourrais t'intégrer dans mon équipe de recherche.»* *«Ça m'a permis d'obtenir une nouvelle bourse et de continuer le doctorat dans mon*

domaine. » À Québec, elle effectue un doctorat et un postdoctorat, travaille durant deux ans et part ensuite pour occuper un poste de professeur à l'Université de Rimouski.

Lors de son arrivée à Sherbrooke, elle a bénéficié d'un encadrement du Ministère : une personne l'a accueillie et elle a eu trois journées d'intégration pour l'informer sur le climat, les habitudes, la culture. Elle a apprécié ces services d'accueil : *« cette initiation et cette intégration m'a beaucoup aidée. J'aurais eu beaucoup de difficulté si je n'avais pas eu ça »*. Elle a habité aux résidences du campus et elle a apprécié la présence multiculturelle : élément qui a favorisé son adaptation. Elle aime la cuisine communautaire, *« on faisait du social le soir »*. Plus tard, elle a habité en appartement tout près de l'Université.

En ce qui concerne Québec, elle avait visité la ville à deux reprises, lors du Festival d'été et du Carnaval d'hiver. Elle a vu que la ville était plus grande, le Vieux Québec... elle a adoré. Elle a aussi reçu de l'information par l'entremise de l'Université Laval, de son programme d'études. À l'Université Laval, elle a rencontré beaucoup d'autres étudiants internationaux et s'est rapidement forgé un réseau. Elle participe également à des organisations associatives comme l'association étudiante, l'association des Africains de Québec et l'association des Algériens de Québec : *« Ça m'a permis de sortir de l'isolement. »* Elle s'implique aussi au complexe sportif où elle pratiquait la gymnastique, ainsi qu'à divers degrés dans son équipe de recherche et auprès de la chaire de recherche en études féministes. Diversifier ses activités *« chasse le sentiment d'être exilée. C'est à Québec que j'ai élargi mon réseau social, personnel et associatif »*.

Son principal défi, explique-t-elle, est de mener sa vie universitaire tout en élevant sa fille. Elle est aidée en cela par son réseau social essentiellement féminin à Québec mais aussi en Algérie. Elle mentionne le service de garderie de l'Université Laval mais surtout le soutien d'un réseau d'amies, mères comme elle, qui s'entraident. Sa sœur d'Algérie est aussi venue l'aider durant quatre mois. Finalement, elle-même est partie en Algérie durant un été et a pu faire avancer ses lectures alors que sa famille s'occupait de sa fille. Pour l'emploi, après son postdoctorat, elle était à la recherche d'un poste d'enseignement permanent mais elle n'avait que des opportunités d'emplois temporaires. Elle a d'ailleurs travaillé deux ans comme professeure invitée à l'Université Laval et participait à une équipe de recherche. Finalement, le poste qu'elle espérait à l'Université Laval ne s'est pas ouvert. Puis, elle a appliqué dans diverses universités à travers le Canada. Elle a passé une entrevue à l'UQAR (Rimouski) et a obtenu le poste. La décision de départ s'est prise avec sa fille, mais c'est l'emploi qui primait... *« Je veux un emploi permanent, la sécurité d'emploi, améliorer mon niveau de vie... »*

Pourtant, avant son départ pour Rimouski, elle avait une appréciation très positive de la ville de Québec : *« Québec est une ville vivante, culturellement active... qui offre de bons services. Les régions sont toutefois moins saturées au niveau de l'emploi [Montréal et Ottawa sont très saturés au niveau de l'emploi]. Il y a de bons services de transport en commun, beaucoup de services, et le multiculturalisme a fait qu'on offre beaucoup plus de services. »* Tout en étant à Québec, elle se sentait proche de sa communauté, des musulmans. Pour elle, *« il y a de la place pour l'interculturel à Québec »*. Elle affirme aussi qu'il y a beaucoup de loisirs à Québec *« c'est une ville capitale »*. C'est pourquoi elle pensait rester travailler à Québec et sa décision de partir vers Rimouski est plutôt utilitaire, en fonction de l'emploi... *« Avec mon doctorat... je ne pouvais pas m'amuser à avoir des petits contrats. »* Elle aurait pu aller au Manitoba où sa candidature avait été retenue, mais elle a choisi Rimouski pour sa proximité avec Québec.

Selon elle, l'intégration a été très difficile dans la ville de Rimouski. Elle ne connaissait personne. À l'université, ce sont des secrétaires qui l'ont aidée. Aussi, il y a eu une séance d'intégration à l'université et l'attribution d'un collègue comme mentor. Elle arrive difficilement à s'y faire un réseau d'amis. Les gens de Rimouski sont plus *« réservés, vivent plus en vase clos, ils sortent en famille, se tiennent en famille... Les gens ne font pas d'effort. Certains, oui, mais on se rend compte qu'ils ne sont pas originaires d'ici. »* Une collègue l'a intégrée dans un Club de sport : *« Ça été un bon coup de pouce pour mon intégration. Ici les gens qui arrivent d'ailleurs et habitent ici ne se sentent pas culturellement attachés à la région et ils partent souvent après la retraite par exemple. La région n'arrive pas à "fidéliser les gens", et les garder. »* La comparaison avec Québec porte essentiellement sur la possibilité de constituer un réseau local multiculturel : *« Ici, c'est plus difficile de se créer un réseau qu'à Québec, de se faire des amis... Il y a moins de diversité culturelle et la population est moins ouverte. »* Cependant, peu à peu et autour de son emploi à l'université, Nadia s'habitue à sa nouvelle localité. Sa fille adolescente trouvait aussi la ville trop petite et elle a aussi eu des difficultés à se créer un réseau de contact. Elle n'a pas beaucoup d'amis à Rimouski. Son réseau est davantage celui qui se développe durant son travail d'été ou au cégep principalement pour les travaux d'équipe. Pour elle aussi, il est difficile de fréquenter réellement des Québécois... *« Elle se tient beaucoup plus avec des Marocaines... Ce que nous vivons, les adultes, se répercute sur la famille. »*

Pour Nadia, il y a avant tout un problème d'informations et d'accueil à Rimouski : *« Je reviens toujours à l'information. Rimouski n'a pas de politique d'accueil. J'ai dû me battre pour trouver un médecin, un coiffeur... Je me suis débrouillée seule. On ne facilite pas la tâche aux gens qui arrivent. Avec l'organisme d'accueil du Bas-Saint-Laurent, ils essaient de développer ce plan d'accueil, mais il y a peu de moyens. »* Quant à son ancrage à Rimouski, il n'est lié qu'à l'emploi

et Nadia reste indécise quant à l'avenir: « *rester ou partir de Rimouski, je ne sais pas, c'est le travail qui me retient et pour le moment je suis bien mais je ne peux pas prédire. Si je veux quitter Rimouski, c'est pour vivre à Québec.* » Cependant, selon sa stratégie d'intégration déjà largement éprouvée, elle continue à s'impliquer tant au plan local que provincial. Elle est membre du Conseil du statut de la femme et a dernièrement été nommée pour participer au comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable. Elle souhaite s'impliquer concernant les politiques d'immigration « *il y a toujours des nouveaux programmes, des nouveaux projets, compte tenu de mon expérience si je peux aider, si je peux vraiment orienter... je pense qu'il doit y avoir de l'échange de part et d'autre...* » Elle travaille à la sensibilisation et à l'amélioration des conditions des immigrants avec l'organisme d'accueil de la région de Rimouski. Et, finalement, ce qui la retient au Québec, plus que dans une localité particulière, ce sont les possibilités professionnelles, la condition de la femme dans cette société. Elle pensait retourner en Algérie après ses études mais ne pouvait pas se résoudre à « *renoncer aux conditions de vie des femmes* ». D'ailleurs, dans une projection imaginaire où elle serait mairesse de Rimouski, elle parle de former des Coopératives de femmes avec du microcrédit pour que les femmes puissent développer leurs connaissances artisanales, artistiques, communautaires et se créer un réseau, se sentir utiles, contribuer monétairement au soutien de la famille. On devrait aussi fournir de l'aide pour l'orientation des femmes diplômées vers le marché du travail. Ainsi, la condition des femmes représente pour elle un solide ancrage en terre québécoise, mais elle demeure très mobile dans cet espace et sa mobilité géographique est avant tout sociale et professionnelle.

1.4. THÉRÈSE ET ISMAËL: LA VOLONTÉ DE S'IMPLANTER (FAMILLE AFRICAINE)

Thérèse et Ismaël, originaires de la République démocratique du Congo et ayant vécu en Tanzanie durant plusieurs années avant d'arriver au Québec, sont parents de quatre enfants âgés de 5, 8, 11 et 14 ans. Thérèse, âgée de 36 ans, était pasteur dans son pays et Ismaël, comptable; la famille est arrivée à Sherbrooke avec le statut de réfugiés. Lors de leur première entrevue en 2006, la famille venait d'arriver et le couple faisait part de ses projets professionnels. Thérèse souhaitait faire des études en techniques infirmières au cégep et s'y était inscrite. Quant à Ismaël, il souhaitait trouver un emploi dans la comptabilité et faire des économies pour ensuite monter sa propre affaire. Un an plus tard, la famille s'est installée à Sherbrooke et compte encore y rester mais s'est heurtée à de nombreuses difficultés et l'écart est important entre leurs attentes de départ et la réalité vécue, en particulier sur le plan du marché du travail. Thérèse a abandonné le cégep à la suite des problèmes de racisme et de discrimination; elle souhaiterait s'occuper

surtout de son église et compte la monter à Sherbrooke. Ismaël, après une formation à l'emploi, a trouvé un travail d'ouvrier dans une manufacture et y travaille à temps plein. Ses projets ont aussi changé puisque s'il veut toujours monter une affaire, c'est en Afrique qu'il souhaite maintenant la développer, ayant perçu les difficultés à le faire au Québec. S'ils n'ont pas changé de localité, ils ont cependant vécu une mobilité résidentielle et habitent maintenant dans une coopérative de logements pour grandes familles, ce qui a été un projet nouveau et essentiellement tourné et porté par des familles immigrantes de Sherbrooke. Écoutons-les discuter de leur expérience et de leurs projets.

1.4.1. Sur les relations sociales et les réseaux de la famille

Thérèse : On s'est fait beaucoup d'amis parmi les communautés africaines de Sherbrooke et celles en dehors de Sherbrooke mais moins avec des Québécois de souche. Avec les Québécois, les relations sont trop teintées d'hypocrisie ; c'est plus des relations très éphémères basées sur des questionnements comme s'ils faisaient un sondage, ce ne sont vraiment pas des relations d'amitié. Je suis impliquée au centre des femmes immigrantes parce que, là-bas, elles ont le souci des autres, malheureusement, elles n'ont pas assez de possibilités pour répondre à tous nos besoins, mais j'apprécie fortement les services qu'elles offrent. Je suis aussi impliquée à l'église de par ma formation et profession car je suis pasteur et au conseil des parents de l'école où sont inscrits mes enfants.

Ismaël : C'est mon épouse qui s'est faite des relations, moi, je travaille cinq jours semaine, je n'ai pas assez du temps pour établir les relations avec les gens. En dehors des relations professionnelles que j'ai avec les collègues de travail, je ne me suis pas fait beaucoup d'amis durant cette dernière année. Je suis impliqué mais de façon ponctuelle dans le milieu, au plan de la coopérative d'habitation où nous vivons présentement. Je fais du bénévolat comme administrateur responsable d'un bloc depuis décembre 2007 ; on essaie de s'organiser et de planifier des activités diverses pour les habitants de la coopérative. Je dirais que c'est peut-être à l'église que j'ai pu établir quelques relations sociales assez solides.

1.4.2. Sur leurs projets et obstacles rencontrés

Thérèse : Je n'ai rien fait, je voulais faire des études au Cégep de Sherbrooke, mais j'ai tout abandonné pour des questions de racisme, parce que je n'avais pas le cœur à supporter certaines manifestations racistes, surtout à l'égard des minorités visibles (les noirs). Les conditions d'études ne m'ont pas permis de continuer. Je n'ai pas pu continuer ma formation pour cause de racisme qui est monnaie courante au cégep. Je ne m'attendais pas à vivre le racisme aux études, surtout pour une croyante que je suis. J'ai abandonné carrément les études, car je n'avais pas le cœur de supporter ce racisme. Par exemple,

quand on parlait dans un cours de pauvreté, de famille, tout le long du cours de socio, de philosophie, ce sont des injures et des insultes voilées qui vous sont adressées par les étudiants mais aussi par les profs ; c'est là où le bât blesse, surtout quand c'est le personnel enseignant qui attise et favorise ce climat de racisme, renforcé par ces débats sur les accommodements raisonnables. J'ai peur de t'en dire plus, mais sachez que le racisme a été le grand obstacle rencontré au cours de cette année; peut-être ailleurs qu'il est subtil mais pas au cégep... Actuellement, mes projets, c'est m'occuper de ma famille pour l'instant et travailler en vue de mettre en place une église.

Ismaël: Ma priorité est de monter un projet d'affaires dans un pays d'Afrique. Je m'étais dit en arrivant au Québec que je devais travailler et j'ai réussi à me trouver un travail. C'est le projet de travail qui me tenait à cœur et il s'est réalisé, parce que mon premier projet ici, était celui de travailler pas de refaire les études en comptabilité ou autres. Mon projet, c'est d'avoir de l'argent en vue de faire une activité autonome, ici, mais, avec le temps, je me rends compte que ce serait dans mon pays ou dans un autre pays en Afrique, pas ici. Je lutte afin de réaliser ce projet dans cinq ans au plus ou avant avec la bénédiction de Dieu, mon Père et mon Salut. Moi, je travaille, il est vrai, mais la réalité est tout autre. L'écart est grand avec mes attentes de départ. L'écart est dû au fait que je croyais travailler pour gagner assez d'argent, malheureusement, je travaille comme si je ne travaillais pas, quand je vois ce que je gagne, je me rends compte que pour me réaliser ou pour économiser, il faut que je travaille assez longtemps. Mes attentes sont que je devais travailler donc j'allais économiser très vite pour mettre en place mon projet. Je pensais que c'était possible de faire mon projet dans un laps de temps mais je viens de comprendre qu'ici travailler n'est pas synonyme d'économiser. Je voudrais aller vite parce que le temps aussi passe vite, et on vieillit sans s'en apercevoir. Je cherche la solution pour les contourner tous ces obstacles, je voudrais arriver à mieux gérer le peu de ressources que je gagne afin de faire des économies solides et réaliser mes projets. Donc, j'aimerais améliorer ma gestion, autrement dit avoir une bonne gestion autrement je pourrai tenter un retour aux études pour espérer avoir un diplôme et par la suite un bon emploi, mieux rémunéré et gagner plus que ce que je gagne présentement.

1.4.3. Sur les décisions de mobilité

Thérèse: Pour l'instant, l'idée de quitter la ville ou la province ne nous préoccupe pas autant. Ce qui est important pour moi et pour toute la famille, c'est chercher à s'acclimater d'abord ici et le reste on verra. Par la suite, quand j'ai été victime et j'ai pensé à ce racisme au cégep, je me suis dit que les Québécois ont besoin aussi de la parole de Dieu, du salut. Ce sont des humains qui ont besoin d'aide malgré leur mauvaise volonté ou fourberie, toujours très subtils de déconsidérer toutes les personnes immigrantes surtout, nous, les Noirs.

Ismaël: *Je dirais qu'on a été influencés par des amis qui sont arrivés au même moment que nous mais qui se trouvent à Vancouver. Ces derniers nous ont dit que, dans notre province, il n'y avait pas un avenir prometteur pour les personnes immigrantes, que les salaires étaient les plus bas de toutes les provinces. Mais après réflexion et après avoir raisonné en profondeur, on s'est dit que cela n'avait pas de chance de se réaliser. Nous n'avons pas vu tous ces avantages de salaire, on s'est dit que Dieu est partout et nous allons essayer de réussir ici avant d'aller ailleurs. Toutefois, la parenthèse n'est pas fermée, à tout moment, nous pouvons prendre la résolution de quitter et Sherbrooke et la province. Nous donnons tout cela au temps.*

Thérèse: *J'ai pris la décision de faire, de travailler, de bâtir une église à Sherbrooke, pour aider les Québécois à avoir l'amour de l'autre et aussi les immigrants à surmonter la négation et à garder mais surtout à développer leur estime de soi en faisant confiance en Dieu. Oui, je suis en train de voir si je peux mettre en place une église à Sherbrooke, au cas contraire, je m'en irai là où j'aurai l'aide et l'appui de créer une église.*

Ismaël: *À ce jour, notre décision finale est de rester ici à Sherbrooke, encore au Québec, pour l'avenir, nous laissons le temps au temps. Si je suis toujours maintenu à mon poste de travail, je ne pense pas quitter la ville dans l'immédiat. Je tiens aussi compte des aspirations de mon épouse, qui tient à ouvrir une église ici. Je crois et je pense que cette décision est définitive et que nous allons rester au Québec. Nous avons discuté longuement sur cette situation avec mon épouse. Moi, j'avais pensé à partir pour Vancouver, là-bas, nous avons des amis très proches qui nous auraient accueillis et aidés pour diverses raisons. Depuis l'Afrique, je rêvais qu'on nous envoie là-bas, dans cette province anglophone, malheureusement, cela n'est pas arrivé. On y serait restés parce que, dans cette province, mes enfants auraient eu l'avantage de continuer leur scolarité en anglais. Mais maintenant, nous avons analysé la vie de Sherbrooke et on s'est dit la vie est partout la même. C'est avec cette logique, ce raisonnement, que nous avons pris la décision de demeurer d'abord à Sherbrooke.*

Thérèse: *On est soutenus dans notre décision par les fidèles qui prient régulièrement avec moi, et les compatriotes qui me connaissent depuis mon pays d'origine mais qui, malheureusement, se trouvent pour la majorité dans d'autres provinces du Canada.*

Ismaël: *Ce qui pourrait changer cette décision, c'est le manque d'emploi, le chômage à long terme. Ou encore le manque de quiétude, la non-acceptation des personnes immigrantes comme cela se voit maintenant avec tous ces dires sur les accommodements raisonnables, le renforcement de quelques signaux du racisme à Sherbrooke. Mais, pour l'instant, nous nous disons que quel que soit ce qui peut arriver nous comptons demeurer ici, car, je ne pense pas me vendre pour l'emploi. Pour nous, nous pensons que la solution réside en restant à un endroit fixe et définitif à l'image de la marmotte.*

1.4.4. Sur leur intégration

Thérèse: *J'essaie de créer un pôle à moi pour me sentir à l'aise; si je regarde bien, je suis intégrée sur le plan social et culturel. J'ai un bon réseau ethnique et culturel, mais pas professionnel et économique. Donc, je dirais que je ne suis pas totalement intégrée, même moi si je le suis, mes enfants ne sont peut-être pas encore et mon époux non plus, alors, en définitive, je dirais que je ne suis pas totalement intégrée, mais je suis en processus d'intégration.*

Ismaël: *Je m'efforce mais je ne le suis pas encore. Pour moi, ce qui favoriserait mon intégration, c'est le travail, un emploi stable et bien payant où je me sentirais à l'aise. Un emploi qui me permette à bien répondre aux besoins sociaux, économiques, familiaux et pour un investissement, bref, les besoins d'ici au Canada et ceux des parents restés au pays.*

1.4.5. Sur les savoirs acquis dans l'immigration

Thérèse: *La patience, la force de caractère, la foi et l'autonomie. À force de vivre des épreuves et des difficultés, on acquiert une force de caractère, ma formation pastorale aussi a favorisé de beaucoup ces acquisitions. Il ne faut pas oublier que le physique est le reflet du spirituel.*

Ismaël: *J'ai appris beaucoup sur le plan social; d'abord, l'homme est unique, il est le même partout. J'ai appris à me battre pour gagner ma vie, j'ai appris à oublier qui j'étais pour être un homme à tout faire, j'ai fait de la menuiserie artisanale. J'ai donc appris un travail manuel à la place du travail intellectuel que je faisais avant. J'ai appris tout cela dans les difficultés énormes, ce n'était pas facile; ça a été une expérience difficile mais viable à cette période-là. Voilà pourquoi je ne voudrais plus vivre ce genre d'expérience. Le seul avantage que je retire de ce travail, c'est d'être devenu un homme à tout faire. J'ai appris à travailler avec mes mains. Pour le moment, cela m'aide dans mon travail, parce que je travaille le bois, et c'est un travail manuel, donc je ne suis pas gêné de le faire, je me bats et je continue à me battre comme si j'étais encore en Ouganda en terre d'asile. Car c'est aussi un travail physique, pas intellectuel. Comme apprentissage de couple, là, j'ai aussi appris que la vie est la même partout; s'il n'y avait pas de problèmes de guerre dans mon pays je n'aurais pas pensé venir ici car je sais que la vie est la même partout. En Afrique, où l'on dit que c'est un continent pauvre, il y a plus de vie qu'ici. Oui, ma conception personnelle était que le Canada plus précisément le Québec était un pays où il y avait la vie familiale, toutefois, je me rends compte que c'est le contraire, ici, la vie familiale est divisée, la famille est gérée par le gouvernement qui favorise les divorces, la délinquance alors qu'en Afrique on recherche l'unité, on recherche toujours à réconcilier la famille, pas à la diviser.*

1.4.6. Sur leur analyse du parcours migratoire et de la position locale

Thérèse: *Il faut s'armer de courage, de force; le plus souvent les personnes ayant vécu des situations de guerre ont ce courage-là; ils croient en Dieu car ils veulent changer leur vie, donc ils ont la conviction que tout est possible. Le Canada est un grand pays où chacun pourrait trouver sa place. Malheureusement, dans certaines villes du Québec, les gens pensent encore que la richesse appartient à une élite donnée dont les immigrants ne doivent pas faire partie. C'est faux, car parmi ces immigrants, il y en a qui ont plein d'idées capables de développer le Québec, malheureusement, ils gardent leurs idées à cause du racisme. D'autres ont perdu beaucoup de temps, mais ils ont les possibilités d'investir ici mais ne peuvent pas toujours à cause de ce problème de déconsidération des Noirs, des Arabes, des immigrants qui, selon eux, doivent être les bouche-trous de leur société « les manufactures sont une bonne place pour les noirs », toujours selon eux, ils pensent que les immigrants ne doivent travailler que dans les manufactures, c'est ce travail qu'il leur faut. C'est vraiment immoral et démesuré, penser ainsi des personnes immigrantes qu'ils sont allés eux-mêmes chercher.*

1.5. RONALDO ET CLARA: ON A BEAUCOUP DONNÉ À CETTE VILLE, QU'AVONS-NOUS REÇU EN RETOUR? (FAMILLE COLOMBIENNE)

Ronaldo et Clara sont d'origine colombienne, dans la trentaine et installés avec leurs trois enfants, de 11, 9 et 2 ans (enfant né au Québec) à Sherbrooke depuis plus de quatre ans en 2007. Il était intervenant social et elle, enseignante, en Colombie. La famille a la citoyenneté canadienne depuis six mois et, deux semaines après l'entrevue, elle part pour l'Alberta où Ronaldo a trouvé un emploi dans la construction. Leur histoire en est une d'ancrage et d'implication dans leur milieu, mais cet engagement n'a pas permis la reconnaissance socioprofessionnelle et économique de la famille.

Écoutons Ronaldo nous expliquer son parcours migratoire :

Je crois que mes dernières années, les derniers quinze ans, j'ai travaillé en Colombie. J'ai d'abord commencé à travailler dans une entreprise privée, dans le bâtiment social parce qu'en Colombie et ici, c'est différent, le logement social. En Colombie, la maison appartient à chaque personne à qui on donne une subvention; on lui achète une maison. Comme j'ai commencé à travailler avec une entreprise privée qui gagne beaucoup avec ça, après j'ai vu que je pouvais faire plus que ça parce que la personne n'a pas seulement besoin de la maison, elle a besoin d'autres choses. La reconstruction du tissu social. Il y a aussi beaucoup de violence entre familles, la violence conjugale, j'ai vu les problèmes de nutrition, les problèmes de travail et les problèmes de personnes qui sont déplacées. Aujourd'hui, la Colombie est le pays où il y a plus de déplacés au monde. J'ai commencé à travailler à côté de ces personnes et pour les aider j'ai mis en place un ONG, et j'ai fait des projets

constructifs, parce que je crois qu'on doit chercher la paix avec le travail et avec l'argent. Si les personnes sont occupées dans un travail, si elles ont des maisons, si tous leurs besoins sont satisfaits même au minimum, là, les personnes peuvent trouver la paix mais pas avec le drapeau blanc, pas avec le ventre vide, pas avec les manifestations, c'est ça la solution du problème. J'ai fait de bons projets en Colombie; c'est à cause de cela qu'on m'a cherché pour me faire tuer, et c'est aussi pour ça que je suis sorti de la Colombie. Je suis arrivé ici au Canada fin 2003.

Il nous explique ensuite son implication dans la localité et tous les organismes qu'il a fréquentés et auxquels il a participé :

Je suis un organisateur communautaire naturel. J'aime beaucoup travailler pour les personnes, je suis honnête. Je peux m'arranger avec les autres, et je suis une personne assez ouverte, capable de demander de l'aide s'il y a besoin et je ne pense pas que ce soit très difficile. Quinze jours après que je sois arrivé au Québec, je me suis impliqué comme bénévole. J'ai travaillé aux Jeux mondiaux de la jeunesse 2003 comme bénévole. J'ai donné des ateliers pour l'implication au français. Tous les deux avec ma femme. J'ai été impliqué dans de nombreux organismes communautaires. Je suis impliqué dans la ville pas seulement dans le quartier. Je suis le président de l'Association des Latino-Américains de l'Estrie, cette association regroupe tous les Latino-Américains de Cuba, Venezuela, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Bolivie, etc. Je suis membre du conseil d'administration de plusieurs associations et je suis chevalier de Colomb. Quand j'aide les autres, j'ai beaucoup, beaucoup de satisfaction, malheureusement, je ne peux pas remplir l'estomac de ma femme ni de mes enfants avec ça, mais je suis très satisfait quand les choses réussissent.

Son épouse, Clara, a décidé de rester à la maison, mais en faisant elle-même l'école à ses enfants : « *Je suis enseignante de carrière et pour ne pas tout perdre surtout que je viens d'avoir un bébé, j'avais pris la résolution d'enseigner à mes enfants moi-même. C'est une bonne chose sinon mes enfants auraient perdu des années en francisation.* » Il convient de noter que Clara possède un très bon niveau de français ainsi que ses enfants alors que Ronaldo, qui a suivi les cours de francisation, dit avoir plus de difficultés avec la langue.

Avec toutes ses implications locales, Ronaldo espérait pouvoir mettre en œuvre un projet communautaire avec des personnes âgées. Il a été très déçu de constater que, malgré toutes ses démarches et le soutien d'acteurs locaux, ce projet restait non crédible et non finançable parce qu'il est immigrant :

Même avec tout cela, on me dit qu'on ne me connaît pas, alors que j'ai dit que j'ai gagné le prix comme meilleur projet en Estrie. En premier, j'ai gagné le prix du meilleur projet d'économie sociale à Sherbrooke, je suis allé participer avec les autres projets, d'autres projets d'économie sociale, je suis allé à Québec et j'ai été nommé entre les meilleurs projets mais tout cela, ce n'est

pas beaucoup. J'ai trouvé un peu la subvention mais pas de prêts pour développer mon projet, où trouver les commanditaires. Ils disent, le projet est très bon mais il n'y a pas l'argent pour payer ça. D'autres personnes m'ont dit que je suis avant-gardiste dans mon projet, selon eux, ce projet peut bien fonctionner dans quinze ans quand les personnes qui sont aujourd'hui vont prendre la retraite, ils disent que les personnes âgées d'aujourd'hui n'ont pas d'argent pour payer ça. Je dois mettre un frein à mes projets. Je travaille fort, fort pour un objectif mais, malheureusement, au Québec, je commence à être très déçu, après quatre ans que je suis ici, je travaille fort pour un projet avec les personnes âgées mais je ne crois plus que mon projet puisse avancer. Regarde, j'ai fait un projet, j'ai trouvé comme subvention de l'État fédéral, une subvention de la CDEC, avec la société de développement économique. J'ai besoin seulement de 18 000 \$ de prêt pour partir mon projet, pour pouvoir acheter toutes les choses. La réponse officielle d'une institution financière entre l'État et le privé, c'est que personne ne me connaît ici, si un Québécois prend mon projet peut-être... J'ai fait un autre projet avec le ministère de la Famille aussi, c'est pareil. Il faut faire le parrainage avec des Québécois, mettre des Québécois à l'intérieur parce que je n'ai pas de crédibilité ici.

Devant ces difficultés et malgré la volonté d'ancrage démontrée par la famille, le couple a pris la décision de quitter le Québec pour l'Alberta.

Je n'avais pas pris de décision. La décision a été toujours en suspens. J'ai toujours cru que mes projets allaient porter fruits et que j'allais enfin pouvoir me créer du travail et faire travailler d'autres personnes. Maintenant, notre décision de quitter le Québec est déjà en branle; je quitte le Québec dans trois jours et ensuite je fais venir la famille. Nous allons quitter la province. Je le regrette car j'aime beaucoup l'Estrie pour faire grandir mes enfants, j'ai beaucoup d'amis ici qui sont des bonnes personnes, mais t'aider à faire des projets, c'est un autre problème. Le seul travail qu'on y trouve, c'est l'entreprise de caoutchouc. Là, je dis merci beaucoup avec la fibre de verre, c'est très dangereux pour la santé. En Alberta, j'aurais le support de quelques amis, c'est un avantage, je pense, en partant. Je vais me rendre d'abord tout seul, ensuite, je viendrais chercher ma famille dans un mois plus précisément. J'ai mis un frein à mes projets pour me consacrer dorénavant au travail rémunérateur enfin de pouvoir financer moi-même mes projets. Si je fais des projets, c'est pour aider les autres; ensuite, l'argent va venir; ici comme dans chaque société, il y a beaucoup de problèmes, c'est à cause de cela que je me suis impliqué dès notre arrivée. Je crois que lorsque l'on donne, on reçoit; je pense que, pour moi, cela représente, comment je peux dire ça, c'est une philosophie; c'est comme un boomerang, la vie, quand on donne quelque chose de bon, les choses bonnes, elles vont aller et, ensuite, elles vont retourner à toi, si tu fais quelque chose de méchant, c'est la même chose, c'est pourquoi je pense tout le temps, tout le temps à aider les autres personnes. Ma mère a eu quinze enfants avec mon père et cinq enfants adoptés; je pense que ma vocation d'aider les autres vient de ma mère aussi; c'est elle qui m'a appris à s'occuper des autres, les aimer et les aider.

Clara est tout à fait partante pour cette nouvelle mobilité et encourage son mari dans cette décision :

Si cela ne dépendait que de moi, on y serait parti depuis longtemps. Ronaldo est beaucoup impliqué dans la communauté, mais comme l'incitation monétaire n'est pas là. Il n'y a pas de bénéfice, nous devons nous débrouiller pour survivre. Beaucoup de gens croiraient qu'être membre d'un organisme communautaire, c'est facile. C'est très difficile, il y a du travail monstre. Il faut parfois sacrifier ses affaires personnelles pour le bien-être des autres. La grande raison est que l'incitation monétaire n'est pas là, on ne gagne rien, on ne se sacrifie pas pour rien. Je l'encourage maintenant à plus penser à sa famille qui s'agrandit. Alors je l'encourage comme toujours d'aller de l'avant surtout que, cette fois, le projet est vraiment familial, pas pour les autres, c'est un projet familial pour préparer l'avenir de nos enfants surtout que, pour nous-mêmes, rien m'a marché, tous les projets n'ont pas eu de financement. On ne peut pas non plus continuer à vivre de l'aide sociale.

Et tous deux associent cette décision de mobilité à une intégration trop partielle dans la localité et dans la province :

Ronaldo: Je suis intégré socialement, oui, mais pas professionnellement parce que je me cherche encore une place dans la société malgré mes multiples implications. Je ne dirais pas que je suis intégré car l'intégration signifie faire partie de la société à part entière alors moi, même avec ma citoyenneté, je suis toujours un immigrant on te dit toujours : « on ne te connaît pas ici, si un Québécois prend mon projet peut-être ». Mais à quel moment aller vous me connaître si vous ne me donnez pas une chance de me faire connaître ? C'est là ce qui manque ici pour se faire intégrer.

Clara: Moi, je dirais que je ne suis pas intégrée, je n'arrive pas à travailler au Québec; on me demande de reprendre mes études pour avoir un bac en enseignement. Alors que je peux donner des cours ici avec une remise à niveau mais on me complique les choses. L'intégration doit être locale, sociale et surtout professionnelle. Culturellement, on se débrouille mais professionnellement, selon ma formation initiale qui est l'enseignement, je ne pense pas; peut-être créer moi-même mon emploi... On a donné beaucoup à cette ville, à cette province qui, au retour, nous a refusé nos projets; elle nous donnait seulement des balles de tennis rien d'autre. Que faire d'autre que d'aller regarder ailleurs ?

Ces histoires nous amènent dès lors à regarder la mobilité secondaire des familles après une première installation au Québec à travers l'ensemble de leur parcours migratoire et de leurs attentes mais aussi selon les conditions d'accueil et d'insertion qui leur sont offertes localement. C'est le plus souvent en constatant l'écart entre les attentes et la réalité que les familles prennent la décision de changer de localité. Cependant, certaines d'entre elles décident malgré tout de rester et de s'implanter. D'autres partent sans attendre de mesurer cet écart. D'autres encore sont mobiles simplement

pour améliorer leur situation sans pour autant être déçues par leur première installation. Il y a donc dans la mobilité secondaire des familles immigrantes et réfugiées des dynamiques spatiales et temporelles, matérielles et symboliques, fonctionnelles et affectives, interindividuelles et de réseau qu'il est important d'approfondir pour mieux saisir la singularité de chaque trajectoire mais aussi les grandes tendances qui infléchissent les parcours familiaux. C'est à travers les routes de la mobilité et les stratégies familiales de mobilité que ces dynamiques seront abordées.

2. LES ROUTES DE LA MOBILITÉ FAMILIALE

Les familles rencontrées et les histoires de mobilité analysées permettent de modéliser les voies de la mobilité secondaire. Sept modèles de mobilité sont relevés : ils relient des localités d'envergures diverses, sur des distances plus ou moins grandes, franchissant des frontières locales, régionales, provinciales ou nationales. Ces routes des déplacements secondaires, si elles suivent les opportunités d'emploi et d'études, sont aussi intimement reliées aux mobilités qui ont précédé la migration internationale ainsi qu'aux événements qui façonnent la vie des familles : naissances, mariages, séparations, retrouvailles. Ces sept modèles se réfèrent à des familles qui ont vécu une première installation dans des régions du Québec ou à certaines qui s'y sont installées après un premier passage à Montréal ou dans une autre province canadienne. Ces familles sont donc marginales par rapport à l'ensemble des immigrants qui résident majoritairement à Montréal et dans les métropoles canadiennes et qui, selon Renaud, y restent en grand nombre. C'est pourquoi l'analyse de leurs déplacements secondaires, plus nombreux *a priori* que ceux des familles qui font leur première installation en métropole, est à la fois intéressante pour mieux saisir les réalités régionales mais aussi pour comprendre les logiques qui président aux mobilités ou à la stabilité dans les métropoles. Par ailleurs, l'analyse se concentre sur les déplacements qui s'effectuent dans les premières années après l'installation au Canada. Là encore, les études sur les métropoles démontrent que les premiers déplacements s'effectuent majoritairement après au moins un an passé dans la ville d'arrivée. La réalité des régions permet de nuancer cette grande tendance et d'identifier des déplacements parfois plus rapides après une installation dans une ville moyenne ou petite. En outre, ces déplacements tendent à se réduire au fur et à mesure des années passées au Canada et les immigrants, après une dizaine d'années au pays, rejoignent les locaux dans leur mobilité géographique reliée à la mobilité sociale et professionnelle. Ainsi, ces routes de la mobilité à partir des régions du Québec, parcourues par les immigrants dans les années qui suivent leur arrivée,

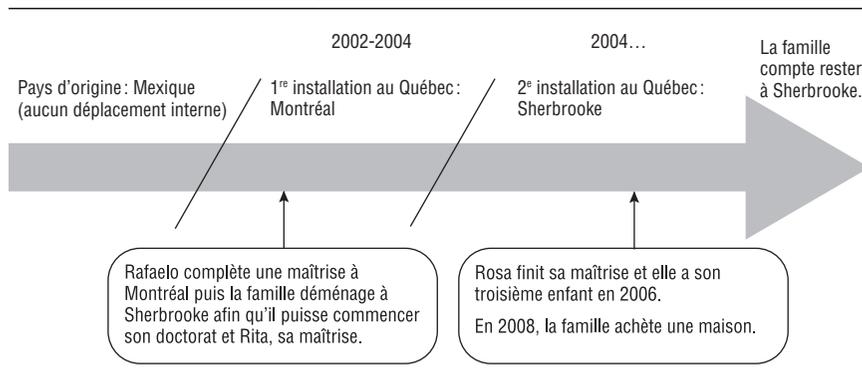
permettent une compréhension élargie des schèmes de mobilité des familles immigrantes et réfugiées tant au Canada que dans d'autres régions du monde. Pour chacun de ces modèles de mobilité, après des explications générales, un exemple typique de trajectoire familiale sera exposé.

2.1. MOBILITÉ D'UNE MÉTROPOLE VERS UNE VILLE MOYENNE

Cette première route de mobilité est celle qui est privilégiée par les politiques de régionalisation de l'immigration. En nommant des agents régionaux d'immigration à Montréal et en favorisant la promotion des régions, le gouvernement québécois vise le déplacement d'une partie des immigrants installés dans la métropole montréalaise vers des villes moyennes ou plus petites en région. On pense alors que l'installation à Montréal, du fait de son rôle de phare international, est un passage obligé mais que les familles pourront ensuite être attirées par de plus petits milieux. On insiste sur la qualité de vie dans ces milieux mais c'est généralement l'emploi ou les études qui entraînent les familles dans cette mobilité. Les exemples les plus courants sont de Montréal vers Sherbrooke ou Gatineau et de Québec vers Sherbrooke. Ce sont plutôt des familles immigrantes indépendantes, avec un niveau d'instruction relativement élevé, qui font ces choix et leur orientation est souvent influencée par des familles amies de leur pays d'origine qui sont déjà installées dans ces régions. Sans se référer à un réseau ethnique fort et organisé, ces familles s'informent à travers quelques maillons plutôt isolés de leurs réseaux et sont tentées par le fait qu'en région les communautés ne sont pas si importantes qu'à Montréal. Ces familles ont alors une vision plutôt individualiste de leur promotion et de leur insertion sociale. Souvent l'un ou l'autre des conjoints est séduit, soit par une offre d'emploi, plus stable et plus intéressant qu'à Montréal même si cet emploi reste déqualifié par rapport au pays d'origine, soit par un programme universitaire, là encore plus spécifique qu'à Montréal. On s'intéresse alors aux conditions de vie dans cette nouvelle localité et on y découvre que les loyers y sont moins élevés qu'à Montréal, le bassin de logements plus ouvert, la vie familiale favorisée par les infrastructures de loisirs. Les jeunes familles maghrébines, argentines, mexicaines ou brésiliennes y semblent particulièrement sensibles. On va alors prendre de nombreuses informations et préparer méticuleusement ce déplacement. Dans plusieurs cas et particulièrement lorsque le déplacement se fait vers Sherbrooke, les familles décident rapidement d'acheter une maison et de se stabiliser dans la région. La faible distance entre Montréal et Sherbrooke (140 kilomètres) et le fait qu'il s'agit aussi d'une ville universitaire favorisent sans doute cette stabilisation qui permet cependant de garder les contacts avec le réseau montréalais, voire de continuer à en fréquenter certaines organisations. C'est aussi pour la qualité de vie de leurs enfants que ces familles décident de

rester dans la localité. Lorsque le déplacement se fait de Québec à Sherbrooke, c'est essentiellement le bassin d'emplois plus diversifié qui est évoqué comme déclencheur mais c'est l'insertion locale qui est mentionnée comme l'élément marquant de la décision de stabilisation. Les familles roumaines, russes, ukrainiennes qui suivent cette voie se sentent plus intégrées à Sherbrooke qu'à Québec où leurs contacts et relations tournaient essentiellement autour de l'université. Là encore, l'achat d'une maison marque la décision de rester dans la localité.

Figure 3.1
Parents et trois enfants âgés de 13, 9 et 2 ans

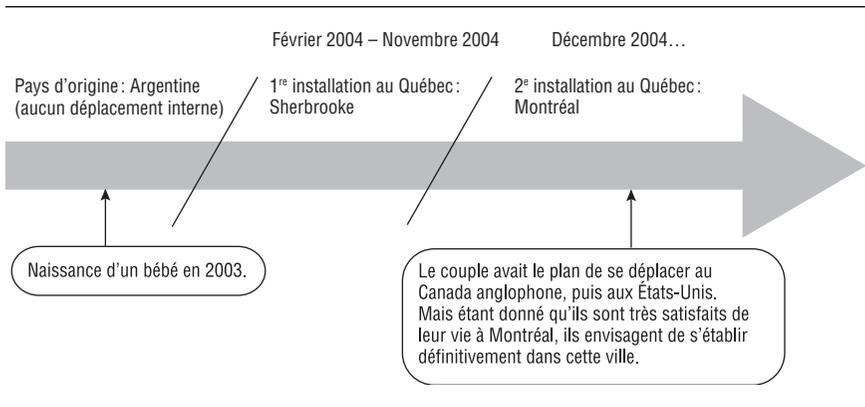


2.2. MOBILITÉ D'UNE VILLE MOYENNE VERS UNE MÉTROPOLE

Ce modèle est plutôt typique des familles arrivées comme indépendantes dans une ville moyenne du Québec. Souvent d'un niveau universitaire dans leur pays d'origine, ces familles ont choisi de loin cette destination et, dès leur arrivée, mettent toutes leurs ressources en œuvre pour tenter de s'insérer socioprofessionnellement ou encore dans le milieu universitaire. N'ayant pas vécu de déplacement avant et ayant souvent bien étudié leur projet migratoire, ces familles sont aussi prêtes à se déplacer vers une autre ville si elle leur offre plus d'opportunités de promotion socioprofessionnelle ou des programmes et équipes universitaires plus intéressants au regard de leur trajectoire scolaire. L'homme et la femme sont en accord pour ce déplacement et la ville de destination, plus grande, est d'abord approchée comme un bassin d'opportunités plus intéressantes. La famille obtient souvent des informations sur cette nouvelle ville par le réseau social ethnique, religieux ou familial qui y est déjà installé. Souvent aussi, l'un des membres du couple a obtenu un emploi ou s'est inscrit dans un programme avant même le départ familial. On passe ici de villes de taille moyenne comme

Sherbrooke (150 000 hab.) à la métropole montréalaise (1 700 000 hab.) ou encore de Rimouski (50 000 hab.) à Québec (500 000 hab.). On multiplie ainsi par 10 le taux de population de sa ville de résidence et, on l'espère, de son bassin d'opportunités. Dans ce modèle, on reste dans les limites du Québec et la distance entre les deux localités est de 100 à 300 kilomètres, ce qui signifie, pour la famille, déménagement, relocalisation de tous les membres de la famille (écoles, cégeps) mais aussi possibilité d'effectuer des visites familiales avant le choix définitif de la nouvelle destination. Pour ces familles, ce déplacement restera souvent le seul après l'immigration et ne sera suivi que de mobilité résidentielle. Ces familles, comme les autres familles locales, resteront dans la métropole pour une bonne partie de leur trajectoire, ne la quittant que pour des mouvements vers les banlieues ou au moment de la retraite. Notons aussi que ces familles manifestent leur satisfaction de leur nouvelle localité en évoquant son caractère multiculturel, la présence d'emplois ou de programmes universitaires dans leurs domaines et de services multiples et adaptés.

Figure 3.2
Un couple et un enfant

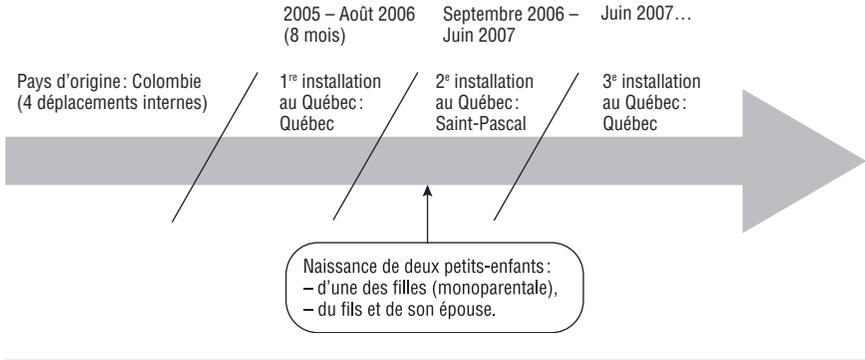


2.3. DES ALLERS-RETOURS ENTRE GRANDE VILLE ET PETITE VILLE

Typiquement, il s'agit ici de familles, arrivées comme réfugiées, ayant vécu de nombreux déplacements et séparations forcés avant la migration internationale et plutôt colombiennes, qui sont d'abord arrivées soit à Québec, soit à Sherbrooke, qui ont tenté de s'y inscrire sur le plan professionnel et éducatif mais qui n'y ont pas trouvé d'emploi. Les adultes ont des niveaux scolaires et socioprofessionnels variés mais les aînés de ces familles, souvent nombreuses et vivant en réseau élargi, ne souhaitent pas revenir aux études

dans un premier temps et veulent d'abord avoir rapidement une source de revenus. En outre, étant donné l'envergure de ces familles élargies, il leur est très difficile de trouver des logements adaptés à Québec ou à Sherbrooke et la séparation de l'ensemble familial en sous-unités est vécue comme une déchirure qui réveille les séparations et les pertes passées dans le pays d'origine. Pour ces familles, le temps presse et les cours de francisation sont vus comme une perte de temps ; s'installer dans le pays, c'est y travailler et y gagner son propre argent, peu importe dans quel domaine. Pour cela, ces réseaux de parentèle intergénérationnels suivent les voies du réseau ethnique, obtenant des informations sur les possibilités d'emplois dans de petites localités en région grâce à ce réseau. Ces familles décident rapidement du départ vers la nouvelle localité, dès qu'il y a possibilité d'emplois, prennent peu d'informations complémentaires et règlent la question du logement à l'arrivée soit avec le réseau déjà présent, soit avec l'employeur local qui, dans plusieurs cas, va payer le premier mois de location, à ces travailleurs dont on a besoin. Les parcours les plus typiques sont de Québec à Saint-Pascal (3000 hab. et un abattoir local qui a embauché de nombreux Colombiens en 2006) ou à Drummondville (60 000 h et plusieurs entreprises embauchant des ouvriers non qualifiés) ou encore de Sherbrooke à Thetford Mines (30 000 h avec aussi des petites et moyennes entreprises en manque d'ouvriers non qualifiés). Ces familles s'installent dans ces petites localités, plusieurs de leurs membres y travaillent, les enfants y vont à l'école et les jeunes s'inscrivent dans les cégeps les plus proches. Mais, dans les deux années qui suivent, ces familles vivent un nouveau déplacement et retournent vers la grande ville d'où elles sont parties. Pour plusieurs membres de ces familles, les conditions de travail sont très difficiles et les femmes, en particulier, sont obligées de quitter leur emploi en raison de problèmes de santé. Par ailleurs, ces familles manquent de services adaptés à leur situation de migration et parfois de stress post-traumatique. Plusieurs de leurs membres, dont principalement les femmes au foyer et les personnes âgées, vivent un grand isolement. Le manque de services pour apprendre le français ou leur dépendance à l'égard des entreprises locales renforce cet isolement et l'impression de ne pas s'intégrer. Finalement, les jeunes grandissent et plusieurs d'entre eux doivent aller au cégep, voire à l'université. Entre-temps aussi, il arrive que la famille se soit agrandie par des naissances ou encore le mariage de l'un ou l'autre des jeunes. Devant cette situation, les adultes repensent leur décision et certains décident, eux aussi, de suivre des formations techniques ou universitaires. Ces familles connaissent désormais mieux leur société d'installation et ses possibilités et ont eu le temps d'affiner leurs propres stratégies d'insertion. Elles décident alors de retourner vers du « connu » dont elles espèrent, cette fois, mieux profiter pour s'installer à long terme. Le départ est plus préparé, certains membres du réseau familial partent en avant pour cher-

Figure 3.3

Parents et trois filles adultes, un fils marié et trois petits-enfants

cher les logements adaptés, on accepte de vivre en sous-unités familiales du moment qu'on reste proches, on fait à l'avance les inscriptions scolaires et universitaires et on prévoit un laps de temps pour se réinstaller et rechercher de l'emploi avant de travailler. Ces familles ont parfois eu la possibilité d'amasser un petit capital grâce à leur travail et se réinstallent donc avec un peu plus de sécurité matérielle. De plus, elles connaissent déjà toutes les structures sociales et multiculturelles de la localité dans laquelle elles retournent ainsi que le réseau ethnique qui y est installé. Pour certaines, elles n'utiliseront pas cette fois les ressources d'accueil et se débrouilleront seules mais le fait de les connaître est en soi une sécurité qui favorise la réinstallation. Ces familles parlent d'un retour et le vivent comme tel avec la confiance que suppose une telle perception.

2.4. MOBILITÉ INTERLOCALE PUIS INTERPROVINCIALE

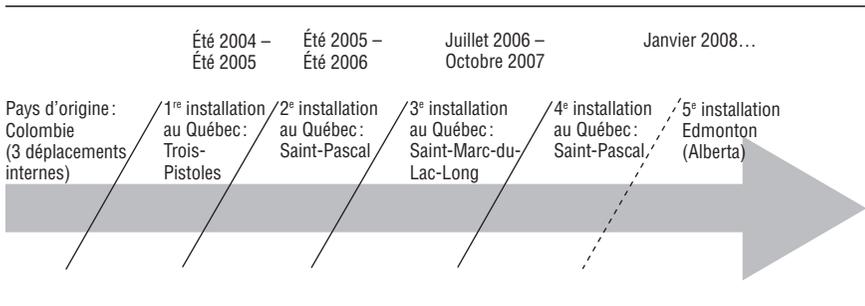
Le modèle suivant est typique des familles réfugiées qui sont arrivées directement dans des petits milieux des régions du Québec. Les membres de ces familles ont des niveaux d'instruction et des statuts socioprofessionnels variés dans leur pays d'origine allant de formations techniques à des professions comme enseignants du primaire ou du secondaire ou encore organisateurs communautaires. Les familles arrivées à Trois-Pistoles ont pratiquement toutes suivi cette route alors que d'autres installées à Sherbrooke, Québec ou Drummondville, les ont rejoints après un premier déplacement de la ville d'arrivée vers une petite municipalité régionale comme Thetford Mines ou Saint-Pascal. Si l'on part d'une ville moyenne, les conditions du premier déplacement sont les mêmes que dans le modèle précédent: nombreux déplacements et pertes au pays d'origine, recherche d'emploi en

urgence, impression de temps perdu, déplacements en réseau familial, peu sinon aucune information sur la nouvelle destination si ce n'est le fait qu'il y a de l'emploi, réseau ethnique seule source d'information sur la nouvelle localité. Par contre, pour les familles qui sont arrivées directement dans un petit milieu, s'ajoutent à ces conditions le manque de services adaptés, l'impression d'isolement, la perception d'un espace sans potentiel d'emploi ni de promotion, les difficultés de logement et, de surcroît, l'impression d'avoir été un pion dans la politique d'accueil des réfugiés.

Ces familles sont arrivées à leur première destination sans en rien connaître et ont été accueillies localement avec peu de moyens. Certaines ont la sensation d'avoir été larguées dans la nature, sans repère géographique, social ou culturel. Même si l'accueil dans cette localité a souvent été vu comme positif, ces familles décident très rapidement de partir dès qu'elles en auront la possibilité, en quête d'emploi d'abord, et ce, avec leur réseau familial et ethnique. Mais elles ne peuvent partir souvent qu'après un an dans cette première destination, lorsque leurs documents sont au point et aussi lorsqu'elles ont terminé leur premier bail de logement de un an qui est souvent vécu comme un obstacle à la mobilité. Comme les familles du modèle précédent, celles-ci partent vers des localités de plus en plus petites où des emplois non qualifiés sont offerts et médiatisés principalement par le réseau ethnique. Cependant, ces familles vont rapidement d'une localité à l'autre, ne s'installent pas vraiment et l'emploi est le fil conducteur de leur déplacement. Suivant les conjonctures, ces emplois sont parfois de courte durée et le réseau familial repart alors un peu plus loin vers une autre entreprise. Cette fois, ce ne sont pas les localités mais les entreprises qui sont publicisées et ce sont elles qui tentent d'attirer de nouveaux venus en offrant de la francisation, du logement mais surtout des heures de travail pour différents membres de la famille. À chaque déplacement, on réinscrit les enfants à l'école, on refait les démarches minimales d'installation et on se réadapte à un nouveau milieu mais, étant donné les courtes périodes de stabilité, on ne s'implique pas vraiment dans la localité, on n'en connaît que les aspects fonctionnels, on ne visite pas la région. Ces familles sont réellement de passage parce que leurs emplois sont souvent temporaires ou interrompus pour des raisons conjoncturelles (l'incendie d'une entreprise, la mise au chômage technique des ouvriers du fait de la température). Pour ces familles, le fait qu'il s'agisse de toutes petites localités les rend dépendantes de l'entreprise qui les embauche et si elles ont l'impression d'être actrices de leur vie à travers leurs déplacements, elles sont aussi particulièrement sensibles à toutes les fluctuations économiques de leurs employeurs. Leur attachement local est très faible et elles repartent généralement vers de nouveaux lieux sans regret mais aussi sans prendre d'informations sur les localités. Pour les familles engagées dans ce parcours, le départ vers l'Alberta au moment du boom économique

qui s'y déroule est une nouvelle opportunité, un nouveau départ vers l'emploi. Ces familles, dont les adultes ont peu eu l'opportunité d'apprendre le français, ne se questionnent pas sur la langue utilisée dans leur nouveau milieu. Pour eux, ce n'est qu'un nouvel apprentissage fonctionnel, une nouvelle adaptation à un milieu d'emploi promettant de meilleurs salaires et pouvant embaucher plusieurs membres du réseau. Là encore, si quelques jeunes partent en éclaireurs vers l'Alberta et y trouvent travail et logement pour les membres de la parenté, on ne s'intéresse pas à la nouvelle localité, on ne prévoit pas les nouvelles adaptations nécessaires et on ne prend pas d'informations complémentaires. Si la première partie de ces routes se déroule dans les régions du Québec à travers de tout petits milieux allant de 1000 à 3000 habitants et distants de 200 à 500 kilomètres, la mobilité vers l'Alberta implique un long déplacement (3000 kilomètres au moins) et un déménagement qu'il faut prévoir. Par ailleurs, les localités d'installation en Alberta restent de petites villes mais avec une population dix fois plus importante que les villages habités jusqu'alors et surtout il s'agit de villes qui disposent d'un gros potentiel industriel. C'est donc là que les familles découvrent, en plus du bassin d'emplois, certaines infrastructures d'accueil et d'intégration qu'elles n'avaient pas eu l'occasion de connaître dans les milieux semi-ruraux parcourus jusqu'alors.

Figure 3.4
Parents et cinq enfants



2.5. MOBILITÉ INTERPROVINCIALE ENTRE VILLES MOYENNES OU VERS DE PETITS MILIEUX

La mobilité interprovinciale est aussi le fait de certaines familles immigrantes indépendantes qui, le plus souvent, partent d'une première ville moyenne d'installation au Québec vers une autre, sensiblement de même grandeur, dans une autre province. Il s'agit majoritairement de familles allophones pour qui la langue française représente un obstacle tout autant et parfois

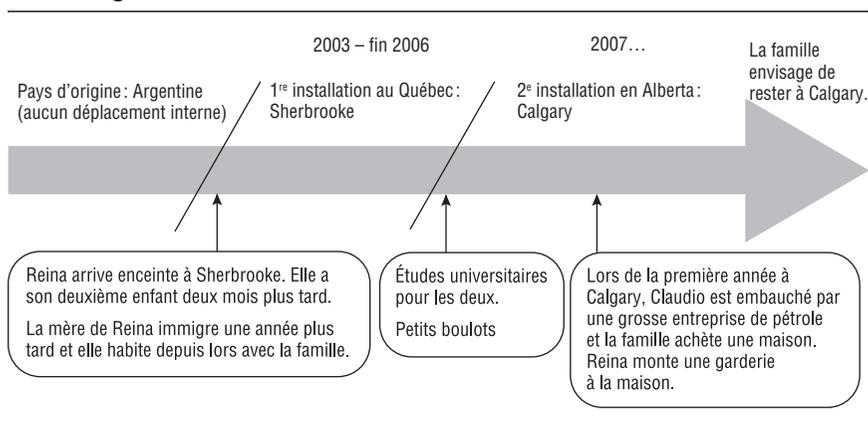
plus que la langue anglaise des autres provinces. Ainsi, on retrouve dans ce cas de figure des familles argentines ou africaines anglophones (par exemple du Ghana) qui s'installent dans un premier temps à Sherbrooke du fait de la promotion qui est faite dans leurs pays d'origine par le Québec mais aussi parfois parce qu'elles ont fait un passage par la France où elles entendent parler des possibilités d'immigration au Québec.

Il s'agit de personnes ayant un niveau scolaire universitaire, voire un bon statut socioprofessionnel dans le pays d'origine comme des avocats, journalistes, sociologues, professeurs, comptables, etc. Ils ont pour caractéristique d'avoir besoin de maîtriser le français pour étudier et se développer dans leur domaine et, par ailleurs, ils font partie de secteurs professionnels relativement fermés au Québec soit du fait des ordres professionnels, soit du fait des cultures organisationnelles de ces milieux. Ces familles nucléaires et avec souvent de petits enfants dont certains naissent durant les premières années d'immigration, restent de un à cinq ans dans leur première ville d'installation et y déploient de nombreuses stratégies d'insertion tant sur le plan socioéconomique que social. Souvent, les deux membres du couple vont suivre ensemble les cours de francisation, vont ensuite faire des stages d'intégration en emploi, vont fréquenter les organismes d'aide à l'insertion des immigrants. Ils vont envoyer de très nombreux C.V. et vont accepter des petits boulots de survie pour tenter de s'implanter localement. Mais après une année de recherche d'emploi dans leur domaine, ils prendront la décision d'un retour aux études dans un domaine proche du leur, et ce, pour les deux membres du couple ensemble. Leur vie quotidienne va alors être très difficile, devant intégrer des heures de travail pour obtenir des revenus minimaux (souvent travail de nuit pour l'homme), des études universitaires en français incluant des mises à niveau linguistique et le soin et l'éducation des jeunes enfants dont l'aide aux devoirs et à l'insertion scolaire et linguistique pour les enfants scolarisés. Ces jeunes familles sont à une étape de leur vie où elles se forment et forment leurs enfants tout en devant repartir à zéro dans leurs apprentissages professionnels et linguistiques. Elles dépensent une énergie considérable pour tenter de s'insérer et utilisent pour ce faire toutes les ressources, locales, ethniques et familiales. Ces couples s'investissent aussi dans des relations avec des organismes locaux, multiethniques et communautaires, pour tenter de s'y faire des contacts tout en y cherchant une place sociale reconnue et valorisante.

C'est après quelques années de cet investissement majeur et face à l'échec de leurs stratégies d'insertion dans la localité, en particulier sur le plan de l'insertion en emploi, que ces familles décident, souvent après beaucoup de discussions au sein du couple et avec les membres du réseau familial et ethnique déjà installé dans l'autre province, de partir pour une

nouvelle destination. Ces familles comptent alors sur les compétences interculturelles développées dans leur première destination pour mieux s'installer dans la seconde. La question de l'apprentissage d'une autre langue apparaît secondaire souvent parce que l'anglais est déjà un peu connu alors que le français était complètement nouveau. La question de l'emploi reste majeure et il est surprenant de constater que plusieurs membres de ces familles acceptent, dans leur nouvelle destination, un emploi qui n'est pas dans leur domaine et qu'ils auraient refusé dans la localité d'arrivée; ils pensent qu'il favorisera leur promotion professionnelle mais surtout qu'il leur procurera une stabilité sociale. Cette quête de stabilité qui, cette fois, devance le désir d'être reconnu dans son domaine professionnel, s'illustre dans le fait que plusieurs de ces familles décident d'acheter une maison très rapidement après leur arrivée dans cette nouvelle destination, et ce, même si leurs revenus restent modestes et parfois encore précaires. Ces familles reconnaissent implicitement l'échec de leurs premières stratégies d'insertion (dans leur domaine, investissement social et communautaire, retour aux études) et décident familialement d'une nouvelle stratégie (autre domaine professionnel, emploi sous-qualifié en vue d'une promotion ultérieure, endettement pour une maison et non pour faire des études, surinvestissement familial et du réseau ethnique en diaspora). La taille de la ville visée est cette fois moyenne et dépend surtout du réseau qui y est déjà installé ainsi que du bassin d'emplois disponibles. On pense ainsi à des familles qui s'installent à Calgary, à London, à Hamilton, à Ottawa et qui, bien qu'ayant vécu en français au Québec, y intègrent plutôt la communauté anglophone majoritaire. Par contre, pour s'insérer dans ces nouveaux milieux, plusieurs membres des couples utiliseront les compétences interculturelles développées au Québec. Plusieurs femmes argentines deviendront professeurs d'espagnol dans des écoles francophones et des africains anglophones seront embauchés comme professeurs dans des écoles d'immersion anglophone grâce à leur trilinguisme. Il en est de même pour des hommes hispanophones qui seront embauchés dans le bâtiment ou comme routiers en Alberta mais qui devront, dans leur emploi, parler le français, l'anglais et l'espagnol. Interprovincial, le déplacement est de longue distance (2000 à 3000 kilomètres) et implique une préparation financière et matérielle importante. Les familles s'informent avant de partir sur les possibilités de logement et d'école pour les enfants et souvent les hommes, ou les femmes si elles ont un emploi en vue, partiront en éclaireur pour deux ou trois mois avant que l'ensemble de la famille suive. Il est clair que le déplacement concerne alors une seule famille nucléaire parfois accompagnée d'un ascendant qui va soutenir le couple pour cette nouvelle installation (une grand-mère veuve qui a obtenu son visa d'immigration, qui vient rejoindre le couple au Québec et qui va le suivre dans le déplacement assurant la garde des petits-enfants et le soutien dans les travaux domestiques par exemple).

Figure 3.5
Parents, grand-mère et deux enfants de 5 et 7 ans



D'autres familles, cette fois, réfugiées à leur arrivée au Québec, suivent une même route interprovinciale à partir de leur première destination. Il s'agit plutôt de familles d'Afrique sub-saharienne qui ont souvent vécu de longues périodes dans des camps de réfugiés et qui, plus particulièrement, y ont vécu des séparations familiales, elles aussi, longues et douloureuses. À leur arrivée dans une ville moyenne du Québec, soit Sherbrooke, Québec ou Gatineau, ces familles dont les parents ont souvent un bon niveau d'instruction et une longue expérience professionnelle, visent d'abord à rassembler la famille nucléaire et donc à en faire venir les membres encore dans les camps de réfugiés. La première personne arrivée, souvent la mère, va alors avoir des stratégies d'insertion à court terme pour augmenter ses revenus: elle va accepter des petits boulots nombreux, va suivre les stages ponctuels d'insertion professionnelle et n'envisagera pas de retour aux études. De l'autre côté, le parent encore en camp de réfugiés va travailler pour le dossier de réfugié du reste de la famille et va souvent être responsable du rassemblement des enfants parfois éparpillés dans différents pays africains. Étant donné cette situation extrêmement précaire, l'insertion dans la localité d'arrivée sera perçue à travers des contacts réalisés pour obtenir la réunification familiale. On fréquentera des organismes nombreux mais tous orientés vers les réfugiés et on créera des contacts essentiellement dans le réseau ethnique qui sera un soutien important durant cette période à la fois d'anxiété et d'espoir. La localité d'arrivée sera perçue à travers ces opportunités de contact et de ressources. La partie de la famille qui y arrivera ensuite s'y installera avec, comme toile de fond, les informations transmises par le camp de réfugiés et par ceux qui en sont partis et se sont établis

dans diverses régions du Canada. Même si une partie de la famille a construit ses réseaux et une première place dans cette localité, l'arrivée des autres membres va déclencher une nouvelle réflexion sur l'insertion et la destination au Canada. En particulier, les premiers arrivés ont eu l'occasion de se confronter à la réalité et aux difficultés du marché de l'emploi ainsi qu'aux problèmes de relations, voire de discrimination dans cette région. La réunion de l'ensemble familial correspond alors souvent au départ vers une nouvelle destination, une autre province, une localité dont le réseau des camps de réfugiés fait la promotion, où les enfants pourront, pour les familles anglophones, suivre l'école en anglais et donc avoir moins de retard scolaire, et dans laquelle le marché de l'emploi semble plus ouvert. Ces familles partent alors de Sherbrooke vers Calgary, Edmonton, grandes villes de l'Alberta, mais aussi vers Fort McMurray et Brooks, plus petites municipalités, partie intégrante du boom économique en Alberta et maillons importants du réseau d'Afrique subsaharienne qui s'y développe depuis le début des années 2000. On peut penser que, dans ce parcours de mobilité, les familles recherchent à la fois la protection du réseau et la stabilité puisque plusieurs d'entre elles vont, comme dans le cas précédent, acheter une maison à leur arrivée.

Toutefois, avant de s'installer ensemble dans ce nouvel espace, les familles qui viennent de se réunir vivent souvent une nouvelle séparation comme s'il fallait des étapes et une progression dans les retrouvailles. En effet, si ces familles manifestent leur bonheur de se retrouver enfin, plusieurs de leurs membres expriment aussi la difficulté à vivre avec des personnes qui sont devenues étrangères au fil des années, à tout partager avec ceux qu'on a rêvés mais pas réellement connus durant des étapes essentielles de la vie, à subir la pression d'une famille qui est restée un mythe durant si longtemps et qui soudainement devient une réalité à la fois protectrice et étouffante. La nouvelle séparation, inscrite autour de la décision de départ vers une nouvelle localité, permet d'apprivoiser la réalité de cette famille en reconstruction. Ainsi, plusieurs familles quittant Sherbrooke ont décidé de le faire par étape, les hommes jeunes et adultes en âge de travailler partant en premier et s'installant pour plusieurs mois dans la nouvelle destination avant que la famille au complet suive. Les hommes s'engagent immédiatement dans des emplois souvent durs physiquement mais bien rémunérés, vivent à plusieurs dans des appartements souvent inconfortables aux loyers les moins élevés possibles, envoient une partie de leur salaire à la famille proche restée à Sherbrooke et l'autre partie, à leur famille élargie en Afrique.

Les jeunes garçons qui sont partis avec leurs pères ont souvent décroché de l'école pour travailler et l'ont fait d'autant plus aisément que leur scolarité au Québec était insatisfaisante : les années passées en camps de réfugiés

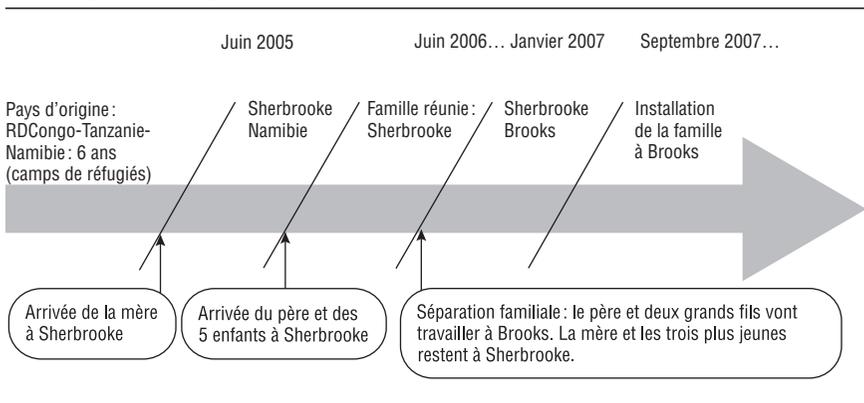
leur ont fait prendre un retard scolaire important devant lequel les commissions scolaires québécoises n'ont pas de stratégies adéquates. Ces jeunes sont parfois dirigés directement vers l'école aux adultes s'ils ont plus de 16 ans et beaucoup d'entre eux se sentent isolés et mal accompagnés dans leurs apprentissages, dans ces centres qui sont conçus pour de jeunes décrocheurs québécois. D'autres sont orientés vers des classes spécialisées pour des jeunes ayant des troubles d'apprentissage et de comportement et vivent une forte stigmatisation de ce fait d'autant plus que la pédagogie et les apprentissages proposés ne correspondent aucunement à leur passé scolaire et social, voire aux traumatismes vécus. Enfin, une troisième partie de ces jeunes passe par les classes d'accueil et rejoint les classes du système scolaire régulier mais avec une différence d'âge importante avec les autres jeunes de leur classe. Dans tous ces cas, des problèmes d'orientation, d'accueil et de cheminement scolaire se posent, si bien que les jeunes Africains de plus de 16 ans qui se sont installés au Québec avec leur famille sont les premiers à vouloir partir vers d'autres provinces pour intégrer un nouveau système scolaire ou professionnel. L'idée de gagner de l'argent en travaillant avec les autres hommes représente pour eux une promotion sociale et familiale importante puisque, contrairement à la situation vécue dans les camps de réfugiés et à celle qui a prévalu à leur installation au Québec, ils vont pouvoir participer matériellement à la vie familiale, voire à l'achat d'une maison. Ils ont ainsi l'impression de participer à la construction de leur vie. Soulignons que ces cas de jeunes Africains au travail dans plusieurs localités albertaines sont si nombreux que des écoles du soir, voire de nuit, ont été créées dans ces localités et même directement par les entreprises qui les emploient. À Brooks par exemple, le conseil scolaire a créé une école que les jeunes fréquentent le jour lorsqu'ils travaillent la nuit et vice versa. Dans des conditions matérielles extrêmement précaires tant pour les élèves que pour les professeurs, on y donne des cours d'écriture, de lecture, d'anglais, de français (pour les Africains francophones), de mathématique et autres matières fondamentales. Cependant, pour plusieurs jeunes Africains qui ont vécu dans des camps de réfugiés en pays anglophone, le passage vers une province anglophone représente une chance de se réinscrire plus rapidement dans le système scolaire et d'avoir une meilleure place. C'est la principale motivation à la mobilité interprovinciale de quelques familles arrivées à Sherbrooke qui auraient voulu inscrire leurs enfants à l'école anglophone pour leur éviter de prendre plus de retard et qui n'ont pas pu le faire à cause des lois québécoises, les parents étant allophones.

Pendant ces séparations temporaires, la partie de la famille qui reste à Sherbrooke ou à Québec investit essentiellement le réseau ethnique et immigrant. Souvent les mères sont au foyer et veillent sur leurs plus jeunes enfants ainsi que sur la scolarité de ceux qui fréquentent l'école. Elles

profitent peu de cette période pour apprendre le français ou pour entreprendre des formations sachant qu'elles vont prochainement vivre en anglais et qu'elles devront s'intégrer dans un nouveau marché de l'emploi. Elles se savent de passage bien que la situation puisse durer plusieurs mois, voire plus d'un an, jusqu'à ce que les hommes aient accumulé un certain capital, aient trouvé de bons logements à prix raisonnable, aient trouvé des écoles et garderies pour les plus jeunes, du travail pour elles. Souvent, d'ailleurs, ces femmes vont privilégier la fin de l'année scolaire pour aller rejoindre la famille en Alberta, espérant donner à leurs enfants une meilleure chance scolaire. Durant cette période d'attente, qu'elles vivent cette fois de manière passive alors qu'elles étaient les leaders du dossier de retrouvailles lorsque hommes et enfants étaient encore dans les camps de réfugiés, ces femmes se sentent parfois démunies et impuissantes devant leur société d'accueil et les problèmes qu'elles y rencontrent. Les stratégies de survie et de débrouillardise développées, d'une part, durant leur propre exil, d'autre part, durant leur première période de vie au Québec précédant les retrouvailles ne fonctionnent plus vraiment et elles doivent en trouver de nouvelles, incluant cette fois les autres membres de la famille, devenus moteurs dans la mobilité. C'est ainsi que, pour cette nouvelle destination, plusieurs d'entre elles vont envisager des projets de formation personnelle qu'elles refusent de suivre dans leur première localité québécoise. Entre ces deux localités et provinces, sur ces routes qui relient des espaces linguistiques, géographiques et sociaux différenciés et distants, se développent, au quotidien des échanges Internet et téléphoniques, des négociations familiales sur les identités et projets collectifs ou individuels et sur les stratégies de promotion sociale et économique.

Figure 3.6

Un couple et cinq adolescents de 19, 17, 15, 13 et 11 ans

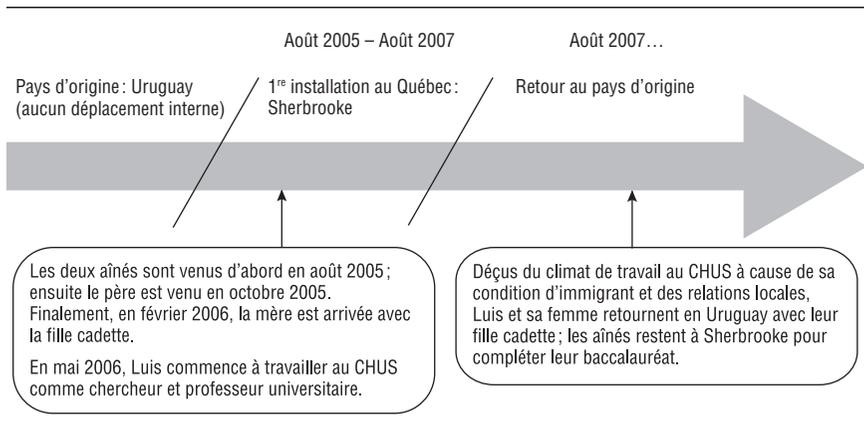


2.6. LES MOBILITÉS DE RETOUR AU PAYS D'ORIGINE

Arrivées dans un premier temps en région à Sherbrooke ou encore à Québec, des familles restent pendant une période plus ou moins longue dans leur localité d'accueil puis décident de repartir vers le pays d'origine et le plus souvent vers leur région d'origine. Bien qu'on retrouve le même processus pour des familles, principalement d'origine française, belge ou suisse, installées à Montréal, l'analyse de ces retours pour des familles installées en région permet de mieux saisir les processus en jeu dans les retours migratoires. Il s'agit de familles d'immigrants indépendants, d'un niveau scolaire relativement élevé, qui avaient un statut socioprofessionnel sûr et reconnu dans leur pays d'origine. Elles peuvent être d'origines diverses, brésiliennes, maghrébines, espagnoles par exemple. Souvent, ces familles ont vécu leur immigration comme un projet d'aventure familiale, une expérience. Dans plusieurs cas, elles ont des grands enfants qui peuvent fréquenter l'université. La décision d'immigration familiale vise alors à accompagner les jeunes dans leurs études au Canada et donc à favoriser leur promotion sociale. Dans ces cas aussi, les parents sont plus âgés et ont déjà leurs réseaux solidement établis au pays d'origine. Ces familles ont pris de nombreuses informations sur la région d'arrivée pour ceux qui se sont installés en dehors de Montréal mais vivent une migration essentiellement familiale. Elles ne souhaitent pas retrouver un réseau ethnique dans la région et visent avant tout une promotion professionnelle et sociale. En région, elles étaient attirées par la qualité de vie mais aussi par un type d'intégration dans les réseaux locaux qu'elles pensent plus facile qu'à Montréal. À leur arrivée, ces familles font de nombreuses démarches pour insérer chacun à sa place : marché de l'emploi, université, écoles. Elles sont intéressées par la francisation et souhaitent suivre les cours en accéléré ainsi qu'accéder rapidement soit à des formations d'adaptation, soit à des emplois dans leur domaine. Dans un premier temps, elles tentent de s'investir dans les organismes locaux et moins dans les organismes multiculturels. Elles s'inscrivent à la chambre de commerce, aux clubs locaux, participent aux événements sociaux dans l'espoir de se créer un réseau local efficace pour leur insertion. Cependant, c'est souvent l'échec de ces démarches d'intégration locale et le fait de se sentir rejeté par les réseaux socioprofessionnels régionaux qui façonne la décision de retour au pays. Les parents sont déçus par leur expérience et par l'écart entre leur statut au pays d'origine et au pays d'accueil. Ils vivent un important déficit de reconnaissance et d'intégration. Ils décident alors, et c'est souvent difficile car il y a eu une perte importante d'argent dans la migration, de revenir vers le pays d'origine. Plusieurs de ces familles avaient vendu leurs biens pour s'installer au Québec et doivent donc au pays, recommencer à zéro, du moins au bas de l'échelle. Cependant, ils disposent là-bas de leur réseau

local et des compétences d'adaptation et de débrouillardise développées dans la migration. Plusieurs de ces familles se séparent au moment du retour, laissant les grands enfants aux études au Québec alors que les plus jeunes repartent avec les parents. Se crée ainsi un lien durable entre les deux pays et ce nouveau réseau familial étendu servira parfois de filet de protection pour d'autres membres de la famille qui tenteront l'expérience migratoire ou à tout le moins les études au Québec.

Figure 3.7
Parents et trois enfants âgés de 21, 20 et 19 ans

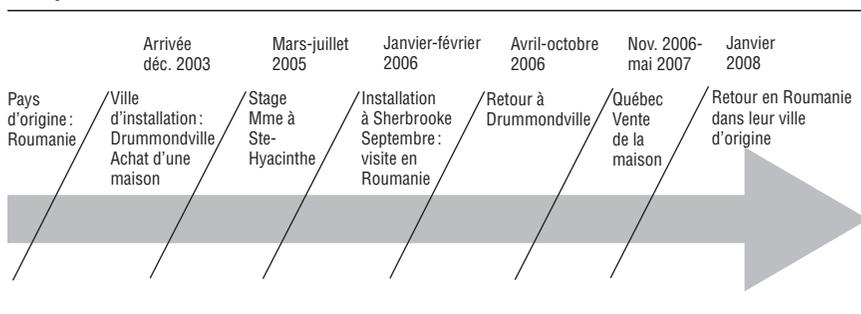


D'autres mobilités de retour au pays d'origine se situent dans un parcours plus long et plus aventureux au Québec, voire dans d'autres provinces canadiennes. Il s'agit alors de familles, immigrantes indépendantes, soit sans enfant ou avec des enfants déjà grands, qui, dans leur volonté d'insertion et de mobilité professionnelle, suivent la conjoncture de l'emploi et vont d'une localité à l'autre selon les débouchés professionnels ou plus rarement les programmes d'études universitaires offerts. L'objectif de ces familles est clairement d'obtenir mieux que ce qu'elles avaient avant de quitter leur pays d'origine et lorsqu'elles l'ont fait, elles avaient un projet de migration permanente et ont parfois vendu tous leurs biens avant le départ. Par contre, tout comme les précédentes, elles ont encore un réseau familial fort au pays d'origine et généralement sont assez isolées au Canada. Elles s'investissent peu dans le réseau ethnique et multiculturel et dépensent toute leur énergie pour s'insérer dans des emplois souvent précaires et très exigeants. Arrivant dans une ville moyenne comme Québec pour les Roumains et les Brésiliens ou Sherbrooke pour les Argentins, ces familles

ont pris des informations avant de venir mais s'en sont souvent tenues aux sites officiels du Québec et des municipalités. Elles n'ont pas cherché à contacter des compatriotes immigrés et lorsqu'elles le font à leur arrivée, c'est par hasard et sans trop s'investir dans la relation. Ils arrivent pour devenir des Canadiens qui réussissent et pas des immigrants roumains ou brésiliens. Cependant, les couples sont rapidement déçus par l'absence de possibilités d'avenir et de promotion dans leur première localité. Dans un premier temps, ils ne souhaitent pas reprendre leurs études et pensent avoir le niveau suffisant pour travailler dans leur domaine au Canada. Ils s'attachent donc peu à leur ville d'arrivée qui, ne correspondant pas à leurs attentes, est quittée sans regret pour d'autres localités où le bassin d'emplois est plus intéressant. Ces couples trouvent en général des contrats de travail sans trop attendre mais leur situation professionnelle reste précaire et inférieure à leurs attentes. C'est pourquoi, ne développant pas d'attaches locales, ils peuvent poursuivre leur voyage professionnel durant plusieurs années et sur des routes qui les mènent de Québec à Sherbrooke, de Sherbrooke à Drummondville, de Drummondville à Longueuil, de Longueuil à Gatineau... Jusqu'à ce que le couple, à la suite d'une nouvelle déception professionnelle, la goutte d'eau qui fait déborder le vase, décide de retourner au pays d'origine où la famille élargie va lui fournir un soutien moral et matériel pour la réinstallation. S'il s'agit de jeunes couples sans enfant, ils repartiront avant d'avoir leur premier enfant. S'il s'agit de couples plus âgés avec de grands enfants, ils repartiront souvent en laissant une partie de la famille étudier au Québec ou dans d'autres provinces canadiennes, voire aux États-Unis. Cependant, ces familles, une fois rentrées au pays d'origine, vivent aussi de nombreuses déceptions et, bien que réinstallées dans leur société natale, elles restent souvent en suspens entre les deux sociétés, tâchant de rester informées de ce qui se passe au Québec, des opportunités qui s'y présentent et même des événements politiques et culturels qui s'y déroulent. Ces familles ont ainsi ouvert et élargi leur monde par une mobilité d'aller-retour et, comme les précédentes, elles font souvent profiter des membres de leur famille élargie de leur expérience. Ces familles seraient assez proches, sur le plan de la mobilité, des familles chinoises installées dans les provinces anglophones du Canada et qui, lorsque les enfants sont plus grands, retournent en Chine, faisant éventuellement des allers-retours entre les deux pays. Mais contrairement à celles dont nous venons de parler et qui retournent au pays après une accumulation de déceptions, les familles chinoises ont accumulé des succès socioprofessionnels, en particulier en développant des commerces, et un capital qui leur permet de retrouver en toute sécurité matérielle la localité d'origine. Au Québec, ce type de mobilité de succès semble plus rare; cependant, on peut l'observer chez quelques familles d'ex-Yougoslavie installées à Québec ou Sherbrooke qui ont vécu de gros obstacles à leur arrivée dans les années

1990 mais qui sont restées pour offrir la paix et une certaine promotion à leurs enfants. Lorsque ceux-ci ont achevé leurs études universitaires, se sont mariés, ont trouvé un emploi et ont acquis leur propre maison souvent dans une autre ville, voire dans une autre province canadienne, les parents plus âgés décident parfois de repartir au pays d'origine, relevant ainsi le défi du retour dans un pays qui a profondément changé après la guerre. Eux aussi restent en suspens entre les deux pays, se greffant sur un réseau familial transnational.

Figure 3.8
Couple sans enfant



Enfin, un troisième type de familles vivent une séparation au pays d'immigration et un membre de la famille, l'homme ou la femme, retourne au pays d'origine, l'autre membre du couple restant dans la localité d'installation au Québec avec les enfants lorsqu'il y en a. Dans ce cas, c'est généralement la femme mère qui reste. Ces séparations s'effectuent le plus souvent un ou deux ans après l'arrivée et correspondent à un décalage dans l'insertion des membres du couple arrivés comme immigrants indépendants et provenant de divers pays comme le Maghreb, la Roumanie, le Cameroun ou l'Argentine. Généralement, celui qui retourne au pays d'origine a vécu une forte déception dans l'immigration et un échec dans son insertion socioprofessionnelle. Il a aussi la possibilité de retrouver au pays d'origine un emploi satisfaisant et reconnu, parfois dans une institution internationale. La dynamique de couple est affectée par ce décalage et le membre de la famille qui reste a généralement mieux réussi son insertion, sur le plan social, par la connaissance des réseaux locaux par exemple, et parfois sur le plan professionnel, par un retour aux études ou en acceptant un emploi déqualifié dans un domaine adjacent au sien. Parfois aussi, c'est l'opportunité de promotion pour les enfants qui est mise de l'avant pour rester dans la nouvelle société. On pense ici à des enfants qui éprouvent

des difficultés particulières (handicap, problèmes d'apprentissage) et qui peuvent être pris en charge dans des institutions spécialisées de la société d'accueil, ce qui ne serait pas le cas au pays d'origine. Dans ces cas, la localité d'arrivée, plutôt une ville moyenne comme Sherbrooke, Gatineau ou Québec, est fortement investie par le membre du couple qui y reste et il y a peu de mobilité secondaire dans ces familles. Signalons que parfois ces séparations familiales sont perçues et transmises aux enfants comme des séparations géographiques dues à l'immigration et non comme des divorces. Chaque parent reste alors membre de la famille et du couple mais ceux-ci ne se voient pas ou seulement une fois par an ou par deux ans. Là encore, un réseau familial transnational se construit entre région d'origine et région d'accueil à travers une immigration vécue différemment par les membres de la famille selon leur sexe, leur génération et leur insertion socioprofessionnelle dans l'un et l'autre espace.

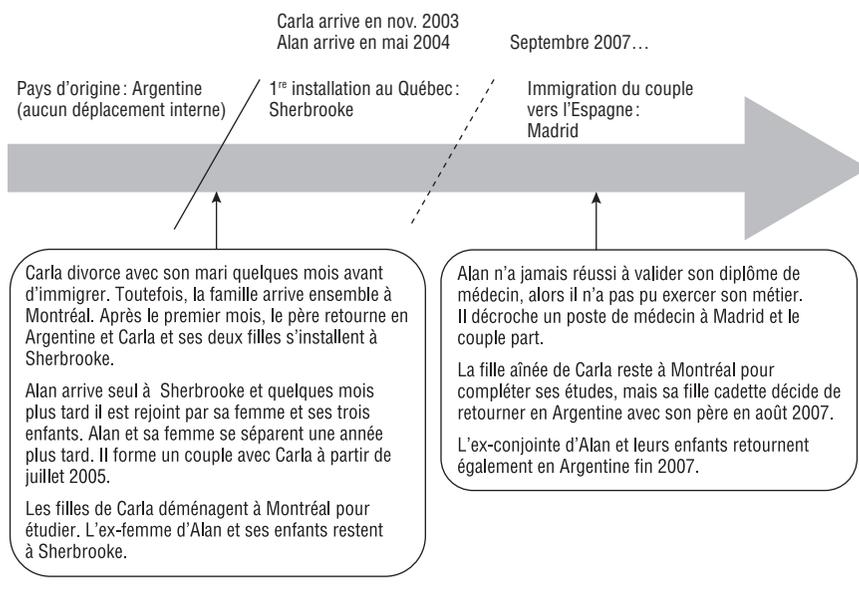
2.7. LES MOBILITÉS INTERNATIONALES

On retrouve la même dynamique d'événements familiaux et d'insertion difficile pour les familles qui suivent les voies de la mobilité internationale après une première installation dans une localité du Québec. Là encore, ce sont plus souvent des familles d'immigrants indépendants, aux niveaux scolaires et professionnels élevés et en provenance de divers pays comme le Brésil, l'Argentine mais aussi la Roumanie ou les pays de l'Europe de l'Est. Comme les familles précédentes, ce sont les déceptions et l'écart entre les attentes et la réalité qui président à la décision de départ vers un autre pays. Il s'agit souvent de la première mobilité après l'arrivée dans une ville moyenne du Québec comme Sherbrooke ou Québec et on vise alors, dans le nouveau pays, une ville généralement plus importante en population et en opportunité d'emplois. Ces familles, malgré les informations obtenues avant le départ sur leur localité d'installation, constatent rapidement leur difficulté à s'y insérer, en particulier sur le plan socioprofessionnel. Elles transfèrent alors leur sentiment de déception à d'autres domaines et se disent insatisfaites de l'ensemble de leur migration, trouvant la ville peu intéressante sur le plan culturel, les gens peu ouverts, le système scolaire mauvais pour les enfants, etc. Ces familles n'investissent pas le réseau local ni le réseau ethnique ou multiculturel de leur ville et utilisent peu les services d'accueil. Elles comptent plutôt sur leur capital personnel, matériel, relationnel et professionnel, pour s'insérer. Généralement, elles ont de la famille en diaspora dans d'autres pays potentiels d'immigration en Europe ou aux États-Unis et ce sont ces réseaux transnationaux qu'elles investissent avant tout, grâce au Web mais aussi par des visites et vacances dans ces milieux. Il arrive aussi que certains de leurs membres aient déjà effectué une partie de leurs études dans ces pays et les comparaisons s'effectuent

entre le Québec et ces pays et non par rapport au pays d'origine. Si cette perspective est souvent celle des populations maghrébines installées dans les régions du Québec qui prennent la France comme échelle de comparaison, celles-ci n'ont cependant pas la possibilité d'y faire une seconde immigration du fait de la fermeture des frontières de ce pays en particulier à l'égard de ces populations. En revanche, d'autres familles, soit européennes, soit de pays d'Amérique latine moins visés par cette fermeture, et disposant de ressources matérielles et de capital scolaire, peuvent faire le saut vers ces pays, vivant ainsi une seconde migration internationale dans les années qui suivent la première. Leur échelle de mobilité est avant tout internationale et ils investissent peu les espaces locaux que ce soit sur le plan social ou relationnel. D'ailleurs, leur ville d'implantation dans leur nouveau pays leur importe peu. Elle dépend soit du réseau familial qui y est déjà installé et qui va leur apporter du soutien, soit des opportunités d'emploi. Mentionnons que pour plusieurs de ces familles, cette seconde mobilité internationale est aussi l'occasion de recommencer une nouvelle vie sur le plan familial après un divorce et une reconstitution familiale par exemple. La mobilité géographique est ici aussi mobilité familiale et souvent parents et enfants se trouvent dispersés entre divers pays gardant le contact grâce aux nouvelles technologies et par de nombreux voyages. Les familles nucléaires deviennent alors transnationales dans leur recomposition.

Un autre type de familles, beaucoup plus marginal mais particulièrement intéressant à analyser, suit les routes de la mobilité internationale après une première installation dans une ville moyenne du Québec. Il s'agit le plus souvent de familles originaires d'Afrique subsaharienne qui ont déjà vécu de nombreux déplacements internationaux dans l'exil et de nombreuses années de passage dans divers pays et notamment dans des camps de réfugiés. Les adultes de ces familles possèdent un niveau d'instruction élevé et jouissaient d'un statut socioprofessionnel, voire politique élevé et reconnu avant leur départ contraint et souvent brutal du pays d'origine. Durant leur parcours d'exil, ces personnes ont participé à l'organisation du voyage et des étapes pour leurs compatriotes et souvent, en raison de leurs compétences professionnelles et de leur leadership, elles ont rempli des fonctions importantes dans la gestion et l'animation des camps de réfugiés, qui, rappelons-le, représentent des « États a-nationaux dans l'État », avec d'importantes populations de 20 000 à 500 000 personnes, avec leurs propres frontières, leurs lois, leurs règles de vie, leurs ressources, leur budget, leur gestion, leur planification et leur développement. Par les rôles importants qu'ils ont joués dans ces camps (gestion et distribution de l'alimentation et des aides internationales, gestion des dossiers de demande d'immigration dans divers pays, relations avec le pays où est installé le camp et avec les États limitrophes, participation aux instances internationales sanitaires et

Figure 3.9
Parents divorcés
Carla a deux filles de 23 et 21 ans – Alan a trois enfants adolescents



éducatives, etc.), les membres de ces familles ont renforcé leurs acquis du pays d'origine comme les langues parlées par exemple et ont acquis de nouvelles compétences, interculturelles, professionnelles et sociales. Malgré les conditions de vie précaires et souvent menaçantes dans ces camps, ils y ont acquis une reconnaissance et un statut social qui vont constituer un capital de confiance en soi à l'arrivée dans le nouveau pays. Ces familles, après une période de recherche et d'investissement intensif dans leur nouvelle localité où ils cherchent à recréer un espace social solidaire dans une situation beaucoup moins précaire et dangereuse, vivent une grande déception, un sentiment d'impuissance par rapport à leur destin et à celui de leurs compatriotes réfugiés. Ils se sentent inutiles et, surtout, n'utilisant pas les compétences développées si durement, ont l'impression de les perdre. Ils voient ainsi fondre leur capital à la fois professionnel, social, relationnel et de confiance en soi. Il arrive alors qu'un des membres du couple, l'homme ou la femme, celui ou celle qui a été le plus investi dans les camps, décide de proposer sa candidature pour retourner cette fois comme fonctionnaire international ou comme gestionnaire canadien dans un de ces camps de réfugiés bien connus et qu'on croyait avoir fui pour toujours. Il s'agit alors

d'une forme de retour au connu, comme dans le cas du pays d'origine, mais surtout d'un connu où l'on est reconnu. Ce type de déplacement international d'un des membres du couple entraîne bien sûr une nouvelle séparation familiale pour de longues périodes de deux à quatre ans qui correspondent à la durée des contrats de travail dans ces camps. Dans une des familles rencontrées, c'est la mère, travailleuse sociale, qui repartait travailler dans un camp en Tanzanie, laissant à Gatineau, son mari, leur grand fils qui avait vécu l'expérience des camps et un petit garçon de 5 ans né lors de leur implantation à Sherbrooke. Elle emmenait avec elle sa dernière fille de 2 ans, née lors d'une tentative d'insertion de la famille à Longueuil. Ces séparations familiales contraintes par la volonté de stabilité mais aussi de reconnaissance, comme avec les mobilités trans-provinciales, renvoient à des dynamiques familiales qui se sont créées dans l'exil mais que l'accueil difficile des localités canadiennes et le manque de possibilité d'insertion socioprofessionnelle ne permettent pas d'inverser.

2.8. LA STABILITÉ DANS DES VILLES MOYENNES

Nous avons ainsi parcouru sept routes de la mobilité suivies par les familles immigrantes installées au Québec et plus particulièrement dans les régions du Québec. Et nous avons acquis une image dynamique de la mobilité secondaire de ces familles mais nous percevons aussi que, pour plusieurs d'entre elles, l'objectif final de la mobilité, c'est justement la sédentarité, la quête d'un chez-soi qui deviendra permanent et qu'on ne souhaitera plus quitter. Les statistiques québécoises et canadiennes sur la rétention des immigrants dans les villes moyennes et dans les milieux semi-ruraux sont difficiles à trouver et même à établir, semble-t-il. Ainsi, on peut décompter les immigrants qui se déclarent comme tels dans une localité tous les trois ans, par exemple, mais il est impossible statistiquement de savoir si ce sont les mêmes qui sont restés ou si certains sont partis et d'autres se sont réinstallés durant cette période. On peut cependant noter des différences entre les petits milieux ruraux, ceux qui ont le plus de mal à retenir la population immigrante tout comme d'ailleurs l'ensemble de leur population, et les villes moyennes qui, au fil des ans et grâce à leurs politiques d'accueil et d'intégration, semblent augmenter peu à peu leur taux de rétention. Dans des villes moyennes comme Sherbrooke, on parle en 2008 d'un taux de rétention qui serait passé de 40 % à 70 %. Les décideurs politiques expliquent cette progression par deux éléments; le premier est structurel et repose sur les politiques et programmes adressés aux immigrants et leur permettant de mieux s'insérer localement, sur les plans professionnel et social. Le second est conjoncturel: on a réduit dans la région la proportion de réfugiés passant de 70 % à 50 % de l'ensemble des immigrants en quelques années. Les réfugiés, dont la destination est fixée à l'avance par

le gouvernement, sont aussi ceux qui sont les plus mobiles pour rejoindre leurs réseaux, pour trouver de l'emploi ou encore pour se diriger vers des localités plus attrayantes sur le plan de la langue ou du mode de vie. Le fait qu'on accueille maintenant à Sherbrooke, en parts égales, des réfugiés et des immigrants indépendants, qui font le choix souvent bien documenté et planifié de leur région d'installation, permettrait d'accroître la proportion des immigrants qui décident de rester dans cette région.

Les familles dont nous avons suivi les routes de la mobilité seraient donc minoritaires par rapport à celles qui, installées surtout dans une ville moyenne, décident d'y rester. Quels sont les facteurs qui incitent celles qui s'installent durablement à Sherbrooke ou à Québec à prendre cette décision? En fait, il semble que la mobilité sociale et résidentielle locale soit la meilleure façon de contrer la mobilité géographique, ce qui démontre une fois de plus l'interdépendance entre ces trois niveaux de mobilité. Ainsi, ce sont les familles qui vivent une promotion sociale et une bonne insertion socioprofessionnelle, au moins pour l'un des deux membres du couple parental, qui achètent rapidement une maison dans la localité et qui manifestent ainsi leur décision objective de s'y implanter. La création de réseaux sociaux passant par le tissu local, l'investissement dans les organismes et institutions de la ville et de sa région, l'implication dans des réseaux multiethniques permettant d'accueillir de nouveaux arrivants, vont suivre cette première décision fort importante pour les familles parce qu'elle marque leur trajectoire d'exil par un ancrage territorial. Le «chez eux» devient un «chez nous». À Québec, les membres des familles implantées parlent en premier de l'université comme d'un espace multiculturel, voire international, ouvert, permettant la promotion sociale et professionnelle. Ils insistent ensuite sur la beauté de la ville où ils se sentent bien et sur leur quartier dont on saisit qu'ils en font un investissement sélectif fort. Ils aiment vivre dans ce quartier, ils apprécient leur maison, les parcs qui l'entourent, l'école de leurs enfants, les transports en commun et les activités culturelles de la ville.

À Sherbrooke, ces familles, elles aussi insérées soit dans le milieu universitaire, soit dans des entreprises locales, classent en premier la qualité de vie, idéale selon eux pour de jeunes familles, les coûts relativement modestes des maisons et de la vie quotidienne. Leurs membres apprécient les parcs et les structures pour les enfants ainsi que tous les loisirs familiaux possibles dans la région. Ils se sentent dans un «petit monde» à échelle humaine rassurant et reposant. Ils apprécient les paysages dont certains leur rappellent parfois leur région d'origine et décrivent les structures communautaires et réseaux multiethniques comme particulièrement vivants et dynamiques. Ils apprécient la politique d'intégration des immigrants de la Ville et le fait qu'on s'y intéresse à l'immigration. La proximité de la ville

de Montréal est, elle aussi, appréciée permettant des contacts réguliers avec des membres du réseau ethnique ou familial élargi. Finalement, l'envergure même de la ville est appréciée puisque permettant d'accéder, selon eux, à une université et à des établissements éducatifs de qualité tout en évitant les stress urbains de la métropole. Il est clair que pour ces populations qui restent à long terme dans leur ville d'arrivée, c'est surtout l'opportunité de leur insertion socioprofessionnelle qui déclenche la décision de rester mais elles sont aussi dans un processus de sédentarisation qui leur fait choisir la stabilité au prix de conditions d'études ou de travail moins intéressantes que celles qu'elles avaient escomptées. Dans les deux villes, les populations qui s'installent durablement arrivent parfois avec le statut d'étudiant international, surtout à Québec, parfois avec le statut de réfugié (pensons ici aux réfugiés de Bosnie installés à Québec et à ceux de Serbie installés à Sherbrooke depuis plus de dix ans maintenant) et, pour beaucoup d'entre eux, comme immigrants indépendants de pays d'Europe, du Maghreb et d'Amérique latine.

On doit s'arrêter ici sur le fait que les familles des minorités racisées, essentiellement noires, d'Afrique subsaharienne et des Antilles, restent moins que les autres immigrants, blancs, dans ces villes. Une forme de racisme systémique, institutionnel et parfois direct, semble subsister, contraignant ces familles à de nouvelles mobilités secondaires vers des régions plus ouvertes, métropoles cosmopolites où leurs communautés sont plus nombreuses, provinces anglophones où le multiculturalisme prévaut. On peut aussi projeter que, dans les années qui viennent, les populations musulmanes, quelles que soient leurs origines et la couleur de leur peau, vont être soumises à ces mêmes mouvements sociaux, voire à de nouveaux déplacements. C'est en tout cas ce que la crise des accommodements raisonnables ainsi que le taux de chômage des Maghrébins, dont un bon nombre sont installés en région, laissent entrevoir.

2.8.1. Des schèmes de mobilité ?

À travers ces routes de la mobilité et quels qu'en soient les territoires parcourus et les arrêts privilégiés par les familles migrantes, certaines logiques semblent prévaloir. Ainsi, les familles qui viennent de grandes villes cosmopolites dans les pays d'origine et qui s'installent dans des villes moyennes en apprécient la qualité de vie et, lorsqu'elles les quittent, ont tendance à choisir des localités éventuellement plus importantes mais en rapport avec la taille de cette première destination. Il en est de même pour les familles qui arrivent dans de petits milieux semi-ruraux et qui vont privilégier, pour leurs déplacements, des petites villes ou des villes moyennes. Cette échelle des choix de destination n'est pas différente lorsqu'on passe à une autre province ou même à un autre pays. Seules

quelques familles d'un haut statut social et n'arrivant pas à une insertion socioprofessionnelle satisfaisante quitteront ces villes secondaires pour aller vers les métropoles québécoises, canadiennes ou étrangères. L'intention des décideurs politiques canadiens de favoriser une première installation des immigrants indépendants en région serait donc favorable à la rétention des familles migrantes en région même si elles changent de localité, de région, voire de province. Il y aurait pour ces familles une échelle régionale de mobilité. Par ailleurs, il est aussi intéressant de constater que l'étalon choisi pour comparer la ville de destination et en faire le choix familial est la première localité habitée au Québec, éventuellement au Canada, et pas celle d'où proviennent les familles migrantes. Ainsi, on comparera Montréal, Drummondville, Rimouski et Calgary à Sherbrooke et non pas à Bogotá, São Paulo ou Kinshasa.

Certaines familles, plutôt issues de milieux ruraux et de régions dans leurs pays d'origine, garderont cependant en tête l'image des paysages originels et la ressemblance des paysages locaux canadiens favorisera leur choix de destination. On apprécie les collines de l'Estrie qui ressemblent à celles qui entourent Bujumbura; on aime les forêts du Saguenay qui rappellent celles de l'ex-Yougoslavie. Si ces images ne remplacent pas l'insertion socioprofessionnelle, facteur clé de choix et d'implantation pour une localité de destination, les premières visites et les premières impressions liées au paysage sont cependant des adjuvants importants dans ces décisions.

Une autre dynamique qui préside à ces cheminements repose sur le type de déplacements effectués avant l'installation au Québec. Dans une *logique de répétition*, des familles qui ont vécu de nombreux déplacements avant cette arrivée continuent à être très mobiles durant leurs premières années de vie au Québec, comme si la migration internationale avait permis un changement d'échelle de la mobilité mais pas une interruption des déplacements. De même, des familles qui n'ont pas vécu de mobilité prémigratoire répéteront ce schème de vie lors de leur installation au Québec. Elles arrivent dans une ville, y prennent un logement, y envisagent diverses voies d'insertion, ont le projet d'y acheter une maison et d'y rester. La migration internationale est vue ici comme le franchissement d'une frontière entre deux mondes qui oblige à remodeler ses conditions de vie; mais cette frontière est vue comme fixe et la vie dans ces deux mondes est envisagée avant tout selon le type de mobilité passée.

Par contre, d'autres familles se situent dans une *logique de rupture* face à leur passé. La migration vers le Canada marque une étape qui va avoir un impact sur leur rapport à la mobilité. Des familles qui avaient vécu de nombreux déplacements avant le départ vont rechercher avant tout la

stabilité et l'implantation, la migration internationale étant vue comme le plus grand mais aussi le dernier déplacement. D'autres familles qui au contraire avaient vécu la stabilité au pays d'origine vont, avec la migration internationale, entrer dans une trajectoire de mobilité où l'on reste toujours de passage. « *Le grand déplacement, la grande rupture, c'est quand j'ai quitté mon pays, le Cameroun. Maintenant, ici, la mobilité n'est plus une rupture...* »

Finalement, dans ces parcours, deux orientations de mobilité semblent primer : la première privilégie l'importance de la ville comme bassin d'opportunités économiques et sociales. Il s'agit d'une logique plus structurelle : après une première expérience souvent difficile dans la première destination, on espère trouver là où il y a plus de monde et plus d'infrastructures les moyens économiques et relationnels pour s'insérer en emploi, faciliter des études pour soi ou les enfants et encore pour lier des relations dans le réseau ethnique déjà présent dans la nouvelle localité. Ce type de mobilité s'installe dans la durée et représente un projet à plus long terme, c'est pourquoi les familles vont souvent tenter d'obtenir de l'information générale sur la nouvelle destination. Pour cela, ils vont consulter les sites Internet, les membres du réseau qui y sont déjà présents et vont faire des visites avant le départ. Il est aussi courant qu'un membre de la famille, souvent le père ou l'aîné de la famille, parte en éclaireur et effectue sur place une première installation (logement, administrations, éventuellement emploi) pour faciliter la venue de sa famille.

La seconde logique est plus conjoncturelle et entraîne une mobilité plus grande, articulée à des conjonctures changeantes : il y a de l'emploi à ce moment dans telle localité, on y ouvre au cégep un programme de formation intéressant ou encore une partie du réseau familial élargi est parti s'établir dans cette nouvelle localité. On ne se soucie guère des infrastructures et services généraux avant le départ même si leur manque est largement déploré après l'installation de la famille. Cette fois-ci, on prend peu d'informations sur la nouvelle destination ; on se contente de savoir qu'il y a une entreprise qui embauche et on tient souvent ces informations du réseau familial élargi ou du réseau ethnique, ce qui leur donne une grande légitimité. On fait éventuellement une visite, mais celle-ci reste superficielle ; elle renvoie à une lecture du paysage plus que des conditions locales. Finalement, il n'y a pas d'éclaireur, peu de préparatifs et c'est toute la famille, voire une partie du réseau qui part ensemble vers la nouvelle destination.

Certaines communautés semblent adhérer davantage à la première logique, comme les Roumains, les familles d'ex-Yougoslavie ou encore les Argentins, qui, réfugiés ou non, ont souvent un niveau d'éducation élevé et des attentes et exigences importantes à l'égard de leur nouvelle société. La deuxième logique qui amène à plus de mouvements concerne davantage

des familles colombiennes et africaines, toutes réfugiées, dont le niveau d'instruction peut aussi être élevé (il l'est souvent pour les familles envoyées en régions) mais dont les attentes envers la société d'accueil sont moins élevées, au moins de manière explicite et durant la première partie du séjour. Car les diverses études montrent que réfugiés et immigrants indépendants se rejoignent rapidement dans leurs attentes sociales et dans leurs projets de promotion sociale dans leur nouvelle société.

3. LES DYNAMIQUES FAMILIALES DANS LA MOBILITÉ

Nous continuons à être un couple de combat et nous nous donnons beaucoup d'appui mutuellement pour avancer dans nos projets. Je crois que l'immigration n'est pas facile pour personne; elle te fait confronter à des choses intimes de façon individuelle et familiale. Voilà pourquoi elle te fait te séparer ou t'unir encore plus à ton copain ou ta copine. J'ai appris ça et, grâce à Dieu, dans notre cas, cette expérience nous a fait nous attacher encore plus (couple argentin, Sherbrooke-Montréal).

3.1. LES SÉPARATIONS ET LES CONSTRUCTIONS FAMILIALES

Les parcours migratoires sont émaillés d'événements familiaux qui sont autant de virages et de repères marquants pour les membres de famille. Ainsi, raconter la mobilité géographique, c'est aussi parler des constructions et reconstructions familiales. Les rencontres, mariages, naissances, séparations et retrouvailles avec divers membres de la parenté constituent les différents vecteurs qui relient migration et famille.

Ainsi, pour les couples partis sans enfant du pays d'origine, la naissance du premier enfant dans une région du Québec va souvent représenter un ancrage, si ce n'est local, à tout le moins provincial ou national. Cet enfant canadien donne sens et légitimité à la migration parentale. En outre, les expériences d'accouchement dans les régions du Québec (à Rimouski, à Drummondville, à Sherbrooke) nous ont souvent été racontées comme de belles expériences qui conjuguent le bonheur de devenir parents à celui de le faire dans sa nouvelle terre. Les services sont décrits de manière très positive et les femmes, en particulier, se disent touchées de l'intérêt qu'on leur a alors accordé dans les services de santé. C'est parfois la première expérience positive qu'elles ont dans la région et elle marque longtemps leur discours et leur représentation de leur première destination. Si ces naissances n'implantent pas la nouvelle famille dans l'espace local, elles favorisent une forme d'enracinement de l'histoire familiale dans un lieu qui restera partie intégrante de l'identité de l'enfant. De plus, ces

naissances vont souvent inciter la famille à rester plus longtemps dans ce premier espace et à prendre le temps de faire le tour de la région avant d'envisager une nouvelle destination. Ce temps et cet espace investis à travers la naissance prennent ainsi sens dans la trajectoire migratoire mais aussi et surtout dans la mémoire familiale, créant un pont entre le local et l'international. Pour d'autres familles, c'est un deuxième ou un troisième enfant qui voit le jour en région. Si la dimension de construction de la famille est pour elles moins importante, l'ancrage familial dans la région est cependant favorisé par l'expérience d'accouchement, les relations généralement bonnes avec les services de santé et les organismes communautaires, la valorisation des femmes enceintes et des enfants dans la société québécoise. Une femme colombienne qui a eu son troisième enfant dans un village proche de Drummondville explique : « *Tout le monde était gentil avec moi, c'était formidable pour le village, ils n'avaient pas eu de naissance depuis plusieurs années... Tout le monde nous parlait et voulait voir notre bébé. C'était vraiment spécial.* »

Dans le même processus de construction familiale, de nouveaux conjoints se rencontrent en région. Ce sont le plus souvent les jeunes des familles réfugiées, colombiennes et africaines, arrivées dans une même période dans cette localité. Les liens amoureux entre ces jeunes rapprochent leurs familles qui forment alors un réseau élargi de parentèle, réseau qui parfois favorisera le déplacement de l'ensemble familial, parfois sa stabilisation dans une région donnée.

On note aussi des retrouvailles avec des membres des familles qu'on parraine, une grand-mère, un jeune frère, un enfant d'un premier mariage, le conjoint et les enfants encore en camp de réfugiés, et qui, le temps de la demande d'immigration, vont avoir pour effet de stabiliser la famille dans la localité d'installation. Cependant, dans plusieurs cas, dès que ce membre de la famille arrive, on déménage vers une nouvelle localité où l'on espère avoir plus de chances de trouver un emploi. Le nouvel arrivant est alors porté par l'ensemble familial dans sa mobilité de promotion et la période de vie dans la première destination est perçue comme un temps d'attente, entre parenthèses, peu investi et qui donne simplement la possibilité d'un nouveau départ, d'un rebond ensemble ailleurs. Dans cette dynamique familiale, l'espace local d'installation devient alors un tremplin pour aller plus loin.

D'autres couples, et c'est aussi parmi les familles réfugiées colombiennes que ces cas sont les plus courants, se séparent peu après leur arrivée dans une région du Québec. Dans certains cas, la décision de séparation était prise avant le départ du pays d'origine, mais la famille devait rester unie pour obtenir le statut de réfugiés pour les uns et les autres. Alors dans

l'intérêt de tous et pour leur survie, ces familles décident de soumettre ensemble le dossier pour obtenir le statut. Il s'agit là d'un soutien mutuel qui dépasse, semble-t-il, les difficultés et les malentendus du couple. Cette relation d'entraide va souvent continuer durant les premiers mois de vie au Québec où l'on va investir ensemble l'espace local de la première destination et la séparation, lorsqu'elle deviendra officielle, correspondra souvent à un départ vers une nouvelle localité au Québec, soit des deux membres du couple séparément mais vers la même destination ou encore vers deux destinations différentes mais négociées pour rester proches, en particulier lorsqu'il y a des enfants (Trois-Rivières et Drummondville par exemple). Malgré la séparation, ces liens continueront souvent à représenter un soutien dans l'insertion, pour trouver un logement ou une formation par exemple. Dans certains cas, lorsqu'il y a une situation de parrainage d'un autre membre de la famille, ces séparations s'effectueront uniquement lorsque le délai légal aura été dépassé (de un à trois ans) ; ainsi des familles de réfugiés en séparation continuent à vivre ensemble au gré de la mobilité migratoire et du fait même de l'exil.

Dans d'autres cas, c'est ce même exil qui rapproche les couples et resserre les liens, mais qui aussi provoque des écarts et des difficultés, voire des séparations. Il arrive par exemple que les écarts d'insertion socioprofessionnelle entre l'homme et la femme créent des rivalités au sein même du couple et, pour les hommes le plus souvent, un sentiment d'amertume, voire d'agressivité qui dégénère en conflit avec la conjointe. Ces hommes se retirent souvent de la vie sociale dont ils se sentent exclus, vivent une forte dévalorisation sociale de même que par rapport à leur conjointe. Certains se replient sur leur communauté religieuse et d'autres décident d'un retour au pays d'origine alors que leur épouse commence à s'insérer dans les réseaux professionnels ou universitaires locaux. Souvent, les enfants resteront avec leur mère au Québec. Pour d'autres, comme Leila dont nous avons relaté la trajectoire de promotion professionnelle, c'est la femme qui, dans l'immigration, acquiert de l'autonomie et se sent soutenue en cela par la société québécoise. Ces femmes vont souvent investir les mouvements féministes au Québec. Enfin, dans un troisième type de situations, c'est la femme qui éprouve des difficultés à supporter la rupture avec le pays d'origine, son mode de vie habituel et surtout son réseau familial originel, alors que l'homme trouve une certaine continuité soit dans l'emploi, dans les études ou dans des relations sociales. Il arrive que cette situation aboutisse après plusieurs années à une séparation du couple et au retour au pays d'origine de la femme éventuellement avec les enfants, le mari étant alors très mobile au Canada et de manière internationale, selon les possibilités de promotion professionnelle qui lui sont offertes.

Après ces séparations, de nouveaux couples et de nouvelles familles se forment dans la migration, et les petites localités représentent un espace de rencontre important pour cela. Les communautés ethniques y sont petites, tout le monde s'y connaît; il est plus facile que dans les grandes villes cosmopolites d'y rencontrer un nouveau conjoint et d'y fonder une nouvelle famille composée des enfants de l'un et de l'autre, les ex-conjoints restant le plus souvent à proximité. Notons finalement que ces séparations et recompositions familiales en situation migratoire soulèvent de manière importante la question de la mobilité secondaire. En effet, si ces couples qui se séparent ont des enfants, ils tentent d'articuler mobilité professionnelle et géographique avec la stabilité de leurs relations avec les enfants. Si ces questions se posent dans toute séparation, elles sont ici complexifiées et amplifiées par la migration en raison du manque de soutien du réseau familial élargi au pays d'origine, d'une part, et à cause des diverses voies de mobilité qui s'ouvrent aux deux membres du couple, d'autre part. Certains privilégieront la stabilité géographique, comme Boris, Ukrainien, qui reste à Sherbrooke pour être auprès de ses enfants qui y vivent avec leur mère en famille recomposée. Boris aimerait pourtant aller à Montréal ou Toronto pour trouver un emploi correspondant mieux à ses compétences, mais il va rester à Sherbrooke tant que les enfants y sont scolarisés. D'autres, comme Alan, Argentin, décideront de quitter la localité, voire le pays où vivent conjoint et enfants, en particulier si ceux-ci sont déjà grands.

On perçoit ainsi une forte intrication entre l'histoire familiale et la mobilité secondaire des migrants. Voyons maintenant comment se prennent ces décisions de mobilité au sein des familles.

3.2. LES PRISES DE DÉCISION

Deux logiques de prise de décision sont *a priori* observable dans les diverses mobilités secondaires, la première est proactive: les familles décident de partir dans le cadre d'un projet d'avenir. Cette décision est prise pour trouver un emploi, pour améliorer leur situation, pour permettre l'accès à des études, pour favoriser une forme de mobilité sociale donc. C'est la vision de l'avenir qui guide la décision de partir ou de rester. On sera ici plus attentif aux caractéristiques de la deuxième destination au moment de la prise de décision. La seconde logique est au contraire réactive: face à des expériences difficiles là où on est, on décide de partir comme l'explique cette femme colombienne installée à Drummondville après être passée par Trois-Rivières: « À partir des difficultés de mon enfant cadet à l'école, des difficultés avec les voisins et des difficultés de mon mari pour trouver un emploi, nous avons décidé de quitter la ville de Trois-Rivières à la fin du premier année. » Dans ce cas,

peu importe les spécificités de la nouvelle destination, on part surtout pour fuir et pour se protéger des difficultés auxquelles on se heurte dans la première installation.

Notons ensuite que, comme le projet migratoire est avant tout familial, la prise de décision de mobilité secondaire s'effectue dans la grande majorité des cas en famille et que la femme tout comme l'homme et les enfants y jouent un rôle actif. La famille englobe alors parfois des proches qui ne font pas partie de la famille nucléaire mais qui se déplacent avec. Ainsi, cette femme colombienne de plus de 40 ans, mariée, avec deux jeunes fils et sa mère explique que la « *décision de partir à Trois-Rivières [de Trois-Pistoles] a été prise avec toute la famille en incluant son frère et sa belle-sœur* ». En fait, on consulte alors toutes les personnes du réseau familial élargi qui sont concernées directement ou non par ce départ. Trois modèles familiaux de prise de décision de mobilité sont apparus de manière transversale aux groupes d'origine et aux statuts des familles rencontrées durant nos recherches.

Le premier modèle est celui du *leader*, lorsque l'un ou l'autre des membres du couple, et il peut s'agir ici de l'homme comme de la femme, a été le moteur dans la décision d'immigrer, a fait les démarches dans le pays d'origine, a soutenu la famille dans le parcours d'immigration et continue à être leader dans l'insertion dans la localité d'arrivée ainsi que dans les éventuels projets de mobilité.

Il en est ainsi pour cette femme colombienne de Victoriaville maintenant séparée de son conjoint avec sa petite fille. « *La décision d'immigrer a été prise en famille, mais c'est moi qui ai pris l'initiative. La demande de refuge a été faite à mon nom.* » Dès son arrivée à Trois-Pistoles, Jamette pense à quitter cette ville. Alors, elle décide de faire le cours de français et de partir ensuite. Elle en a parlé avec sa famille. Son couple s'est séparé au moment de partir et ils ont choisi des villes différentes mais ils se sont mis d'accord pour partir au même moment afin de s'aider dans le déplacement. Grâce à son ex-conjoint, Jamette prend connaissance de la ville de Victoriaville. C'est celui-ci qui l'a renseigné sur les caractéristiques de cette ville et qui l'aide avec d'autres Colombiens à trouver un logement pour elle et sa fille.

Ainsi, les leaders de la mobilité ne se contentent pas de porter des décisions personnelles mais elles en discutent dans la famille et utilisent les ressources de la famille pour les mettre en œuvre.

Le second modèle, de loin le plus présent parmi les familles rencontrées, est celui du *Nous familial* que nous avons décrit dans nos précédents travaux comme un des concepts émergents dans le projet migratoire et renforcé par la trajectoire de migration. Tout au long de leur parcours, les hommes, femmes et enfants vivent une sorte de « fusion » au sein de l'ensemble

familial et c'est l'intérêt collectif familial qui préside à la première immigration, tout comme au choix des stratégies d'insertion ou aux décisions de mobilité secondaire. Leurs processus de décision reposent sur une identité familiale forte et continue et on y discute des intérêts individuels en tentant de les relier à l'intérêt de la famille. Les enfants occupent bien sûr une place importante dans la définition de cet intérêt familial.

Ainsi, à Drummondville, cette mère de famille colombienne avec son mari et deux adolescents explique que la décision de venir à Sherbrooke pour étudier a été prise rapidement dans la dernière année lorsqu'elle et son mari ont décidé de commencer l'université et qu'ils ont été acceptés. Tous les deux voulaient commencer la même carrière à Sherbrooke et en même temps. Ils ont parlé de cette décision en famille mais les enfants ne voulaient pas partir de Drummondville puisqu'ils étaient en train d'étudier et de travailler dans cette ville. Alors, Léonor et son mari acceptent que la famille reste à Drummondville et tous les deux décident de voyager pendant la semaine pour poursuivre leurs cours à l'Université de Sherbrooke. Elle explique privilégier la stabilité de sa famille comme intérêt principal lors des décisions de mobilité: «*Où que je sois stable, je serai bien. Où mes enfants sont bien, je serai bien et très contente ainsi que mon mari.*»

Ce couple argentin qui est arrivé à Sherbrooke puis parti à Calgary exprime clairement cet intérêt familial qui motive toutes leurs décisions de mobilité et on voit ici que les enfants sont au cœur du Nous familial et que la grand-mère maternelle en est aussi partie intégrante:

Claudio: Nous sommes arrivés à Sherbrooke puisqu'il y avait des membres de notre communauté (argentine) qui pouvaient nous aider. Reina était enceinte de cinq mois, c'était une décision très difficile à prendre. Mais nous l'avions analysée et nous avons décidé de partir ensemble dès que nous avons eu les visas. La vie était très dure en Argentine et on voulait donner une bonne chance à nos enfants. Étant donné que je ne trouvais pas un emploi au Québec, nous avons discuté la possibilité d'étudier. Ainsi, j'ai commencé une maîtrise en biologie à l'UdeS pendant que Reina prenait des cours de français et pouvait d'ailleurs rester avec les enfants. Mais, après ma maîtrise, je continuais sans trouver un emploi. Nous étions dans une situation économique très précaire. C'est pourquoi nous avons envisagé le départ vers l'Alberta et je devais le faire tout seul puisque nous n'avions pas de l'argent pour partir tous ensemble. J'ai dû quand même m'endetter pour pouvoir partir. Reina n'aimait pas l'idée de partir puisqu'elle venait de commencer une maîtrise en éducation. Lors de mon séjour à Calgary, je contactais fréquemment ma femme pour lui raconter la situation ici et le marché d'emploi. Nous avons alors réfléchi sur ce départ durant trois mois. Nous avons finalement pris la décision de nous établir tous à Calgary car on pensait que c'était mieux pour la famille et les enfants.

Nous sommes arrivés à Calgary très endettés. Je ne peux pas te dire que nous avons payé toutes nos dettes (nous avons encore la dette du prêt et bourse avec la banque que nous continuons à payer à chaque mois). Mais j'ai décroché un très bon emploi et j'ai gagné un bon salaire. Je n'aurais pas réussi à trouver un emploi similaire au Québec. Reina gagne aussi bien grâce à la garderie qu'elle a créée à la maison. Depuis une année, nous avons pu acheter une maison. Les banques ici te donnent des prêts hypothécaires à 40 ans parce que les maisons sont très chères, mais tu peux y accéder et tu as un emploi pour payer les quotes-parts. Je te dirais que nos attentes ont été dépassées.

Pour notre famille, ce changement a été très important, voire vital.

Pour Reina, sa mère est la personne qui souffre le plus de ce déplacement. Elle n'arrive pas à s'adapter. Elle se souvient toujours de ses amitiés à Sherbrooke. Reina commente: « *Ma mère a participé dans un groupe d'ainés latino-américaines, mais aussi québécois, qui organisait des activités sociales. Elle ne connaît personne ici. Elle n'a pas de vie propre ni sociale. Alors, elle dépend toujours de moi; elle reste tout le temps à la maison. Elle ne sort pas toute seule alors je dois trouver du temps pour sortir un peu avec elle ou trouver des activités pour les faire ensemble. Elle m'aide avec des choses de la maison et de la garderie, mais elle ne trouve pas sa place ici.* »

Le couple souligne qu'il a beaucoup mûri depuis ces expériences d'immigration. Reina et Claudio se sentent plus unis. Ils se sentent plus forts et plus capables de faire face aux problèmes. Claudio considère que la personne qui décide d'immigrer doit avoir une certaine confiance en elle-même pour partir. Il dit: « *Je crois en moi et je crois en ma famille. Je ne suis pas très intelligent mais avec ma femme et ma famille, pour eux, je suis capable de faire les choses, d'apprendre. J'ai fait d'ailleurs très attention aux conjonctures. Je suis ouvert à toutes les opportunités.* »

Tous deux trouvent un autre avantage à l'Alberta pour l'éducation de leurs enfants: « *Les parents peuvent choisir d'envoyer à leurs enfants soit à une école anglophone, soit à une école francophone. Nous sommes très contents de savoir que nos enfants deviendront trilingues.* »

De la même manière, ces deux sœurs colombiennes venues avec leurs enfants s'influencent mutuellement dans leurs choix de localité d'installation, et ce, à travers un Nous familial qui n'est pas relié à des relations de couple:

J'ai parlé de la décision de quitter la Colombie avec ma sœur puisque c'était cette dernière qui avait le problème et le besoin de quitter la Colombie. Toutes les deux, on a discuté beaucoup à cet égard et on a décidé de partir pour protéger les enfants. Dans ce sens, la priorité a été de trouver une bonne

place pour les enfants. Ma sœur est arrivée au Québec quelques mois après moi... Je lui ai téléphoné pour lui dire qu'elle ne devait pas accepter de venir à Trois-Pistoles. Le consulat a donc envoyé ma sœur à Trois-Rivières. Alors, à la fin du bail, je vais aller la retrouver et déménager vers Trois-Rivières.

Deux types de stratégies articulées sur ce *Nous* familial semblent présider aux décisions de mobilité des familles immigrantes. La stratégie de *l'intrication des parcours* a déjà été décrite dans les trajectoires des familles immigrantes (Vatz Laaroussi, 2001). On la retrouve ici autour des facteurs, des décisions et des conditions de mobilité. En fait, il s'agit de croiser les stratégies de promotion socioéconomique au sein de la famille, c'est-à-dire entre les membres du couple et les grands enfants, pour tenter de les rendre plus efficaces. Il en est ainsi pour cette jeune famille marocaine de Québec avec un bébé. Naoual explique que son conjoint a terminé son doctorat et a obtenu un emploi de postdoctorat à l'Université de Sherbrooke. Ils sont donc venus à Sherbrooke puisqu'elle avait alors terminé son doctorat et n'avait pas d'ouverture. Actuellement, elle et son conjoint cherchent du travail un peu partout, ils ne se limitent pas au Québec car c'est important pour eux « *d'actualiser les études très poussées qu'ils ont fait, ils ne veulent pas être dans des emplois sous-qualifiés comme responsables de laboratoire par exemple car leur formation risque de se dévaluer* ». Ils ont passé des entrevues à l'Université de Moncton pour être professeurs mais n'ont pas été retenus ; toutefois, si l'un des deux avait eu le poste ils auraient accepté de s'installer là-bas au Nouveau-Brunswick.

De même, cette famille colombienne de Drummondville entrecroise les stratégies d'insertion non seulement au sein du couple mais aussi avec les projets d'études des enfants. Ainsi, le mari de Mónica veut commencer des études à l'Université Laval et son fils aîné veut entrer dans les Forces armées à Trois-Rivières dans un an. Alors, Mónica et son mari sont en train d'analyser où ils partiront prochainement. Si leur fils est accepté par les Forces armées, ils vont déménager à Trois-Rivières et son mari s'inscrira à l'UQTR. En outre, cette décision serait intéressante pour l'avenir de Mónica puisqu'elle voudrait aussi, à plus long terme, entrer dans les Forces armées.

Les *stratégies d'interdépendance* participent aussi au modèle du *Nous familial*. Si c'est toujours l'intérêt familial qui est mis de l'avant dans les décisions de mobilité, on a le plus souvent ici affaire à des femmes qui ont suivi leur conjoint, voire un autre membre de la famille lors de la première immigration et qui continuent à dépendre des stratégies d'insertion et du parcours mis en œuvre par cette personne. Il en est ainsi pour cette jeune femme africaine arrivée à Sherbrooke avec ses parents et qui va quitter le Québec pour Edmonton avec son nouveau conjoint :

Mon conjoint déjà avait des relations avec des amis qui vivaient à Calgary et aussitôt, il était parti d'abord pour un court temps. Ayant réussi à avoir un emploi à temps permanent, il ne me restait qu'à le suivre tout en informant mes parents.

Comme nous l'avons vu, il arrive que ces femmes vivent une séparation conjugale peu après leur arrivée au Québec. Certaines d'entre elles se retrouvent alors comme « des électrons libres », n'ayant pas construit de stratégies d'insertion ou même de projets d'intégration ou de mobilité. Ces femmes sont souvent celles qui vont prendre des décisions de mobilité en ayant très peu d'informations sur la localité choisie et se mettent alors dans un parcours sans fin de mobilité. Mais, pour ce faire, elles ne resteront pas seules et suivront les réseaux ethniques et religieux qui les aident et les soutiennent dans ces changements.

Finalement, nous avons aussi relevé, en très petit nombre, des *hommes ou des femmes de carrière ou de projet* qui suivent leur propre projet de vie et de promotion, projet qui guide et éclaire leurs divers choix et, plus particulièrement, leurs décisions de mobilité. Il s'agit plus souvent d'hommes ou de femmes célibataires ou séparés sans enfants qui centrent leurs projets sur eux-mêmes et leur propre promotion. Certains couples d'immigrants indépendants sans enfant ou avec de grands enfants déjà en milieu universitaire peuvent aussi entrer dans ce modèle, suivant généralement le projet de carrière de l'homme. Ces immigrants ont rarement de la famille élargie au Québec et sont arrivés de manière isolée, parfois comme étudiants internationaux.

Ainsi, cette femme colombienne d'une cinquantaine d'années, maintenant à Montréal, après être passée par Chicoutimi et Québec où elle a repris et mené des études universitaires qu'elle poursuit encore, explique qu'elle serait prête à se rendre là où elle peut avoir les meilleures occasions de travail, peu importe que ce soit au Québec ou ailleurs, et même en Colombie. Elle n'a pas encore pris la décision de partir mais elle resterait volontiers à Montréal, à condition d'avoir un travail intéressant dans son domaine et correspondant à ses études. Elle ne repartira nulle part sans garantie d'un emploi.

Enfin, soulignons que quel que soit le modèle familial de prise de décision, il y a toujours un lien plus ou moins fort selon les cas avec l'ensemble du réseau transnational de la famille. Dans le modèle du leader et du projet personnel, ce réseau sera utilisé comme une source d'informations alors que dans le modèle du Nous familial, il sera parfois intégré au Nous familial et prendra donc part à la décision, ou encore il sera utilisé comme soutien dans la mobilité, donc comme guide et facteur de la décision.

En fait, on peut repérer trois noyaux de sens autour desquels s'articule la prise de décision de mobilité : la protection, la dépendance et l'intérêt familial. Ces noyaux régulent le contenu des décisions, leurs modalités tout comme la participation des différents membres de la famille à leur prise. La protection renvoie aux situations ancrées dans la survie et donne sens aux prises de décision des familles réfugiées essentiellement. L'intérêt familial vise plutôt la promotion des divers membres de la famille et se mesure par l'écart positif en termes d'insertion socioprofessionnelle et de revenus entre le départ et l'arrivée, entre les deux destinations. Il est plus présent chez les familles immigrantes économiques. L'interdépendance est perçue comme essentielle au sein des réseaux transnationaux et donne sens aux trajectoires de familles élargies et aux ramifications multiples. Ce sont les familles dont les communautés sont en diaspora qui donnent ce sens et cette orientation à leurs décisions de mobilité.

Enfin, il est intéressant de synthétiser ici les modalités de la prise de décision familiale. Dans certains cas, rattachés au modèle du Nous familial, la décision sera prise de manière fusionnelle, c'est-à-dire tous les membres de la famille ensemble. C'est parce que tout le monde sera d'accord sans discussion sur la définition de l'intérêt familial que la décision sera prise. Dans des cas plus nombreux, qu'on peut retrouver dans le modèle du leader mais aussi dans celui du Nous familial, les différents membres de la famille se mettront à discuter de la décision et feront valoir divers arguments selon leur âge, leur insertion sociale, professionnelle, scolaire locale et selon les potentiels entrevus dans la nouvelle destination. Il y a alors une forme de négociation qui permet la prise de décision qu'il s'agisse de partir ou de rester. Cette négociation est explicite et peut durer plusieurs mois. Elle est alors alimentée par le réseau transnational et les informations transmises dans la discussion familiale le sont par les membres de la famille selon les liens différenciés qu'ils y actualisent. Par exemple, les jeunes peuvent être en contact par le Web avec d'autres jeunes installés dans la nouvelle destination, les hommes, avec ceux qui y ont déjà de l'emploi et les femmes, avec celles qui ont suivi les conjoints et qui les informent sur les garderies, les services de santé, etc. Dans cette négociation, les membres de la famille sont amenés à faire des concessions pour favoriser l'intérêt commun et leur intérêt personnel parfois à plus long terme. Les enfants accepteront de quitter leurs amis locaux parce qu'ils pourront aller à l'école anglaise et retrouver ainsi la langue parlée dans l'exil. Les femmes feront la concession de leur investissement dans les réseaux locaux pour réaliser le projet d'acheter une maison. Les hommes accepteront de diminuer leurs exigences d'emploi pour s'installer dans une localité où femmes et enfants ont déjà des réseaux ethniques ou religieux solides, ou un revenu plus faible pour une destination où les milieux scolaires sont meilleurs pour

leurs enfants ou les formations plus accessibles pour leurs épouses. La troisième modalité de prise de décision, peu rencontrée toutefois, repose sur une perspective plus autoritaire dans laquelle un des membres de la famille est le porteur principal, les autres membres devant suivre cette décision. Il s'agit alors de familles adhérant au modèle du projet personnel ou encore de familles monoparentales avec de jeunes enfants, ceux-ci ne participant pas à la décision.

Enfin, il existe une autre modalité de prise de décision qui, selon les conjonctures, participe de l'un ou l'autre modèle. En fait, il s'agit d'une non-décision, la question de la mobilité restant posée de manière implicite et rarement abordée de front en famille. On craint d'abord la mobilité secondaire qui serait alors vue comme un échec de la migration et de l'intégration familiale. Cependant, la possibilité de partir reste toujours ouverte et ces familles sont à la fois dans une situation d'attente indéfinie et d'ancrage difficile parce que non décidé ouvertement et non discuté par les divers membres.

3.3. LES RAPPORTS À LA MOBILITÉ

La mobilité secondaire est essentiellement vue comme utilitaire par les familles migrantes. Si elle permet d'envisager une promotion sociale et familiale, alors elle est positive; sinon on va la poursuivre jusqu'à l'atteinte de l'objectif visé. La mobilité permet ainsi l'intégration, au sens large, tant économique que sociale. Il semble qu'après une première adaptation, les suivantes sont facilitées. Les stratégies sont connues et on les met en œuvre plus facilement. On a moins peur de l'inconnu qui n'est plus tout à fait inconnu; on connaît le système scolaire, on a appris la langue, on connaît les lois qui encadrent les locations; on a en quelque sorte développé des compétences interculturelles de mobilité.

Ainsi, en Colombie, Alba et Ramon habitaient dans un village, à leur arrivée au Québec, ils se sont installés à Trois-Pistoles et leur échelle de mobilité est celle des petites villes. Ils ont dû déménager pour trouver de l'emploi et ont décidé d'aller à Drummondville. Le fait d'avoir visité Drummondville avant de déménager a facilité leur départ. Alba craignait un nouveau déménagement. Mais elle s'est rendu compte que déménager au Québec est une activité normale et faisable que les Québécois, eux-mêmes, répètent régulièrement.

La mobilité résidentielle et géographique est dès lors le symbole d'une intégration réussie puisque les migrants y adoptent le même comportement que les natifs.

Cependant, à côté de cet aspect utilitaire et de ce symbole d'intégration, on note un rapport ambivalent à la mobilité, en particulier pour les femmes et les jeunes, en lien avec les réseaux construits localement. L'une des principales stratégies d'adaptation des femmes est de construire des réseaux là où elles arrivent, et ce, plus que les hommes. Les enfants aussi, en milieu scolaire, sont au cœur de nouveaux réseaux et participent à leur construction en y investissant souvent beaucoup d'énergie. C'est une des raisons pour lesquelles leur mobilité peut être plus difficile, voire douloureuse, puisqu'elles doivent abandonner les réseaux créés et dépenser encore beaucoup d'énergie pour en former de nouveaux.

Ainsi, pour Daniela, partie de Sherbrooke à Edmonton, la séparation avec le réseau et avec l'université a été très difficile. De même, pour cette femme angolaise partie de Sherbrooke avec ses trois enfants adolescents vers l'Alberta :

« Contente ? Oui, je l'étais dans la mesure où je me disais que tout le monde pouvait avec le temps parler anglais et que je pouvais peut-être aussi avoir un emploi selon ma qualification. Triste ? Pas tout à fait, par contre, j'avais un peu de soucis parce que je devais abandonner des amies et connaissances. »

Certaines femmes nous ont ainsi fait part de leur appréhension à envisager un nouveau départ qu'elles vivent comme contraignant et stressant : *« C'est pas facile de déménager, tu commence d'être attachée à la ville, aux endroits et des ruptures se produisent et, pour les enfants, c'est important »*, explique cette mère de famille roumaine. Cette jeune femme marocaine qui part de Québec vers Sherbrooke exprime aussi beaucoup d'inquiétude avant le départ : *« J'étais triste parce que j'avais peur de revivre encore des difficultés d'adaptation... »*

Plusieurs femmes soulignent en outre la difficulté qu'elles ont à vivre une nouvelle séparation familiale du fait de la mobilité géographique et professionnelle d'un des membres du couple. Pour cette jeune femme roumaine de Sherbrooke, le fait que son mari travaille à Victoriaville durant la semaine et revienne à la maison seulement pour les fins de semaine donne lieu à différentes frustrations et à beaucoup de tristesse. Les femmes colombiennes en se déplaçant avec leurs réseaux et les Africaines en suivant la voie des réseaux déjà créés tentent d'amoindrir ou d'éviter ces déchirements mais ont de ce fait moins tendance à investir les réseaux locaux.

De la même manière, on relève que les femmes qui sont dans une trajectoire de mobilité à répétition ont moins tendance à intégrer les organismes communautaires locaux et même ceux qui sont voués à l'accueil des nouveaux arrivants. Par ailleurs, cette mobilité parfois accélérée crée pour certaines femmes un sentiment de fatigue et de non-contrôle sur leur

vie. Ainsi, Emilia, jeune femme roumaine, croit qu'elle et son mari ont trop déménagé dernièrement : Drummondville, Longueuil, Sherbrooke, Québec. Elle souffre de ces changements continuels qui l'empêchent de se créer un réseau et de s'installer.

Les hommes rencontrés semblent moins ancrés localement et abordent la mobilité géographique de manière plus fonctionnelle que leurs conjointes. Seuls certains hommes comme Reinaldo, ancré par son implication locale à Sherbrooke, vivent un tel déchirement. Pour ces hommes, mais aussi pour les femmes qui empruntent la même trajectoire, travailleurs sociaux, avocats des droits humains, syndicalistes et organisateurs communautaires dans le pays d'origine, il y a superposition entre l'engagement social local et l'insertion professionnelle et ce sont ces deux dimensions profondément intriquées dans la trajectoire familiale de migration qui doivent se séparer dans la mobilité secondaire, entraînant souffrance et sentiment de rupture identitaire. Ces hommes et ces femmes, installés en assez grand nombre dans les régions du Québec, proviennent de la Colombie qu'ils ont dû fuir justement à cause de leurs engagements sociaux et professionnels. Dans des villes universitaires comme Sherbrooke, Québec et Gatineau, ils vont tenter des retours aux études dans des domaines sociaux tout en s'impliquant dans les associations multiethniques locales et c'est après une longue période d'essai d'ancrage local sans résultat socioprofessionnel que ces familles prendront finalement la décision de mobilité vers une autre localité, souvent une autre province.

Dans cette distinction du rapport à la mobilité selon le genre, il convient de mentionner que lorsque la décision de mobilité est partagée par l'ensemble des membres de la famille et que tous, en particulier les enfants, les adolescents et le conjoint, semblent satisfaits de leur vie dans la nouvelle localité, la femme semble mieux vivre ce nouveau changement comme si le fait de le partager le rendait moins lourd. Poukou, Congolaise, partie de Sherbrooke à Winnipeg, l'exprime ainsi :

Les enfants par contre étaient très excités à l'idée d'apprendre une fois de plus en anglais, la langue qu'ils maîtrisaient mieux que le français. Il en était de même pour mon mari. Pour une décision pratiquement personnelle, je ne pouvais qu'être satisfaite. Maintenant et avec ce petit temps à Winnipeg, j'ai l'impression que je vis ici depuis plus de temps, avec l'ouverture d'esprit des gens.

En revanche, lorsque certains membres de la famille manifestent des regrets ou éprouvent des difficultés d'adaptation dans la nouvelle destination, les femmes ont tendance à porter plus lourdement cette responsabilité. Les femmes reconstruisent ainsi leur rapport à la mobilité en fonction de celui de leur entourage proche en effectuant une forme de synthèse qui

les amène à revisiter leur propre sentiment à l'égard de ce changement. Ce sont elles aussi qui accepteront alors plus vite que leur conjoint de revoir leur décision de mobilité, d'évaluer les erreurs éventuelles de la décision et d'envisager le cas échéant un nouveau départ plus souvent de retour vers une localité déjà connue qui, dans leur représentation, apporte une forme de sécurité et de stabilité.

3.4. LES PROCESSUS DE DÉPLACEMENT FAMILIAL

Enfin, pour compléter cette analyse des dynamiques familiales dans la mobilité, il semble important de revenir sur les processus de déplacement familial mis de l'avant dans ces mobilités secondaires. Comme nous l'avons vu dans les histoires de familles et dans les routes de mobilité, trois grands processus peuvent être analysés.

La première façon de se déplacer renvoie à la dynamique fusionnelle du modèle du Nous familial; elle est typique des familles ou des réseaux qui prennent ensemble de manière fusionnelle ou négociée la décision de mobilité et qui, naturellement, vont organiser le départ et l'arrivée dans la nouvelle destination ensemble. C'est l'intérêt familial qui soude le groupe dans la mobilité et qui le rend plus fort pour surmonter les difficultés du déplacement et du changement. C'est pourquoi le déplacement est collectif même si, parfois, le nombre de personnes y participant complique l'installation matérielle. Généralement, ces familles ont suivi la même logique durant leur première migration et sont arrivées par groupes familiaux au Québec. La deuxième modalité de déplacement est celle de l'éclaireur. Le groupe ou réseau familial envoie vers la nouvelle destination un membre digne de confiance et qui a déjà démontré ses compétences de débrouillardise et d'adaptation rapide. Cet éclaireur, fils aîné, conjoint, éventuellement membre du réseau élargi de la parentèle, comme dans le cas du réseau colombien de Maria ou de la famille africaine de Jeanne et Kaluma, aura pour mission de s'informer sur la localité, le bassin d'emplois, les potentiels de logement, les écoles, etc. Il devra le faire en bénéficiant sur place des ressources et informations du réseau ethnique, expérientiel, voire religieux. Plus qu'éclaireur, il aura un rôle de passeur d'un espace à l'autre et de pont entre les réseaux. En ce sens, il ressemble au mineur non accompagné envoyé par son village ou sa famille comme éclaireur vers un pays occidental tel qu'il a été décrit par Catherine Montgomery (2008) et, tout comme pour lui, les attentes familiales sont importantes à l'égard de sa mission. On investit matériellement pour permettre son voyage et son installation temporaire dans la nouvelle localité mais on attend en retour des informations précises et, surtout, des démarches qui vont faciliter l'arrivée et l'insertion: la location d'un premier appartement, les inscriptions à l'école, la

connaissance des adresses importantes, la distribution de C.V. et parfois même le contrat d'embauche des membres restés dans la localité précédente. Selon la qualité du travail effectué, le reste du groupe familial suivra après une période plus ou moins longue et bénéficiera de l'insertion de l'éclaireur pour sa propre adaptation. Il arrive que ces familles aient vécu des processus relativement semblables dans leur première migration, l'un des membres étant venu comme étudiant international avant de faire venir l'ensemble familial ou encore certains étant arrivés directement comme demandeurs d'asile et ayant, après l'obtention du statut, ouvert la voie à leurs proches. Ce processus se retrouve autant dans le modèle de prise de décision du leader que dans celui du Nous familial, et l'éclaireur peut, selon les cas, être ou non, le leader de la décision.

Finalement, certaines familles, et nous l'avons vu dans les routes de la mobilité, vivent des séparations temporaires allant de quelques mois à deux ans et s'installent ainsi dans une situation d'écartèlement dans la mobilité. Contrairement aux précédentes, ces familles ne fixent pas un objectif d'information et d'installation à leur membre qui part mais lui confient plutôt la mission de faire vivre la famille où qu'elle soit installée. Souvent aussi ce n'est pas un seul membre qui part mais plusieurs comme le père et ses fils aînés, par exemple, dès qu'ils sont en âge de travailler. Cette séparation par la mobilité prend souvent fin d'abord pour des raisons financières lorsqu'il apparaît plus coûteux de faire vivre deux sous-ensembles familiaux à différents endroits que de les réunir. Les familles qui mettent en action ce processus de séparation familiale l'ont souvent vécu dans leurs migrations précédentes et continuent aussi, après leur installation au Canada, à couvrir les besoins de membres de leur famille restés au pays d'origine ou dans un autre pays de transit. Ces familles sont ainsi divisées et dispersées internationalement en sous-groupes familiaux et ce sont les membres masculins en âge de travailler qui les prennent en charge. Si l'on peut parler ici de familles transnationales, on voit qu'elles se constituent selon le modèle du travailleur immigrant seul, la famille restant au pays d'origine. Ce modèle développé par les pays occidentaux anciennement colonisateurs avec leurs ex-colonisés est celui de la première immigration maghrébine en France, par exemple, et on assiste, dans les orientations politiques actuelles des pays européens, à sa recrudescence. Par ailleurs, c'est aussi le modèle des migrations interprovinciales de travail que les Québécois ont bien connu dans les années 1950 lorsque les hommes devaient aller travailler dans les provinces les plus riches pour faire vivre leur famille restée sur les terres pauvres du Québec. Et ce modèle revient aussi à la mode au Canada pour les locaux du fait du boom économique dans certaines provinces alors que d'autres restent à la traîne. Ces familles immigrantes écartelées sont donc typiques à la fois des impacts de la mondialisation et des politiques de migration. Les modalités de prise de décision

sont le plus souvent dans le modèle du leader ou encore du Nous familial, cette fois-ci découpé en sous-unités regroupées sous un même Nous symbolique mais dispersées géographiquement entre plusieurs localités, provinces, pays et continents.

4. LES STRATÉGIES FAMILIALES DE MOBILITÉ

Ces diverses composantes des dynamiques familiales dans la mobilité, l'impact et les fonctions qu'y remplissent les réseaux transnationaux des migrants, la place de l'histoire familiale et internationale dans ces trajectoires et, finalement, l'articulation entre territoires, mobilité géographique et mobilité sociale, permettent de construire le concept de stratégies familiales de mobilité. Les stratégies familiales dans l'immigration sont, selon nos précédentes recherches, « à la fois actions, dynamiques et processus partagés par les membres de l'ensemble familial ». Pour analyser les stratégies familiales de citoyenneté, nous nous intéressons aux processus privilégiés par ces familles pour s'insérer, trouver leur place et s'intégrer au nouveau milieu dans lequel elles vivent. C'est aussi d'intégration que nous parlons avec les stratégies familiales de mobilité, mais si l'insertion est la finalité visée par toutes ces familles, leur rapport à la mobilité et aux territoires, leur utilisation des réseaux transnationaux et leur définition même de la réussite de l'immigration varient considérablement. C'est à ces diverses composantes que nous nous attachons ici en présentant trois stratégies familiales de mobilité qui articulent les migrations passées et les projets d'avenir, les ruptures et les transmissions, les dynamiques familiales et les routes parcourues. Notons que si ces stratégies ont été relevées chez des familles migrantes au Canada, on peut en retrouver les modalités et surtout les grandes orientations chez des migrants de divers pays européens, ce qui permet d'élargir le champ d'application tant théorique que pratique de cette typologie.

Trois dimensions peuvent d'ores et déjà apparaître comme constitutives de ces stratégies. La première recouvre les éléments objectifs portés par ces familles et leurs mobilités : pays d'origine, parcours migratoire, statut à l'arrivée en société d'accueil, première destination, niveau d'instruction et professionnel, étape de la vie de la famille à son arrivée, expériences concrètes dans la première et les autres destinations, potentiel d'emplois disponibles dans ces localités, présence de réseaux et de diaspora dans d'autres localités et d'autres pays, etc. La deuxième est symbolique et renvoie aux rapports entretenus par la famille avec la communauté ethnique, les réseaux transnationaux et locaux et le territoire, ainsi qu'aux représentations de l'immigration, de la mobilité et de l'intégration. Enfin, la troisième dimension est sémantique et se construit de manière cumulative dans

l'expérience familiale et migratoire. C'est elle qui donne le sens à la migration et à la mobilité; c'est aussi elle qui oriente et éclaire la stratégie familiale de mobilité. Les trois sens qu'on peut relier aux nœuds présidant aux décisions de mobilité sont: les liens sociaux associés à l'interdépendance, la stabilité associée à la protection et la promotion sociale qui renvoie à l'intérêt familial. Ces diverses dimensions vont être reprises et réarticulées pour chacune des stratégies familiales de mobilité. Selon ces stratégies, elles seront plus ou moins importantes et plus ou moins différenciées, mais ce sont bien l'articulation qu'en fait chaque famille et le sens qu'elle leur donne qui permettent de traiter de la singularité de ces parcours et des grandes tendances qui les transcendent.

4.1. LA STRATÉGIE DE MOBILITÉ DE RÉSEAU

Un jour, encore à Saint-Pascal, Juan dit qu'il se sentait très fatigué de son emploi dans l'abattoir. Celia, qui est la plus active de la famille, cherche des informations sur les programmes d'études pour toute la famille. Elle nous dit aussi que nous (son père et moi) étions en train de dépenser toutes nos années de vie dans des emplois qui n'ont aucun lien avec nos professions. Elle nous apporte les informations sur des programmes d'études. En discutant comme cela, nous avons ainsi pris en famille la décision de partir de Saint-Pascal tous ensemble, les grands-parents, les parents, les jeunes et leurs conjoints et les petits-enfants, pour Québec (Ava, Colombienne, Québec, Saint-Pascal, Québec).

Illustrée par les deux histoires de réseaux de Maria et de Jeanne et Kaluma tout comme par la citation ci-dessus, cette stratégie repose avant tout sur les liens du réseau, ethnique, transnational, religieux, familial élargi ou en diaspora, qui représente les voies, les finalités et les modalités de la migration, de la mobilité secondaire et de l'intégration. Ce réseau s'est formé et s'est élargi au cours du trajet migratoire. Selon les événements survenus durant ce parcours, il remplit les fonctions de protection, de résilience, d'entraide, d'information et de soutien nécessaires à la survie puis à l'adaptation et à l'intégration des différents membres des familles. Investi différemment par ces membres selon leur âge et leur sexe, il est particulièrement extensible en même temps que «tissé serré» et représente ainsi pour toutes et tous un filet de sécurité à la fois matériel, affectif et symbolique. C'est alors clairement ce réseau qui trace les routes de la mobilité qui peuvent traverser de nombreuses localités avant et après la migration internationale. Ces localités sont parfois très petites, parfois plus grandes et situées à des distances importantes. Le réseau permet ainsi le changement de langue et de province à l'intérieur du Canada. Les territoires parcourus dans cette stratégie restent peu investis puisque connus et délimités par le réseau transnational. Le plus souvent d'ailleurs les localités parcourues ont

développé un faible degré d'interculturalité et les locaux se situent dans une position d'indifférence, voire de rejet à l'égard de ces populations. Pour ces familles, le temps a d'abord été perçu comme passif, entre parenthèses, dans les camps de réfugiés ou lorsque la famille vivait l'anonymat des déplacements contraints, mais aussi lorsqu'il était celui de l'attente de retrouvailles familiales lorsque les membres de la famille étaient séparés par les démarches de demande d'asile ou par l'emploi. Il devient ensuite avant tout relationnel, centré sur les liens et les expériences partagées. La mobilité est alors perçue comme l'occasion de se retrouver, dans le cadre d'un Soi collectif, d'un Nous réseau où se construisent et se renforcent les identités individuelles. Il arrive que, dans cette stratégie, des conflits intergénérationnels se manifestent autour de la mobilité quand les enfants, arrivés petits ou nés dans l'exil, parviennent à l'adolescence. Souvent, ces jeunes éprouvent de la difficulté à quitter les localités dans lesquelles ils commencent à s'implanter, à l'école, avec des amis locaux, dans des équipes de sport, etc. Ces jeunes vont alors tenter de retenir leurs parents dans la localité mais souvent la force d'attraction du réseau sera plus importante et, après une période de stabilité locale, le noyau familial rejoindra le réseau tentant de trouver à la nouvelle destination des avantages pour les adolescents : apprentissages linguistiques nouveaux, programmes scolaires, meilleur logement, etc. Cependant, et malgré quelques ambivalences portées par les uns ou les autres de leurs membres, ces familles acquièrent, à travers ces parcours multiples, interrompus par des passages dans des territoires diversifiés, un mode de vie de la mobilité correspondant à l'image du Nomade ou encore du Différent, à la fois fascinant et effrayant, portée par des membres de la société d'immigration, en particulier ceux qui, dans les petites localités, voient passer ces familles aux expériences si différentes des leurs.

C'est aussi grâce à ces parcours et à cette mobilité que les membres de ces familles acquièrent des compétences inédites et importantes pour la suite de leur trajectoire : les compétences d'adaptation sont cumulatives dans leur cas et se développent au fur et à mesure des installations dans diverses localités. Les compétences informationnelles sont celles qui soutiennent ces adaptations répétées et permettent à la fois de trouver rapidement les meilleures informations pour la mobilité et de les transmettre aux diverses branches du réseau. Elles sont ainsi assorties de compétences dans le domaine des nouvelles technologies et dans divers types de communication, en particulier avec ceux qui sont encore dans les pays d'origine, dans des camps de réfugiés ou dans l'anonymat des pays de transit. Les compétences d'entraide sont ici articulées aux savoirs de débrouillardise tout en étant mises au service des autres dans le réseau. Par exemple, on va accompagner les nouveaux arrivants dans leurs recherches d'emploi, de logement, d'école dans la nouvelle localité. On va servir d'interprète à

partir des premiers apprentissages linguistiques qu'on y a effectués. On va accompagner les personnes les plus vulnérables vers les services adéquats et on va mettre en œuvre des services de réseau pour la garde des jeunes enfants, le soutien aux personnes âgées ou encore pour l'aide matérielle dans le cadre des déplacements ou en cas d'événement familial majeur (séparation, décès, maladie mentale ou physique invalidante, etc.). Finalement, cette entraide et cette adaptation vont être possibles grâce à des compétences relationnelles acquises au sein du réseau et de ses expériences multiples: savoir entrer en contact, savoir soutenir, savoir accompagner, savoir parler, savoir écouter, savoir assister... le tout de manière empathique, culturellement adaptée mais aussi solidaire. Ces dernières compétences sont le plus souvent développées par les femmes qui sont ainsi les leaders symboliques et relationnels du réseau et de la mobilité qui l'accompagne même si les hommes en sont parfois les leaders matériels en termes de déplacement. La principale qualité acquise dans la migration est l'altruisme sur lequel repose l'entraide: savoir aider et accepter l'aide des autres membres du réseau.

Cette stratégie est plutôt le fait de familles originaires de Colombie, d'Afrique subsaharienne et d'Afghanistan parmi celles que nous avons rencontrées dans les régions du Québec. Elle paraît donc particulièrement privilégiée par les familles qui arrivent avec le statut de réfugiés, qui ont vécu des déplacements contraints dans le pays d'origine ou dans des pays de transit, qui ont un niveau d'éducation variable allant de faible (niveau secondaire ou primaire en particulier pour certaines femmes africaines) à élevé (études supérieures) et qui ont dû entrer en exil à cause de menaces à leur vie ou à celle de leur famille. Ces familles ancrées dans le réseau transnational plus que dans le territoire local s'installent souvent dans une petite localité à leur arrivée au Québec (dans le cadre d'une destination choisie par le gouvernement) et vont y renforcer, voire y élargir leur réseau, avec toutes ses branches régionales, provinciales et internationales, avant d'en suivre les voies vers d'autres espaces. Sur le plan international, cette stratégie du réseau est adoptée par les migrants qui suivent les routes de leurs diasporas ethniques ou religieuses, mais aussi des diasporas familiales.

4.2. LA STRATÉGIE DE PROMOTION PAR LA MOBILITÉ

Il ne faut pas toujours suivre le troupeau. Il faut savoir ce qu'on veut pour sa famille et pourquoi on le veut... (Carlos, Argentin, Sherbrooke-Montréal).

Cette stratégie familiale qui vise la promotion sociale, professionnelle et économique utilise la mobilité géographique comme moyen pour atteindre ce but. Les familles qui la privilégient sont plutôt composées d'immigrants indépendants, venus pour améliorer leurs conditions socioéconomiques et celles de leurs familles et pour lesquels mobilité géographique, mobilité socioprofessionnelle et mobilité économique se superposent. Les membres de ces familles, le plus souvent nucléaires, n'ont pas vécu de déplacements importants avant leur arrivée au Québec. Certains ont déjà fait des séjours de plus ou moins longue durée à l'étranger dans le cadre d'études ou d'échanges étudiants. Il s'agit d'immigrantes et d'immigrants au niveau d'instruction élevé (niveau universitaire) et qui ont parfois déjà un bon statut professionnel dans leur pays d'origine. Cependant, ce sont aussi les difficultés économiques globales dans leur pays d'origine qui les placent sur les voies de la migration. Contrairement aux familles qui s'orientent selon une stratégie de réseau, ceux-ci comptent sur leurs réseaux souvent transnationaux et parfois en diaspora partout dans le monde, surtout pour des informations et ils en ont une représentation utilitaire avant tout. S'installant volontairement dans une ville moyenne du Québec, ils planifient leurs déplacements selon les possibilités d'insertion et de promotion pour les différents membres de la famille. En ce sens, ils sont de passage sur les territoires traversés dans ce parcours de promotion mais ils font surtout un investissement sélectif de ces territoires, selon certains quartiers qui correspondent à la catégorie sociale à laquelle ils se réfèrent, selon certains types d'appartements ou de maisons qui illustrent leur vision de l'ascension sociale ou encore selon les réseaux locaux qui, selon eux, sont les plus porteurs pour leur insertion socioprofessionnelle. Leur mobilité s'effectue essentiellement vers d'autres villes moyennes ou des métropoles où le bassin d'opportunités leur semble à la fois pertinent et large. Ils n'hésitent pas à traverser les frontières interprovinciales et internationales et s'installent ainsi dans une mobilité promotionnelle qui, pour eux, est avant tout une tactique qui permet d'avancer socialement, d'être connus et reconnus par les secteurs sociaux et professionnels auxquels ils s'identifient. Ces familles fonctionnent souvent selon le modèle du leader pour qui l'intérêt familial est au cœur de son projet de promotion sociale. Ces familles vivent aussi des événements qui en marquent la dynamique tout en conditionnant la trajectoire de mobilité. Ainsi, c'est après un divorce que la mère et son enfant continueront leur route vers un meilleur emploi ou encore après une recomposition familiale que le nouveau couple privilégiera des projets individuels conduisant à une nouvelle mobilité.

Dans tous les cas, le temps de la mobilité se doit d'être efficace, rentable, et tout temps passé dans une localité où la promotion, voire l'insertion n'ont pas été possibles est vu comme du temps perdu, qu'il faut rattraper au plus vite. Contrairement à la stratégie précédente, ce sont

plutôt les hommes qui sont les leaders familiaux de la mobilité de promotion et les décisions prises dans l'intérêt commun sont aussi souvent portées par eux après discussion avec la conjointe. Si la stratégie est censée apporter la réussite aux membres du noyau familial, elle les amène également à développer de nombreuses compétences dans le parcours de promotion. Comme pour les familles précédentes, on peut parler de compétences d'adaptation et cette fois, plus particulièrement, de compétences multiculturelles. Les agents de ces stratégies apprennent à se mouvoir de manière adéquate et efficace dans des espaces culturels différents et s'adaptent à ces différences. Dans le même ordre d'idées, ils développent souvent des compétences linguistiques multiples liées aux pays, voire aux provinces de passage et aux langues nécessaires pour leur insertion et leur promotion professionnelle. Pour eux, beaucoup de leurs nouveaux savoirs sont liés au domaine professionnel qu'ils renforcent ou investissent dans l'immigration. Ces compétences professionnelles guident leur mobilité tout en marquant leurs territoires et leur identité. C'est à travers elles qu'ils se définiront comme agronomes ou biologistes plutôt que comme Marocains ou Sherbrookoïses, et même homme ou femme. Enfin, pour favoriser cette réussite, ils doivent développer des compétences communicationnelles avec les milieux socioprofessionnels et les réseaux sociaux qu'ils veulent investir. Comme les cadres expatriés en Europe ou comme les immigrants qualifiés qui franchissent les frontières européennes, ils apprennent à connaître la culture organisationnelle et sociale de leur milieu pour s'y faire une place reconnue. Par contre, dans cette stratégie, il y a une forme de dévalorisation des localités parcourues sans promotion sociale. On leur associe alors une image négative qu'on transmettra par information aux autres membres du réseau transnational. Finalement, une des qualités majeures déployée dans cette stratégie est la persévérance. Ces familles continuent leur trajectoire promotionnelle tant et aussi longtemps qu'elles perçoivent de nouvelles opportunités ailleurs. Elles dépensent beaucoup d'énergie à chaque installation pour tenter de se constituer localement un réseau pour accélérer leur insertion et utilisent leur réseau familial au pays d'origine ou en diaspora comme un vecteur de résilience essentiellement affective. Bien qu'ils souhaitent avant tout être des citoyens à part entière de la société d'accueil, traversant le plus souvent des localités au niveau moyen d'interculturalité, ils sont souvent perçus localement à travers le filtre du sous-citoyen défini précédemment, par manque de reconnaissance. Les familles de Nadia et de Jésus et Alessandra privilégient cette stratégie de mobilité dans la migration et nous démontrent que cette stratégie peut s'actualiser différemment bien que dans une même orientation selon les étapes de la vie. Nadia est déjà loin dans son parcours migratoire et le poursuit avec sa grande fille de 18 ans alors que Jésus et Alessandra viennent d'arriver à Rimouski depuis leur pays d'origine. Cependant, tout comme Nadia, ils sont prêts

à changer d'espace pour leur promotion socioprofessionnelle. On note que les familles qui privilégient cette stratégie sont le plus souvent originaires du Maghreb, de l'Argentine ou du Brésil, pays qui vivent des difficultés économiques tout en transmettant à leur population les valeurs et les idéaux des sociétés riches de consommation, pays aussi qui vivent des transitions importantes entre un fonctionnement collectif-communautaire et une perspective individualiste-néolibérale. Les familles d'immigrants indépendants sélectionnés pour venir au Québec font souvent partie des classes sociales moyennes ou élevées de ces sociétés.

4.3. LA STRATÉGIE FAMILIALE DE STABILISATION

À cette étape, je ne peux pas affirmer que je suis intégrée dans ma nouvelle société. Mon intégration, je pense, commencerait par l'octroi d'un emploi stable, permanent pour mon conjoint, mes enfants et moi-même. Nous serions vraiment intégrés le jour où je pourrais m'acheter un logement et vivre chez moi (femme africaine, Sherbrooke).

Pour les familles qui priorisent cette stratégie, les mots clés sont la sécurité et la stabilité et, pour y parvenir, elles sont prêtes à vivre une mobilité géographique après l'immigration; cette mobilité utilitaire est donc pour elles un mal nécessaire dont on souhaite qu'il cesse le plus vite possible. Ces familles sont en quête d'un «chez-soi» permanent dans la nouvelle localité et c'est dans celles au degré d'interculturalité le plus élevé qu'elles ont le plus de chances de se stabiliser. L'achat d'une maison, l'obtention d'un travail permanent représentent pour elles l'aboutissement de leur quête migratoire et de leur mobilité. Qu'elles soient réfugiées, après avoir vécu des déplacements forcés et subi des pertes humaines majeures au pays d'origine, ou qu'elles soient immigrantes indépendantes, ces familles sont le plus souvent en provenance de pays en développement vivant ou ayant vécu des périodes historiques difficiles comme les pays d'Europe de l'Est ou des Balkans, les pays d'Amérique centrale et du Sud ou encore de certaines régions d'Afrique. C'est après ces bouleversements historiques que ces familles entrent en quête de sécurité et de stabilité, en particulier pour leurs enfants, par l'immigration internationale, d'une part, par la mobilité secondaire, d'autre part. Avec un niveau d'éducation postsecondaire et souvent professionnel (techniciens spécialisés), elles choisissent souvent leur première destination en fonction des images de tranquillité, de verdure, de parcs et de résidences spacieuses qui leur sont transmises par les sites Internet gouvernementaux. Ces familles, comme celles d'Ismaël et Thérèse ou de Ronaldo et Clara, vont faire de nombreux efforts pour s'intégrer, c'est-à-dire pour eux, s'installer définitivement dans cette localité. Pour cela ils vont accepter des écarts entre leurs attentes et la réalité sur le plan de l'emploi ou des relations sociales. Par contre, ils vont privilégier trois

éléments majeurs dans leur choix : le bien-être des enfants (en particulier sur le plan scolaire et de l'insertion linguistique), la permanence des revenus (même s'ils sont plus faibles que ceux qui étaient espérés) qui leur donne la possibilité d'accéder à des prêts hypothécaires pour acheter une maison et, finalement, la qualité de vie pour l'ensemble des membres de la famille (espace, tranquillité, espaces de loisir et de sports, etc.). Le réseau au pays d'origine est pour eux important parce que vecteur de résilience ; on tentera d'ailleurs de faire venir des membres de la famille élargie pour des périodes importantes de la vie (naissances, mariages, ascendant seul et âgé) et on fera des visites familiales pour des vacances au pays d'origine et aux grands-parents qui y vivent. En parallèle, le réseau multiethnique local est fortement investi pour tenter de trouver sa place dans la localité. On fréquente aussi les organismes communautaires locaux et on tâche de se construire un réseau local solide composé de liens faibles utilitaires mais aussi de liens forts qui permettent l'ancrage symbolique dans l'histoire et le tissu social de la localité. Le territoire local est important et on l'investit par des visites, la fréquentation de divers organismes et commerces. On le parcourt régulièrement et sa connaissance permet déjà de se sentir un peu chez soi. Bien qu'elles souhaitent être vues comme des citoyennes locales, ces familles sont souvent perçues à travers les images du Minoritaire ou du Sous-citoyen qui accepte de « boucher les trous » dans la société. En effet, nombre des membres de ces familles vont occuper des emplois non qualifiés dans ces localités : livreurs de pizzas ou de médicaments, chauffeurs de taxi, employés des centres téléphoniques, préposés dans les hôpitaux, petits commerçants à domicile (couturières, tresseuses africaines...) ; ils vont réunir les revenus issus de ces emplois pour améliorer le sort de leur famille et la réussite de leur stratégie se manifestera aussi par la mise en œuvre d'un commerce personnel (un restaurant, une épicerie ethnique...).

Lorsque ces familles envisagent une nouvelle mobilité, c'est en famille que les membres en prennent la décision et qu'ils assument le déplacement. On réfléchit longuement à la nouvelle destination et on essaie d'en voir tous les avantages et inconvénients. Il y a une forme de déchirement à quitter la première localité dans laquelle on est souvent restés plusieurs années et où l'on a investi argent et énergie pour s'intégrer. Ce nouveau départ peut parfois être perçu comme un échec et la famille va alors s'installer dans sa nouvelle destination en mettant tout en œuvre pour éviter un nouvel échec. Parfois on y achètera très rapidement une maison ou un commerce, gage de réussite et contrainte à la stabilité locale. Généralement, les routes suivies sont celles qui vont de ville moyenne à ville moyenne et, dans cette stratégie, on voit aussi des routes de retour vers le pays d'origine lorsque l'échec de la première installation est vu comme un échec du projet migratoire et lorsque le réseau au pays d'origine permet ou même favorise ce retour.

D'autres fois, c'est le retour vers la première destination qui est privilégié et celle-ci est alors associée à la qualité de vie, à une expérience de tranquillité et de sécurité vécue dès l'arrivée au pays. La principale qualité requise pour appliquer cette stratégie est la patience qui permet de percevoir le temps passé dans cette recherche de stabilité comme un investissement porteur d'apprentissages et non comme du temps perdu. Ce sont les enfants qui sont les principaux moteurs de cette stratégie et souvent ce sont les femmes qui parlent en leur nom et pour leur intérêt dans la prise de décision.

Les compétences développées dans cette stratégie sont d'abord celles de l'adaptation qui est ici considérée comme un ensemble d'apprentissages permettant des contacts interculturels et communautaires. Les apprentissages de la langue d'usage, soit le français au Québec, sont valorisés et représentent pour ces familles, en majorité allophones, une clé de leur stabilisation sociale et professionnelle. Pour trouver leur «chez-soi» dans ces localités où ils sont d'abord perçus comme des étrangers, les membres de ces familles vont développer des compétences de négociation et de médiation avec les institutions et les groupes sociaux. C'est ainsi que les parents s'intégreront aux conseils d'école ou aux comités sportifs de leurs enfants. Ils favoriseront aussi à terme la mise en œuvre d'associations locales ethniques ou multiethniques pour l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants. Ils tenteront de s'insérer dans les comités interculturels locaux et de développer des activités représentatives de leurs pays d'origine (danse folklorique, cuisine...). Ce lien avec le pays d'origine leur permettra d'investir pleinement et sans conflit de loyauté le nouvel espace auquel ils veulent s'intégrer pour trouver la sécurité et la tranquillité. Ils sont ainsi en position de recommencer à zéro dans leur nouvelle localité mais le font en sécurité grâce à la force de leurs liens affectifs et symboliques avec le réseau familial et social du pays d'origine. Par contre, une nouvelle mobilité qui les contraint à repartir encore une fois à zéro est vécue comme un événement majeur, une décision qu'il ne faut pas prendre à la légère et un choix qui doit réellement apporter des avantages sûrs aux membres de la famille. Notons que cette stratégie a été et est encore très majoritairement privilégiée par les immigrants de première génération dans les pays européens. Aujourd'hui, qu'elles proviennent d'Afrique subsaharienne ou du Maghreb, de nombreuses familles migrantes en France, en Belgique ou en Espagne, privilégient la stabilisation de leur famille, de leurs revenus et de leur qualité de vie, considérant les mobilités postmigratoires comme un échec.

Le tableau 3.1 permet d'avoir une vision synthétique et comparative de ces trois stratégies familiales de mobilité.

Tableau 3.1
Les stratégies familiales de mobilité

<i>Stratégies/dimensions</i>	<i>Stratégie de mobilité de réseau</i>	<i>Stratégie de promotion par la mobilité</i>	<i>Stratégie de stabilisation</i>
<i>Dimensions objectives</i>			
Pays d'origine	Colombie Afrique subsaharienne Afghanistan	Maghreb Brésil Argentine	Roumanie Serbie, Bosnie, Croatie Russie Salvador, Équateur, Pérou Colombie Afrique subsaharienne
Statut à l'arrivée	Réfugiés	Indépendants Étudiants internationaux	Réfugiés Indépendants
Niveau scolaire et professionnel	De faible à élevé : diversifié.	Élevé : niveau universitaire.	Techniciens, professionnels : niveau postsecondaire.
Déplacements avant l'arrivée au Canada	Déplacements nombreux contraints durant une longue période. Regroupements dans des camps ou pays de transit.	Peu de déplacements ou éventuellement pour études.	Déplacements nombreux contraints ou un déplacement majeur.
Projet migratoire	Survie familiale	Promotion socioéconomique pour les membres de la famille.	Sécurité des enfants. Meilleure qualité de vie.
Routes de la mobilité	Arrivée dans des petits milieux. Routes interlocales. Routes interprovinciales.	Arrivée dans des villes moyennes et métropoles. Routes métropole-villes moyennes et vice-versa. Routes interprovinciales Routes internationales.	Arrivée dans des villes moyennes. Route entre deux villes moyennes. Allers-retours entre villes-moyennes. Route de retour au pays d'origine. Sédentarisation dans la ville moyenne d'arrivée.
Dynamique familiale Modèle de prise de décision	Modèle de décision Leader ou Nous familial.	Modèle de décision Leader ou projet personnel.	Modèle de décision Nous familial.
Orientation familiale	Interdépendance des membres.	Intérêt familial.	Protection des membres.
Processus de déplacements	Déplacement avec envoi d'éclaireurs, familles séparées ou tous ensemble.	Déplacement avec éclaireur ou visites ensemble.	Déplacement en famille.
Événements familiaux durant la trajectoire migratoire	Séparations, mariages, naissances, réunification familiale.	Séparations, recompositions familiales, mariages.	Naissances d'enfants et de petits-enfants.

Tableau 3.1 (suite)

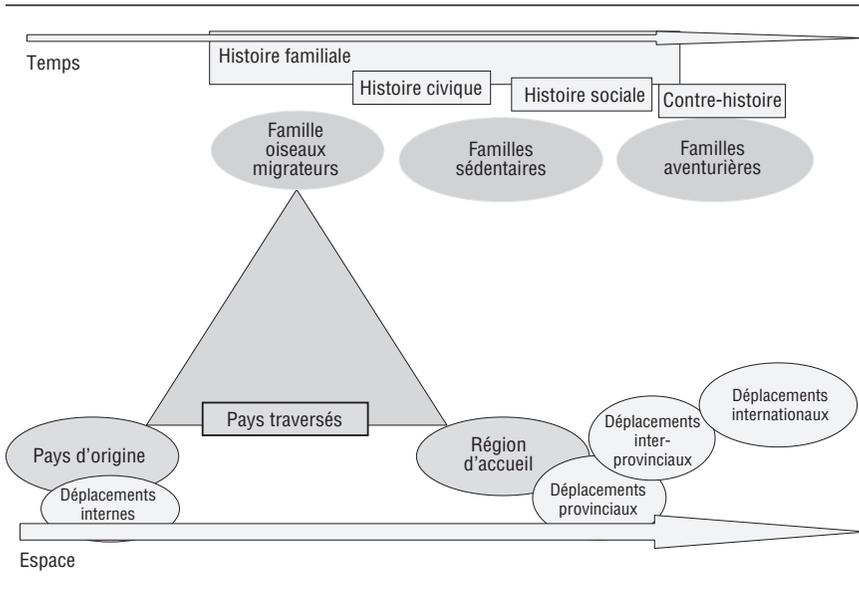
<i>Stratégies/dimensions</i>	<i>Stratégie de mobilité de réseau</i>	<i>Stratégie de promotion par la mobilité</i>	<i>Stratégie de stabilisation</i>
<i>Dimensions symboliques</i>			
Rapport au territoire	Passage Investissement sélectif	Investissement sélectif Passage	Ancrage Investissement sélectif
Degré interculturel de la municipalité	Faible	Moyen	Élevé
Rapport au réseau	Filet de protection transnational.	Insertion Territoire transnational	Résilience Importance du réseau local
Rapport au temps	Temps relationnel Temps entre parenthèses	Temps rentable Temps perdu	Temps apprentissage Temps investissement
Figure d'altérité pour le local	Nomade Différent	Sous-citoyen	Minoritaire Sous-citoyen
Fonction symbolique de la mobilité	Se retrouver.	Avancer.	Recommencer à zéro.
Rapport à la mobilité	Mobilité pour resserrer les liens. Mobilité = Mode de vie.	Mobilité géographique pour favoriser la mobilité sociale et professionnelle. Mobilité = Tactique	Mobilité pour trouver la stabilité sociale et géographique. Mobilité = Mal nécessaire temporaire.
Moteur familial de la mobilité	Les femmes	Les hommes	Les enfants et les mères
Définition de la réussite de la stratégie	Réseau et famille réunis.	Promotion sociale et professionnelle	Achat d'une maison ; ouverture d'un commerce ; contrat de travail permanent.
Définition de l'intégration	Participation au réseau ethnique ou religieux, solidarité, insertion socioéconomique.	Reconnaissance sociale et progression économique.	Participation sociale et locale, stabilité socioéconomique.
Compétences acquises dans la mobilité	Comp. d'adaptation Comp. d'entraide Comp. relationnelles Comp. informationnelles	Comp. d'adaptation Comp. multiculturelles Comp. linguistiques Comp. professionnelles Comp. communicationnelles	Comp. d'adaptation Comp. interculturelles Comp. communautaires Comp. linguistiques Comp. de négociation et de médiation
Clé	Altruisme	Persévérance	Patience
<i>Nœud de sens</i>	Liens-relations	Promotion-réussite	Sécurité
<i>Illustrations dans l'ouvrage</i>	Réseau de Maria Famille de Jeanne et Kaluma	Famille de Nadia Famille de Jésus et Alessandra	Famille de Thérèse et Ismaël Famille de Ronaldo et Clara Famille de Jana et Rino

5. LES FIGURES FAMILIALES DE MOBILITÉ

Portant ces stratégies sans y être reliées de manière linéaire, trois figures familiales de la mobilité émergent de cette analyse: la famille oiseau migrateur, la famille aventurière et la famille sédentaire.

Figure 3.10

Schéma des figures familiales de mobilité dans les axes espace-temps



La famille oiseau migrateur est celle qui construit sa dynamique dans un processus d'aller-retour entre pays d'accueil et société d'origine, voire entre région de première destination et seconde ou troisième destinations. Ces allers-retours, qui renvoient aux mobilités pendulaires, se font à diverses étapes de la trajectoire familiale, quand le couple a ou non des enfants, quand les adultes sont plus jeunes ou plus vieux par exemple. Mais ils reposent aussi sur une forme d'ambivalence entre les deux mondes parcourus, celui du départ (société d'origine ou première localité d'installation) qui apporte la sécurité et la protection du connu, celui de l'arrivée (première ou autres destinations au pays d'accueil) qui ouvre les voies de l'espoir et de la promotion. L'ambivalence se manifeste également au sein de chacun des deux espaces: avec la continuité relationnelle et sociale, l'espace du connu est aussi celui de la monotonie, des frontières et de la pression sociale. Avec les projets, l'espace inconnu apporte la solitude, les malentendus

et l'impuissance. La famille, oiseau migrateur, tente de résoudre ces contradictions et de dépasser ces ambiguïtés en « *prenant le meilleur des deux mondes* » selon une échelle espace-temps construite dans la dynamique familiale et au sein du réseau, par un investissement consécutif des espaces selon les périodes de la vie et les conjonctures sociales et économiques. Si ces familles adoptent des pratiques culturelles et sociales ainsi que des références particulières à chacun de leur monde et de leur territoire, elles n'adoptent pas pour autant un mode de vie nomade mais un mode de vie sédentaire dans chacun de ces espaces et entre deux voyages. Et pourtant la liberté de circuler, d'aller et venir est pour elles essentielle dans leur trajectoire et dans leurs choix de mobilité. C'est pour elles la garantie, comme l'indique Tarrius, de pouvoir s'affirmer d'ici et de là-bas.

À travers ces parcours qui s'effectuent au gré des saisons de la vie familiale, c'est la transmission de l'histoire familiale, porteuse de toutes les nostalgies, qui est favorisée. Il importe à ces parents de léguer à leurs enfants la mémoire familiale du pays d'origine mais aussi celle qui se reconstitue dans les localités d'adoption. Et la mémoire de la migration va pour elles se fixer sur l'histoire familiale pour la bonifier et donner ainsi aux enfants une connaissance et un potentiel d'adaptation élargi aux deux mondes en relation par la mobilité familiale. En plus de l'histoire familiale, ces familles se réfèrent bien que partiellement à l'histoire civique, c'est-à-dire à l'histoire sociopolitique qui lie leurs deux espaces de vie. Le témoignage sur cette histoire s'effectue d'un côté et de l'autre pour créer une mémoire inter-nationale de réseau enrichie de l'expérience migratoire des membres de la famille.

Maintenant qu'on est citoyens canadiens et roumains, on peut retourner en Roumanie et on sait qu'on peut revenir au Québec n'importe quand si on le veut (Jana et Rino, roumains, Régions du Québec-Roumanie).

Je peux pas dire si on va retourner ou non, mais ça dépendra du travail; si on trouve pas quelque chose vraiment qui nous satisfait, c'est sûr qu'on va retourner parce que, là-bas, où tu es arrivé pour la première fois, c'est pas comme ailleurs. Puis le réseau que tu as déjà formé, c'est pas comme ailleurs, il y a beaucoup de gens que tu connais, tu te sens comme si c'est vraiment chez vous (femme africaine Sherbrooke-Brooks-Sherbrooke-Montréal-Sherbrooke).

La famille aventurière, au gré des conjonctures, suit des routes de mobilité parfois peu planifiées mais toujours attirantes tant pour la découverte que pour la promotion sociale et professionnelle. Ces familles se situent à proximité des errants de Tarrius qui vont d'un espace à l'autre sans repère ni but et sans possibilité de s'arrêter. Elles sont aussi des nomades de la mondialisation qui circulent selon les voies tracées par l'économie nationale et locale mais qui intègrent à cette dynamique économique leurs

réseaux transnationaux et les utilisent soit comme guides, comme filet de protection ou informateurs privilégiés. Comme les explorateurs de jadis, ces familles sont attirées par l'inconnu et espèrent toujours que ce sera mieux ailleurs. Contrairement aux oiseaux migrateurs, elles vont toujours de l'avant et s'adaptent rapidement à la nouveauté qui souvent les déçoit. Tout retour vers un espace déjà parcouru est pour elles synonyme de régression ou d'échec. La famille aventurière ne cherche pas à se stabiliser parce que, pour elle, la mobilité géographique est en soi porteuse de mobilité sociale. Leur mobilité est alors autant régionale, interprovinciale qu'internationale. En outre, ce sont des familles tortues qui portent leur maison, leurs références, leur identité, leur « chez-soi » culturel avec elles. Nul besoin dès lors de planter ses racines ailleurs; on les transporte avec soi, symboliquement, par le réseau transnational et, concrètement, à travers les personnes qui voyagent ensemble dans cette famille aventurière. C'est au moyen de cet ancrage symbolique fort dans l'histoire familiale qu'elles se construisent et se déterminent au long des migrations, léguant aux enfants leurs réseaux et leurs racines sans pour autant les situer dans l'histoire internationale ou sociale. La famille aventurière se situe ainsi dans une « contre-histoire » qui met l'espace parcouru au cœur du changement et la continuité des relations symboliques et affectives, au centre de la transmission.

Je sens que nous sommes devenus nomades, puisque nous sommes toujours où il y a du travail.

Les hommes partent toujours en avant. Ils analysent la situation dans le nouvel endroit, les possibilités de logement, de travail, et s'ils considèrent que c'est une bonne localité pour la famille, ils nous font partir pour les rejoindre (femme colombienne, Rivière-du-Loup).

Moi, je te dis que je suis ici jusqu'à l'année prochaine, s'il ne se passe pas grand-chose, je déménage à Montréal, normalement je suis ici pour quatre ans, je veux que quelque chose se passe. Mon mari aussi, il dit qu'il est avec moi, la priorité c'est moi, il va me suivre et chercher du travail. Nous pouvons aller à Montréal, à Toronto, le côté qu'on va décider... (femme brésilienne, Québec).

La famille sédentaire, quant à elle, prend le voyage comme contre-valeur et privilégie l'implantation, l'ancrage, l'enracinement dans son nouveau territoire qu'elle investit tant sur le plan social, économique que symbolique. N'oublions pas que c'est le cas de 97 % de la population mondiale qui ne migre pas. Si, dans sa trajectoire d'immigration, elle s'associe tout particulièrement à la stratégie de stabilisation, elle veut en plus la sécurité qui va avec, réinstaller son village, ses repères, ses références là où elle se pose. La sécurité symbolique et la sécurité matérielle vont pour elle de pair. Pour cela, soit elle veut apporter son réseau de soutien avec elle,

soit vivant de manière nucléaire, elle vise à s'articuler aux réseaux locaux, voire à les interculturaliser pour mieux se sentir chez elle. Elle transporte l'air du pays d'origine avec elle et le transplante dans sa nouvelle localité. Pour cela, en plus de l'histoire familiale qu'elle va transmettre comme outil d'ancrage aux enfants, elle se réfère aussi à l'histoire civique, celle du témoignage qui installe l'ailleurs dans l'ici et maintenant. L'histoire sociale est aussi importante pour elle puisqu'elle effectue, dans son nouvel espace, un travail de reconstruction intégrant son histoire migratoire et l'histoire locale. Cette famille sédentaire se situe ainsi à l'articulation des histoires et des mémoires effectuant un travail de territorialisation de la mobilité vécue dans la migration.

Moi, j'allais déjà me déplacer vers d'autres lieux par manque du travail à Sherbrooke, la décision était déjà prise, mais des parents et amis m'ont rappelé que tu viens d'Afrique, tu avais une région, un lieu où tu vivais, il ne faut pas être en mouvement comme l'atome qui est autour du noyau. Il faut te fixer, tu peux travailler quelque part et tout en sachant te fixer, que chez toi c'est à Sherbrooke. Ils m'ont parlé de cela et j'ai compris: oui, je considère Sherbrooke comme mon village (homme congolais, Sherbrooke).

Nous avons vaincu le problème de déplacements lors des guerres dans nos pays, moi, je comprends mal les gens qui se déplacent. Si j'avais un ami qui veut partir, je lui dirais stabilise-toi quelque part et fais-toi une vie solide (homme burundais, Québec).

Nous ne sommes pas des voyageurs, probablement qu'ici il faut l'être, mais nous ne sommes pas habitués à déménager. Une chose qui nous effraie ici, c'est de ne pas avoir une maison à nous, notre maison. Pour ça, je crois qu'il faut faire tout pour trouver une place à nous, pour s'acheter une maison. Peut-être des choses moins, mais une maison, c'est primordial (femme roumaine, Drummondville).

4

DE LA MOBILITÉ À LA RÉSILIENCE
Place à l'intervention

Cette dernière partie s'attache à l'action sociale et aux interventions qui, s'articulant sur ces trajectoires et stratégies de mobilité familiale, peuvent en faciliter la réussite et, ce faisant, favoriser l'intégration tout autant que le mieux-vivre de ces familles et des régions dans lesquelles elles passent, s'installent, s'implantent parfois. En effet, cet ouvrage, s'il est écrit d'abord pour donner la parole aux acteurs sociaux de la migration, vise aussi à les faire entendre et comprendre par les professionnels, les institutions, les gestionnaires et décideurs politiques. Les trois premières parties ont permis de dresser un tableau exhaustif et articulé des divers types de mobilité, des investissements différenciés des territoires et des politiques qui les dessinent mais aussi des réseaux transnationaux et de l'histoire. Ces dimensions s'articulent, à travers des dynamiques familiales multiples et sur des routes aux échelles différenciées, dans des décisions qui orientent les nouvelles mobilités et redonnent sens à celles du passé. Des stratégies familiales de mobilité peuvent alors être identifiées autour des sens donnés à la mobilité comme la promotion, la sécurité ou le lien. Ayant toutes pour finalité l'intégration, elles la redéfinissent comme solidarité de réseau, reconnaissance socio-économique ou participation sociale et locale. Dès lors, favoriser la bonne intégration des familles immigrantes et réfugiées signifie aussi connaître et reconnaître les forces, potentiels et processus d'insertion développés dans la mobilité, qu'elle soit secondaire ou originelle, structurelle ou conjoncturelle, subie ou volontaire, d'action ou de réaction. Pour cela, le passage par le concept de résilience paraît particulièrement pertinent. Avant de le définir plus avant, partons en voyage avec deux familles qui nous racontent leurs mobilités et la résilience qu'elles y ont développée.

1. HISTOIRES DE RÉSILIENCE OU « L'ART DE NAVIGUER DANS LES TORRENTS¹ »

1.1. POUR LA PETITE HISTOIRE²

À la fin du siècle dernier, au Congo Brazzaville, on voit se multiplier les occasions des conflits armés. En effet, à deux mois des échéances électorales de 1997, prévues pour le mois de septembre, l'ancien président qui a dirigé le pays pendant quatorze ans, tente un coup d'État. Ce coup de force se transforme en une guerre civile entre les troupes de l'armée nationale et une armada militaire composée de mercenaires de différentes nationalités, d'un appui des troupes de l'armée régulière angolaise, de l'aviation et du matériel de l'armée française. En cette même période, les ressources pétrolières du Congo fournissent plus de 90 % des recettes de l'État. Il est évident que le pétrole pèse beaucoup dans la balance pour la quête du pouvoir. En octobre de la même année, l'ancien président réussit à chasser le président élu démocratiquement et reprend le pouvoir. Quelques mois plus tard, il entreprend par la force et dans le sang la reconquête des provinces où se sont réfugiés les militaires loyalistes restés fidèles à l'ancien président et les populations qui avaient fui la capitale.

La situation évoquée dans ce texte englobe un très grand nombre de personnes. Cependant, je vais davantage faire référence, au groupe de 45 personnes qui nous accompagnaient à travers notre parcours dans la quête de sécurité et de liberté.

Charlotte et Apollinaire habitent dans la province du Niari et dans la commune de Dolisie, troisième ville du Congo. Ils forment un couple heureux, mariés depuis onze ans ; ils ont quatre enfants dont des jumeaux âgés respectivement de 9, 6 et 4 ans. La famille est proche, elle entretient une bonne relation de confiance et d'excellents échanges. Les activités familiales et les loisirs sont nombreux. Apollinaire, médecin, est souvent absent pour des raisons professionnelles, mais il est très actif dans sa communauté. Charlotte est assistante sociale. Tous ont de nombreux amis et participent à plusieurs activités sociales, à l'école, dans le quartier et dans la ville, voire au plan national.

1. Selon l'expression de Boris Cyrulnik.

2. Le texte qui suit a été entièrement écrit par la femme réfugiée qui a vécu cette histoire. Si les prénoms sont fictifs et si elle a préféré rester anonyme, sans doute par modestie et pour ne pas gêner les autres membres de ce voyage, les faits relatés sont entièrement réels. Nous félicitons et remercions cette femme pour la générosité, l'enthousiasme et l'envergure de ce témoignage.

En décembre 1998, une grande partie, sinon la totalité de la population de la ville, est tenue en otage par des milices incontrôlées, du nouveau pouvoir. Les enlèvements suivis d'exécutions sommaires, ainsi que les disparitions soudaines de l'élite constituée par les cadres supérieurs de la fonction publique ou du privé, contraignent Apollinaire et quelques amis à quitter la ville et à se réfugier dans la forêt. La ville se vide progressivement de ses hommes valides mais la situation ne s'améliore pas pour autant, au contraire, elle crée une insécurité totale qui pousse les femmes et les enfants à se regrouper et à vivre en groupe. À partir de ce moment, la situation empire.

Le 25 janvier 1999, il est 5 h 30, toute la ville est en proie aux nombreux bombardements qui sèment une panique générale. Les obus tombent de partout. Je venais de me réveiller quand j'ai entendu le bruit assourdissant des obus qui tombaient dans mon quartier, puis dans mon jardin, emportant une partie de la toiture de la maison familiale. Au même instant, j'ai entendu les hurlements de mes quatre enfants affolés. Face à cette situation inattendue et troublante, j'ai vite fait de rassembler ma famille et d'aller se terrer dans un coin de la maison. Malheureusement, les bombardements vont faire voler en éclats toutes les toitures des maisons environnantes et la nôtre aussi. Paniquée et en colère, je réussis tout de même à rassembler les enfants et quelques effets personnels de moindre importance dans un petit sac au dos. J'ai pris la résolution d'aller nous mettre à l'abri au sous-sol de l'Hôpital Général qui se trouvait à 500 mètres de la maison. Je croyais que les troupes n'oseraient pas bombarder un édifice public comme l'hôpital. Cependant, à 10 h, quand l'hôpital est bombardé à son tour, j'ai pris alors la décision de sortir de la ville. C'est à ce moment-là que j'avais compris l'intensité du désastre. Dehors, dans les rues, c'étaient l'horreur et la désolation totale, des corps jonchaient un peu partout, beaucoup des effets et bagages étaient éparpillés dans la rue que nous avions empruntée. Les survivants marchaient courbés, sinon à quatre pattes pour éviter les tirs croisés et les balles perdues, les maisons avaient perdu leurs toitures et l'hôpital était à moitié détruit. Saisis par la peur, mais en même temps revigorés d'être en vie, nous entreprîmes en petits groupes une sortie silencieuse de la ville. Finalement, c'est après un parcours de 29 kilomètres, que nous avons pu atteindre la première agglomération. À bout de force et affamés, nous avons passé notre première nuit en plein air, les femmes avec les bébés étaient placées dans les salles des classes de l'école primaire.

Le lendemain, tôt le matin, nous progressions prudemment, quand soudain les avions [hélicoptères] militaires se sont mis à bombarder les colonnes des personnes qui marchaient sur la route principale. On s'est dispersés, j'ai perdu de vue et le contrôle de mes enfants. Lesquels, j'ai retrouvés sept kilomètres plus loin. Après avoir retrouvé nos esprits et s'être recueillis rapidement sur les morts, nous avons pris l'ultime décision de rentrer en forêt pour se mettre à l'abri des bombardements aériens et pour échapper aux troupes de ce nouveau pouvoir, qui nous poursuivaient à bord de leurs

engins lourds tuant en passant femmes, hommes et enfants, civils et militaires sans distinction aucune. Après une deuxième journée de marche dans la savane, nous avons pu atteindre la lisière de la forêt. Mais non sans certains dommages ; plusieurs personnes étaient blessées, d'autres sont malheureusement décédées. Nous étions dans le dénuement le plus total, en plus de cela, on vivait une baisse d'énergie grave liée à un manque de sommeil et de nourriture car nous n'avions pas mangé depuis le début de cette longue marche. Heureusement, pour nous, que cette forêt était un garde-manger en soi.

En forêt, nous sommes restés d'abord une semaine, les contraintes de l'environnement étaient notre plus grand défi. Il fallait donc s'organiser pour faire face aux pluies tropicales, et surtout à la faune qui est très hostile. Il nous fallait aussi user de débrouillardise pour survivre, se nourrir devenait un besoin impérieux. Nos enfants arboraient la joie de vivre, cela avait pour effet de dynamiser le groupe. Ils passaient une bonne partie de la journée à jouer dans la rivière, pour eux, la forêt représentait la grande aventure, celle de vivre en pleine nature, de n'être pas obligés à aller à l'école et surtout d'être en tout temps et en tout lieu avec leurs parents. Les adultes, en revanche, affichaient des traits émotifs très nuancés, soit une intense tristesse, soit de la rage intérieure. Malgré cela, on tentait de s'organiser en faisant d'abord un inventaire de ce que nous avions, une distribution des tâches et en recensant les personnes qui constituaient le groupe. C'est ainsi, nous nous sommes attribués des tâches : tel petit groupe devait aller chercher le feu, trouver des ustensiles dans les villages abandonnés et être aussi à l'affût des informations, tel autre allait devoir trouver de la nourriture, faire des provisions, tandis qu'un autre devait prendre soin des blessés, s'occuper des enfants, réconforter les personnes en deuil, etc. Nous avons également placé certains enfants retrouvés seuls sous la responsabilité des adultes et, nous avons demandé de ce fait la contribution de chacun pour faire les tours de garde.

Ce temps passé en forêt nous a permis d'un côté de se reposer, de récupérer un peu nos forces, de développer une meilleure perception de la réalité et, de l'autre, d'envisager toutes les opportunités possibles qui pouvaient s'offrir à nous. Celle de partir à la recherche des hommes, ou encore celle de se séparer afin que chaque famille de son côté puisse regagner la province d'origine, où résident les parents ou celle de demeurer ensemble et d'attendre que la situation se calme. Car nous croyions que la situation pouvait se calmer et s'améliorer. Nous espérions encore regagner notre ville.

Mais le temps a passé...

De l'autre côté, ce temps passé dans le campement de fortune nous fragilisait car nous avons fini par perdre toute notion de temps, d'espace et d'orientation. Nous étions fatigués et déprimés parce que le futur n'existait pratiquement plus. C'est plus l'instant présent qui comptait et qu'il fallait vivre pleinement pour ce faire, on se motivait mutuellement par les chants, les prières et les proverbes. Toutes les deux semaines, nous levions le camp,

de peur d'être détectés ou découverts. C'est ainsi qu'après plusieurs jours d'égarément et de kilomètres parcourus, après plusieurs mois de marche en forêt, nous avons pu progresser jusqu'atteindre une très grande agglomération de plus de 400 000 personnes. Au gré de nos déplacements, le groupe tantôt se défaisait, tantôt s'agrandissait. Plus on avançait à l'intérieur du pays, plus on voyait les hommes rejoindre nos rangs à la recherche de leurs familles. C'est ainsi qu'Apollinaire avait réussi à nous rejoindre à la fin du mois de juin 1999 après six mois en forêt.

Dans cette grande ville, c'était un nouveau départ pour nous tous, la réalité était tout autre. Les gens étaient beaucoup mieux organisés et la solidarité était très forte. L'hôpital fonctionnait encore donc les blessés étaient soignés. Les écoles étaient réquisitionnées et désignées comme autres lieux d'hébergement des populations déplacées et sinistrées. Les gens de la localité avaient adopté une attitude : empathique, écoutante, rassurante, accueillante, compréhensive, encourageante. Ce climat d'ouverture nous a permis de prendre le temps de se détacher de toutes les images intrusives qui nous hantaient, entre autres celles de la mort des membres de mon groupe et de plusieurs autres personnes le long de ce périple. Dans la ville, il y avait beaucoup de civils armés qui constituaient la résistance ou rébellion selon les termes du gouvernement. Malgré l'assurance que pouvaient procurer les hommes armés, l'incertitude était grande. Ces derniers faisaient courir toutes sortes de bruits sur les attaques éventuelles de l'armée, ce qui avait pour conséquences d'accroître le sentiment de peur et d'insécurité ainsi qu'ébranler notre fragilité.

Le conflit armé était toujours en activité. La guerre n'était pas finie pour autant. Deux mois après notre arrivée à Mossendjo les combats et bombardements aériens ne faisaient que s'intensifier de plus belle, mais cette fois-ci, l'armée utilisait toutes sortes d'armes de destruction massive et d'autres bombes chimiques et procédait à l'empoisonnement des eaux des rivières. Ces faits ont eu pour conséquence de pousser la population à fuir de nouveau. Cette fois-ci, nous avons pris la décision d'aller à la ville frontalière [Mbinda] entre le Congo et le Gabon qui se trouve à 453 km de notre ville de Dolisie. L'urgence de la situation nous donnait l'énergie du désespoir, on avait plus peur de mourir en buvant l'eau des rivières que par les armes. Toutefois, plus on se rapprochait de la frontière, plus l'espoir d'une bonne sécurité renaissait en nous.

C'est donc en marchant en grand groupe à travers les forêts, tout en évitant la voie de circulation normale, que nous sommes arrivés en septembre à la ville frontalière. Cette marche fut la plus périlleuse car nous sommes rentrés en profondeur dans la forêt dite vierge des tropiques pour échapper aux troupes militaires. Notre besoin de survivre était tellement intense qu'il nous donnait la force et le courage de continuer. Apparemment, cela nous a permis au fur et à mesure de se consolider, de s'organiser et d'avoir plus de constance dans la distribution des tâches. Ce nouveau réseau était constitué des personnes ayant la même volonté, celle de surmonter les événements et de vouloir s'en sortir. Ce réseau était toutefois fragile, étant donné la

vulnérabilité des individus et l'instabilité de notre situation. Cependant, il nous a permis d'établir des liens d'amitié plus forts et plus solides qu'auparavant. En même temps, cela avait causé une perte de l'individualité si minime fût-elle. Le nous était plus fort que le moi, car nous savions tous que nous étions en sursis, que nous avions un même ennemi, le militaire en uniforme.

Nous sommes restés jour pour jour, deux mois à Mbinda. Une fois de plus, nous nous sommes investis à organiser les autres et la vie. Les enfants suivaient des cours qui leur étaient donnés gratuitement par des enseignants bénévoles. Apollinaire, avec quelques infirmiers, avait réussi à rouvrir le centre de santé, mais cela fut de courte durée. La situation de guerre ne s'étant pas améliorée, au mois de novembre, l'empoisonnement des rivières, le déboisement des vergers par des bombardements, la destruction par l'armée des villages aux alentours de Mossendjo poussent toute la population de cette ville à se déplacer vers la frontière. Quelques semaines après cet événement, il se succédera plusieurs attaques de plus en plus difficiles à gérer, celles-ci nous pousseront finalement à admettre qu'il fallait sortir du pays si on voulait bien rester en vie.

Notre arrivée dans ce pays voisin, tout aussi corrompu que le nôtre, fut glorieuse. En effet, nous nous sommes organisés pour rentrer simultanément dans trois frontières afin de déstabiliser les gardes frontières du Gabon qui nous exigeaient un passeport, une carte de séjour et des cartes de vaccinations internationales, pour rentrer dans leur pays. Il s'est écoulé précisément onze mois entre le moment où nous avons quitté la maison familiale, jusqu'au moment où nous avons finalement franchi les frontières du pays.

Nous étions près de 12 000 réfugiés à rentrer à Moanda, une ville du sud-ouest du Gabon. Nous avons occupé la grande église catholique de Saint-Dominique. C'était un endroit agréable, toutefois, on avait l'impression d'avoir perdu notre cour arrière, cette cour qui nous était personnelle et qui devenait communautaire ou collective. Nos sentiments étaient très ambivalents, d'un côté, nous ressentions une sensation de joie d'être en sécurité, de ne plus craindre pour notre vie et pour celle de nos familles. Mais d'un autre côté, nous étions très inquiets et avions peur de l'inconnu. Pendant presque une année, nous ne nous préoccupions que de deux choses : fuir les militaires et satisfaire les besoins de s'alimenter. Tandis que maintenant tous les besoins ignorés en forêt revenaient en surface, nous hantaient. Le besoin de se vêtir, car nous étions en guenilles, celui de se nourrir autrement que par la cueillette et le ramassage. Il fallait qu'on se démène pour gagner notre vie, chose qui n'était pas facile au Gabon. En effet, personne ne nous faisait confiance et par conséquent ne voulait nous donner un travail rémunéré. Cela nous avait contraints une fois de plus à nous organiser pour notre survie. Et cette fois-ci, en menant des activités lucratives dont le maraîchage.

L'arrivée à Moanda du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) changera notre statut de déplacés en celui de réfugiés au Gabon. Elle nous ouvre également des postes d'emplois. Apollinaire sera

nommé médecin chef de l'antenne du Haut d'Ogooué dans les villes de Moanda, Mounana et Bakoumba et, moi, j'étais chargée de la protection sociale.

La vie du réfugié n'était pas très différente de celle du déplacé. Nous devons faire face à plusieurs besoins tant élémentaires que secondaires. Les premiers étaient pris en charge par l'église qui nous hébergeait et le HCR, pour la protection et notre libre circulation. Pour satisfaire les autres, nous avons dû faire comme toujours, nous organiser encore, cette fois en renforçant nos stratégies de survie. Nous nous sommes mis à faire de la culture des légumes de toutes sortes, l'ouverture des bars [débits de boissons dansants], restaurants, ateliers de menuiserie, salons de coiffure et de couture, etc. Aussi, de par notre détermination, nous avons refusé de vivre dans des camps destinés aux réfugiés qu'on venait de construire en forêt à 14 km de la ville. En fait, les raisons étaient simples : le Gabon et le Congo sont deux pays distincts mais dirigés par une même famille. L'épouse du président gabonais n'est autre que la fille aînée du président du Congo. Nous avons donc craint des représailles de toutes natures, de la part des deux gouvernements. Ainsi, nous avons occupé l'église Saint-Dominique pendant deux ans. Puis, avec les ressources qui nous venaient des activités parallèles nous nous sommes organisés à louer des maisons.

C'est pendant notre deuxième année au Gabon que le HCR nous parle du projet de réinstallation des réfugiés congolais dans certains pays dont le Danemark, la Norvège, la Finlande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et les États-Unis. Pour moi, c'était le soleil de l'espoir qui pointait à l'horizon. Par contre, Apollinaire ne voulait rien savoir ; son souhait, c'était repartir au Congo pour y refaire sa vie soit dans le secteur privé ou encore comme agent de la fonction publique. Par contre, moi, je me disais que c'était une opportunité pour les enfants et pour nous aussi de mener une autre vie que celle que le pays qui nous a vu naître nous imposait. Je ne croyais pas aux messages de paix que les responsables de mon pays lançaient aux réfugiés. Car un gouvernement qui mène la guerre contre sa propre population ne nous inspirait plus confiance. Je me suis investie à convaincre Apollinaire quand nous avons reçu des nouvelles des amis qui étaient encore au pays, ceux-ci nous exhortaient de ne pas y retourner de sitôt. Parce que plusieurs personnes parmi celles qui étaient rentrées à la suite de l'appel de paix lancé par le gouvernement et dont le retour avait été organisé par le HCR étaient portés disparus. Un peu plus tard dans la journée, les responsables du Haut-commissariat sont venus nous confirmer les rumeurs des disparitions qui circulaient déjà dans le milieu des réfugiés. Autrement dit, dès leur retour au bercail, les réfugiés qui rentraient chez eux avec la couverture du Haut-Commissariat des Nations Unies (HCR), sont jusqu'à ce jour portés disparus. C'est le dossier des 453 disparus du Beach de Brazzaville.

Nous avons longuement pleuré, parce que parmi ces personnes disparues se trouvaient plusieurs de nos parents et amis. Ce qui poussa Apollinaire à changer sa décision. À partir de ce moment, nous n'avons eu qu'une seule

idée en tête, sortit du Gabon et tourner le dos à notre pays. Les risques d'être rapatriés de force persistaient toujours. Il est difficile de décrire les sentiments d'alors et surtout à ce moment précis. C'était un mélange de tristesse et de joie, une sensation de solitude, de vide et d'extrême fragilité dans ce pays qui nous a acceptés. En même temps, j'avais senti naître cette petite lueur d'espoir qui ne voit le jour que dans les moments les plus difficiles, les plus sombres de la vie.

Après une attente dans le pays transitoire de près de deux ans, la famille immigrer enfin au Canada en février 2003, avec la volonté de ne plus subir et de reprendre sa vie en main.

En conclusion, je dirais que notre besoin de survie était tellement intense, qu'il nous a permis de développer une attitude plus positive face à l'adversité et aux incertitudes de la vie. Nous avons ainsi pu remonter la pente et retrouver un meilleur état d'équilibre, une rage de vivre, de foncer et de relever les défis.

1.2. UN PARCOURS D'EXPÉRIENCES³

Mon nom est Jamila, j'ai 34 ans, je suis d'origine marocaine, je suis mariée avec un Marocain et j'ai un enfant qui a 3 ans. J'ai fait mes études universitaires au Maroc; j'ai fait l'équivalent du baccalauréat canadien mais, au Maroc, dans la spécialité biologie, donc j'ai fait un DEA qui est un diplôme d'études approfondies, c'est l'équivalent d'une maîtrise en France à l'Institut national d'agronomie à Aix-en-Provence pendant un an, puis avec une école à Nîmes puis après j'ai fait une thèse, donc un doctorat en biologie et agronomie dans un Institut national de recherche à Paris, donc j'ai fait quatre ans en France. Dans cette période, j'ai connu mon mari; en fait, on faisait les mêmes études universitaires au Maroc dans le temps. Lui, il avait un frère au Canada donc il est arrivé à l'Université Laval à Québec pour faire sa maîtrise et son doctorat. À ce moment, on était juste des étudiants, des amis de groupe. Puis, un jour, il y a eu un contact qui s'est fait par Internet. On avait l'idée de s'unir mais moi je ne pouvais pas laisser tomber mon doctorat à Paris pour le rejoindre tout de suite alors on s'est mis d'accord pour faire les fiançailles et l'année d'après on s'est mariés.

Une fois que j'ai eu terminé mon doctorat, j'ai eu une proposition pour un poste de professeur à l'INRA (Institut national de recherche agronomique en France). J'ai refusé tout de suite sans réflexion parce que j'étais mariée et je voulais aller rejoindre mon mari. Il était au Canada et n'avait pas encore terminé. Je connaissais à Québec une personne qui a étudié en Europe dans mon équipe, elle m'a accueillie avec des bras ouverts comme si j'étais son soleil. C'était donc facile de trouver un postdoctorat vite. Je suis arrivée à Québec en septembre 2001, mon mari continuait toujours sa thèse. Puis,

3. Ce récit a été recueilli oralement lors de la recherche sur les femmes immigrantes et réfugiées dans les régions du Québec. Il est ici retranscrit partiellement.

pendant que je faisais mon postdoctorat, mon mari a fini sa thèse, il a eu une bourse du gouvernement canadien pour un sujet de recherche postdoctoral. Il a choisi une thématique à Sherbrooke, moi, je suis arrivée avec lui à Sherbrooke.

Ma prof à Québec, elle ne voulait pas me laisser partir. Elle est très intime avec moi, il y a beaucoup d'estime entre nous deux. Moi, je dirais que j'ai été chanceuse de trouver cette personne, elle m'a beaucoup aidée dans l'insertion du côté travail.

Moi, je suis une personne très active, très autonome, en France, je faisais tout moi-même. Je sais pas peut-être il y a une certaine dépression qui s'est accaparée de moi. Durant les trois premiers mois à Québec, je n'avais pas envie de découvrir le monde extérieur. Quand tu es habituée à une certaine vie et que tu ne la retrouves plus, ça perturbe énormément. C'est comme si tu as monté tout une montagne puis quand tu arrives au sommet, plus rien, obligée de vivre à Québec, je ne cherchais pas ailleurs parce que j'avais mon mari dans cette ville et je ne savais pas c'était quoi la suite de ce projet, j'étais vraiment mal mal mal, puis quand j'ai commencé à travailler ça allait mieux. J'ai passé une année et demie à Québec et je peux dire que mon intégration allait un peu doucement. Rendus à Sherbrooke, parce que mon mari a eu une bourse et moi j'ai eu une position pour un projet de recherche à l'université. Je suis pour la famille, je ne veux pas être dans une ville et mon mari dans une autre donc j'ai recommencé. C'est très important pour moi que l'on soit unis.

Je peux vous dire qu'avec l'expérience que j'avais eue à Québec, la première chose que j'ai fait, c'est de me rendre au centre d'informations touristiques. Je me suis procuré un petit annuaire. Je me suis rendue à l'université et une fois rendue à l'université j'ai eu mon projet de recherche, je me suis organisée. Pour ce qui est de la ville, je faisais beaucoup de sorties avec mon mari le week-end, j'allais découvrir les régions, je trouvais que c'est une très belle région, il y a de très beaux paysages.

Mon mari, il avait une bourse de recherche postdoctorale, après une année et demie ou deux ans, je suis tombée enceinte. Moi, je me suis toujours mis comme but, comme défi, d'essayer d'enlever les préjugés, d'ailleurs, c'est la raison pour laquelle j'ai accepté de participer à l'entrevue. Il y a tellement de préjugés, c'est malheureux, il faut faire l'effort de les enlever mais il faut aussi que la société sache que ces préjugés n'ont pas de raison d'exister. J'ai eu beaucoup de gens qui me sont venus avec certaines questions. Bien tu vois, on commence à être amis, donc ils commencent à s'ouvrir et te dire ce qu'ils pensent de toi ou de ta société puis t'essaies d'expliquer les choses, de les clarifier.

Pour ma grossesse et mon accouchement, à l'hôpital, au CHUS, ça s'est très bien passé, les médecins aussi très bien. On peut dire que c'était une très belle expérience, même l'infirmière qui s'est rendue chez moi, c'était vraiment bien; elle m'a aidé beaucoup et m'a évité d'autres problèmes, par exemple, je peux dire que la façon dont elle a collaboré avec moi, je dirais

pas que ma mère l'aurait fait mieux. Hier, j'étais à l'hôpital, ah que j'étais contente de la revoir. Moi, j'avais un problème, j'avais beaucoup de lait et elle m'a suivi de près; c'était très humain, elle m'a évité une mastite parce qu'elle m'a mis en contact très vite avec un médecin. C'était très difficile l'allaitement; elle me disait t'inquiète pas, je reviendrai autant que tu auras besoin puis elle me rassurait parce que c'est pas évident quand tu as pas de mère et que tu as pas de famille, t'as rien. Moi, j'avais une chance que je suis tombée sur une personne très humaine, pas du tout de préjugés, au contraire, elle avait beaucoup de respect; elle se déplaçait avec moi chez le médecin pour être sûre que je sois bien.

Mon fils, je viens juste de l'envoyer en garderie à 2 ans à temps partiel parce qu'il a eu certains problèmes d'alimentation; il ne veut pas manger donc j'allais souvent à l'hôpital. Mais là il y a une sœur musulmane qui a ouvert une crèche et elle m'a dit qu'il arrive à manger avec les enfants, franchement, elle m'a résolu une grande problématique. Moi, ça m'aide parce que je dois retourner au travail, je ne peux pas rester à la maison plus longtemps. Il s'amuse et de temps à autre je peux passer, c'est comme sa tante parce que c'est une amie à moi, donc, c'est bien. Donc avec cette facilité-là m'encourage à avoir des enfants, tu peux faire des enfants, garder ton poste de travail. Ça aide les gens à fonder des familles parce qu'une société elle a besoin des enfants pour être grande. Nous, les immigrants, on est pour les familles nombreuses, quand tu es une mère active tu peux pas avoir une grande famille mais au moins tu peux te permettre d'avoir deux ou trois. Avec la bonne expérience que j'ai eue, ça m'encourage à en faire un autre.

Jusqu'à maintenant tout allait bien mais, maintenant, c'est une étape critique pour moi parce qu'après le postdoc tu as un poste de professeur ou tu vas travailler dans le domaine donc moi j'ai postulé beaucoup parce que je veux reprendre; mon but, c'est d'être professeure. J'ai postulé même dans les provinces anglophones, j'ai eu une entrevue à l'Université de Moncton mais c'était pour un remplacement. Si je reste trop longtemps inactive, ça va être fatal pour ma carrière parce qu'il y a d'autres qui vont faire des publications, des hommes et qui vont me dépasser et puis dans la sélection c'est pas pris en compte, c'est pour ça que je suis dans une étape difficile. Il y a rien ici c'est ça la problématique; c'est qu'à Sherbrooke il y a juste l'Université de Sherbrooke et puis les postes sont comblés dans le département de biologie.

Parce que moi aussi je suis très linéaire, tu as le but et j'y vais droit, j'ai fait ma vie là-dedans; j'ai pas profité de mes 25 ans, j'ai fait ma vie dans les laboratoires et maintenant je sens un certain recul, j'espère que c'est pas ça qui va se produire mais bon. Il y a aussi l'autre personne avec laquelle je travaillais à l'Université Laval; on était très intimes parce qu'elle devait aller en année sabbatique et normalement il doit y avoir un professeur qui la remplace alors moi je lui ai dit j'aimerais bien te remplacer, je suis comme sa fille, je ne suis pas en train de m'entretenir avec une personne qui a de la rancune envers moi, elle m'a dit sérieusement: « Jamila si tu avais enlevé ton voile, ça aurait facilité les choses pour moi. » Elle me l'a

dit, elle m'a dit « Jamila, j'ai toujours été très proche de toi et je vais être très ouverte avec toi, très directe, si tu n'avais pas ton voile les choses seraient plus faciles pour moi ».

Je sais qu'il y a beaucoup de préjugés là-dessus mais ça m'a beaucoup étonnée parce qu'elle me connaît; elle n'a pas de problèmes avec moi, mais elle a peur des préjugés des autres. Parce qu'au début quand je travaillais avec elle j'étais pas voilée, moi j'ai mis le voile au Canada, elle connaît ma personnalité, elle est tellement impressionnée mais elle arrive pas à associer la chose, mais en discutant ici avec des femmes québécoises, elles m'ont expliqué certaines choses et j'ai compris pourquoi les gens ont ce préjugé; elles m'ont expliqué le parcours de la femme québécoise au Canada et leurs souffrances; elles me disaient que leurs mères allaient je sais pas combien de kilomètres à pieds pour avoir deux dollars et demi de la journée et que les femmes dans le temps n'étaient pas payées comme les hommes. Elle expliquait que la souffrance des gens était beaucoup à cause de la religion, elle disait même que dans l'héritage, si la femme hérite, c'est son mari qui prend. Ça fait juste une semaine que j'ai su cela et maintenant je comprends pourquoi les préjugés existent pour une femme voilée, c'est comme si ça leur rappelle la problématique des religieuses et ils croient que c'est le problème que tu as toi mais non c'est le contraire parce que l'islam il valorise plus la femme; tu es libre, c'est l'homme qui dépense sur toi; moi, c'est mon mari qui paye le loyer, c'est lui qui paye la nourriture, moi, mon revenu ça revient à moi et moi j'aide ma famille; je m'achète des choses et si je veux je vais participer mais je ne suis pas obligée, je peux offrir des cadeaux et c'est des bonus qui se marquent dans mon livre si je participe mais je ne suis pas obligée. Moi, je suis libre et indépendante du regard de l'autre; je sais que l'autre a un certain préjugé mais il ne m'importe pas, c'est une force et un courage parce que moi je porte le voile en signe de soumission à Dieu et je me fous du regard des autres donc moi je trouve que c'est la grande indépendance. C'est une paix intérieure pour moi de savoir que je suis soumise à Dieu, c'est le bonheur total. Même la personne qui ne me dit pas bonjour, ça ne m'a pas éœuré au contraire, ça me donne le courage d'aller plus vers lui.

Je sais que le voile est un paramètre qui influence le recrutement au travail. Par contre, dans la partie anglophone, j'ai une amie à Ottawa, elle travaille dans la municipalité; elle est voilée et elle travaille avec le gouvernement il n'y a pas de problème; elle a eu un stage ici à Sherbrooke et elle trouve que le regard des gens à l'extérieur est très différent. Alors moi je me suis inscrite à l'Université Bishop's, je prends des cours d'anglais le soir, pour dire que même avec un bébé je ne peux pas rester inactive; durant cette année et demie qui vient de passer j'ai fait beaucoup de volontariat, beaucoup de choses, des études le soir, mon mari m'aide, il collabore avec moi. Je me dis aussi que c'est important de maîtriser l'anglais peut-être que ça me servira quelque part, c'est difficile par contre si je veux enseigner dans cette langue.

Bien écoute, moi, j'ai toujours mon sac à dos prêt, c'est sûr que le mieux c'est que l'on trouve tous les deux mais si un des deux trouve, c'est bon.

Ces deux histoires familiales migratoires permettent de saisir des liens multiples et différenciés entre mobilité et résilience. Pour les uns, la mobilité est contrainte par les circonstances adverses et les forces de résilience se mettent en œuvre durant le parcours pour survivre et en surmonter les obstacles. Pour d'autres, la mobilité est résilience et permet d'affronter l'adversité. Dans tous les cas, il apparaît que la résilience est tout autant que la mobilité un processus complexe, dynamique, individuel, familial et collectif. Et c'est avec ce processus qu'il faut compter dans les politiques et programmes sociaux concernant les migrants et leurs espaces de passage et d'accueil.

2. RÉSILIENCE ET IMMIGRATION

La résilience renvoie en général à la capacité de l'individu de faire face à une difficulté ou à un stress importants, de façon non seulement efficace, mais susceptible d'accroître sa capacité de réagir plus tard à une autre difficulté. Diverses études ont examiné la résilience au sein de groupes exposés à la guerre, à la pauvreté, à des traumatismes dans l'enfance, à la migration ou à la maladie chronique. Elles ont permis d'approcher la résilience sur le plan des individus mais aussi des groupes et des communautés. Elles la définissent comme un équilibre entre, d'une part, le stress et les difficultés et, d'autre part, la capacité de faire face à la situation et la présence d'un soutien.

Selon Cyrulnik (2002, 2005), qui a développé de manière originale ce concept en France, le terme « résilience » vient du latin et signifie « re-sauter », rebondir après une chute, un choc, un arrêt intempestif. « Non pas re-sauter à la même place, comme si rien ne s'était passé, mais re-sauter un petit peu à côté pour continuer d'avancer... ». La résilience est alors « un processus qui permet de reprendre un type de développement malgré un traumatisme et dans des circonstances adverses⁴ ». À partir d'un traumatisme, d'une déchirure, « d'une agonie psychique », l'individu est exhorté à se raccomoder, en adoptant un type de développement qui lui permettra de continuer à vivre malgré tout. Ces circonstances adverses qu'il faut dépasser et à partir desquelles il faut rebondir pour aller plus loin, avancer, repartir à zéro ou se retrouver font partie intégrante des trajectoires d'immigration, qu'on pense aux exils contraints des réfugiés ou aux

4. S. Tomkiewicz, *Ces enfants qui déjouent les pronostics*, <educsol.education.fr/D0033/maternalert_tomkiewicz.htm>.

migrations familiales planifiées des indépendants. Dans tous les cas, il s'agit de vaincre des obstacles liés à l'insertion, à l'emploi, à l'isolement, à la langue, aux pertes relationnelles, à la découverte de l'inconnu, aux préjugés et discriminations, etc. Dans tous les cas aussi, des forces de résilience, c'est-à-dire des énergies positives, matérielles, relationnelles et symboliques, permettent de relever ces défis, de se battre, de survivre, d'aller plus loin pour trouver mieux. Ce concept est alors éminemment dynamique et particulièrement adapté aux mobilités géographiques et sociales qui orientent et donnent sens aux migrations. Pour notre part, nous saisissons le concept de résilience dans une perspective qualitative et interactionniste, et pour mettre en œuvre des actions et interventions adaptées, il est nécessaire de s'intéresser plus particulièrement aux processus qui permettent la résilience, à leur aspect dynamique, aux tuteurs qui la soutiennent et aux vecteurs qui l'actualisent. L'immigrant, ainsi que l'ensemble de la famille, réfugié ou non, doit mettre en œuvre toutes sortes de stratégies de résistance pour faire face à toutes les nouveautés qu'il vit en même temps, aux changements profonds dans son mode de vie de même qu'aux ruptures et pertes, sociales et affectives, entraînées par la migration. Pour réussir sa vie, dans ce contexte de transformations accru par les mobilités multiples qui est aussi une forme d'adversité, il actualise et développe des forces de résilience. C'est alors un processus de réparation et de reconstruction qui s'enclenche. Et ce processus se développe sur un axe moteur, la remise en projet, et grâce à des tuteurs et vecteurs, ceux qui permettent à la famille en mouvement de se retrouver dans un nouvel espace, de s'y adapter, d'y faire sa place, de s'y développer et pourquoi pas, d'en repartir vers de nouveaux horizons. Se remettre en projet, c'est ce que chacun fait après un changement majeur dans sa vie et c'est ce qui permet de faire un lien entre le passé, le présent et l'avenir. Ce processus s'inscrit dès lors dans la fonction de continuité qui doit être remplie tant au plan de l'identité personnelle que de l'identité sociale pour permettre le développement personnel et collectif. C'est aussi grâce à ce processus que chacun se sent acteur de sa vie et que se déterminent les espaces de contrôle, ceux sur lesquels l'acteur a une certaine maîtrise, ceux à travers lesquels se développe son autonomie.

Les psychologues ont souvent abordé la résilience autour des facteurs de risque et de protection qui s'articulent pour permettre un rééquilibrage psychologique. Les facteurs de protection incluent les compétences, les facteurs de personnalité et les mécanismes de soutien ambiants qui contribuent à la résilience. Ces facteurs agissent comme un tampon et procurent un réservoir de ressources qui permet de faire face efficacement au stress. De même, pour les psychosociologues américains qui ont été à l'origine de ce concept, la résilience correspond avant tout à une forme d'adaptation sociale de l'individu à son environnement. Les facteurs de résilience sont

alors associés à ce qui favorise cette adaptation. Dans ces analyses, la notion de facteur, issue du paradigme épidémiologique, se situe dans une logique causale et linéaire et, selon notre perspective, ne permet pas de décrire la complexité et la dynamique des processus en jeu dans la résilience. Ainsi, il semble difficile, dans cette logique positiviste et objectivante, de reconnaître à l'acteur social la possibilité de transformer cet environnement, de changer l'adversité en ressource. C'est pourtant ce qui se produit dans le processus de résilience. Finalement, ce sont les concepts de tuteur et de vecteur de résilience, associés à l'idée de tuteur de développement ou de milieu pouvant « tutoriser » le développement, qui illustrent le mieux les processus multiples qui s'articulent dans l'émergence et l'actualisation individuelle, familiale et collective de la résilience. Pour Boris Cyrulnik, le tuteur de résilience est avant tout associé à une personne aimante, significative, rencontrée au détour de la trajectoire et qui, parfois dans l'ombre, parfois ponctuellement, parfois indirectement, permet à la personne de reprendre pied dans sa vie parce qu'elle se sent approuvée, regardée et écoutée autrement que comme immigrante, réfugiée, exilée, impuissante ou victime. Plus largement et par association, les tuteurs de résilience peuvent aussi recouvrir des objets, des rêves, des souvenirs, des personnages mythiques ou du passé, des croyances qui enrichissent l'environnement familial et qui, durant le parcours migratoire, prennent à un moment une signification, un sens pour l'un ou l'autre des membres de la famille et permettent le travail de réparation, de reconstruction après les moments de chaos, de vide et de perte. Quel qu'il soit, ce tuteur de résilience, parfois à son insu, offre de l'amour à ceux qui sont au bord du gouffre (Cyrulnik, 2004).

En complément, les vecteurs de résilience renvoient à des acquis, des apprentissages, des compétences, des attitudes et des valeurs qui, là encore, sont parfois indifférenciés et peu valorisés par les familles mais qui, au gré du parcours et de la mobilité, prennent une couleur, une luminosité nouvelle et signifiante et qui, de ce fait, selon ces moments, virages et obstacles, éclairent les choix à faire et les routes à suivre. Les vecteurs de résilience sont ainsi des transmetteurs de sens, tant sur le plan physique que symbolique. Ces tuteurs et vecteurs accompagnent et favorisent alors la résilience en en dessinant les dimensions fondamentales : un lien fort avec une personne aimante, la capacité de parler avec lucidité du passé, de donner un sens aux événements et à l'histoire, de croire que l'avenir est possible, de se mettre en projet, en action, d'entrer en réflexion. Une fois cette force de résilience mise en action, on peut observer une propagation du gain à diverses sphères de la vie, le développement d'un sentiment d'efficacité, de contrôle et de pouvoir sur sa vie. Les personnes en processus de résilience sont alors en mesure de voir et de saisir les nouvelles occasions.

Ainsi, durant la trajectoire migratoire, il y a mise en faisceau de ces tuteurs et vecteurs de résilience. Ensemble, en parallèle et en gerbes, ils éclairent les acteurs, les lieux et les événements de la mobilité. À travers ces acteurs qui en reçoivent l'énergie concrète et symbolique, ils donnent un sens, reconstruisent l'histoire et promettent un avenir dans ces parcours migratoires. Ces faisceaux de résilience permettent dès lors aux migrants, individuellement et en famille, de retisser la continuité dans des trajectoires incluant des ruptures et des cheminements complexes, multiespaces et multicultures, et de le faire à travers deux dimensions majeures, selon Cyrulnik, le lien et le sens.

À la fin de son existence, une personne sur deux aura connu un événement qualifiable de traumatisme. Une personne sur dix restera mortifiée, prisonnière de la blessure. Les autres, en se débattant, reprendront vie grâce à deux mots : le « lien » et le « sens » (Cyrulnik, 2002, p. 132).

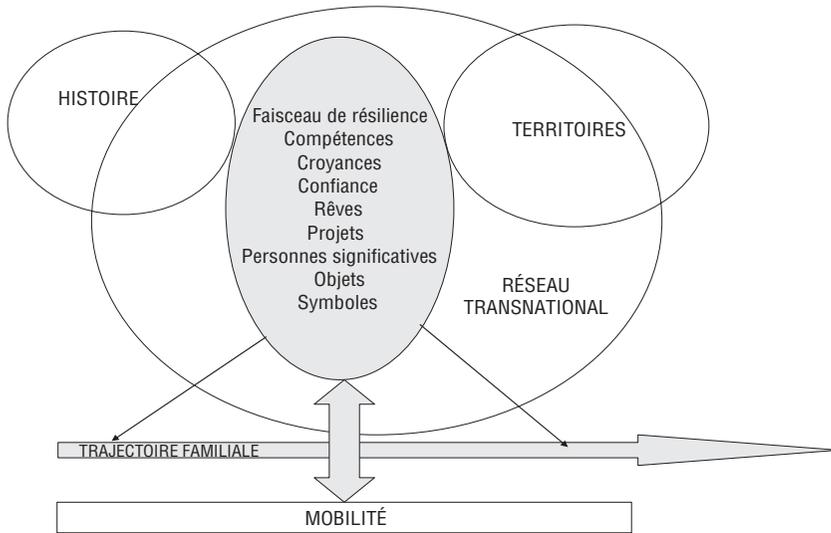
Dans la trajectoire migratoire et en articulation avec la mobilité, qu'elle soit originelle ou secondaire, les faisceaux de résilience se nourrissent de trois espaces conceptuels en interaction : l'histoire, le territoire et les réseaux transnationaux. C'est grâce aux tuteurs et vecteurs de résilience, construits et puisés dans ces ensembles concrets et symboliques, que se dessinent le rapport à la mobilité et les stratégies des familles immigrantes et de leurs membres. Ce sont ces faisceaux de résilience qui leur permettent de survivre à la mobilité, de l'utiliser pour atteindre leur but ou encore de l'intégrer comme mode de vie. Dans la section suivante, nous ferons un survol des tuteurs et vecteurs de résilience selon ces trois ensembles et en décrirons les impacts sur la trajectoire migratoire au regard de la mobilité.

2.1. L'HISTOIRE ET L'EXPÉRIENCE DANS LES FAISCEAUX DE RÉSILIENCE

Plusieurs vecteurs et tuteurs de résilience sont issus du champ conceptuel de l'histoire porté entre autres par la mémoire familiale et sociale des membres des familles immigrantes. Les attitudes, qualités, valeurs issues de l'expérience migratoire telle qu'elle est vécue par la famille en sont une partie importante et, comme nous l'avons vu, elles se transmettent entre les générations.

Par exemple, pour les réfugiés, on relève l'importance des qualités humaines issues de l'expérience de violence, de peur et de survie. Bolzman (2006) met ainsi en évidence le rôle des ressources culturelles, sociales mais aussi sociocognitives et émotives pour des réfugiés chiliens victimes de violences politiques. Il en est ainsi de la volonté, de la persévérance, de la

Figure 4.1
**Mobilité et faisceau de résilience
 dans la trajectoire familiale de migration**



fierté et de l'espoir que nous retrouvons dans le récit des déplacements de Charlotte. Ce sont ces compétences expérimentelles qui sont mises de l'avant pour « trouver sa place » et participer à la société d'accueil⁵ :

C'est vrai que notre histoire nous a marqués mais elle nous donne en même temps de l'espoir et de l'effort. Le fait de trouver la force d'apprendre une langue et de refaire une nouvelle vie, ce n'est pas un déprimé qui va faire ça. Mes enfants ne sont pas délaissés et démunis. J'essaie d'améliorer leur vie et leur avenir en trouvant un emploi (femme colombienne).

Malgré tout ça je suis heureux. Je suis très heureux d'être ici et je ferai de mon mieux pour réussir à réaliser mes rêves et ceux de mes enfants. Parce que ce que nous avons vécu ne sont que des forces pour aller vers le meilleur avenir pour les enfants qui nous donnent la force insoupçonnée d'améliorer la qualité de vie (homme burundais).

Un réfugié n'est pas faible ni fragile comme on le croit. C'est par contre une personne d'endurance ferme et persévérante. C'est une personne forte de moral et d'esprit contrairement à ce qu'on s'imagine (femme afghane).

5. Plusieurs des citations de cette partie sont issues de la recherche « Familles immigrantes des guerres en Estrie », de Vatz-Laarussi et Rachédi (2002).

Il est aussi frappant de voir combien ces réfugiés sont porteurs, comme héritage de leur histoire, de valeurs et d'attitudes de paix. Plusieurs les présentent comme leur apprentissage essentiel :

Ce que j'ai appris de la guerre, de mon expérience, c'est que quand deux nations, deux religions se haïssent pendant des siècles, ce n'est pas encore résolu. Mais moi, je ne peux pas comprendre pourquoi cette haine ! (jeune d'ex-Yougoslavie).

Il faut que les enfants grandissent dans un environnement sans violence... Je dirai à mes enfants que la guerre est à éviter quelles que soient les motivations... Il faut supprimer les sources de conflit qui mènent à la guerre car la guerre n'est pas bonne, jamais bonne... (mère du Burundi).

On retrouve les mêmes valeurs et des attitudes de fierté et de persévérance chez les familles immigrantes indépendantes, comme celle de Jamila, qui, au cours de leurs mobilités, ont dû développer non seulement des habiletés d'adaptation et de communication mais aussi des attitudes d'ouverture à la différence et à la nouveauté.

Issus de l'histoire familiale ou sociale, ces tuteurs de résilience peuvent aussi être matériels, et recouvrent alors des objets, des livres, des photos que les membres de la famille transportent religieusement avec eux dans leurs déplacements. Dans ces cas, ce qui importe pour la résilience, c'est l'univers symbolique que ces objets représentent plus bien sûr que leur matérialité et ils impliquent fierté et émotion. Par exemple, pour eux comme pour leurs enfants, les diplômes des parents, transportés parfois dans de grandes difficultés, pliés, mouillés, déchirés, sont des témoins du passé, des savoirs et de la reconnaissance. Ils sont un élément majeur dans la reconstruction tant des adultes que des jeunes et c'est pourquoi on les conserve, on les expose, on les montre, en les affichant sur les murs de l'appartement ou dans un album familial qu'on feuillette avec émotion... Les photographies de la maison au pays d'origine, de quelques grands-parents disparus ou même d'un paysage du passé, sont aussi des vecteurs de transmission identitaire et représentent en ce sens un bien précieux que les familles apportent dans leurs pérégrinations et que les professionnels de l'éducation et du social auraient intérêt, parfois, à découvrir.

Issus cette fois de l'histoire civique, celle des rapports internationaux et des grandes épopées, les tuteurs de résilience peuvent parfois être des personnages mythiques, légendaires, des héros de l'histoire, d'un film ou d'un roman auxquels le jeune s'identifie et qui devient un modèle. Comme nous l'avons vu dans *l'Histoire en chantier*, ce processus a été particulièrement identifié dans des recherches auprès de jeunes Kosovars et Albanais au Québec et en Belgique et de jeunes Maghrébins en France et au Québec. On constate alors combien cette identification à des personnages mythiques

donne à ces jeunes le courage et la volonté de persévérer en particulier sur le plan scolaire et dans l'apprentissage du français. La même dynamique a été relevée avec des jeunes en réussite scolaire et avec des parents maghrébins et salvadoriens rencontrés en 2000. Dans ce rapport à la « grande histoire », les personnages modèles sont aussi variés que les histoires nationales et internationales : un personnage de film afghan ou tibétain pour les uns, une héroïne de roman perse pour d'autres, ou encore la jeune survivante africaine du génocide rwandais d'un roman jeunesse québécois.

Ces personnages héroïques nourrissent les rêves portés par les jeunes et les adultes, souvent par les familles entières, rêves qui sont aussi des tuteurs de résilience et qu'on ne peut situer qu'au-dessus de l'histoire, des territoires et des réseaux puisqu'ils les transcendent. « Quand on vit une détresse, la rêverie donne un espoir fou », explique Cyrulnik (2005, p. 19). En fait, il semble bien que ces rêves, ces modèles inatteignables soutiennent la mise en projet du migrant, peu importe s'ils sont réalisables ou non.

Parce que j'aime étudier, pour connaître beaucoup de choses, l'histoire la géographie et les mathématiques aussi. Plus tard, je veux faire de la politique et je veux être comme les dirigeants des pays. Je veux avoir à prendre des décisions comme X, le personnage de mon roman... (jeune fille, 16 ans, Europe de l'Est).

Je veux devenir pilote comme dans les films, c'est, je crois, ma principale motivation pour réussir à l'école... (jeune garçon, 13 ans, Africain).

Mon rêve, c'est d'avoir une maison ici et que mes enfants et petits-enfants y vivent en paix... (mère togolaise).

Ce rêve s'exprime tout au long de la trajectoire autour d'un projet familial porté par les parents d'abord et par les enfants ensuite. Sauver ses enfants, améliorer leurs conditions de vie, retrouver ses proches, bâtir un avenir ailleurs dans la sécurité représentent les dimensions incontournables de ce projet familial qu'on chérit et qu'on se répète, durant la migration, parfois pendant la fuite, lors des longues journées au camp de réfugiés puis encore à l'arrivée au pays d'accueil :

Ce qui a aidé, c'est la croyance en la famille. Moi et mon mari, on se connaît depuis 1972. On était toujours ensemble, on s'aimait beaucoup. On espérait se rejoindre n'importe où pourvu que ce soit une place sécuritaire pour la famille, pour nous et nos enfants (mère d'ex-Yougoslavie).

Ce sont ces rêves qui soutiennent les parents et les jeunes dans les moments les plus difficiles, qui leur permettent de continuer, qui les motivent à se dépasser... Peut-être faut-il alors les admettre un temps comme moteurs de résilience puis peu à peu laisser le rêve se confronter à la réalité et devenir projet... Le propre du rêve, c'est de poser un idéal, d'être en

dehors de la réalité et parfois même de contourner, pour un temps, cette réalité. Le projet, lui, peut et doit être réaliste ; il renvoie aux conditions matérielles de sa réalisation. Quand Charlotte et Apollinaire marchent en forêt avec leur groupe, ils rêvent d'arriver enfin dans une ville, un pays, une société qui les accueille. Quand Jamila se heurte aux préjugés dans son milieu de travail, elle rêve d'un espace où, peu importe les croyances et les signes religieux, l'égalité et la reconnaissance des compétences prévalent. Ce sont ces rêves qui les aident à marcher et à avancer.

Les croyances religieuses, le plus souvent issues de l'histoire familiale et sociale du pays d'origine, représentent un autre bassin important de forces de résilience. Les histoires de famille de Jamila, la scientifique musulmane, ou de Thérèse, la pasteure congolaise, en sont de belles illustrations tout comme pour Nadja, jeune Afghane ismaélite, rencontrée lors de la recherche sur la réussite scolaire et qui expliquait :

Moi, ce qui m'aide à réussir, c'est le Coran, la mosquée, ma foi en Dieu. Avec cette foi, je me sens forte et cela m'aide à dépasser les épreuves et à être meilleure à l'école.

Dans toutes ces histoires, la religion crée la continuité dans la trajectoire et c'est à ces convictions qu'on se réfère pour survivre, garder l'espoir, décider de partir ou non, recommencer à zéro, dépasser l'adversité quelle qu'elle soit. D'autres familles bâtissent leur résilience sur des convictions qui ne sont pas religieuses mais tout aussi porteuses de résilience comme Nadia, l'universitaire marocaine mère de famille monoparentale, qui croit en la cause des femmes et veut la défendre dans et par sa trajectoire.

D'autres forces de résilience sont aussi liées à l'histoire expérientielle des familles dans la mobilité. Le cas d'Apollinaire et Charlotte en est particulièrement représentatif puisqu'on voit surgir tout au long de la trajectoire des expériences à partir desquelles le couple et les acteurs du voyage construisent de nouvelles compétences. Il en est ainsi de la protection que chaque membre de la famille, voire du réseau ou du groupe élargi, apporte aux autres. Ainsi, chacun, au sein du couple mais aussi entre parents et enfants, représente un tuteur de résilience pour l'autre. Nombreuses ont été ces mères africaines, serbes ou colombiennes, qui comme Jeanne, de notre réseau, ont souligné l'importance d'avoir dû protéger leurs enfants dans l'exil. Si c'était la lourde charge de tous les instants, c'était aussi la seule part de contrôle sur leur vie qu'elles devaient développer ; c'était à la fois leur espoir et leur force. Et, en ce sens, cette responsabilité est aussi devenue un facteur de résilience. Si ces tuteurs de résilience intergénérationnels jouent leur rôle dans les deux sens, des plus âgés vers les plus jeunes et vice versa, notons qu'une de leur spécificité est d'être souvent à distance. Ainsi, dans les cas des réunifications familiales, le parent ou l'enfant

attendu, espéré, rêvé, est à distance et c'est justement cette distance qui donne la force de continuer les démarches, de se battre, d'attendre encore, pour enfin réussir à réunir les générations.

La protection des parents vis-à-vis des enfants apparaît forte mais elle est aussi réciproque, et les enfants protègent les adultes qu'ils aiment :

Nous vivions chez mes grands-parents. Mon père avait disparu. Ma mère me disait qu'elle avait de ses nouvelles par téléphone. Moi, je savais bien que ce n'était pas vrai. Mais pour ne pas augmenter sa peine, je faisais semblant de la croire... (jeune fille d'ex-Yougoslavie).

Dans le pays d'accueil, il peut également arriver que, face à la vulnérabilité de leurs parents par rapport à la langue par exemple, les enfants en prennent soin temporairement, jouent les interprètes et les guides dans une société qu'ils parviennent à connaître plus vite que les adultes par leur fréquentation régulière de l'école. Loin d'être pathologique, lorsqu'elle est temporaire, cette « adultisation » des enfants est valorisante et renvoie à la réciprocité des relations entre les générations comme un vecteur de résilience issu de l'expérience migratoire.

Les produits de l'expérience de résilience, valeurs, attitudes, compétences, issus de l'histoire, permettent aux familles réfugiés et immigrantes de s'insérer dans leur nouvelle société mais aussi de s'y dessiner une place à part avec des principes de paix, d'entraide, de solidarité, d'unité familiale ou encore d'équité et de persévérance dont les sociétés riches sont souvent privées. De plus, ils peuvent par cette expérience devenir des témoins de l'histoire internationale dans les nouveaux lieux qu'ils investissent. Dans les régions du Québec, ces migrants sont parfois les premiers, en dehors des médias, bien sûr, à faire entrer l'histoire et la géographie du monde, dans les écoles, les milieux de travail ou les municipalités. C'est là un apport majeur à une société qui se veut ouverte sur le monde.

J'aime bien parler de l'Albanie, du Kosovo pour les faire connaître et maintenant mes copains connaissent l'Albanie et le Kosovo. Même le professeur l'a nommé une fois quand elle expliquait des choses sur la Rome antique et, à ce moment-là, on se sent bien. Mes copains, ils m'écoutent avec attention, ça leur paraît intéressant mais ils connaissaient surtout à cause de la guerre (garçon de 16 ans, Kosovo).

Plusieurs d'entre eux, dans ce travail de témoignage, sont fiers de leur pays d'origine ; ils en sont de « véritables ambassadeurs » porteurs d'un potentiel de relations internationales.

Mon plus grand espoir pour mes enfants, c'est qu'ils grandissent, soient autonomes et que d'ici, comme moi, avec les Canadiens, ils continuent à rebâtir notre pays d'origine, en expliquant au monde entier la problématique de cette région d'Afrique (mère rwandaise).

En ce sens, la résilience issue de l'histoire, si elle représente un processus majeur dans la reconstruction identitaire et familiale dans la migration, est aussi, par le transfert des compétences et des valeurs possible, un immense apport pour la société qui accueille ces populations, à condition bien sûr de s'y ouvrir et de la reconnaître.

2.2. LE RÉSEAU TRANSNATIONAL : UN RÉSERVOIR DE TUTEURS DE RÉSILIENCE

Le réseau transnational est un bassin extensible de personnes clés qui peuvent, selon les rencontres, les périodes et les lieux, devenir des tuteurs de résilience. Ces réseaux, structurés sur des personnes clés significatives dans des espaces eux aussi parcourus de sens, sont aussi tuteurs de résilience pour les membres adultes et jeunes des familles immigrantes face à l'adversité que représentent l'exil et ses contraintes. Il est intéressant de constater que ces réseaux porteurs de « force de rebond » peuvent être, comme celui de Maria, concrets et de proximité, mettant en contact les différents membres de la famille immigrante avec ceux et celles qui les aident à s'adapter, s'insérer et se développer, ou, comme celui de Jeanne, virtuels et composés de personnes qu'on ne rencontre pas concrètement mais qui ont marqué la trajectoire de la famille et qui peuvent représenter des modèles pour les jeunes.

Pour les familles colombiennes installées dans de petites localités du Québec, le réseau, souvent en parentèle élargi comme celui de Maria, est utilisé symboliquement et concrètement comme le vecteur principal par lequel on avance dans la trajectoire migratoire, et ce, par rebonds successifs pour réagir à des conditions souvent adverses. Pour d'autres réfugiés, comme les familles de Jeanne et Kaluma ou Charlotte et Apollinaire, les camps où l'on vit parfois durant plusieurs années et où l'on s'organise dans la promiscuité et la précarité représentent des réservoirs importants pour ces tuteurs de résilience. Les jeunes parlent ainsi du père de famille qui y organisait l'école ou les soins infirmiers et qui, par sa seule présence et son implication, représentait un modèle mais aussi un espoir. Une famille irakienne s'enfuit par le Sénégal, seul pays où l'on ne demande pas de visa et explique ainsi les tuteurs de résilience émergents par son passage dans ce pays :

À travers les gens, on a été vraiment bien accueillis, on avait tellement d'amis... Le jour où on a quitté le Sénégal, dans l'aéroport, c'était plein, la plupart c'étaient nos amis : une Australienne, des Sri Lankais, des Sénégalais, des Ivoiriens, des Français, des Belges, des Libanais, une Haïtienne qui travaillait au Haut-Commissariat aux réfugiés. Tous ces gens-là nous ont beaucoup aidés parce que, nous, on était en fuite et, eux, ils nous ont accueillis. Je ne les oublierai jamais...

Les familles de Jeanne et Thérèse nous disent aussi l'importance de divers membres de leurs réseaux, au pays d'origine, dans les pays traversés, dans la localité de vie et dans celles qui deviendront une nouvelle destination. Ces personnes significatives sont les soutiens symboliques, affectifs et réels qui, pour certains, apportent le regard aimant qui manque à diverses périodes dans la vie des membres de ces familles aux prises avec la mobilité pas toujours projetée, rarement linéaire et souvent désordonnée.

Les jeunes aussi bénéficient de ce réseau comme réservoir de tuteurs de résilience. Les jeunes en réussite scolaire et leurs familles ont identifié dans leurs cartes des réseaux et dans leurs trajectoires plusieurs de ces personnages clés; leur rôle peut avoir été ponctuel ou assure au contraire une forme de continuité. Certains d'entre eux sont des membres directs de la parenté, proche ou éloignée, au Québec ou au pays d'origine. D'autres sont des amis, des connaissances, des pairs parfois du jeune ou des parents mais dont le jeune entend parler par ses parents et qui prennent alors une place dans ses propres processus de résilience. Il y a ainsi un lien direct entre résilience familiale et résilience du jeune ici traduite par sa réussite scolaire. Ces personnes clés jouent souvent un rôle de soutien effectif au jeune et à sa famille mais ils le font parfois de manière plus symbolique, par des encouragements, un intérêt discret ou encore par leur simple existence. Plusieurs d'entre eux sont considérés comme des modèles de réussite par le jeune et sa famille. Ainsi, il est apparu que c'est d'abord au sein de la famille élargie que les jeunes trouvaient des modèles, des tuteurs et des forces de résilience qui les portaient vers la réussite scolaire⁶.

J'ai ma grand-mère en Afrique, c'est une personne formidable. Je suis fier d'elle parce qu'elle a fait tellement de choses pour ma famille et pour moi. Et elle est fière de moi parce que je réussis ici à l'école. On se téléphone souvent, elle m'encourage, c'est un peu pour elle que je fais des efforts... (jeune garçon burundais).

Plus souvent, ce sont les membres plus âgés de la parenté qui jouent ce rôle de tuteur, voire d'exemples dans la réussite scolaire :

J'ai ma tante à Kaboul, elle a été médecin. C'est une vieille dame maintenant mais, pour moi, elle est le modèle; je veux faire comme elle, faire mes études et réussir, et ensuite retourner dans mon pays pour aider les gens... (jeune fille afghane).

On perçoit bien ici que les liens intergénérationnels en jeu dans le processus de résilience sont le plus souvent familiaux et parfois amicaux ou professionnels, comme dans le cas des professeurs de classe d'accueil,

6. La plupart des citations ci-dessous sont extraites de la recherche « Les différents modèles de collaboration familles immigrantes-écoles » de Vatz Laaroussi *et al.* (2005).

mais ils ont aussi une portée symbolique. Celle-ci est illustrée par ces jeunes Albanais du Kosovo qui confiaient :

[...] ce qui m'aide à survivre ici où je suis seul, c'est le souvenir de mes parents, de mon grand-père qui est mort dans les flammes et qui est devenu un héros pour moi. C'est pour eux que je veux réussir, pour notre fierté familiale...

Ce lien symbolique au héros, liant ici histoire et réseau, est alors celui qui donne sens à l'invivable et à l'incompréhensible, ce qui permet de le dépasser... Dans la résilience et pour mieux rebondir face à l'adversité, ces relations entre les générations apportent de la reconnaissance, du sens et la possibilité de se projeter vers un avenir moins sombre. Et ces modèles intergénérationnels se retrouvent aussi dans le réseau de proximité des jeunes :

Monsieur Grégoire, c'est un ami de mon père avant que nous on arrive ici, il était un ami de mon père. Si on a besoin de quelque chose, il peut nous aider; il a acheté des cahiers pour ma sœur, il a amené un dictionnaire pour moi, il est dans la maison. C'est aussi grâce à lui que je suis bon à l'école. Ça, je pourrai jamais l'oublier (jeune garçon afghan, 13 ans).

J'aimerais noter une Québécoise, madame Tremblay, qui est de bonne foi, c'est un ange du ciel que Dieu m'a envoyé; elle aide ma famille, elle m'a donné du matériel pour les études de mes enfants. Elle s'occupe vraiment des enfants, les encadre dans leurs sports; elle a donné du matériel, des papiers. C'est une amie, elle est devenue une grande amie. C'est à elle que je raconte toutes les choses et les enfants l'adorent (mère haïtienne).

Comme modèles de réussite dans mon entourage, il y avait une fille, ben c'est surtout des filles, là, ben, c'est une fille russe; c'est très bien, toutes les notes sont excellentes. Je voudrais avoir la même détermination qu'elle. Comme juste en la voyant, là, ça lui fait plaisir de travailler. C'est vrai, elle est toujours souriante, là, toujours contente (garçon de 15 ans, Irakien).

Notons que, pour les jeunes Kosovars, les amis du pays d'origine et du lieu d'accueil représentent des forces essentielles pour surmonter le deuil du départ et les pertes affectives de l'exil; c'est avec ces compagnons qu'ils se reconstruisent :

J'ai deux ou trois copains albanais avec qui je sors quelques fois pour prendre un café. J'ai aussi un copain albanais qui vient du Kosovo comme moi et un autre qui est plus âgé et qui vient de la même ville que moi. Ces copains sont très importants pour moi car je suis tout seul ici, ma famille n'est pas là. Si j'ai un problème, ce sont mes copains qui peuvent m'aider. Les autres copains sont des Québécois ou d'autres nationalités. Ce sont des copains de l'école et non du quartier. Ici, le plus important, ce sont mes amis, ma famille est loin (garçon, 24 ans).

Des rencontres significatives, parfois ponctuelles, permises par le réseau transnational, large et mobile des familles, deviennent ainsi sources d'espoir, de fierté, d'apprentissages et de projets.

En outre, dans le processus de résilience, les réseaux transnationaux créés durant la migration représentent un capital pour les migrants qui vont en faire profiter leurs compatriotes eux-mêmes immigrants mais aussi d'autres membres de leur nouvel espace d'installation : se créent ainsi des relations internationales et interculturelles dans des régions d'abord habituées à des rapports homo-ethniques. Les immigrants ont aussi acquis, dans la mobilité, la capacité à créer rapidement de nouveaux réseaux : c'est une force qu'ils vont utiliser massivement pour s'insérer dans leur nouvelle société et qu'ils vont se transmettre entre générations, la transformant souvent en entraide intergénérationnelle.

Au contraire, nos enfants ont développé beaucoup d'amitiés ici. En général, nos enfants sont très attachés, reliés entre eux. Ils ne sont pas dépressifs, ils ont de très bonnes notes à l'école, ils sont plus avancés que certains enfants (mère d'ex-Yougoslavie).

Par ailleurs, les savoirs de l'expérience acquis à travers le réseau vont aussi être mis à contribution pour trouver des stratégies gagnantes là où l'on s'installe et vont servir les stratégies familiales de mobilité et d'intégration :

La guerre, la violence, on veut l'oublier mais ce qu'on a appris à travers ça, c'est l'entraide, c'est la gratuité, c'est de ne pas être trop ambitieux, c'est d'aimer la vie. C'est de vouloir vivre bien là où on est avec ceux qui sont importants pour nous.

C'est ainsi que le territoire occupé, parcouru, investi ou effleuré, est l'espace dans lequel nombre des forces de résilience acquises dans la trajectoire migratoire et puisées dans l'histoire et le réseau transnational s'actualisent.

2.3. LE TERRITOIRE : ESPACE D'ACTUALISATION DE LA RÉSILIENCE

Ce sont principalement les compétences et savoirs en lien avec l'adaptation, la découverte de l'inconnu, la communication et l'entraide qui vont y être développés et utilisés au gré des conjonctures : arrivée et accueil dans ce territoire, participation à certaines structures, recherche de logement et d'emploi, etc. Les compétences de médiation avec les institutions, comme les services de santé et l'école, vont y fleurir et y seront mises en œuvre dans l'intérêt particulier de la famille mais aussi dans celui de la communauté ethnique ou religieuse. Le territoire est aussi l'espace de la rencontre avec des professionnels qui, nous l'avons vu, peuvent aussi être des tuteurs de

résilience. Les infirmières et personnels qui assurent les suivis de grossesse des mères sont souvent investis de ces rôles importants tout comme les professeurs pour les enfants. De manière plus particulière, l'enfant, nouvellement arrivé, va se reconstruire et redonner du sens à son projet de vie alors qu'il est en classe d'accueil. Ce milieu et les personnes qui y évoluent vont représenter pour lui des éléments clés de la reconstruction. Le professeur de classe d'accueil ou encore le professeur de français des parents est souvent pour les jeunes et les familles « la personne » sur laquelle on s'appuie pour connaître le nouveau monde, celle qui rassure, qui explique, celle qui va servir de repère pour quelques mois parfois plus, celle qui va s'intéresser aussi à ce nouveau venu et qui va être à l'écoute, attentive, compréhensive, patiente, indulgente... Ces enseignants représentent alors des tuteurs de résilience pour le jeune et sa famille.

Parfois, un agent d'immigration, parce qu'il organise l'accueil et l'accompagnement dans une région, mais aussi parce qu'il le fait avec compétence, empathie, solidarité et ouverture, devient également un tuteur de résilience qui favorise non seulement l'installation et l'insertion mais aussi le sentiment de contrôle sur sa vie et qui, de ce fait, redonne de l'espoir là où la situation socioéconomique en offre peu. Le territoire est aussi l'espace des projets qui parfois se traduisent par la poursuite des rêves de l'exil. Si ces projets sont accompagnés, acceptés, reconnus, le territoire en tant que tel, soit la localité ou la région, devient alors un espace de résilience qui sera fortement investi par la famille.

Le territoire peut ou non être un espace de reconnaissance et c'est là que se révèle sa fonction de résilience. Si, à travers les politiques, les programmes et les activités diverses, les membres de la famille immigrante se sentent connus et reconnus, alors ce territoire leur ouvre les portes de la résilience qui, elle-même, favorise l'insertion et l'intégration. Sinon, les forces de résilience de la famille vont s'actualiser à l'encontre du territoire et il y aura un hiatus par exemple entre les réseaux locaux et les réseaux transnationaux des immigrants ou encore entre leurs savoirs et les emplois qui leur sont proposés. Ainsi, le territoire peut représenter le meilleur espace de croisement entre les tuteurs de résilience issus de l'histoire et ceux provenant du réseau transnational; il devient alors l'espace géographique, social et politique dans lequel le faisceau de résilience éclaire la trajectoire migratoire et ses acteurs. Il peut également se développer en parallèle avec ces autres espaces et représenter un nouvel obstacle, voire un nouveau traumatisme pour la famille migrante qui puisera dans ses tuteurs de résilience alternatifs, le réseau et l'histoire, pour y faire face. L'une des façons de surmonter cet obstacle pourra alors être le départ vers un nouveau territoire investi symboliquement d'espoir.

3. DES PISTES D'ACTION POUR CROISER RÉSILIENCE ET MOBILITÉ

Il semble que quel que soit le champ dans lequel elle puise ses tuteurs et vecteurs, la résilience est avant tout une affaire de reconnaissance. Le manque de reconnaissance représente le principal catalyseur des problèmes sociaux et relationnels éprouvés par les membres de familles immigrantes. Ainsi, c'est la quête de reconnaissance, sociale, professionnelle, historique, relationnelle et symbolique, qui oriente et entraîne les mobilités géographiques de ces familles. Comme l'indique son étymologie, reconnaître une personne, c'est à la fois la connaître et donner à cette connaissance un sens et une valeur sociale. Cela exige de tenir compte de la différence culturelle et individuelle mais aussi de l'importance du lien et de l'altérité. De Gaulejac et Leonetti (1997) ont défini cette recherche de reconnaissance à travers la lutte des places qui, selon eux, est une lutte d'individus solitaires contre la société pour trouver ou retrouver une « place », c'est-à-dire un statut, une identité, une existence sociale. Mais la situation des migrants n'est pas uniquement celle de la désinsertion, voire de la désaffiliation qui préside à cette quête. La mobilité originelle et secondaire est justement catalysée par cette recherche d'une place dans un ailleurs qui la pose comme possible, sinon probable. Et cette ouverture d'un avenir possible par le mouvement est sans aucun doute le fol espoir de tous ceux qui aujourd'hui tentent, contre vents, marées, lois et expulsions, de franchir les frontières de l'Europe tout comme elle guide les migrants canadiens sur les routes interlocales et interprovinciales. La mobilité est alors perçue comme un espoir, peut-être un rêve de reconnaissance, et les mesures visant la mobilité doivent prendre en compte et accompagner cette quête de reconnaissance, à travers les faisceaux de résilience qui en favorisent l'actualisation. Pour cela, diverses politiques et pratiques de reconnaissance doivent se développer. Dans la section suivante, nous en tracerons les grandes lignes ; certaines de ces pratiques sont déjà à l'œuvre, il reste à les multiplier.

3.1. POLITIQUES ET PRATIQUES DE RECONNAISSANCE DES FORCES DU RÉSEAU

Il convient d'abord d'envisager les orientations politiques et les programmes qui permettent d'accompagner et de reconnaître les forces du réseau migrant favorisant ainsi son actualisation comme bassin de résilience et donc d'intégration.

Les orientations qui favorisent le regroupement et l'immigration familiales sont les premières à reconnaître le réseau comme porteur d'insertion sociale. Elles doivent donc être maintenues et renforcées au contraire

de ce qui se produit actuellement en Europe. C'est un élément important à prendre en compte dans les politiques canadiennes et québécoises qui se questionnent actuellement sur l'intérêt de favoriser l'immigration temporaire de travailleurs spécialisés selon les besoins locaux. Reconnaître les réseaux et leurs forces, c'est aussi permettre et favoriser les allers-retours entre pays d'origine et pays d'accueil. Là encore, l'Europe, avec ses politiques de fermeture des frontières, favorise ces possibilités pour les ressortissants européens mais en exclut les immigrants du Sud qui sans aucun doute en useraient de manière importante, en faisant bénéficier autant leur pays d'origine que leur pays d'immigration. Ces possibilités sont encore trop modestes au Canada bien qu'on ait commencé à en percevoir les impacts positifs sur le plan économique avec les populations chinoises et philippines par exemple. Le Québec aurait tout intérêt à développer de telles orientations avec ses migrants en provenance du Maghreb, d'Afrique et d'Amérique latine et bénéficierait de retombées tant sur le plan économique que social. Pour les pays d'accueil, il serait aussi important, et sans doute peu coûteux, d'utiliser davantage les réseaux Web correspondant aux réseaux transnationaux pour transférer des informations sur l'immigration, les possibilités d'emplois, de logement, d'accueil, etc. Ces réseaux très fréquentés par les immigrants sont encore sous-exploités par les décideurs et les gestionnaires qui en créent parfois d'autres beaucoup moins populaires en parallèle.

Enfin, la reconnaissance des réseaux migrants passe aussi par la mise en œuvre de programmes sociaux qui soutiennent l'entraide. On peut penser ici à des mesures pour rémunérer les gardiennes d'enfants au sein du réseau informel ou encore pour valoriser le travail effectué surtout par les femmes auprès des personnes âgées du réseau par exemple. Si, en France et en Belgique, on a ainsi créé le système des femmes relais qui, issues du réseau local migrant, favorisent les contacts avec les institutions locales, le Canada et le Québec soutiennent plutôt les organismes communautaires multiethniques qui offrent ces services. Il serait important de reconnaître davantage la part informelle de ces réseaux compte tenu des fonctions importantes qu'ils remplissent dans l'insertion et l'accompagnement des migrants. Ainsi, c'est souvent en leur sein que se pratique l'apprentissage de la langue du pays d'accueil pour les personnes les plus vulnérables, femmes au foyer avec jeunes enfants ou personnes âgées. Il serait intéressant de concevoir des programmes d'apprentissage de la langue qui suivent les voies de ces réseaux plutôt que de tenter d'en instaurer d'autres, plus coûteux, plus rigides et toujours soumis à la norme de la masse critique. Cette norme qui associe les possibilités de mise en œuvre de cours au nombre de migrants qui les suivront a des effets pervers graves en région en raison du faible nombre d'immigrants et de leur mobilité. Plusieurs familles et en particulier les femmes, les travailleurs et les personnes âgées

vont ainsi être exclues des apprentissages linguistiques dont on connaît l'importance pour leur intégration, voire pour leur rétention en région. Utiliser les réseaux informels existants pour donner ces cours permettrait de suivre ces familles selon leurs besoins et dans leur mobilité. On peut penser aussi à la question des interprètes dont certains peuvent être issus de ces réseaux et figurer dans des banques régionales permettant dès lors d'éviter certains problèmes de confidentialité au sein du réseau même, tout en faisant profiter d'autres immigrants en région des compétences développées par ceux qui sont arrivés avant, dans d'autres localités. Enfin, on se doit de reconnaître et de favoriser les médiations qui s'établissent au sein des réseaux, en formant, rémunérant et accompagnant leurs acteurs. Françoise Nahimana, stagiaire universitaire en service social⁷, a ainsi fait bénéficier le réseau africain local qu'elle fréquentait régulièrement d'un travail de médiation mettant les acteurs du réseau au cœur de l'action. C'est grâce à un stage universitaire que ce travail a pu être effectué et il est indispensable de soutenir financièrement des projets de ce genre.

Pour la stagiaire professionnelle, le travail a d'abord consisté à identifier les difficultés de communication entre les générations au sein des familles africaines d'un même grand réseau migrant local. Elle a ensuite, suivant les voies du réseau, créé puis animé en parallèle et autour de la communication intergénérationnelle, deux groupes avec des membres de ces familles africaines. Le premier groupe était composé d'adolescents, le second de leurs parents, essentiellement des pères. Les deux groupes s'exprimaient sur les difficultés de communication rencontrées en famille et les participants se donnaient mutuellement des stratégies pour régler les conflits potentiels. Après plusieurs séances animées par la professionnelle, elle aussi membre du réseau, un médiateur naturel issu de la communauté ethnique (homme adulte sans enfant et donc accepté dans les deux groupes), encouragé et accompagné par elle, a effectué le pont entre les deux générations et permis de faire circuler les expériences et savoirs de chacun des groupes. Ce processus de double médiation, professionnelle et naturelle, permettait un échange intergénérationnel de fond dans le respect mutuel et sans que les principes traditionnels et la fierté individuelle ne soient remis en question. Finalement, les deux médiateurs ont organisé avec un organisme interculturel un forum sur la communication parents-adolescents dans lequel les groupes ont participé à des tables rondes et rendu compte collectivement de leur identification des difficultés mais aussi des potentiels et stratégies de communication au sein des familles et dans les quartiers.

7. Stage effectué à l'Université de Sherbrooke en collaboration avec l'organisme Rencontre interculturelle des familles de l'Estrie.

3.2. POLITIQUES ET PRATIQUES DE RECONNAISSANCE DES VALEURS AJOUTÉES PAR L'IMMIGRATION ET LES MOBILITÉS

Nous l'avons vu, la mobilité migratoire est porteuse de nombreux « plus » tant pour les acteurs qui la vivent directement que pour les espaces parcourus. Les savoirs et acquis professionnels d'avant le départ du pays d'origine mais aussi ceux qui sont issus du parcours migratoire et les compétences qui s'y développent doivent faire l'objet d'une reconnaissance réelle des diverses instances sociales et économiques de la société d'accueil. Les compétences interculturelles développées par les migrants durant leur mobilité représentent une plus-value importante pour les communautés qu'ils intègrent.

Ainsi, ils s'adaptent plus vite à de nouveaux milieux, ont appris à jouer sur plusieurs codes culturels et linguistiques et à transférer leurs savoirs d'un domaine à l'autre, du camp de réfugiés à l'entreprise d'abattage en passant par les bureaux du Haut-Commissariat aux réfugiés et du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, par exemple. Ils ont également appris à repérer avant le départ, durant la mobilité et pendant l'installation, les personnes et les organismes clés qui leur serviront de porte d'entrée et de soutien dans le nouvel espace. Ainsi, non seulement ils peuvent mettre ces compétences au service de leur réseau après leur propre installation mais encore ils devraient pouvoir utiliser ces connaissances et ces expériences dans des emplois qui font appel à une vision large de la société d'accueil, par exemple des postes dans des ministères et dans des institutions qui demandent polyvalence et approche globale. Les entreprises aussi peuvent bénéficier de ces valeurs ajoutées par l'immigration et le font déjà en utilisant les capacités d'adaptation et de polyvalence de ces migrants. Cependant, elles pourraient aussi le faire à des postes de supervision, de relations avec la clientèle ou encore d'import-export en reconnaissant, d'une part, les expériences professionnelles passées et, d'autre part, les capacités interculturelles développées dans la migration.

Pour favoriser cette reconnaissance des acquis de la mobilité, il paraît essentiel d'intervenir à deux niveaux : celui de la validation des acquis et celui de la sensibilisation des milieux d'emploi. Le Québec réfléchit au sujet de l'éducation à des processus de reconnaissance des savoirs issus de l'expérience, et ce, tant pour les migrants que pour les personnes ayant un cheminement professionnel non traditionnel. Par ailleurs, le gouvernement québécois tente d'infléchir les ordres professionnels pour que les examens d'entrée concernant les migrants soient adaptés à des réalités internationales. On en est ainsi à créer des formations d'adaptation pour les infirmières formées dans d'autres systèmes scolaires et professionnels ou encore à offrir des formations courtes avec stages en entreprises

québécoises à des ingénieurs d'ailleurs. Il s'agit là de bonnes pratiques à développer et à négocier avec les acteurs locaux, les municipalités et les hôpitaux, par exemple qui sont dans les villes moyennes, des employeurs importants qui peuvent montrer l'exemple dans la reconnaissance des savoirs immigrants.

On doit aussi penser à cette reconnaissance des acquis de la migration dans les tests qu'on fait passer aux enfants ou aux adultes dans le cadre d'un retour aux études. Il semble que les tests classiques qui permettent un classement scolaire ou une première orientation soient particulièrement inadéquats pour les migrants, d'une part, en les mesurant à des échelles de savoirs fortement enculturées et donc discriminantes, et, d'autre part, en déniaient toute compétence ou savoir ou traditionnel dans la société d'accueil. Les compétences interculturelles de la mobilité sont donc ici non seulement méconnues mais de surcroît le plus souvent évaluées comme des parasites qui retardent le développement scolaire normal du migrant. Les Africains ayant une expérience particulière et souvent longue dans les camps de réfugiés sont ainsi souvent classés par ces tests comme ayant des troubles et retards d'apprentissage, ce qui restreint indéniablement leurs possibilités de développement et d'insertion. Il est urgent que ces tests soient revus, réactualisés et adaptés à des situations de mobilité.

La France a mis en œuvre depuis peu un système de validation des acquis qui s'applique aux adultes ayant des cheminements particuliers et des expériences professionnelles non validées par des diplômes. Ce système permet l'entrée dans certaines écoles professionnelles et ouvre sur des formations courtes en alternance dans le milieu. Il serait intéressant d'en utiliser les grandes lignes et de penser à l'alternance comme moyen d'intégrer les migrants dans le système scolaire et professionnel québécois et canadien.

Enfin, en ce qui concerne la sensibilisation des milieux d'emploi, diverses pistes sont envisagées. En Wallonie, des campagnes de sensibilisation des entreprises voient le jour et on crée même un numéro vert gratuit pour offrir de l'information. Quelques petites et moyennes entreprises québécoises jouent cette carte depuis quelques années, en particulier dans la région montréalaise. Il s'agit pour elles d'un atout important qui leur permet de se positionner sur le marché international. Des guides des bonnes pratiques en gestion de la diversité en entreprise sont également diffusés dans diverses régions canadiennes. Là encore, il s'agit d'une bonne voie à suivre mais toujours en y intégrant les savoirs migrants comme des avantages et non comme des obstacles.

3.3. POLITIQUES ET PRATIQUES DE RECONNAISSANCE DE LA TRAJECTOIRE MIGRATOIRE ET DE L'HISTOIRE

Mais la reconnaissance de ces acquis de la mobilité passe aussi par la connaissance et le partage des histoires et des trajectoires. Comme nous l'avons vu, l'histoire et la mémoire sont au cœur des processus de mobilité et du développement des communautés locales. Les programmes et mesures visant l'immigration, la mobilité et la rétention doivent favoriser les échanges sur les histoires singulières et collectives, voire la construction d'une mémoire intégrée commune.

Ce travail d'historicisation par la reconnaissance doit s'effectuer aux différents niveaux touchés par la mobilité : celui de l'individu et de sa famille en faisant la promotion des histoires familiales ; celui des pays et groupes d'origine en cultivant et en exposant les mémoires collectives, voire les mémoires diasporiques ; celui des mémoires migrantes en interpellant les trajectoires individuelles et collectives mais aussi celui des histoires locales qui sont le ciment de la sédentarisation. Poussés par les méandres de l'histoire, les hommes politiques font ce retour vers les mémoires dans de nombreux pays. Ainsi, les mémoires des peuples opprimés, décimés, dispersés par l'histoire sont mises à l'honneur dans plusieurs sociétés ; il en est ainsi pour les mémoires de l'holocauste, de l'esclavage, du génocide arménien, de l'extermination des amérindiens du Paraguay, de la déportation des Acadiens ou encore de l'oppression des autochtones du Canada. Ces mémoires font l'objet de processus de reconnaissance à travers diverses modalités comme les excuses publiques offertes par les autorités, la célébration d'événements marquants pour ces populations, l'érection de monuments en leur honneur dans l'espace urbain contemporain, leur intégration dans les programmes et les manuels scolaires, leur insertion dans l'espace de la culture à travers la création de musées, d'expositions, d'espaces de mémoire qui leur sont dédiés.

La reconnaissance accordée aux histoires et mémoires migrantes est à la fois plus fragile et plus soumise aux enjeux politiques contemporains. Les sociétés qui souhaitent augmenter leur immigration veulent donner une place visible et positive à cette histoire. Le musée de l'immigration PIERS 21 à Halifax, en rendant compte des trajectoires des migrants qui ont fait le Canada en arrivant par ce quai maritime, est une bonne illustration d'une volonté locale de valoriser les trajectoires de mobilité comme ancrage et fondement à une société. Les sociétés formées de mosaïques culturelles qui referment actuellement leurs frontières autour d'une identité nationale univoque, comme la France et le Québec, sont dans une situation très paradoxale sur ce plan. D'une part, elles valorisent les mobilités des peuples fondateurs, d'autre part, elles marginalisent, voire excluent les

migrations contemporaines qui continuent à les alimenter. Les débats et aventures autour d'un musée de l'immigration à Paris en 2007-2008 démontrent la difficulté à intégrer l'histoire migratoire à l'histoire nationale. Il en est de même des débats sur les accommodements raisonnables à la même époque au Québec.

Finalement, face à ces enjeux, c'est plutôt avec les mémoires familiales migrantes que va se jouer la reconnaissance. Quelques interventions visent à leur donner place et la tâche revient souvent aux travailleurs, animateurs, organisateurs sociaux de les susciter et surtout d'en permettre le partage. Dans les nouvelles pratiques, on s'intéressera plus particulièrement aux articulations entre les histoires familiales et l'histoire d'un peuple, d'une culture mais aussi avec l'histoire de leurs migrations.

Ainsi, des intervenants auprès de populations haïtiennes vont former des groupes de partage sur les histoires individuelles des familles migrantes au Québec. On y abordera les changements entre la vie en Haïti et celle du Québec, mais aussi les pertes, les inquiétudes, les attentes et les projets portés par ces familles. En parallèle, on organisera un voyage intergénérationnel avec ces familles dans un lieu hautement symbolique sur le plan de l'esclavage... Et l'on tentera de saisir avec les familles comment cette mémoire de l'esclavage intervient dans les comportements actuels, comment elle peut être un espace de résilience (Stage de maîtrise en service social, Marie Antonine Alectine, Université de Sherbrooke).

Ou, encore, on associe dans des groupes de pères immigrants africains au Québec, l'histoire de vie avec les chants pour enfants. Les pères immigrants ou réfugiés sont porteurs d'un récit culturel qui constitue la base de leur conduite et qu'ils veulent transmettre à leurs enfants. Ce récit est symboliquement présent dans les histoires pour enfant, héritées du pays d'origine et de la tradition familiale. Concrètement, à partir des chants pour enfants (contes, fables, comptines...) appris dans l'enfance d'une personne immigrante ou native, il est possible de remonter à la perception au moins partielle de sa vision du monde. Ces histoires pour enfants constituent donc la partie visible du récit culturel de la personne. Ce dernier codifie de façon implicite ou explicite les rapports que la personne, immigrante ou non, entretient avec elle-même, les autres, la nature et le surnaturel. En guise d'exemple, les convictions ou les certitudes sur la question de l'éducation des enfants, le rapport du couple à l'argent, les meilleures manières d'instaurer du respect entre les générations, viendraient au père, entre autres, par le biais des histoires pour enfants, mieux, des récits culturels acquis depuis sa plus tendre enfance. À mi-chemin de la saisie du récit de vie, on demande au parent, en groupe, de proposer deux histoires pour enfants : une qui lui revient en mémoire et l'autre

dont le contenu l'inspire dans sa vie. Cette démarche permet de voir la contiguïté ou la dissemblance des deux histoires et le rapport qu'elles entretiennent avec le récit de vie. Ces éléments doivent alors faire l'objet de discussions avec les parents concernés et au sein du groupe. Ces pratiques permettent de saisir la richesse de l'histoire et des histoires dans l'intervention qui vise, d'une part, à accompagner les parents immigrants et réfugiés dans leur insertion familiale dans leur nouvelle société et, d'autre part, à les renforcer dans leurs fonctions parentales d'éducation, de soin, de promotion et de transmission aux enfants (Stage Maîtrise en service social, Jean-Marie Messé-Bessong, Université de Sherbrooke).

Bien entendu, ce type d'intervention visant le partage des histoires et leurs articulations demande des formations de la part des professionnels du social, de la santé, de l'éducation mais aussi des municipalités, des acteurs de l'emploi, etc.

3.4. POLITIQUES ET PRATIQUES D'OUVERTURE DES TERRITOIRES À L'ALTÉRITÉ: DE L'HISTORICISATION MÉTISSÉE AU CODÉVELOPPEMENT

Ces derniers acteurs sont plus particulièrement impliqués dans des pratiques qui visent à ouvrir les territoires à l'altérité et à les transformer ainsi en communautés résilientes. La connaissance des histoires mutuelles et leur reconnaissance dans l'espace local, physique tout autant que symbolique et social, en est un processus moteur. On peut ainsi parler d'historicisation métissée des territoires⁸.

Certaines pratiques sociales et sociologiques visent aujourd'hui à réancrer les mémoires familiales dans une histoire régionale et dans un territoire. Que l'on pense à des interventions de récits de vie familiale pratiquées par l'association *Moi Migrant* (Daloze, 2006) sur un territoire situé entre la Belgique et le Luxembourg et qui visent à redessiner les frontières et l'histoire de ce territoire pendant et après les mines ou à des recherches-interventions de quartier comme celles menées dans le quartier multiethnique et fortement stigmatisé de la Duchère à Lyon, il s'agit toujours de créer du tissu social à partir des mémoires familiales et même de réparer les trous de ce tissu mis à mal par l'exclusion, la paupérisation ou

8. Voir à ce sujet l'article de Vatz Laaroussi (2007b). « Les usages sociaux et politiques de la mémoire familiale: de la réparation de soi à la réparation des chaos de l'histoire », *Revue internationale électronique Enfance Familles Générations*, n° 7, <www.erudit.org/revue/efg/2007/v/n7/index.html>.

encore l'isolement. L'aventure de Malmédy citée en p. 64, ce village belge qui a entrepris un processus de métissage des histoires pour s'ouvrir à la différence, est particulièrement exemplaire⁹.

C'est un même processus de partage de l'histoire sur un territoire par la mise en commun des mémoires familiales qui doit être privilégié pour l'insertion, voire la stabilisation des immigrants dans les régions du Québec. Là encore, avec des moyens diversifiés dont le livre, la vidéo et les sites Web, avec divers acteurs comme les jeunes, les élus locaux du développement économique ou municipal, les pères ou les grands frères, il s'agit de donner la parole à la mémoire familiale et, ce faisant, de lui faire place dans l'espace local. Finalement, c'est le travail de citoyenneté qui est ici visé à travers les appartenances à un quartier ou à une région. Et il y a plusieurs manières de le faire.

Ainsi, dans un quartier multiculturel de Genève en Suisse, une école primaire est à la source d'un rallye interculturel qui a permis de développer les appartenances multiples à ce quartier mais aussi d'y faire se rencontrer des histoires diversifiées. Des équipes de jeunes accompagnées par des adultes intéressés du quartier devaient effectuer un trajet dans plusieurs domiciles de familles habitant le quartier. Ces familles de diverses origines livraient aux équipes des indices sur leur pays et culture d'origine ainsi que sur leur trajectoire migratoire et les équipes devaient accumuler ces indices, c'est-à-dire ces histoires, pour parvenir en fin de journée à dessiner une nouvelle histoire-géographie du quartier. La journée, grâce à une longue préparation impliquant les divers acteurs locaux (élus, enseignants, représentants associatifs, médias, gestionnaires scolaires, habitants du quartier), s'est révélée un grand succès. Plus de 300 personnes, de diverses générations, ont participé aux équipes et près de 50 familles ont ouvert leur chez-soi et leur histoire à ces équipes. Tout un quartier s'est ainsi réhistoricisé à travers ses habitants, leurs histoires et trajectoires mais, surtout, ce quartier a su jouer la carte de l'inclusion par la diversité.

Ces processus de métissage interlocal pourraient aussi se traduire par des jumelages entre deux villes de pays différents et, même, des localités d'émigration et d'immigration. C'est alors à travers l'expression des mémoires familiales et culturelles relayées par des acteurs du jumelage que se créent de nouveaux rapports sociaux internationaux, voire des liens de réparation entre pays du Nord et du Sud, entre pays pauvres et pays riches. Ces mémoires-histoires partagées par les acteurs sociaux et servant au développement de nouvelles amitiés pourraient alors réparer des injustices

9. Cette action collective a été menée à Malmédy grâce à l'intervention de l'Institut de recherche, formation et action sur les migrations (IRFAM).

sociales et historiques internationales en redonnant sens et consistance aux relations d'altérité. On pense ainsi aux voyages, aux échanges de savoirs (sportifs, artisanaux, linguistiques, artistiques) et à la connaissance mutuelle qui y est produite. Cette connaissance-reconnaissance mutuelle peut alors, par le biais des migrants, conduire à des processus de codéveloppement.

L'exemple de la ville d'Edmunston au Nouveau-Brunswick qui a favorisé d'abord une connaissance mutuelle afin de renforcer l'immigration est particulièrement intéressant. Un projet mené au sein d'une école secondaire a d'abord amené des familles et des enseignants canadiens à organiser un voyage-jumelage avec une école et des familles du Burkina Faso. Il y a ainsi eu une première connaissance en Afrique qui a permis la sensibilisation de la population canadienne à la différence tout autant que l'intérêt des familles burkinabé pour la région des Maritimes fort peu connue au Canada. Des soirées cinéma et débat ont suivi ce premier voyage alors que les Canadiens étaient de retour chez eux. Un échange en retour doit permettre aux enfants africains de mieux connaître le paysage, la culture et les familles des Maritimes. Parallèlement, la municipalité s'ouvre à l'immigration africaine et, en provenance du Burkina ou d'ailleurs, ces nouvelles populations sont déjà intégrées positivement dans l'imaginaire local. Le processus de « frottement » a commencé dans la réciprocité et a des chances de continuer dans la même orientation partenariale et équitable. (Expérience menée par Carole Fournier.)

3.5. DES POLITIQUES ET PRATIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MOBILITÉ

Nous retrouvons dans ces expériences locales et transnationales les éléments clés qui favorisent la reconnaissance : la réciprocité des processus et la coopération dans leur élaboration. Ce sont ces mêmes clés qui doivent être utilisées pour accompagner la mobilité des familles qui, rappelons-le, peut être réactive à des difficultés mais aussi projet de promotion sociale. En particulier, en opposition avec une vision restrictive de la rétention locale, il est important de promouvoir des programmes de collaboration entre les territoires pour accompagner la mobilité lorsqu'elle est souhaitée et nécessaire. Pour cela, il faut imaginer et créer des infrastructures souples, et parfois mobiles, qui permettront d'établir des liens entre les acteurs institutionnels et professionnels des divers espaces parcourus.

On pense ici aux personnels de la santé et du social mais aussi à ceux du monde scolaire. Un enfant ne doit pas être amené à toujours recommencer à zéro parce que ses parents ont entrepris un processus de mobilité secondaire après une première installation en région. On doit pouvoir

l'accueillir rapidement dans un nouveau milieu scolaire en tenant compte de ses acquis réels. Le passage d'une province à l'autre au Canada pose de réelles barrières sur ce plan et de nombreux enfants africains scolarisés en français au Québec se voient, dans les écoles francophones hors Québec, soumis à des processus de sélection qui les dévaluent. Ces difficultés sont sans conteste un élément important de démobilité des jeunes et de décrochage scolaire précoce. De la même manière, les apprentissages linguistiques des adultes devraient pouvoir s'effectuer dans la continuité sans « prendre en otage » les immigrants mobiles dans des processus propres à chaque province, voire à chaque localité. On devrait penser à de tels processus souples pour le problème des baux que la mobilité force parfois à interrompre ce qui entraîne des frais supplémentaires majeurs pour les familles. La question de l'accueil et du suivi des réfugiés se pose ici de manière particulièrement importante. En effet, ils sont à la fois les plus mobiles et les plus vulnérables. Leurs besoins sur le plan sanitaire et social sont particuliers et à long terme. Le stress post-traumatique se réveille souvent plusieurs années après l'arrivée au Québec et la famille a alors connu plusieurs destinations. Il est essentiel qu'une continuité des services de soutien et de soins psychosociaux s'instaure. Pour que cette continuité soit réelle, il importe que les familles migrantes puissent se référer à quelques intervenants pivots non seulement pour les orienter vers divers services mais aussi pour les aider à faire le lien entre diverses régions.

Il s'agirait en quelque sorte de médiateurs interculturels et inter-régionaux dont la tâche principale serait de créer des ponts, des voies de cheminement et de passage entre les immigrants et les institutions, d'une part, et, d'autre part, entre les diverses localités et les régions, voire les provinces que traversent ces migrants. Ces médiateurs seraient ainsi, avec les migrants qui les parcourent, les réorganisateurs des voies de la mobilité pancanadienne. Ils pourraient exercer ces fonctions à travers des ONG mais aussi des institutions gouvernementales canadiennes et provinciales. Leur fonction essentielle serait d'ouvrir des portes locales et régionales aux migrants tout en assurant la continuité de leurs apprentissages et de leur intégration. Sans nul doute, ce serait aussi un enrichissement pour les nouvelles localités d'installation qui bénéficieraient rapidement de personnes déjà adaptées et aux compétences interculturelles développées.

Finalement, et toujours pour assurer une continuité des services dans la mobilité des migrants à travers le Canada, il serait important de soutenir matériellement et politiquement les réseaux provinciaux et pancanadiens d'organismes non gouvernementaux et de services publics. Ces réseaux et la concertation qu'ils permettent constituent des atouts importants pour assurer une stabilité dans la mobilité. Ils permettent à la fois continuité et transfert des acquis d'une destination à l'autre. Les réseaux des organismes

francophones hors Québec tout comme la Table de concertation des organismes pour les immigrants et réfugiés au Québec (TCRI) en sont de bons exemples. Mais il serait indispensable que ce type de réseautage soit reconnu dans les priorités politiques et soutenu par des programmes réguliers de financement.

C'est au moyen de ces orientations, mesures et pratiques qu'on pourrait favoriser à la fois la résilience locale en lien avec un territoire et la résilience dans la mobilité en la développant à travers les réseaux immigrants et les services et interventions qui pourraient jalonner ces routes.

DE LA GÉOGRAPHIE SYMBOLIQUE À LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE

Autour de la mobilité secondaire des migrants, trois enjeux majeurs ont ainsi été abordés : le premier est celui des territoires et des éléments qui permettent leur ouverture ou marquent leur fermeture ; le deuxième est lié aux trajectoires et stratégies de mobilité des migrants vues comme positives ou négatives selon les acteurs et leurs intérêts ; et le dernier est celui des réseaux qui construisent l'infrastructure à la fois de ces trajectoires mais aussi de l'Histoire. Les voies pour dépasser ces enjeux sont celles de la résilience elle-même construite par la reconnaissance. C'est pourquoi des politiques, pratiques, actions, mesures et programmes de reconnaissance doivent être mis en œuvre et portés tant par les acteurs locaux que par les décideurs régionaux et nationaux.

Et voici donc la fin du voyage ! Sur les traces des immigrants et réfugiés du XXI^e siècle, une nouvelle géographie symbolique et relationnelle s'est dessinée. Suivant à la fois les routes de leur mobilité et les chemins de leurs réseaux, cette carte du monde écrite par les migrants articule des espaces jusqu'alors inconnus les uns des autres, traverse les frontières internationales et construit des ponts entre des métropoles, des villages et des régions d'un bout à l'autre du monde. Dans cette géographie symbolique, c'est en même temps Kinshasa, Rabat, Sherbrooke et Brooks qui deviennent des références incontournables. Les métropoles comme Bogotá, Rio de Janeiro et Dakar se rencontrent avec des villages nord-américains. Trois-Pistoles, Drummondville, Saint-Marc-du-Lac-Long, Rivière-du-Loup, petites localités québécoises, entrent dans le grand livre de l'imaginaire migratoire. Portée tant par les migrants que par les résidents de leurs pays d'origine, cette géographie de la mobilité introduit des transformations à la fois dans les processus postmigratoires et dans les projets prémigratoires

dans les pays d'origine. Des Brésiliens, des Argentins, des Colombiens mais aussi des Sénégalais, des Marocains et des Congolais projettent de s'installer à Rimouski, Sherbrooke, Moncton ou Calgary. Dans les pays d'émigration, la géographie s'ouvre, se complexifie et s'enrichit au fil des pérégrinations de leurs ressortissants migrants.

Mais qu'en est-il dans les sociétés d'accueil, dans ces régions nouvellement connues, traversées et investies? Jusqu'à quel point ces cartes du monde élargies et enrichies y sont-elles développées, actualisées et incorporées par les locaux? Si l'imaginaire des pays d'origine s'en trouve élargi, les constats faits dans cet ouvrage indiquent que nombre de localités des pays d'accueil ne se saisissent pas de cette occasion unique de s'ouvrir au monde et d'en devenir un élément en réseau avec les autres. Si quelques-unes jouent la carte de l'ouverture et du changement par l'immigration, nombre d'entre elles se montrent plutôt frileuses à l'altérité et inquiètes face à la mobilité. Et c'est bien sur le plan de l'imaginaire et du sens que le changement peut d'abord s'amorcer. Faciliter la mobilité des migrants, l'accompagner, la reconnaître comme une stratégie d'intégration permet de faire une première avancée dans la perspective du changement. C'est accepter d'être touché et transformé par la diversité et le mouvement. De plus, valoriser et favoriser les stratégies familiales d'insertion, de citoyenneté et de mobilité sociale représentent la deuxième étape de l'enrichissement des collectivités locales. C'est aller volontairement vers l'altérité. Finalement, la troisième étape est celle qui, transformant les repères et références traditionnels locaux, les situe dans un contexte international porté par les réseaux migrants. Il s'agit ici de s'allier à des espaces et acteurs internationaux pour alimenter le développement local. Ces trois étapes ne peuvent s'effectuer qu'à travers des politiques et pratiques de reconnaissance, elles-mêmes porteuses de résilience.

Considérant la mobilité comme une force et non comme un obstacle, s'appuyant sur des réseaux transnationaux porteurs de résilience et mettant de l'avant des histoires diverses mais en interaction, on se doit d'inverser le regard qu'on porte sur les migrants, d'une part, et sur les territoires qu'ils parcourent, d'autre part.

En effet, la résilience n'est pas à sens unique. Ce qui favorise la résilience du migrant face aux obstacles rencontrés durant son parcours développe aussi la résilience de sa collectivité d'accueil et celle de sa région de départ. Selon Torjman (2008), la résilience des communautés est le produit de quatre éléments en interaction : le soutien, l'adaptation, l'opportunité et l'engagement. Le parcours pré- et postmigratoire des familles installées au Canada est porteur de ces quatre dimensions et s'effectue le plus souvent grâce à elles : on y retrouve le soutien du réseau, la nécessaire

adaptation au milieu, l'identification et la saisie des opportunités tout comme l'engagement dans le projet familial de promotion sociale. Il reste aux localités d'accueil à se saisir de l'opportunité que représente l'immigration internationale dans leur milieu, à s'y engager, à s'y adapter en se transformant et à mettre en œuvre tous les vecteurs de soutien tant sur le plan économique, social que relationnel. Dès lors, on pourra parler d'un enrichissement de la géographie symbolique mais peut-être plus encore de transformations dans la géographie politique. Les ponts construits par les migrations pourront se transformer en alliance pour le développement des uns et des autres et la mobilité, cessant d'être un problème, deviendra non seulement un droit mais aussi la force de nos sociétés et de leurs populations.

- ADELKHAH, F. et J.F. BAYARD (2007). *Voyages du développement*, Paris, Karthala.
- BERGERON, J. et S. POTTER (2006). « Family members and relatives: An important resource for newcomer's settlement », *Canadian Issues – Thèmes canadiens*, printemps.
- BLION, R. (2005). *Migration/développement. Un débat devenu européen et d'actualité*, <www.coe.int/t/e/north-south_centre/programmes/5_europe-africa_dialogue/c_hr_and_migration/Migration-developpement,%20un%20debat%20devenu%20europeen%20et%20d'actualit%C3%A9.asp>.
- BOLZMAN, C. (2006). « Violence politique, exil et formes de résilience », *Chemins de résilience. Un éclairage multidisciplinaire à partir de récits de vie*, Genève, Hôpitaux universitaires de Genève, Éditions Médecine et Hygiène, p. 162-173.
- CAHUC, P. et D. FOUGÈRE (2002). « Immigration, emploi et salaire », dans François Héran, *Immigration, Marché du travail, Intégration*, Paris, Commissariat général du Plan, p. 323-336.
- CARROUÉ, L. (2007). *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin.
- Citoyenneté et Immigration Canada (2003). *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, Ottawa, Gouvernement du Canada.
- Conversation Métropolis (2003). *Série de conversations n° 9: Régionalisation de l'immigration*, Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada, <www.canada.metropolis.net/research-policy/conversation/conversation_9f.pdf>, consulté le 4 juillet 2007.
- CYRULNIK, B. (2002). *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob.
- CYRULNIK, B. (2004). *Parler d'amour au bord du gouffre*, Paris, Odile Jacob.
- CYRULNIK, B. (2005). *Le murmure des fantômes*, 2^e éd., Paris, Odile Jacob.
- CYRULNIK, B. et C. SERON (2004). *La résilience ou comment renaitre de sa souffrance*, Paris, Fabert, coll. « Penser le monde de l'enfant ».

- DALOZE, J. (2006). *De Moi migrant à RIDI: une recherche action en milieu rural et semi-rural frontalier Lorraine française–Grand Duché de Luxembourg–Luxembourg belge*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Observatoire de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants.
- DE GAULEJAC, V. et I. LEONETTI (1997). *La lutte des places*, Paris, Desclée de Brouwer.
- ECHRAF OUEDRAOGO, A. (2007). *Revue de la littérature sur les théories du développement et du codéveloppement*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Observatoire de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants.
- FAIST, T. (2000). « Transnationalization in international migration: Implications for the study of immigrant transnationalism », *International Migration Review*, vol. 37, p. 874-892.
- FIBBI, R., G. D'AMATO et M.-A. HILY (2008). « Pratiques transnationales – mobilité et territorialités », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, n° 2.
- GILDAS, S. (2002). « Penser globalement les migrations », *Revue Projet*, n° 272, <www.ceras-projet.com/index.php?id=1735>.
- GOHARD RADENKOVIC, A. (2006), *Plurilinguisme et mobilités en Europe et ailleurs: vers une nouvelle conception de la mobilité*, Conférence de clôture, colloque *Migrations et mobilité: du local au transnational*, Montréal, Université McGill, 74^e congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), 17 mai 2006.
- GOLEBIEWSKA, K. (2007). *Les orientations politiques de régionalisation de l'immigration en Australie*, Melbourne, Conférence internationale Métropolis, Melbourne, octobre.
- GUILBERT, L. (2008). « Femmes immigrantes et réfugiées: quelques tendances du début du XXI^e siècle », dans Michel De Waele et Martin Pâquet (dir.), *Québec, Champlain, le monde*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 223-240.
- HELLY, D., VATZ LAAROSSI, M. et L. RACHÉDI (2001). *Transmission culturelle aux enfants par de jeunes couples immigrants*, Montréal, Rapport Immigration et Métropoles.
- HYNDMAN, J. et M. WALTON ROBERTS (1999). *Transnational Migration and Nation: Burmese Refugees in Vancouver*, Vancouver, Vancouver Centre of Excellence, Working Paper Series.
- IONESCU, M. et al. (2007). « Les travailleurs de la santé africains à Genève », *Migration IOM*, janvier, p. 3-5.
- IRZIGSOHN, J. (1999). *Immigration and the Boundaries of Citizenship: The Structure and Institutions of Immigrants' Political Transnationalism*, Lisbonne, Universidade Nova de Lisboa, SociNova Working Papers n° 13.
- LACROIX, T. (2003). *Espace transnational et territoires: les réseaux marocains du développement*, Poitiers, MIGRINTER, Thèse de doctorat en géographie.
- LAVOIE, J.P., H. BELLEAU, N. GUBERMAN, A. BATTAGLINI, S. BROTMAN, M.E. MONTEJO et K. HALLOUCHE (2007). « Prendre soin en contexte d'immigration récente. Les limites aux solidarités familiales à l'égard des membres de la famille avec incapacités », *Revue internationale électronique Enfance Familles Générations*, n° 6, <www.erudit.org/revue/efg/2007/v/n6/index.html>.
- LE GALL, J. (2005). « Familles transnationales: bilan des recherches et nouvelles perspectives », *Diversité urbaine*, vol. 5, n° 1, p. 29-42.
- LEGAULT, G. et L. RACHÉDI (2008). *L'intervention interculturelle*, 2^e éd., Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur.

- LELOUP, X. et M. RADICE (2008). *Les nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- LENOIR-ACHDJIAN, A., I. DRAINVILLE, D. HELLY, M. VATZ LAAROUSI, S. ARCAND et A. MAHFOUDH (2008). « The professional insertion of immigrants born in the Maghreb: Challenges and impediments for intervention », *Journal of International Migration and Integration (JIMI)*, Numéro spécial, « Issues of workplace discrimination and employment barriers / Questions de discrimination et barrières en emploi », vol. 8, n° 1.
- LUSIS, T. (2006). « Réseaux transnationaux des immigrants philippins dans les villes d'Ontario », Conférence internationale Métropolis, Lisbonne, octobre.
- MAFFESOLI, M. (2004). *La part du diable*, Paris, Flammarion.
- MANÇO, A. (2002). *Compétences interculturelles des jeunes issus de l'immigration. Perspectives théoriques et pratiques*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles ».
- MANÇO, A. (2008). *Valorisation des compétences et co-développement. Africain(e)s qualifié(e)s en immigration*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles ».
- MOROKVASIC, M., C. CATARINO et M.-A. HILLY (2005). « Femmes, genre, migrations et mobilités », *Revue européenne des migrations internationales*, numéros thématiques 1-2.
- PARTHOENS, C. et A. MANÇO (2005). *De Zola à Atatürk: un « village musulman » en Wallonie. Cheratte-Visé*, Paris, L'Harmattan, coll. « Compétences interculturelles ».
- PORTES, A. (2003). « Theoretical convergencies and empirical evidence in the study of citizenship and culture », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 23, n° 2, p. 189-222.
- RAY, B. (1999). « Plural geographies in Canadian cities: Interpreting immigrant residential spaces in Toronto and Montreal », *Canadian Journal of Regional Science*, vol. 22, nos 1-2, p. 65-86.
- RENAUD, J., A. GERMAIN et X. LELOUP (2004). *Racisme et discrimination: permanence et résurgence d'un phénomène inavouable*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- RENAUD, J. et al. (2001). « Ils sont maintenant d'ici. Les dix premières années au Québec des immigrants admis en 1989 », *Les cahiers du GRES*, vol. 2, n° 1, p. 29-40.
- RIANO ALCALA, P., M. COLORADO, P. DIAZ et A. OSORIO (2008). *Migration forcée des Colombiens. Colombie Équateur Canada*, Vancouver, Rapport de recherche UBC.
- RICCIO, B. (2006). « Transmigrants mais pas nomades. Transnationalisme mouride en Italie », *Cahier d'études africaines*, vol. 1, p. 95-114.
- RYAN, L. et J. WOODILL (2000). *A Search for Home: Refugee Voices in the Romero House Community*, Toronto, Maytree Foundation, <www.maytree.com>. Étude faite à la demande de la Ville de Toronto.
- SIMICH, L. (2003). « Negotiating boundaries of refugee resettlement: A study of settlement patterns and social support », *CRSA-RCSA*, n° 40.5.
- TARRIUS, A. (2000). *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, Identités, Territoires*, Poitiers, Éditions de l'Aube, coll. « Monde en cours ».
- TARRIUS, A. (2002). *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris, Balland.
- TARRIUS, A. (2006). *Les territoires de la circulation: des immigrés aux élites mobiles*, <urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/docs/ouvr1/seance3.htm>, consulté le 25 juin 2008.

- TARRIUS, A. (2007). *La remontée des Sud. Afghans et Marocains et Europe méridionale*, Poitiers, Éditions de l'Aube, coll. « Monde en cours ».
- TEJADA, G. *et al.* (2007). « Tourisme et codéveloppement », *Migration IOM*, janvier, p. 13-15.
- TORJMAN, S. (2008). *Sharred Spaces: The Communities Agenda*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy.
- VATZ LAAROUSSI, M. (2001). *Le familial au cœur de l'immigration: stratégies de citoyenneté des familles immigrantes au Québec et en France*, Paris, L'Harmattan, coll. « Espaces interculturels ».
- VATZ LAAROUSSI, M. (2007a). « Les relations intergénérationnelles, vecteurs de transmission et de résilience au sein des familles immigrantes et réfugiées au Québec », *Revue internationale électronique Enfance Familles Générations*, n° 6, <www.erudit.org/revue/efg/2007/v/n6/index.html>.
- VATZ LAAROUSSI, M. (2007b). « Les usages sociaux et politiques de la mémoire familiale: de la réparation de soi à la réparation des chaos de l'histoire », *Revue internationale électronique Enfance Familles Générations*, n° 7 <www.erudit.org/revue/efg/2007/v/n6/index.html>.
- VATZ LAAROUSSI, M. (2007c). « Le réseau stratégique sur l'immigration en dehors des métropoles: une structure de recherche, d'échanges et de consultation », *Nos diverses cités, Collectivités rurales*, n° 3, été (RAC).
- VATZ LAAROUSSI, M. (2008a). « Du Maghreb au Québec: accommodements et stratégies », *Revue internationale Travail, genre et société*, n° 20, novembre, p. 47-66.
- VATZ LAAROUSSI, M. (2008b). « L'immigration dans les régions du Québec et dans les communautés francophones hors Québec: une volonté partagée, des contextes différents, des défis communs, des pistes à transférer », *Thèmes canadiens*, printemps.
- VATZ LAAROUSSI, M. (2009). « L'intergénérationnel dans les réseaux transnationaux des familles immigrantes: mobilité et continuité », dans R. Hurtubise et A. Quéniart, *L'intergénérationnel: regards pluridisciplinaires*, Rennes, Éditions de la Haute école de santé publique.
- VATZ LAAROUSSI, M., C. BOLZMAN et M. LAHLOU (2008). *Familles immigrantes au gré des ruptures. Tisser la transmission*, Lyon, L'Interdisciplinaire.
- VATZ LAAROUSSI, M. et J. CHARBONNEAU (2002). « L'accueil et l'intégration des immigrants: à qui la responsabilité? Le cas de jumelages entre familles immigrantes et familles québécoises », *Lien social et Politiques*, n° 46, automne, p.111-124.
- VATZ LAAROUSSI, M., L. GUILBERT, B. VÉLEZ et G. BEZZI (2007). *Femmes immigrantes et réfugiées dans les régions du Québec: insertion et mobilité*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Rapport de recherche effectué pour Condition Féminine Canada, Observatoire de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants, mai.
- VATZ LAAROUSSI, M., C. LÉVESQUE, F. KANOUTÉ, L. RACHÉDI, C. MONTPETIT et K. DUCHESNE (2005). *Les différents modèles de collaboration familles-écoles: trajectoires de réussite pour des groupes immigrants et des groupes autochtones du Québec*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Rapport présenté au FQRSC-MEQ, juin.

- VATZ LAAROSSI, M. et A. MANÇO (2003). *Jeunesses, citoyennetés, violences. Réfugiés albanais en Belgique et au Québec*, Paris, L'Harmattan, coll. «Compétences interculturelles».
- VATZ LAAROSSI, M. et L. RACHÉDI (2002). *Familles immigrantes des guerres en Estrie. De la connaissance au soutien*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Rapport présenté au ministère de la Famille et de l'Enfance, RIFE.
- VATZ LAAROSSI, M. et L. RACHÉDI (2004). «La résilience comme contribution sociale pour les jeunes et familles réfugiés», *Thèmes canadiens*, avril, p. 48-52
- VATZ LAAROSSI, M. et L. RACHÉDI (2006). «Les migrants de la mémoire et de l'histoire : des témoins de la culture arabo-musulmane», *Insaniyat, Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, CRASC, nos 32-33, avril-septembre (RAC).
- VATZ LAAROSSI, M. et M. WALTON ROBERTS (2005). «Penser l'immigration en dehors des métropoles au Canada», Numéro spécial de la revue *Études ethniques au Canada*, vol. 37, n° 3.
- VINSONNEAU, G. (2002). *L'identité culturelle*, Paris, Armand Colin.
- WITHOL DE WENDEN, C. (2004). «L'union européenne face aux migrations», *Migrations société*, vol. 16, n° 91.
- WHITOL DE WENDEN, C. (2005). «Éthique et relations internationales – Migrations, frontières et européanisation», *TRANS. Internet-Zeitschrift für Kulturwissenschaften*, n° 16/2005, <www.inst.at/trans/16Nr/13_2/dewenden16.htm>.

Proximités

Lien, accompagnement et soin
*Sous la direction de Michèle Clément,
Lucie Gélinau et Anaïs-Monica McKay*
2009, ISBN 978-2-7605-1605-2, 386 pages

Visages multiples de la parentalité

*Claudine Parent, Sylvie Drapeau,
Michèle Brousseau et Eve Pouliot*
2008, ISBN 978-2-7605-1591-8, 486 pages

Penser la vulnérabilité

*Sous la direction de
Vivianne Châtel et Shirley Roy*
2008, ISBN 978-2-7605-1563-5, 264 pages

Violences faites aux femmes

*Sous la direction de Suzanne Arcand,
Dominique Damant, Sylvie Gravel
et Elizabeth Harper*
2008, ISBN 978-2-7605-1561-1, 624 pages

L'habitation comme vecteur de lien social

*Sous la direction de Paul Morin
et Evelyne Baillergeau*
2008, ISBN 978-2-7605-1540-6, 324 pages

Vivre son enfance au sein d'une secte religieuse

Comprendre pour mieux intervenir
Lorraine Derocher
2007, ISBN 978-2-7605-1527-7, 204 pages

L'itinérance en questions

*Sous la direction de Shirley Roy
et Roch Hurtubise*
2007, ISBN 978-2-7605-1524-6, 408 pages

Solitude et sociétés contemporaines

Une sociologie clinique de l'individu
et du rapport à l'autre
Marie-Chantal Doucet
2007, ISBN 978-2-7605-1519-2, 198 pages

Problèmes sociaux

Tome IV – Théories et méthodologies
de l'intervention sociale
Sous la direction de Henri Dorvil
2007, ISBN 978-2-7605-1502-4, 504 pages

Amour et sexualité chez l'adolescent – Fondements, Guide d'animation, Carnet de route

Programme qualitatif d'éducation
sexuelle pour jeunes hommes
Hélène Manseau
2007, ISBN 978-2-7605-1513-0, 194 pages

Les transformations de l'intervention sociale

Entre innovation et gestion
des nouvelles vulnérabilités ?
*Sous la direction de
Evelyne Baillergeau et Céline Bellot*
2007, ISBN 978-2-7605-1504-8, 258 pages

Problèmes sociaux

Tome III – Théories et méthodologies
de la recherche
Sous la direction de Henri Dorvil
2007, ISBN 978-2-7605-1501-7, 550 pages

Lutte contre la pauvreté, territorialité et développement social intégré

Le cas de Trois-Rivières
Pierre-Joseph Ulysse et Frédéric Lesemann
2007, ISBN 978-2-7605-1490-4, 168 pages

Pas de retraite pour l'engagement citoyen

*Sous la direction de
Michèle Charpentier et Anne Quéniart*
2007, ISBN 978-2-7605-1478-2, 210 pages

Enfants à protéger – Parents à aider

Des univers à rapprocher
*Sous la direction de
Claire Chamberland, Sophie Léveillé
et Nico Trocnoé*
2007, ISBN 978-2-7605-1467-6, 480 pages

Le médicament au cœur de la socialité contemporaine

Regards croisés sur un objet complexe
*Sous la direction de Johanne Collin,
Marcelo Otero et Laurence Monnais*
2006, ISBN 2-7605-1441-2, 300 pages

Le projet Solidarité Jeunesse

Dynamiques partenariales
et insertion des jeunes en difficulté
*Martin Goyette, Céline Bellot
et Jean Panet-Raymond*
2006, ISBN 2-7605-1443-9, 212 pages

La pratique de l'intervention de groupe

Perceptions, stratégies et enjeux
Ginette Berteau
2006, ISBN 2-7605-1442-0, 252 pages

Repenser la qualité des services en santé mentale dans la communauté

Changer de perspective
*Lourdes Rodriguez, Linda Bourgeois,
Yves Landry et al.*
2006, ISBN 2-7605-1348-3, 336 pages

L'intervention sociale en cas de catastrophe

*Sous la direction de Danielle Maltais
et Marie-Andrée Rheault*
2005, ISBN 2-7605-1387-4, 420 pages

Trajectoires de déviance juvénile

N. Brunelle et M.-M. Cousineau
2005, ISBN 2-7605-1372-6, 232 pages

Revenu minimum garanti

Lionel-Henri Groulx
2005, ISBN 2-7605-1365-3, 380 pages

Amour, violence et adolescence

Mylène Fernet
2005, ISBN 2-7605-1347-5, 268 pages

Réclusion et Internet

Jean-François Pelletier
2005, ISBN 2-7605-1259-2, 172 pages

Au-delà du système pénal

L'intégration sociale et professionnelle
des groupes judiciarisés et marginalisés
Sous la direction de Jean Poupart
2004, ISBN 2-7605-1307-6, 294 pages

L'imaginaire urbain et les jeunes

La ville comme espace d'expériences
identitaires et créatrices
*Sous la direction de
Pierre-W. Boudreault et Michel Parazelli*
2004, ISBN 2-7605-1293-2, 388 pages

Parents d'ailleurs, enfants d'ici

Dynamique d'adaptation du rôle parental
chez les immigrants
Louise Bérubé
2004, ISBN 2-7605-1263-0, 276 pages

Citoyenneté et pauvreté

Politiques, pratiques et stratégies d'insertion
en emploi et de lutte contre la pauvreté
Pierre-Joseph Ulysse et Frédéric Lesemann
2004, ISBN 2-7605-1261-4, 330 pages

**Éthique, travail social
et action communautaire**

Henri Lamoureux
2003, ISBN 2-7605-1245-2, 266 pages

Travailler dans le communautaire

*Jean-Pierre Deslauriers,
avec la collaboration de Renaud Paquet*
2003, ISBN 2-7605-1230-4, 158 pages

Violence parentale et violence conjugale

Des réalités plurielles, multidimensionnelles
et interreliées
Claire Chamberland
2003, ISBN 2-7605-1216-9, 410 pages

Le virage ambulatoire: défis et enjeux

*Sous la direction de
Guilhème Pérodeau et Denyse Côté*
2002, ISBN 2-7605-1195-2, 216 pages

Priver ou privatiser la vieillesse ?

Entre le domicile à tout prix
et le placement à aucun prix
Michèle Charpentier
2002, ISBN 2-7605-1171-5, 226 pages

**Huit clés pour la prévention
du suicide chez les jeunes**

Marlène Falardeau
2002, ISBN 2-7605-1177-4, 202 pages

La rue attractive

Parcours et pratiques identitaires
des jeunes de la rue
Michel Parazelli
2002, ISBN 2-7605-1158-8, 378 pages

Le jardin d'ombres

La poétique et la politique
de la rééducation sociale
Michel Desjardins
2002, ISBN 2-7605-1157-X, 260 pages

Problèmes sociaux

Tome II – Études de cas
et interventions sociales
*Sous la direction de
Henri Dorvil et Robert Mayer*
2001, ISBN 2-7605-1127-8, 700 pages

Problèmes sociaux

Tome I – Théories et méthodologies
*Sous la direction de
Henri Dorvil et Robert Mayer*
2001, ISBN 2-7605-1126-X, 622 pages

UNE RÉPONSE ORIGINALE AUX QUESTIONS QUE POSE LA MOBILITÉ DES MIGRANTS

Illustré de nombreuses histoires de mobilité, l'ouvrage analyse l'importance des dynamiques familiales, des réseaux et de l'histoire migratoire dans les rapports entretenus avec les territoires, les frontières et la mobilité, tant géographique que sociale. C'est dans ces articulations complexes que l'auteure identifie des faisceaux de résilience qui permettent aux migrants, hommes et femmes, jeunes et adultes, de survivre dans l'adversité, mais plus encore de «rebondir» et d'avancer dans un parcours d'insertion semé d'embûches.

Cet ouvrage s'adresse dès lors non seulement aux chercheurs et aux formateurs de l'immigration et de l'interculturel, mais aussi aux décideurs, gestionnaires et praticiens qui œuvrent avec des migrants. L'auteure fait le pari que, s'ils saisissent ces dynamiques familiales de mobilité, les politiques, programmes et pratiques d'intervention peuvent favoriser le développement de la résilience, permettant ainsi une meilleure intégration sociale des migrants et l'adaptation des territoires qui les accueillent.



Assistante sociale et titulaire d'un doctorat en psychologie culturelle en France, MICHÈLE VATZ LAAROSSI est professeure de travail social à l'Université de Sherbrooke depuis 1992. Ses recherches portent sur les familles immigrantes et réfugiées au Canada, sur les réseaux transnationaux des immigrants installés dans plusieurs régions du monde, sur l'immigration en région et sur l'intervention interculturelle. Elle est responsable du Réseau international de recherche sur l'immigration en dehors des grands centres et s'intéresse particulièrement aux mobilités familiales et à l'accueil des immigrants dans les petites localités.